Revue économique

Avril 1982

Canada

Revue économique
Avril 1982

Aperçu général de la conjoncture économique
présenté par
l'honorable Allan J. MacEachen
ministre des Finances

Ministère des Finances Canada
Department of Finance Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1982

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste au:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, Canada, K1A 0S9

N° de catalogue FI-21/1982F
ISBN 0-660-90870-0

Canada: $8.95
à l'étranger: $10.75

Prix sujet à changement sans avis préalable

Couverture: Lumière reflétée à travers une série de plaquettes de silicon traité, de fabrication canadienne. De 20 à 30 circuits intégrés sont imprimés sur chacune des plaquettes de trois pouces, selon l'usage que l'on en fait. Photo: Mitel.

Table des matières

1. Evolution générale en 1981 1
Evolution internationale et orientation des politiques 1
Evolution et orientation des politiques au Canada 2
Plan de la Revue 4

2. Prix, salaires et productivité 7
Evolution des prix 7
Coûts de main-d'œuvre 10
Prix relatifs 12
Indice des prix à la consommation et variations de prix relatifs 12
Productivité et salaires réels 14
Répartition du revenu national net 16

3. Evolution financière 19
Politique monétaire en 1981 19
Taux d'intérêt à court terme 21
Taux d'intérêt réels 23
Taux d'intérêt à long terme 23
Evolution des marchés financiers en 1981 25
Secteur des entreprises non financières 26
Marché des valeurs mobilières 28
Secteur des particuliers 29
Banques à charte 32
Institutions financières autres que les banques 33

4. Secteurs des ménages, de l'habitation et des entreprises 37
Sources de revenu 37
Dépenses des particuliers 38
Dépenses, prix relatifs et revenu 40
Mises en chantier de logements 42
Investissements fixes des entreprises 43
Stocks 44
Rentabilité des entreprises 46
Source et emploi des fonds 47
Cœfficients financiers 48
Annexe: Epargne et revenu disponible corrigés de l'inflation 49

5. Le marché du travail 51
Offre de main-d'œuvre 51
Demande de main-d'œuvre 55
Le marché du travail au second semestre de 1981 57
Les arrêts de travail en 1981 58

6. Evolution sectorielle et régionale 61
Agriculture 61
Pêche 61
Industrie forestière 61
Mines 62
Fabrication 63
Construction 63
Services d'utilité publique 65
Transports, entreposage et communications 65
Commerce 65
Finance, assurance et immobilier 65
Services socio-culturels, commerciaux et personnels 65
Administration publique et défense 66
Région de l'Atlantique 66
Québec 68
Ontario 68
Région des Prairies 70
Colombie-Britannique 71

7. La balance des paiements 73
Balance des paiements courants 73
Commerce extérieur 73
Services 79
Intérêts et dividendes 79
Autres services 80
Tourisme 80
Balance des capitaux, taux de change et réserves officielles de change 81
Annexe: La compétitivité internationale 86

8. Secteur public 89
Gouvernement fédéral 89
Gestion de la dette 94
Administrations provinciales et locales 97
Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec 101
Ensemble du secteur public 103
Soldes budgétaires 105

9. Comparaisons internationales 107
Croissance réelle de la production 107
Marché du travail 107
Inflation 109
Productivité du travail 109
Taux d'intérêt et taux de change 109
Balance des paiements 111
Soldes budgétaires 112

Tableaux de référence (liste) 115

Tableaux

1.1 Sommaire de la dépense nationale brute au Canada 3
2.1 Inflation récente au Canada et facteurs reliés 8
2.2 Inflation des rémunérations et prix, Canada et Etats-Unis 11
2.3 Variations relatives des prix 12
2.4 Comparaison des mouvements de l'indice des prix à la consommation selon diverses pondérations des dépenses 13
2.5 Comparaison de productivité du travail et des variations de gages réels au Canada 14
3.1 Croissance de la monnaie et les taux d'intérêt 21
3.2 Expansion du crédit 25
3.3 Expansion du crédit par instrument 26
3.4 Financement des entreprises privées non financières 27
3.5 Mesures de crédit choisies 28
3.6 Offre de titres et répartition des portefeuilles 29
3.7 Prêts aux particuliers 31
3.8 Hypothèques 32
3.9 Avoirs des banques à charte 33
3.10 Avoirs des institutions de dépôts non bancaires 34
3.11 Avoir des organismes d'assurance et de pensions 34
4.1 Sources et disposition du revenu personnel 38
4.2 Part et croissance procentuelles des catégories de dépenses de consommation 40
4.3 Elasticités estimatives des dépenses de consommation 41
4.4 Indicateurs de nouvelles habitations 42
4.5 Nouvelles immobilisations des entreprises (dollars courants) 44
4.6 Sources et emploi des fonds des grandes sociétés industrielles 46
4.7 Ratios financiers choisis des grandes sociétés industrielles 47
4.8 Taux de l'épargne personnelle et de la croissance du revenu personnel disponible réel, corrigés de l'inflation 50
5.1 Evolution de la population active 52
5.2 Composition de la population active canadienne (parts de l'ensemble) 54
5.3 Taux régionaux de croissance de la population source, des taux de participation et de la population active 54
5.4 Comparaison des variations cumulatives des variables du marché du travail au cours des six premiers mois suivant un sommet de production industrielle 57
5.5 Perspectives de temps des arrêts de travail 59
6.1 Principaux indicateurs économiques par secteur 64
6.2 Principaux indicateurs économiques par région 69
7.1 Sommaire du compte courant de la balance canadienne des paiements internationaux 74
7.2 Le solde du commerce par catégorie de produit et par pays 75
7.3 Commerce extérieur canadien de marchandises 76
7.4 Importations canadiennes de marchandises 77
7.5 Balance commerciale, produits travaillés finis 80
7.6 Balance canadienne des paiements internationaux 81
7.7 Comparaison internationale de coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier 87
8.1 Recettes, dépenses et situation nette du gouvernement fédéral 89
8.2 Recettes du gouvernement fédéral 90
8.3 Dépenses du gouvernement fédéral 91

8.4 Opérations financières du gouvernement fédéral 93
8.5 Encours des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada 94
8.6 Titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada détenus par le grand public hors-banques 95
8.7 Recettes, dépenses et situation nette des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) 97
8.8 Recettes des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) 98
8.9 Dépenses des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) 99
8.10 Besoins d'emprunt et financement des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) et entreprises 100
8.11 Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec, revenus, dépenses et situation nette 102
8.12 Ensemble des administrations, recettes, dépenses et situation nette 103
8.13 Total des recettes de l'Etat 104
8.14 Total des dépenses de l'Etat 104
8.15 Soldes budgétaires réels et corrigés des effets de l'inflation, secteurs fédéral et consolidés d'administration 105
9.1 Evolution des indicateurs économiques choisis de l'OCDE 108
9.2 Evolution des taux d'intérêt et de change des principaux pays de l'OCDE 111
9.3 Soldes des comptes courants des pays de l'OCDE 112
9.4 Comparaison internationale des soldes budgétaires des administrations centrales en pourcentage du produit intérieur brut ou du produit national brut 113
9.5 Comparaison internationale des soldes budgétaires de l'ensemble des administrations en pourcentage du produit intérieur brut ou du produit national brut 113

Graphiques

2.1 Indice des prix à la consommation 9
2.2 Parts du revenu national net au coût des facteurs 17
3.1 Offre de monnaie à sens étroit 20
3.2 Sélection de taux d'intérêt à court terme 22
3.3 Sélection de taux d'intérêt à long terme 24
3.4 Courbes de rendement, obligations du Gouvernement du Canada 30
3.5 Financement des sociétés non financières 36
4.1 Mises en chantier de logements 39
4.2 Stocks et ventes réels d'entreprises 45
5.1 Taux de participation et de chômage 53
5.2 Indice global d'emploi et de production 56
6.1 Produit intérieur brut aux prix de 1971 62
6.2 Taux de chômage régional 67
7.1 Compte courant de la balance des paiements 78
7.2 Balance canadienne des paiements internationaux 82
7.3 Réserves internationales et taux de change 84
7.4 Compétitivité du Canada dans le secteur manufacturier 86
9.1 Comparaison internationale de croissance, de chômage, d'inflation et de productivité réels en 1980 et 1981 110

1. Evolution générale en 1981

Evolution internationale et orientation des politiques

La stagflation, c'est-à-dire la conjonction d'une inflation rapide et d'une croissance lente, qui était apparue comme la caractéristique principale de l'économie vers le milieu des années 70, a continué d'affliger les principaux pays industrialisés du monde occidental en 1981. Le produit national brut (PNB) réel des sept plus grands pays[1] de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est accru de 1.2 pour cent en moyenne, tandis que l'inflation, mesurée par l'Indice des prix à la consommation (IPC), s'établissait à 10.1 pour cent en moyenne et le taux de chômage à 6.4 pour cent en 1981. Ces chiffres constituent un net recul par rapport aux taux moyens de la période 1973-1979, marquée par une expansion réelle de 3.3 pour cent, un chômage de 4.8 pour cent et une inflation de 9.2 pour cent. Les résultats économiques moyens de la période 1973-1981 témoignent d'une détérioration manifeste par rapport aux années 1966-1972, pendant lesquelles les principaux pays de l'OCDE avaient enregistré une croissance réelle de 4.6 pour cent, un taux de chômage de 3.1 pour cent et une inflation de 4.3 pour cent en moyenne.

Deux éléments apparaissent comme les principales causes de ce fléchissement général des pays de l'OCDE: le renchérissement instable de l'énergie et des autres matières premières et le ralentissement des gains de productivité. Le prix mondial du pétrole a plus que triplé, passant de E.-U. $3.37 le baril en 1973 à E.-U. $11.25 en 1974 et à E.-U. $35 en 1981. L'indice du prix de tous les produits de base établi par l'*Economist*[2] a grimpé de 63 pour cent en 1973, de 23 pour cent en 1974, de 21 pour cent en 1977, de 22 pour cent en 1979 et de 18 pour cent en 1980. Il s'est élevé de près de 400 pour cent entre 1971 et 1980, avant de diminuer quelque peu en 1981. La productivité du travail, qui s'était améliorée de plus de 4 pour cent par an en moyenne dans les sept plus grands pays de l'OCDE de 1966 à 1972 et de plus de 2 pour cent pendant la période 1973-1979, a progressé de moins de 1 pour cent en moyenne en 1980 et en 1981.

Ces chocs subis du côté de l'offre — par opposition aux perturbations mieux connues de la demande — ont conduit à la stagflation en faisant monter les prix et baisser la production. Ces effets conjugués ont mis les autorités publiques devant des choix difficiles: toute relance de la production risquerait d'aggraver l'inflation à court et à long terme, tandis que les mesures visant à atténuer les effets inflationnistes de ces chocs de l'offre risqueraient de freiner la production réelle à court terme et de faire monter le chômage. Les pays ont réagi différemment à ces perturbations de l'offre pendant les années 70.

La récession mondiale amorcée en 1980 s'est poursuivie en 1981. Si la croissance réelle moyenne a été à peu près la même les deux années dans les pays de l'OCDE, l'évolution a été différente en Amérique du Nord et dans les autres pays de l'Organisation. Un ralentissement sensible a été ressenti en Europe, tandis qu'un redressement temporaire se manifestait en Amérique du Nord en 1981. Le PNB réel a encore baissé de 2.0 pour cent au Royaume-Uni l'an dernier, après un recul de 1.8 pour cent en 1980, tandis qu'il régressait de 1.0 pour cent en Allemagne après une hausse modeste l'année précédente. La France, l'Italie et le Japon ont vu leur PNB réel subir une décélération marquée en 1981, après des résultats déjà ternes en 1980. Le taux de croissance réelle a notablement augmenté aux Etats-Unis et au Canada l'an dernier, tout en restant nettement inférieur aux chiffres moyens d'avant 1975. Le PNB réel s'est accru de 2.0 pour cent en 1981 aux Etats-Unis et de 3.0 pour cent au Canada. Dans les autres principaux pays de l'OCDE, on estime que le rythme d'expansion moyenne a diminué sensiblement, passant de 1.7 pour cent en 1980 à 0.6 pour cent en 1981. Les résultats se sont améliorés

---

[1] Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada.

[2] Seules les denrées alimentaires et les matières premières industrielles sont comprises dans cet indice, qui ne tient pas compte de l'énergie.

dans l'ensemble sur le plan de l'inflation en 1981 dans l'OCDE, le rythme moyen de hausse de prix passant de 12.2 pour cent en 1980 à 10.1 pour cent l'an dernier dans les sept principaux pays. L'inflation a toutefois enregistré une accélération sensible au Canada, principalement à cause d'une expansion nettement plus vive dans le pays, d'anticipations inflationnistes fortement enracinées et d'une majoration importante des prix de l'énergie.

Les politiques fiscale et monétaire sont devenues plus restrictives en 1981 dans la plupart des pays de l'OCDE, ce qui a contribué au ralentissement général de la croissance réelle. L'amélioration observée au plan de l'inflation en 1981 peut être imputée à l'orientation généralement anti-inflationniste des politiques fiscale et monétaire, à la faible hausse du prix de l'énergie et des produits de base et à la décélération des salaires nominaux et des coûts unitaires de main-d'œuvre.

Nombre des pays de l'OCDE appliquent une politique fiscale plus restrictive depuis la fin des années 70 parce qu'ils craignent les effets de tensions inflationnistes persistantes et de déficits budgétaires toujours considérables. Ces déficits importants, dus initialement au ralentissement économique mondial de 1975 ainsi qu'aux mesures prises pour contrer ce phénomène, se sont révélés difficiles à résorber. Cette difficulté tient à la persistance d'une croissance lente, qui a limité les recettes publiques et gonflé les dépenses sociales, ainsi qu'à la vigueur de l'inflation qui a conduit à de fortes hausses des taux d'intérêt et, partant, à un alourdissement du service de la dette publique. Les effets déployés par les pays de l'OCDE pour restreindre leurs dépenses et leurs déficits n'ont généralement pas été abandonnés à l'occasion du choc pétrolier de 1979-1980, qui a contribué à faire baisser la production réelle. Bien au contraire, les pouvoirs publics ont généralement adopté une politique encore plus restrictive, tant pour empêcher la hausse des prix du pétrole de se répercuter sur les autres prix et sur les salaires et, ainsi, d'intensifier les tensions inflationnistes, que pour éviter l'alourdissement des déficits et des dépenses.

Le caractère restrictif de la politique monétaire a exercé une influence clé sur l'économie des pays de l'OCDE en 1981, l'évolution observée à cet égard dans nombre de ces pays étant largement la conséquence des mesures prises aux Etats-Unis. La croissance de l'offre de monnaie a marqué une décélération sensible, entraînant une flambée des taux d'intérêt nominaux et réels.

Evolution et orientation des politiques au Canada

Le tableau 1.1 montre l'évolution des principales composantes du PNB réel, qui a progressé de 3.0 pour cent en 1981. La plus forte hausse a été le fait des investissements, construction résidentielle comprise, qui ont augmenté de 5.9 pour cent. Les investissements domiciliaires ont marqué un redressement appréciable, enregistrant une hausse de 1.4 pour cent après avoir régressé, parfois considérablement, au cours des cinq dernières années. La construction non résidentielle a quelque peu ralenti par rapport à 1980, tandis que les investissements en machines et en outillage maintenaient tout juste leur taux de croissance de 1980. Cependant, à 8.4 pour cent et 5.6 pour cent respectivement, leur taux de progression est resté nettement supérieur au rythme de croissance du PNB réel en 1981. Les exportations ont affiché un certain redressement, qui est toutefois resté modéré (1.4 pour cent). Les importations ont progressé de 3.1 pour cent. Les exportations réelles de biens de marchandises ont augmenté plus vite que les importations mais, si l'on tient compte des services, la progression réelle des ventes à l'étranger a été moins rapide que celle des importations. Les dépenses courantes en biens et services et la formation de capital du secteur public ont augmenté de 2.0 pour cent.

Un fait marquant de l'évolution en 1981 est que l'expansion s'est limitée au premier semestre. Le PNB réel a accusé une hausse de 1.0 et de 1.4 pour cent aux premier et deuxième trimestres respectivement, avant de régresser de 0.9 et de 0.5 pour cent durant les deux trimestres suivants.

L'économie du Canada, comme celle d'autres pays occidentaux industrialisés, est aux prises avec la stagflation depuis le milieu des années 70. Le PNB réel, qui avait progressé de 5.5 pour cent par an en moyenne de 1966 à 1973, ne s'est élevé que de 2.8 pour cent par an de 1974 à 1981. Le taux de chômage, de 5.0 pour cent en moyenne pendant la période 1966-1973, est

Tableau 1.1
Sommaire de la dépense nationale brute réelle au Canada

	Part du total				Variation procentuelle			
	Moyenne 1971-78	1979	1980	1981	Moyenne 1971-78	1979	1980	1981
	(En pourcentage)							
Dépense de consommation	61.4	62.4	63.0	62.2	5.6	2.0	1.0	1.7
Dépense de l'Etat[1]	22.0	20.3	20.2	20.0	3.0	– 0.3	– 0.5	2.0
Construction résidentielle	5.2	4.2	3.8	3.7	6.0	– 7.3	– 10.6	1.4
Investissements d'entreprises	13.9	15.1	16.4	17.0	5.0	12.1	8.6	6.9
Const. non résidentielle	6.2	6.8	7.6	8.0	3.9	13.3	12.4	8.4
Machines et équipement	7.6	8.3	8.8	9.0	6.0	11.2	5.6	5.6
Variation des stocks	0.7	1.5	– 0.6	0.5	747[2]	1,898[2]	– 735[2]	698[2]
Exportations	23.1	24.4	24.7	24.3	4.8	2.7	1.0	1.4
Importations	(26.1)	(28.0)	(27.4)	(27.4)	6.6	6.0	– 2.2	3.1
Dépense nationale brute	100.0	100.0	100.0	100.0	4.6	3.0	0.0	3.0

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
[1] Comprend les dépenses courantes en biens et services et de formation de capital.
[2] Exprime un montant en millions de dollars de 1971 plutôt qu'une variation procentuelle.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

passé à 7.3 pour cent entre 1974 et 1981, pour s'établir à 7.6 pour cent en 1981. Tandis que l'expansion réelle ralentissait, l'inflation s'accélérait. Le taux d'augmentation de l'IPC est passé de 4.3 pour cent en moyenne pendant la période 1966-1973 à 10.9 pour cent en 1974, avant de descendre à 7.5 pour cent en 1976 et de remonter à 12.5 pour cent en 1981.

Le gouvernement fédéral avait réagi au milieu des années 70 en adoptant une politique complète de lutte contre l'inflation en octobre 1975. Les principaux éléments en étaient le contrôle de la masse monétaire, assorti d'une réduction progressive de l'expansion monétaire, une limitation de la croissance des dépenses publiques au taux de progression tendanciel du PNB, des politiques structurelles visant à atténuer les rigidités du marché, et un programme temporaire de contrôle des prix et des salaires adopté pour trois ans.

Le taux de croissance de la masse monétaire au sens étroit a été abaissé progressivement depuis 1975 conformément aux objectifs fixés par la Banque du Canada. En 1981, les taux d'intérêt, au Canada comme dans les autres pays de l'OCDE, ont accusé de fortes variations et atteint des niveaux sans précédent. Ces fluctuations des taux d'intérêt, si elles ont reflété les variations de l'inflation, ont également été influencées dans une large mesure par l'évolution marquée et volatile des taux américains. Même si la Banque du Canada n'emboîte pas automatiquement le pas aux décisions prises aux Etats-Unis, elle ne peut pas ne pas tenir compte de l'évolution des taux d'intérêt américains, ce qui place le Canada devant un dilemme. Si les taux canadiens n'augmentent pas en même temps que les taux aux Etats-Unis, le dollar canadien baisse, ce qui accroît les tensions inflationnistes. Par ailleurs, toute hausse des taux canadiens afin de suivre l'évolution aux Etats-Unis risque de freiner l'activité économique.

En matière fiscale, la croissance lente observée depuis le milieu des années 70 a incité le gouver-

nement fédéral à réduire les impôts en 1975, 1977 et 1978. Ces diminutions discrétionnaires, jointes aux effets automatiques d'une expansion lente sur les recettes et sur les dépenses sociales, de même qu'à l'indexation du régime fiscal des particuliers, se sont traduites par une forte hausse du déficit fédéral. Cependant, la persistance de l'inflation et des anticipations inflationnistes, de même que les préoccupations suscitées par ce déficit, ont motivé une réorientation de la politique après 1978. Les impôts ont été quelque peu relevés et les dépenses soumises à un contrôle plus strict. Cela a permis de diminuer le déficit budgétaire du gouvernement fédéral de 1.4 point du PNB en 1981, pour le ramener à 2.3 pour cent du PNB.

Plan de la Revue

Le chapitre 2 analyse l'évolution survenue au Canada en 1981 en matière de prix, de salaires et de productivité. Le rythme d'augmentation de l'IPC s'est accéléré jusqu'en juillet 1981, atteignant 13.0 pour cent sur 12 mois avant de redescendre à 12.1 pour cent en décembre. La réalisation de nouveaux progrès dans le freinage de l'inflation se heurte à plusieurs obstacles, notamment la persistance des anticipations inflationnistes et d'une croissance toujours faible de la productivité, l'importance des hausses nominales de salaires et la nécessité d'absorber de fortes majorations des prix de l'énergie. L'indice implicite des prix de la dépense nationale brute (IIP-DNB) a augmenté de 10.0 pour cent en 1981, contre 10.6 pour cent en 1980, principalement à cause d'un fléchissement du prix des exportations canadiennes. Ce chapitre offre une analyse de l'évolution des éléments de l'IPC et de l'indice implicite des prix des dépenses de consommation (IIP-DC), une composante essentielle de l'IIP-DNB. Il présente aussi les variations estimatives des salaires réels, qui sont comparées aux augmentations de productivité. La conclusion en est que les salaires ont marqué une progression réelle supérieure à celle de la productivité pendant une bonne partie des années 1966 à 1981. L'écart entre l'accroissement des salaires réels et celui de la productivité s'est nettement élargi de 1974 à 1977 et a diminué depuis. Les hausses de salaires réels qui dépassent les gains de productivité — ou les baisses de salaires réels plus faibles que le recul de la productivité — accroissent généralement les tensions inflationnistes. La moyenne des conventions salariales sans indemnité de vie chère, soit celles ne comportant aucune clause d'indemnisation du coût de la vie, ont augmenté en 1981, passant à 13.4 pour cent, contre 11.1 pour cent en 1980.

Le chapitre 3 passe en revue l'évolution des marchés financiers en 1981. Les autorités monétaires canadiennes ont appliqué leur politique dans un contexte d'intensification des tensions inflationnistes. En début d'année, une croissance rapide des revenus nominaux — reflétant en grande partie les augmentations de coûts et de prix — a poussé à la hausse les taux d'intérêt, qui ont atteint des niveaux records. Un peu plus tard, le conseil de la Réserve fédérale aux Etats-Unis a encore resserré sa politique monétaire, ce qui a entraîné un bond des taux d'intérêt américains et un renforcement notable du dollar américain sur les marchés mondiaux de change. Au Canada, les taux d'intérêt n'ayant pas augmenté aussi vite qu'aux Etats-Unis, le dollar a amorcé une baisse. Simultanément, le marché des changes s'est quelque peu détourné du dollar canadien à cause des prises de contrôle d'avoirs étrangers, du différend fédéral-provincial sur les prix de l'énergie et d'une inflation plus rapide au Canada qu'aux Etats-Unis. Les tensions à la baisse du dollar ont fait atteindre des niveaux records aux taux d'intérêt canadiens au mois d'août. La détente des taux américains au second semestre et un redressement du dollar canadien ont permis aux taux d'intérêt de baisser quelque peu au Canada. A la fin de décembre, les taux à court terme étaient descendus à plus de 650 centièmes de point au-dessous de leurs sommets au Canada. Les taux d'intérêt ont accusé des fluctuations considérables en 1981 et, malgré leur niveau plus élevé dans l'ensemble, le volume des financements obtenus sur les marchés financiers canadiens s'est notablement accru — encore que cette hausse soit en bonne partie le fait du crédit à court terme, les prêteurs paraissant plus réticents à immobiliser leurs fonds pendant une période prolongée. Et les institutions et les marchés financiers ont de nouveau fait la preuve de leur capacité d'adaptation à des taux d'intérêt élevés et instables en 1981.

Le chapitre 4 traite du secteur des particuliers, de l'habitation et des entreprises. Les dépenses réel-

les de consommation ont progressé de 1.7 pour cent en 1981, soit plus vite qu'en 1980. Leur hausse a toutefois été nettement inférieure à l'augmentation du revenu disponible réel, principal déterminant de la consommation, probablement à cause du niveau élevé des taux d'intérêt réels. Le taux d'épargne des particuliers est passé de 10.1 pour cent en 1980 à 11.6 pour cent en 1981. L'accélération du revenu disponible réel s'explique principalement par une forte hausse des revenus d'investissement et du travail, imputable à une vive augmentation du nombre d'emplois et à l'élévation appréciable du niveau moyen des rémunérations. Le chapitre 4 fournit également, à titre d'illustration, des estimations du taux d'épargne et de la croissance du revenu disponible réel compte tenu des effets de l'inflation sur la valeur réelle des actifs nets. Ces chiffres corrigés révèlent une augmentation beaucoup plus faible du taux d'épargne et une décélération plus marquée du revenu disponible des particuliers, au cours de la récente période inflationniste. Les investissements résidentiels ont marqué une progression réelle de 1.4 pour cent en 1981, première année de hausse depuis 1976. Les mises en chantier d'habitations ont atteint 178,000, soit 12.2 pour cent de plus qu'en 1980. Les investissements résidentiels ont été plus vigoureux au premier semestre de 1981 grâce à la forte hausse des revenus et à la demande de logements. Les investissements réels des entreprises en usines et en équipement se sont fortement accrus l'an dernier, augmentant plus vite que le PNB réel. Malgré la récession du second semestre, ils sont restés soutenus, en partie grâce à des projets ayant un caractère plus permanent et structurel comme la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie. La forte hausse des investissements des entreprises, jointe à une baisse des bénéfices, a entraîné un accroissement sensible des besoins de capitaux extérieurs des sociétés en 1981.

Le chapitre 5 analyse l'évolution du marché du travail, en particulier à la lumière de la croissance réelle de l'économie. La population active a augmenté de 2.7 pour cent et le nombre d'emplois de 2.6 pour cent. Le taux de chômage est donc passé de 7.5 pour cent en 1980 à 7.6 pour cent en 1981. Les deux années ont été marquées par des changements importants de composition de la population active, notamment: une diminution de la proportion des jeunes, une nouvelle hausse de celle des femmes adultes et une modification de la répartition régionale des nouveaux actifs. La vigueur de la demande et l'expansion de la production ont permis d'accroître fortement le nombre d'emplois au premier semestre de 1981. Le second semestre, par contre, a marqué un renversement vif de la production et de l'emploi. Au Canada comme aux Etats-Unis, les efforts de maintien des effectifs semblent être beaucoup moins soutenus au cours de la récession actuelle que pendant les phases initiales des récessions précédentes. Le chapitre se termine par une description des arrêts de travail au Canada en 1981.

L'expansion relativement rapide observée au premier semestre de 1981 et la récession du second semestre ont été assez largement ressenties par les principaux secteurs et les grandes régions économiques du pays, comme l'indique le chapitre 6. Sur l'ensemble de l'année, la production réelle s'est accrue dans tous les grands secteurs sauf l'exploitation forestière et l'industrie minière, les gains les plus appréciables étant le fait de la pêche, de l'agriculture et de la construction. Parmi les régions, ce sont les Prairies qui ont bénéficié de la plus forte croissance réelle, grâce à la poursuite de l'expansion du secteur de l'énergie et à une forte hausse des récoltes de céréales. En Ontario, la progression réelle a été plus rapide que dans l'ensemble du pays, la province bénéficiant tout particulièrement du redressement conjoncturel de l'industrie manufacturière au premier semestre. L'expansion réelle a été modeste sur l'ensemble de l'année au Québec et dans la région de l'Atlantique, notamment à cause d'un recul de l'industrie forestière, des mines et du commerce. La croissance aurait dû être plus faible en Colombie-Britannique, où l'industrie forestière et les activités connexes de transformation, relativement importantes dans la province, ont vu baisser leur production à cause de la faiblesse des marchés d'exportations.

Le chapitre 7 relève les faits importants dans l'évolution de la balance des paiements du Canada en 1981. Le déficit des paiements courants, qui avait été de l'ordre de $4 à $5 milliards à la fin des années 70 avant de tomber à $1.9 milliard en 1980, a grimpé à $6.6 milliards en 1981. Cette hausse s'explique par une forte augmentation des paiements d'intérêt aux non-résí-

dents et une détérioration des termes de l'échange. L'excédent des échanges de marchandises a toutefois augmenté en volume l'an dernier, les exportations de marchandises s'étant accrues davantage que les importations, en volume. La balance des capitaux à long terme s'est soldée par un excédent de $1.3 milliard, sans grand changement par rapport à 1980. Les Canadiens ont procédé à plusieurs prises de contrôle d'entreprises étrangères, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Les ventes de titres à long terme sur les marchés étrangers ont atteint un niveau record. Les entrées enregistrées de capitaux à court terme ont elles aussi augmenté sensiblement, favorisées par un élargissement de l'écart entre les taux d'intérêt en faveur du Canada. Le dollar canadien a été généralement faible au premier semestre, avant de subir de vives pressions à la fin de juillet et au début d'août. Il s'est toutefois raffermi après le milieu de l'été, alors que l'expansion économique ralentissait au Canada et qu'on parvenait à une entente sur les prix de l'énergie.

Le chapitre 8 est consacré à l'évolution du secteur public en 1981. Selon les comptes nationaux, le déficit global de ce secteur (gouvernement fédéral, secteur provincial-local-hospitalier et régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec) est passé de $3.8 à $2.2 milliards en 1981. Alors que les excédents du secteur provincial-local-hospitalier et des régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec augmentaient légèrement, le déficit fédéral a diminué de $3.2 milliards pour descendre à $7.5 milliards l'an dernier. L'ensemble des recettes publiques a augmenté de 19.6 pour cent, les recettes fédérales s'accroissant de 27.8 pour cent. Les dépenses publiques se sont élevées de 15.5 pour cent dans l'ensemble, la hausse des dépenses fédérales s'établissant à 17.6 pour cent en 1981. Les besoins d'emprunt du gouvernement fédéral ont diminué de $1.8 milliard pour atteindre $8.6 milliards l'an dernier. Au cours des trois premiers trimestres de 1981, les besoins d'emprunt du secteur provincial-local-hospitalier ont augmenté de plus de $2 milliards pour atteindre $9.8 milliards. Le gouvernement fédéral a mené un programme d'emprunts relativement actif qui a fait passer l'encours des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada de $77.1 milliards à la fin de 1980 à $89.2 milliards à la fin de 1981. Les Obligations d'épargne du Canada (OEC) ont représenté $8.1 milliards des nouveaux capitaux obtenus.

Le chapitre 9 offre une comparaison internationale des résultats économiques. En 1981, le Canada a bénéficié d'une croissance beaucoup plus rapide que les autres grands pays de l'OCDE. Simultanément, le taux de chômage a augmenté nettement moins vite dans notre pays et les gains de productivité y ont été nettement plus marqués. L'inflation a enregistré une aggravation plus sensible au Canada que dans les autres grands pays de l'OCDE, principalement à cause d'une expansion sensiblement plus vive dans notre pays, des attentes inflationnistes profondément enracinées et des fortes majorations de prix de l'énergie. Les taux d'intérêt, au Canada comme dans les autres pays de l'OCDE, ont atteint des niveaux records et accusé des fluctuations considérables en 1981. Le dollar canadien s'est légèrement amélioré dans l'ensemble par rapport à la monnaie des principaux partenaires commerciaux du Canada en 1981. En proportion du PNB, les déficits budgétaires tant au niveau fédéral que pour l'ensemble du secteur public, ont diminué davantage au Canada que dans les autres grands pays de l'OCDE.

2. Prix, salaires et productivité

L'étude des divers indices de prix révèle que l'accélération qui s'était manifestée jusqu'au milieu de 1981 s'est arrêtée pour faire place à un certain ralentissement de l'ensemble des prix. Comme il est de coutume lors d'un renversement de tendance, il a fallu un certain temps pour confirmer ce changement et le voir généralement reconnu. Malgré le ralentissement intervenu au second semestre, la plupart des indices de prix ont affiché une hausse plus rapide pour l'ensemble de 1981 qu'en 1980. Si les diverses statistiques de prix ont marqué une décélération au second semestre de 1981, les principaux indicateurs de rémunérations ont continué de révéler une accélération des hausses.

Le rythme d'augmentation de l'IPC sur 12 mois a culminé à 13.0 pour cent en juillet, pour descendre à 12.1 pour cent en décembre. Ce ralentissement s'explique principalement par une modération du prix des aliments, dont le rythme de progression sur 12 mois est passé de 12.9 à 5.6 pour cent au cours de cette période. Le prix de l'énergie et celui des articles autres que les aliments ont eux aussi amorcé une décélération. Aucun ralentissement des prix ne s'était toutefois manifesté dans le secteur des services à la fin de l'année. Sur le plan des salaires, les hausses négociées dans les grandes conventions sans ICV (indemnité de coût de la vie) ont été de 14.1 pour cent au second semestre de 1981, contre 12.9 pour cent au premier semestre. La moyenne hebdomadaire des salaires et traitements (indice composite de l'industrie) a augmenté de 12.1 pour cent au premier et au second semestres de 1981.

La réalisation de nouveaux progrès dans la lutte contre l'inflation se heurte à plusieurs obstacles, notamment la transmission des effets de coûts résultant de l'accélération récente de l'inflation, la persistance d'anticipations inflationnistes profondément enracinées, des gains de productivité toujours faibles, les fortes hausses de salaires nominaux et la nécessité d'absorber une forte majoration des prix de l'énergie. De plus, l'accélération constante des hausses salariales malgré le ralentissement de l'inflation risque d'entraîner un renversement de la tendance à la décélération des prix.

Evolution des prix

Les années 70 peuvent se découper en trois périodes pour ce qui est de l'inflation. Le début de la décennie fut marqué par un phénomène classique d'inflation par la demande, les pays occidentaux industrialisés poursuivant généralement une politique de plein-emploi. Vers le milieu des années 70, les chocs exercés du côté de l'offre ont agi profondément sur l'inflation. La hausse considérable du prix relatif de l'énergie, des aliments et des matières premières due à l'évolution internationale et le ralentissement des gains de productivité firent monter les coûts de production. L'inflation actuelle dépend en grande partie de la persistance d'anticipations inflationnistes qui pèsent sur le comportement tant des employeurs que des employés en matière de rémunération et, par conséquent, sur les coûts et les prix de nombreux secteurs de l'économie. Ce processus auto-alimenté composé d'anticipations, de comportements et de résultats inflationnistes à la hausse des prix imprime un élan qu'il faut du temps pour briser lorsque la demande globale est limitée.

L'inflation mesurée par l'IPC a augmenté de 2.3 points pour atteindre 12.5 pour cent en 1981, comme le montre le tableau 2.1. L'un des principaux facteurs de hausse a été le relèvement des prix intérieurs de l'énergie. Pendant les années 70, la hausse des prix de l'énergie avait été relativement modérée au Canada par rapport au reste du monde. Les chocs subis par les prix mondiaux du pétrole se sont répercutés sur les prix intérieurs, essentiellement par le biais d'un renchérissement des autres produits importés. Cependant, le prix intérieur du brut a marqué une hausse assez rapide en 1981 à cause des réductions de production en Alberta qui ont entraîné un accroissement des prélèvements d'indemnisation pétrolière nécessaires au financement des subventions aux importations, plus coûteuses, ainsi que de l'accord du 1er septembre 1981 conclu en matière de prix de l'énergie par les gouverne-

Tableau 2.1
Inflation récente au Canada et facteurs reliés

	1977	1978	1979	1980	1981
	(Variation en pourcentage)				
Prix à la consommation					
Alimentation	8.3	15.5	13.2	10.7	11.4
Energie	12.2	9.3	9.8	16.0	30.1
Services	9.0	6.8	7.0	8.2	11.5
Total IPC	8.0	8.9	9.1	10.2	12.5
Total, alimentation et énergie exclues	7.4	6.1	7.7	9.4	10.9
Prix implicites de la DNB					
Consommation	7.4	7.4	9.2	10.6	11.1
Administrations	7.5	7.3	9.7	8.8	11.8
Logement	10.9	9.5	12.1	10.0	14.6
Investissements d'entreprises	7.7	8.2	10.4	9.8	10.5
Demande intérieure	8.1	7.5	9.4	10.4	11.1
Importations	12.2	13.5	14.7	15.6	11.2
Demande intérieure moins importations	6.7	5.2	7.0	8.3	11.1
Exportations	7.8	8.6	19.2	15.9	8.1
Total DNB	7.1	6.4	10.4	10.6	10.0
Rémunération hebdomadaire moyenne	9.6	6.2	8.6	10.1	12.1
Conventions sans indemnité de vie chère	7.9	7.1	8.7	11.1	13.4
Prix de vente de l'industrie	7.9	9.2	14.5	13.5	10.1
Prix des produits de base	n.d.	14.9	17.8	14.5	19.2
Total, carburants exclus	n.d.	12.8	21.3	11.8	0.7
Prix mondiaux des marchandises (énergie exclue)					
Alimentation	31.3	4.1	18.5	23.4	– 12.3
Métaux	0.9	4.4	42.2	6.5	– 13.0
Fibres	1.0	3.5	14.9	15.4	– 6.3
Total	21.4	5.1	21.9	17.8	– 11.5
	(En dollars)				
Prix du pétrole brut, niveaux					
Mondial ($ du baril)	15.16	16.28	22.66	36.99	36.03
Edmonton ($ du baril)	10.80	12.88	13.76	16.11	19.38

Sources: Statistique Canada, *Prix à la consommation et indices de prix,* trim., nº de cat. 62-010; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses,* trim., nº de cat. 13-001; *Emploi, gains et durée du travail,* mens., nº de cat. 72-002; Travail Canada, *Données sur le travail* trim.; Statistique Canada, *Indices des prix de l'industrie,* mens., nº de cat. 62-011; et *The Economist,* hebdomadaire.

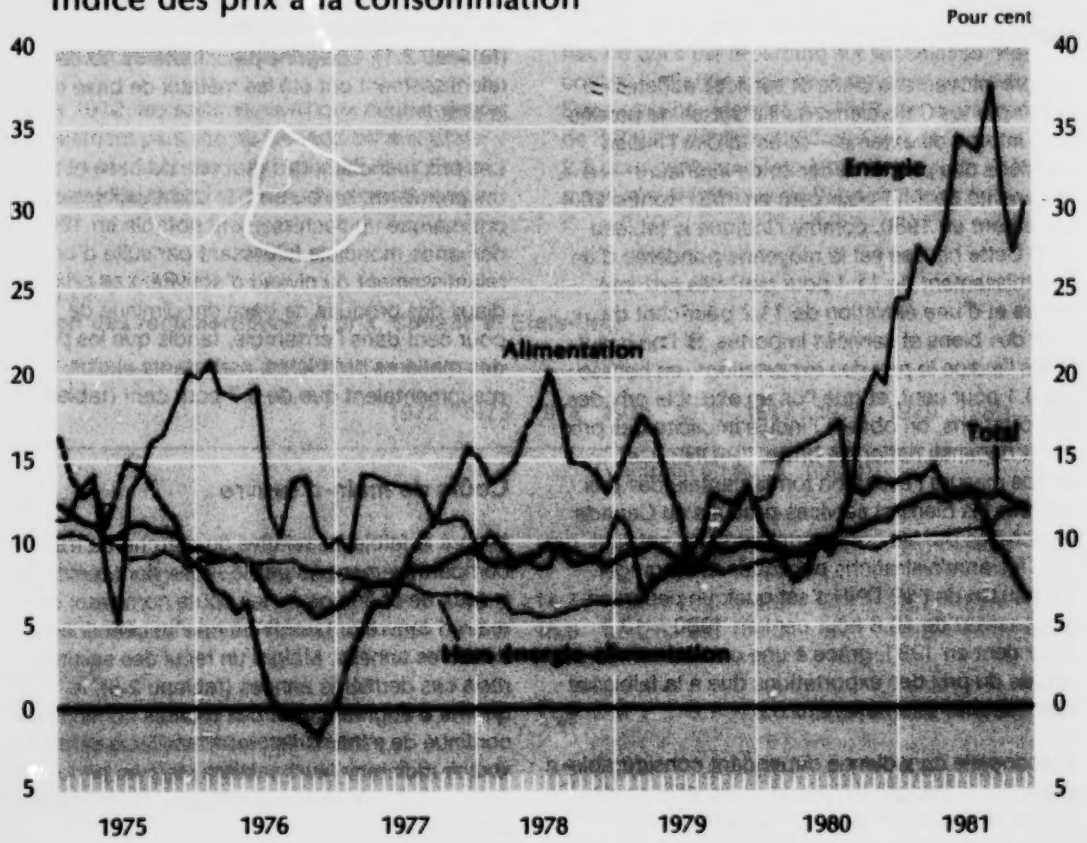
ments du Canada et de l'Alberta. L'énergie dans l'IPC a augmenté de 30.1 pour cent en 1981 contre 16.0 pour cent en 1980. Cette hausse considérable des prix de l'énergie a directement contribué au rythme rapide d'inflation, l'énergie constituant un élément important des biens et services retenus dans la composition de l'IPC.

L'IPC a augmenté de 11.4 pour cent en 1981 au chapitre des aliments. Une vive hausse s'est manifestée aux trois premiers trimestres, par suite d'une baisse des approvisionnements de légumes et de fruits frais, du renchérissement des céréales et de facteurs inflationnistes d'ordre général comme l'accroissement des coûts de main-d'œuvre et d'énergie. La baisse du dollar canadien par rapport au dollar américain a également fait monter les prix intérieurs des aliments en rendant plus coûteux les produits importés des Etats-Unis. La progression du prix des aliments s'est nettement ralentie au dernier trimestre en grande partie grâce à une concurrence plus vive sur les prix entre les grands détaillants, à un approvisionnement plus abondant en viande, globalement, et à un redressement du dollar canadien.

Si l'on veut évaluer l'orientation fondamentale de l'inflation, il importe de distinguer les facteurs temporaires dus à certaines perturbations pério-

Graphique 2.1

Indice des prix à la consommation



Source: Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001.

diques de l'offre et les tendances plus durables des coûts de production. L'IPC hors énergie et aliments — parfois utilisé pour mesurer le taux fondamental d'inflation — a augmenté pour la troisième année consécutive, passant de 7.7 pour cent en 1979 à 9.4 pour cent en 1980 et à 10.9 pour cent en 1981. Cette détérioration s'explique par l'enracinement des anticipations inflationnistes, la transmission des hausses de coûts dues à l'intensification récente de l'inflation, à une croissance toujours faible de la productivité, à la hausse nominale plus vive des salaires, à une expansion réelle relativement marquée et aux effets indirects du renchérissement de l'énergie. En rendant les ressources utilisées plus onéreuses, les fortes augmentations des prix de l'énergie ont également provoqué une accélération des frais de production de l'industrie canadienne et des dépenses générales des ménages, augmentant ainsi de manière indirecte le prix des autres articles de l'IPC.

Le prix moyen des biens et services achetés en 1981 par les Canadiens, qu'il s'agisse de production interne ou externe — c'est-à-dire l'indice implicite des prix de la demande intérieure — a augmenté de 11.1 pour cent en 1981 contre 10.4 pour cent en 1980, comme l'indique le tableau 2.1. Cette hausse est la moyenne pondérée d'un accroissement de 11.1 pour cent des prix intérieurs et d'une élévation de 11.2 pour cent du prix des biens et services importés. Si l'on inclut dans l'indice le prix des exportations, en hausse de 8.1 pour cent, et que l'on en exclut le prix des importations, on obtient l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute, IIP-DNB. Cet indice mesure l'évolution fondamentale des prix de tous les biens et services produits au Canada et achetés par les consommateurs, les entreprises, les administrations publiques et l'étranger. La hausse de l'IIP-DNB s'est quelque peu ralentie, passant de 10.6 pour cent en 1980 à 10.0 pour cent en 1981, grâce à une croissance moins rapide du prix des exportations due à la faiblesse des marchés internationaux.

L'économie canadienne dépendant considérablement des échanges extérieurs, il est utile de discerner le rôle relatif joué par les facteurs intérieurs et internationaux dans l'inflation. Sans être un indicateur parfait, l'indice implicite des prix des comptes nationaux pour la demande intérieure globale diminuée des importations illustre le rôle prédominant joué par les facteurs inflationnistes internes. Cet indice est passé de 8.3 pour cent en 1980 à 11.1 pour cent en 1981. Un autre bon indicateur des forces inflationnistes internes est le taux d'augmentation du prix des services, puisque les importations sont relativement négligeables dans ce secteur. L'IPC pour les services a vu son rythme de hausse passer de 8.2 pour cent en 1980 à 11.5 pour cent en 1981.

L'indice des prix de ventes de l'industrie (IPVI) est un indicateur important des tensions inflationnistes sous-jacentes dans l'économie. Cet indice pondéré calculé par rapport à une année de base montre l'évolution du coût des produits vendus (f.a.b. usine) par un fabricant à un autre aussi bien que celle des prix payés par les distributeurs (exportateurs compris) de produits finis. Le taux d'augmentation de cet indice a continué de ralentir en 1981, se situant à 10.1 pour cent après avoir culminé à 14.5 pour cent en 1979 (tableau 2.1). Les principaux facteurs de ce ralentissement ont été les métaux de base et le bois.

Les prix mondiaux des produits de base et matières premières, carburants et combustibles exclus, ont marqué un fléchissement notable en 1981, la demande mondiale faiblissant par suite d'un ralentissement du niveau d'activité. Les prix mondiaux des produits de base ont diminué de 11.5 pour cent dans l'ensemble, tandis que les prix des matières premières, carburants exclus, n'augmentaient que de 0.7 pour cent (tableau 2.1).

Coûts de main-d'œuvre

Malgré la faiblesse relative du marché du travail comparativement au passé — ce dont témoigne le taux de chômage — les coûts nominaux de main-d'œuvre ont continué de s'accélérer ces dernières années. Malgré un recul des salaires réels ces dernières années (tableau 2.5), le rythme d'augmentation des salaires nominaux a continué de s'intensifier, les travailleurs semblant vouloir maintenir leurs salaires réels en période de hausse des prix ainsi que rattraper les baisses antérieures.

Les augmentations annuelles moyennes prévues par les nouvelles conventions salariales sans indemnité de coût de la vie — principal indicateur

de l'évolution des rémunérations calculé par Travail Canada — ont augmenté constamment pour passer de 7.1 pour cent en 1978 à 13.4 pour cent en 1981 (tableau 2.1).

Les coûts unitaires de main-d'œuvre, dont dépend étroitement le prix de la production, reflètent l'évolution de la productivité de même que celle des salaires. Après le sommet de 15.8 pour cent atteint en 1974, la hausse annuelle des coût unitaires de main-d'œuvre a fléchi progressivement pour descendre à 5.2 pour cent en 1978, en partie à cause du programme gouvernemental de contrôle des salaires et des prix et d'un fléchissement de la demande sur le marché du travail (tableau 2.2). Depuis 1978, le rythme d'augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre s'est intensifié. Il est passé à 11.8 pour cent en 1980, pour descendre à 10.5 pour cent en 1981. Ces fortes hausses reflètent l'accélération des salaires nominaux et la faiblesse des gains de productivité ces dernières années.

Depuis 1972, les salaires nominaux augmentent généralement plus vite au Canada qu'aux Etats-Unis, comme le révèle le tableau 2.2. Aux Etats-Unis, l'augmentation annuelle moyenne prévue par les nouvelles conventions salariales sans indemnité de coût de la vie est passée de 7.1 pour cent en 1978 à 10.3 pour cent en 1980, avant de descendre à 9.1 pour cent en 1981. L'écart entre les hausses salariales au Canada et aux Etats-Unis s'est donc élargi considérablement en 1981, de sorte que l'industrie canadienne a sans doute perdu une partie de la compétitivité que lui avait donnée, par rapport aux Etats-Unis, la forte baisse du dollar canadien à la fin des années 70.

Plusieurs facteurs expliquent l'évolution divergente des hausses salariales dans les deux pays, notamment des résultats différents en matière d'inflation et une expansion réelle relativement plus rapide au Canada. L'inflation annuelle mesurée par l'IPC a été de 12.5 pour cent au Canada en 1981, contre 10.3 pour cent aux Etats-Unis. L'accélération constante des prix au Canada depuis 1976 a renforcé les attentes inflationnistes, ce qui s'est répercuté sur les salaires. Par contre, l'inflation a diminué sensiblement aux Etats-Unis l'an dernier. Le PNB réel a progressé de 3.0 pour cent en 1981 au Canada, contre 2.0 pour cent aux Etats-Unis. Le taux de chômage n'a monté que de 0.1 point dans notre

Tableau 2.2
Inflation des rémunérations et prix, Canada et Etats-Unis

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	(Variation en pourcentage)									
Canada										
IPC	4.8	7.6	10.9	10.8	7.5	8.0	8.9	9.1	10.2	12.5
Conventions négociées sans indemnité	8.8	10.9	14.7	19.2	10.9	7.9	7.1	8.7	11.1	13.4
Coûts unitaires de main-d'œuvre	5.1	7.8	15.8	15.2	9.6	8.0	5.2	8.5	11.8	10.5
Etats-Unis										
IPC	3.3	6.2	11.0	9.1	5.7	6.5	7.6	11.3	13.5	10.3
Conventions négociées sans indemnité	6.8	5.5	8.8	8.5	7.3	6.9	7.1	8.0	10.3	9.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	5.2	3.0	9.3	7.1	6.6	5.0	7.1	10.0	9.1	8.3

Sources: Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, mens., nº de cat. 62-001, Travail Canada, *Données sur le travail*, trim.; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; U.S. Department of Labour, *U.S. Consumer Price Index*, mens.; et *U.S. Department of Labour, Employment and Earnings*, mensuelle.

pays, comparativement à 0.5 point aux Etats-Unis l'an dernier. Cette croissance réelle plus élevée au Canada a évité au marché du travail un fléchissement aussi marqué qu'aux Etats-Unis.

Prix relatifs

Les variations de prix relatifs signalent la nécessité de réaffecter efficacement les ressources; à ce titre, elles sont importantes tant pour les divers marchés que pour l'ensemble de l'économie. L'évolution des prix relatifs peut refléter des changements du rapport offre-demande sur des marchés concurrentiels particuliers. Un effet important peut également être exercé par les variations des prix déterminés par l'Etat pour certains produits, comme l'énergie et les produits alimentaires au Canada.

Le tableau 2.3 fournit une estimation des variations de prix relatifs pendant diverses périodes des années 1970-1981. On a calculé le rapport entre le taux de croissance composée du prix des divers produits et le taux d'augmentation composée de l'IPC. Sur l'ensemble de la période 1970-1981, le prix relatif des aliments a accusé une hausse de 20 pour cent supérieure à celle de l'IPC, l'excédent étant de 40 pour cent pour l'énergie. Le prix des transports s'est élevé au même rythme que l'IPC pendant cette période.

Le prix des vêtements ainsi que des loisirs, de l'éducation et de la lecture a augmenté de 30 pour cent moins vite, celui du tabac et de l'alcool de 20 pour cent de moins et le prix du logement, de la santé et des soins personnels de 10 pour cent de moins que l'IPC.

Indice des prix à la consommation et variations de prix relatifs

L'un des indicateurs les plus courants du coût de la vie, l'Indice des prix à la consommation, reflète les variations dans le temps du coût d'achat d'un ensemble donné de biens et de services. Ce genre d'indice surestime le coût de la vie et par conséquent l'inflation du fait que, reflétant le prix des biens et services choisis pour la période de base, il ne tient pas compte du remplacement de produits plus coûteux par des articles rendus meilleur marché par les variations de prix relatifs. En général, plus les substitutions entre produits sont importantes et plus les variations de prix relatifs sont considérables, plus un indice à pondération fixe tel que l'IPC donne une image faussée de la réalité.

Statistique Canada procède périodiquement à une mise à jour des coefficients de pondération affectés aux divers biens et services, en fonction de l'évolution des habitudes des consommateurs.

Tableau 2.3
Variations relatives de prix[1]

	1970-73	1974-78	1979-81	1970-81
		(Ratios)		
Alimentation	1.3	1.2	1.1	1.2
Energie	0.9	1.4	1.7	1.4
Logement	0.8	1.0	0.9	0.9
Habillement	0.5	0.7	0.9	0.7
Transports	0.5	1.0	1.3	1.0
Santé et soins personnels	0.6	0.9	0.9	0.9
Loisirs, formation et lecture	0.6	0.7	0.8	0.7
Tabac et alcool	0.4	0.9	1.0	0.8

[1] Le taux composé de croissance des prix dans chaque secteur est le ratio du taux composé de croissance de l'IPC.
Source: Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, mens., nº de cat. 62-001 et ministère des Finances.

L'organisme est en train de passer à un assortiment de biens et services de 1978 qui remplacera celui de 1974. Le tableau 2.4 permet de comparer l'évolution de l'IPC entre 1974 et 1978 à l'aide des assortiments de 1967 et de 1974, et sa hausse pendant la période 1978-1981 à l'aide des «paniers» de 1974 et 1978[1].

La mise à jour des cœfficients de pondération de l'IPC a pour effet de diminuer la hausse des prix à la consommation de 3.0 pour cent sur l'ensemble de la période 1974-1978 et de 0.4 pour cent de 1978 à 1981. L'incidence plus marquée de la mise à jour est imputable notoirement au délai nécessaire aux mises à jour périodiques de l'IPC. Il a fallu attendre sept ans, soit 1974, pour mettre à jour les cœfficients de 1967, contre quatre ans seulement entre 1978 et 1974. Normalement, plus les délais séparant les mises à jour sont longs, plus les changements de pondération dus aux variations de prix relatifs sont prononcés.

Tableau 2.4
Comparaison des mouvements de l'indice des prix à la consommation selon diverses pondérations de dépenses

Pondérations

	1967	1974	1978
Indice global	100.0	100.0	100.0
Alimentation	24.8	21.5	21.1
Habitation	31.4	34.1	35.4
Vêtement	11.3	10.1	9.6
Transports	15.2	15.8	16.2
Santé et soins personnels	4.5	4.0	3.7
Loisirs, lecture et formation	6.9	8.3	8.6
Tabac et alcool	6.0	6.2	5.4

Indice des prix à la consommation

	1967 Panier[1]	1974 Panier[1]		1974 Panier[2]	1978 Panier[2]
1974	100.0	100.0	1978	100.0	100.0
1975	110.8	110.4	1979	109.1	109.0
1976	119.2	118.9	1980	120.2	120.1
1977	128.7	127.7	1981	135.4	135.0
1978	138.7[3]	135.7[3]			

[1] Séries officielles de l'IPC refondées sur une base de 1974.
[2] Séries officielles de l'IPC refondées sur une base de1978.
[3] Une moyenne des neuf premiers mois en 1978.
Sources: Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, nº de cat. 62-546; *Prix à la consommation et indices de prix*, trim., nº de cat. 62-010; et ministère des Finances.

[1] Le premier ensemble d'estimations a été fourni par Statistique Canada. Le deuxième ensemble d'estimations, basé sur les cœfficients de pondération de 1978, a été établi par le ministère des Finances, les chiffres de Statistique Canada n'étant pas encore disponibles.

Productivité et salaires réels

La performance de la productivité du travail au Canada s'est ralentie considérablement depuis 1973. Après s'être améliorée au rythme annuel moyen de 2.5 pour cent de 1966 à 1973, la productivité, définie comme le produit intérieur brut (PIB) réel par personne employée, a régressé de 0.1 pour cent par an en moyenne de 1974 à 1981, comme le montre le tableau 2.5. Si on la calcule comme le PIB réel par personne employée, la productivité a vu son taux de croissance annuelle descendre de 2.5 à 0.1 pour cent au cours de la même période. Cette décélération de la productivité, dans la mesure où elle ne s'est pas accompagnée d'un ralentissement des salaires nominaux, a fait monter les coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada, contribuant à l'inflation.

Les causes de ce ralentissement de la productivité sont complexes et interdépendantes. Si les

Tableau 2.5
Comparaison de productivité du travail et des variations de gages réels au Canada

	Gages réels				Productivité	
	Gages et salaires hebdomadaires et DC-IIP	Gages et salaires hebdomadaires et IPC	Revenu du travail et DC-IIP	Revenu du travail et IPC	PNB	PIB
	(Variation en pourcentage)					
1966	2.5	2.1	2.1	1.7	2.6	2.4
1967	3.3	3.1	7.3	7.1	0.4	0.7
1968	2.8	2.9	2.7	2.8	4.0	3.6
1969	3.3	2.6	4.8	4.1	2.1	2.8
1970	4.0	4.3	3.7	4.0	1.4	1.3
1971	6.2	5.7	5.4	4.9	4.5	3.4
1972	4.4	3.6	4.5	3.7	3.1	2.8
1973	0.2	– 0.1	3.1	2.8	– 2.4	2.7
1974	– 0.3	0.1	3.9	4.3	– 0.5	0.4
1975	3.7	3.4	4.0	3.7	– 0.5	– 0.8
1976	4.8	4.7	5.9	5.8	3.4	2.8
1977	2.2	1.6	0.9	0.3	0.3	1.2
1978	– 1.2	– 2.7	– 1.8	– 3.3	0.3	0.0
1979	– 0.6	– 0.5	– 1.7	– 1.6	– 0.9	– 0.3
1980	– 0.5	– 0.1	– 1.7	– 1.3	– 2.7	– 2.3
1981	1.0	– 0.4	– 0.2	– 1.6	0.4	– 0.1
Moyennes						
1966-73	3.3	3.0	4.2	3.9	2.5	2.5
1974-77	2.6	2.4	3.7	3.5	0.6	0.9
1978-81	– 0.3	– 1.0	– 1.3	– 2.0	– 0.7	– 0.7
1966-81	2.3	1.9	2.7	2.3	1.2	1.3
1974-81	1.2	0.8	1.2	0.8	– 0.1	0.1

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; *Emplois, gains et durée du travail*, mens., nº de cat. 72-002; *Produit intérieur brut par industrie*, mens., nº de cat. 61-005, *Indice des prix à la consommation*, mens., nº de cat. 62-001; et ministère des Finances.

analyses empiriques n'ont généralement pas permis de cerner parfaitement toutes ces causes, un certain nombre de facteurs importants paraissent avoir contribué à ce phénomène au Canada [2], notamment: une augmentation moins rapide du stock de capital par rapport à la main-d'œuvre; une forte diminution des gains de productivité dans certains secteurs de l'économie canadienne, en particulier celui du pétrole et du gaz; un transfert graduel de la main-d'œuvre, de secteurs de l'économie caractérisés par une productivité observée plus élevée, au secteur des services où la productivité est difficile à mesurer et est considérée comme progressant moins vite que la moyenne; le nombre croissant de femmes et de jeunes entrant sur le marché du travail pendant les années 70 par suite d'un changement des attitudes et de l'explosion des naissances d'après la guerre; et la hausse relative des prix de l'énergie due au bouleversement des approvisionnements internationaux pendant les années 70, avec ses effets sur le stock de capital utilisé. Selon certains, les variations de prix relatifs en général ainsi que l'ampleur et la variabilité de l'inflation sont également des causes possibles du déclin de la productivité.

Le rapport entre les gains de productivité et les hausses de salaires réels est d'une importance capitale pour la compréhension de l'évolution économique et, plus particulièrement, des tensions inflationnistes. Cependant, une analyse précise de ce rapport se heurte à plusieurs difficultés. Il est malaisé d'obtenir des estimations exactes de la productivité. Par exemple, il n'existe aucune méthode uniformisée pour évaluer la production et, donc, la productivité de nombreuses activités de services. Il existe plusieurs définitions différentes de la productivité et des salaires réels, d'où la possibilité de résultats différents. Pour ne pas faire reposer les conclusions sur des mesures particulières des variations de salaires réels et de productivité, on présente ici deux estimations de la productivité et quatre estimations des variations de salaires réels. La productivité est calculée comme le PNB réel et comme le PIB réel par personne employée. Les estimations de salaires réels sont basées sur diverses combinaisons de deux indices des rémunérations — les salaires et traitements hebdomadaires moyens et le revenu du travail par personne employée — et de deux mesures de l'inflation — l'indice implicite des prix des dépenses de consommation[3] (IIP-DC) et l'IPC. Et les statistiques de salaires et les mesures de la productivité présentent des problèmes. Par exemple, alors que le PNB et le PIB réels comprennent toute la production réalisée au Canada, la mesure de la moyenne hebdomadaire des salaires et traitements ne s'applique pas à toute la population active, puisqu'elle n'inclut pas les gains des personnes employées dans l'agriculture, la pêche et le piégeage, les services d'enseignement, de santé et de bien-être social, les organisations religieuses, l'administration publique et la défense. Par ailleurs, alors que le revenu du travail par personne employée couvre tous les secteurs et toutes les formes de revenu supplémentaire du travail ajoutées au salaire, il est basé sur des estimations du revenu et de l'emploi qui ne sont pas mutuellement compatibles. Dans l'idéal, une analyse du rapport entre les variations de productivité et de salaires réels devrait aussi tenir compte de l'évolution des termes de l'échange. Cela n'a pas été fait ici. Si l'on garde à l'esprit ces réserves, on peut quand même tirer des renseignements utiles d'une comparaison des variations de productivité et de salaires réels dans le temps, telle que celle présentée au tableau 2.5.

Sur l'ensemble de la période 1966-1981 ou de l'une des sous-périodes 1966-1973 et 1974-1981, les variations de salaires réels, peu importe la façon de les mesurer, ont été plus marquées en moyenne que la croissance des deux indicateurs de la productivité au Canada. L'écart entre la croissance des salaires réels et celle de la productivité s'est élargi sensiblement entre 1974 et 1977, ce qui explique en partie l'intensification et la persistance des tensions inflationnistes pendant cette période et les années subséquentes.

---

[2] Le lecteur trouvera plus de détails à ce sujet dans une étude d'avril 1980 du ministère des Finances intitulée *Changements récents dans le profil de croissance de la productivité au Canada*.

[3] L'indice implicite des prix des dépenses de consommation (IIP-DC) est un indice à pondération courante, c'est-à-dire que l'ensemble des biens et services incorporés à l'indice est modifié pour chaque période afin de refléter l'évolution des habitudes d'achat. Pour les raisons données à la section précédente, l'IIP-DC reflète mieux les vraies variations des prix à la consommation.

Les dernières années ont été caractérisées par une différence importante entre les variations de la productivité du travail et celles des salaires réels. En 1978, par exemple, les salaires réels ont accusé une baisse appréciable alors que la productivité ne variait quasiment pas. Le rapport s'est renversé en 1980, alors que les salaires réels accusaient un léger déclin mais que la productivité chutait de plus de 2 pour cent. Cependant, l'excédent des hausses de salaires réels sur la croissance de la productivité a diminué pendant la période 1978-1981 par rapport à 1974-1977. Etant donné le déclin qu'accuse la productivité ces dernières années, l'importance des pertes salariales réelles doit être soulignée. Toute hausse des salaires réels qui dépasse les gains de productivité, ou toute baisse de salaires réels inférieure au recul de la productivité, aggrave habituellement les tensions inflationnistes.

Répartition du revenu national net

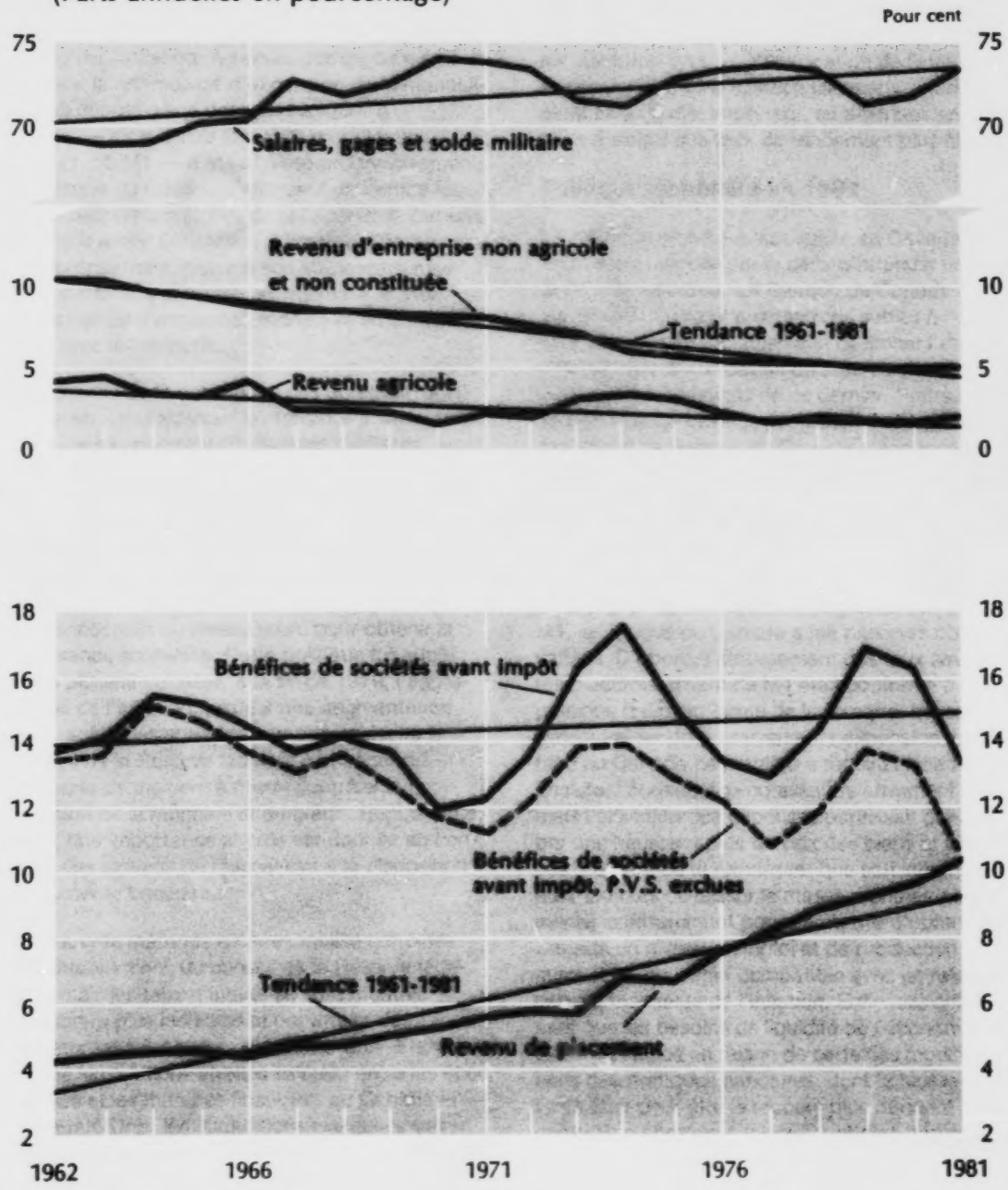
En 1981, la part du revenu national net (RNN) allant aux salaires, traitements et revenus complémentaires du travail a augmenté pour la première fois depuis 1976, passant d'un niveau moyen de 71.6 pour cent en 1979 et 1980 à 73.0 pour cent l'an dernier. Cette hausse s'explique par une progression relativement marquée des salaires, qui a plus que compensé le ralentissement de l'emploi (graphique 2.2). La part du RNN représentée par les bénéfices des entreprises est tombée à 13.4 pour cent en 1981, au-dessous de son niveau à long terme. En règle générale, la part des bénéfices augmente en période d'expansion et diminue lors des récessions. La contraction des marges bénéficiaires due à la hausse des coûts de production et à la baisse du prix des exportations est à l'origine de ce recul. La proportion représentée par les intérêts et les revenus divers de placements a continué d'augmenter en 1981 à cause de l'élévation des taux d'intérêt et du taux toujours élevé d'épargne des particuliers. La hausse rapide des redevances procurées aux gouvernements provinciaux par les ressources naturelles explique dans une grande mesure le fait que depuis 1976 cette part du RNN dépasse son niveau à long terme.

Le revenu des entreprises non agricoles non constituées en société est passé à 5.0 pour cent du RNN, en 1981. En général, cette part accuse des fluctuations peu marquées. La part des revenus agricoles nets a augmenté en 1981, la hausse des recettes de la production végétale ayant plus que compensé celle des coûts d'exploitation. Au cours des dernières décennies, les progrès de la productivité et la faible augmentation de la demande ont entraîné une désaffection vis-à-vis de l'agriculture et une tendance à la baisse de cette part.

Graphique 2.2

Parts du revenu national net au coût des facteurs

(Parts annuelles en pourcentage)



Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, mens., n° cat. 13-001.

3. Evolution financière

Depuis quelques années, la politique monétaire de la Banque du Canada a pour objectif principal de juguler l'inflation. Au cours des six dernières années, le rythme visé d'expansion de la monnaie et des dépôts à vue dans les banques à charte — c'est-à-dire la masse monétaire au sens étroit, M1 — a été abaissé progressivement, la Banque du Canada s'efforçant de réduire les perturbations entraînées dans l'économie par une politique anti-inflationniste. L'institut d'émission a pu généralement, grâce à son influence sur les taux d'intérêt à court terme, maintenir le taux fondamental d'expansion monétaire en conformité avec les objectifs.

Le contrôle de la croissance des agrégats monétaires en vue d'atténuer les tensions inflationnistes peut se concevoir de diverses manières. Aux Etats-Unis, les autorités monétaires s'efforcent depuis quelques temps de contrôler l'expansion monétaire, encore que les moyens employés aient été modifiés. En 1970, le conseil de la Réserve fédérale des Etats-Unis établit un objectif pour la masse monétaire, fixant le taux des fonds fédéraux au niveau voulu pour obtenir la croissance souhaitée. Cette politique fut appliquée plusieurs années; à la fin de 1979, l'aggravation de l'inflation, jointe à une augmentation trop rapide des agrégats monétaires, incita le conseil de la Réserve fédérale à changer de méthode de manière à mieux contrôler la progression de la monnaie et du crédit. Depuis cette date, une importance accrue est donnée au contrôle des moyens de réserve mis à la disposition du système bancaire.

La nouvelle méthode a certes facilité certaines des interventions du conseil de la Réserve fédérale, mais les taux d'intérêt se sont montrés beaucoup plus instables et ont atteint des niveaux sans précédent aux Etats-Unis. Etant donné les relations étroites existant entre les économies et les marchés financiers du Canada et des Etats-Unis, les fluctuations marquées des taux d'intérêt américains ont exercé des tensions sur le dollar et les taux d'intérêt canadiens.

Les niveaux records atteints par les taux d'intérêt au Canada depuis 1979 ne tiennent pas uniquement aux nouvelles méthodes d'intervention du conseil de la Réserve fédérale et aux taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'intensification de l'inflation et des anticipations inflationnistes au Canada a aussi joué un rôle important, en amenant les prêteurs à exiger des taux de rendement plus élevés.

Politique monétaire en 1981

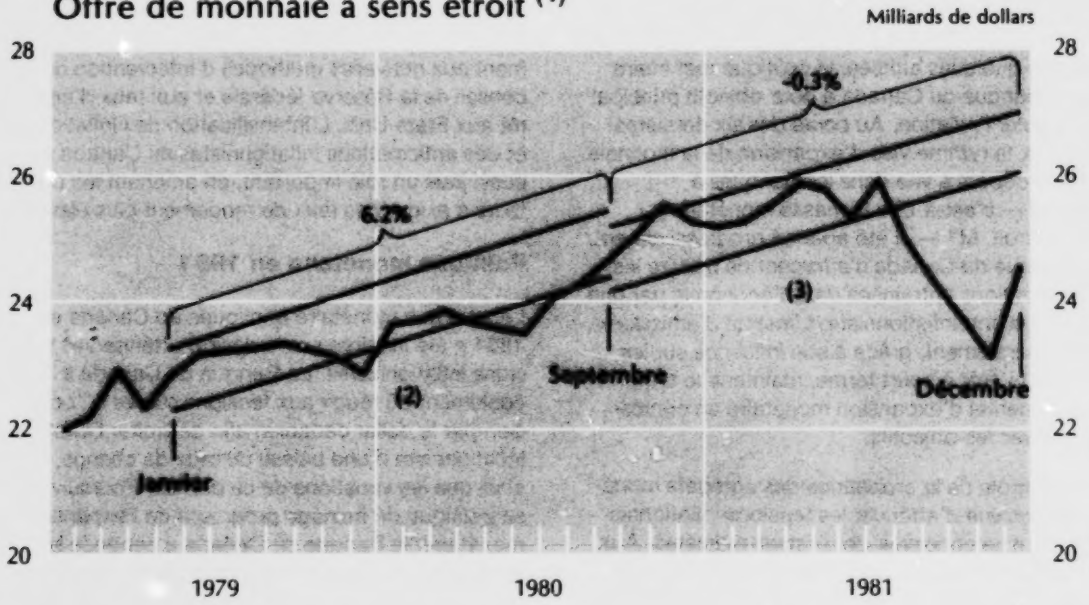
La politique monétaire appliquée au Canada en 1981 a été inspirée par le désir d'atténuer les tensions inflationnistes. La Banque du Canada a également dû réagir aux tensions subies à l'occasion par le dollar canadien afin de limiter l'effet inflationniste d'une baisse du taux de change, ainsi que les variations de ce dernier. Poursuivant sa politique de freinage progressif de l'expansion monétaire, la Banque du Canada a annoncé le 13 février 1981 une nouvelle fourchette d'augmentation annuelle de M1, de 4 à 8 pour cent par rapport au niveau moyen des trois mois centrés en septembre 1980.

En fixant le nouvel objectif d'augmentation de M1, la Banque du Canada a fait plusieurs observations. D'abord, l'abaissement des taux souhaités d'accroissement de M1 était conforme à la politique à moyen terme de la Banque, qui consiste à freiner progressivement l'expansion monétaire au Canada de manière à réduire l'inflation. Ensuite, l'économie progressait relativement vite, mais l'élévation des dépenses paraissait gonflée par une hausse rapide du prix des biens et services. La Banque fit remarquer que son intention était toujours de laisser la masse monétaire augmenter suffisamment pour permettre d'obtenir au Canada un niveau d'emploi et de production aussi élevé qu'il était compatible avec un ralentissement manifeste de l'inflation. Enfin, elle estimait que les besoins de liquidité de l'économie avaient diminué en raison de certaines modifications des pratiques bancaires, dont la plus importante était peut-être le recours plus fréquent aux comptes d'épargne à intérêt quotidien, qui eux réduisent l'utilisation des dépôts de M1.

Les taux d'intérêt à court terme varièrent très peu au cours des quatre premiers mois de 1981 et, grâce à une détente aux Etats-Unis, un écart

Graphique 3.1

Offre de monnaie à sens étroit (1)



(1) Monnaie hors-banques plus les dépôts à vue (M1).
(2)(3) Les lignes parallèles représentent une variation de deux pour cent, mais de signes opposés, d'une ligne tendancielle marquant des augmentations annuelles de 7 et 6 pour cent respectivement.

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

appréciable apparut entre le loyer de l'argent à court terme dans les deux pays. Malgré des taux d'intérêt élevés, M1, qui était en baisse depuis novembre 1980, marqua en mars un rétablissement assez vigoureux qui, fin avril, la ramena aux taux supérieur de la nouvelle fourchette d'expansion visée. Comme l'économie se développait elle aussi à un rythme rapide, il apparut que la vigueur de M1 pendant le premier trimestre était liée à la vive hausse du PNB nominal.

Au début du deuxième trimestre de 1981, le conseil de la Réserve fédérale réagit devant l'expansion extrêmement rapide de la masse monétaire aux Etats-Unis, ce qui conduisit à une forte hausse des taux d'intérêt américains et à un renforcement notable du dollar américain. Les taux d'intérêt étaient alors plus élevés au Canada qu'aux Etats-Unis, mais le rétrécissement rapide, puis la disparition, de l'écart de plus de 300 centièmes de point qui existait à court terme entre les deux pays soumit le dollar canadien à des tensions considérables. Plusieurs autres devises importantes baissèrent elles aussi par rapport au dollar américain, la plupart des pays industrialisés ne laissant par leurs taux d'intérêt suivre la hausse observée aux Etats-Unis. Au Canada cependant, la situation, en particulier au troisième trimestre, fut aggravée par plusieurs autres facteurs comme les nombreuses prises de contrôle d'avoirs étrangers, le désaccord persistant sur les prix de l'énergie et le jugement du marché des changes selon lequel les perspectives d'amélioration des prix étaient plus favorables aux Etats-Unis qu'au Canada.

L'élévation des taux d'intérêt au printemps en Amérique du Nord ne tarda pas à se répercuter

sur l'expansion de la masse monétaire au Canada. Après avoir atteint en avril le palier supérieur de la fourchette visée, M1 chuta les trois mois suivants pour descendre un peu au-dessous de cette fourchette en juin. La contraction de M1 au deuxième trimestre (tableau 3.1) fut beaucoup plus marquée que n'auraient permis de le prévoir les relations passées entre la masse monétaire, le PNB et les taux d'intérêt.

La masse monétaire s'éleva momentanément pendant l'été, sous l'effet de la grève des postes. La reprise du service postal en août entraîna une nouvelle baisse de M1, qui continua de diminuer jusqu'en octobre, atteignant alors son plus bas niveau en plus de deux ans à $1.8 milliard au-dessous de la fourchette visée. M1 se redressa rapidement en fin d'année, mais pas assez pour atteindre la borne inférieure de la fourchette.

Taux d'intérêt à court terme

Les taux d'intérêt à court terme étaient très élevés au Canada à la fin de 1980. Malgré une légère atténuation des tensions exercées sur ces taux au cours des quatre premiers mois de 1981, ils restèrent assez élevés. A la fin du printemps, les préoccupations suscitées par l'intensification des facteurs inflationnistes et les tensions appréciables exercées à la baisse du dollar canadien poussèrent de nouveau les taux d'intérêt à la hausse. A la mi-mai, le taux d'escompte fut fixé à 19.06 pour cent, à près de 200 centièmes de point au-dessus du niveau moyen des quatre premiers mois de 1981. Les autres taux à court terme suivirent une évolution analogue, qui se traduisit par un écart de 100 centièmes de point entre le loyer de l'argent à court terme au Canada et aux Etats-Unis. Cela contribua à stabiliser momentanément le taux de change entre les deux monnaies.

Le 4 août, le dollar canadien tomba au plus faible niveau observé en 49 ans, E.-U. $0.8031, ce qui accrut encore les tensions à la hausse des taux d'intérêt au Canada. S'efforçant de limiter la chute du dollar canadien, la Banque du Canada porta son taux d'escompte au niveau sans précédent de 21.24 pour cent au début d'août, les

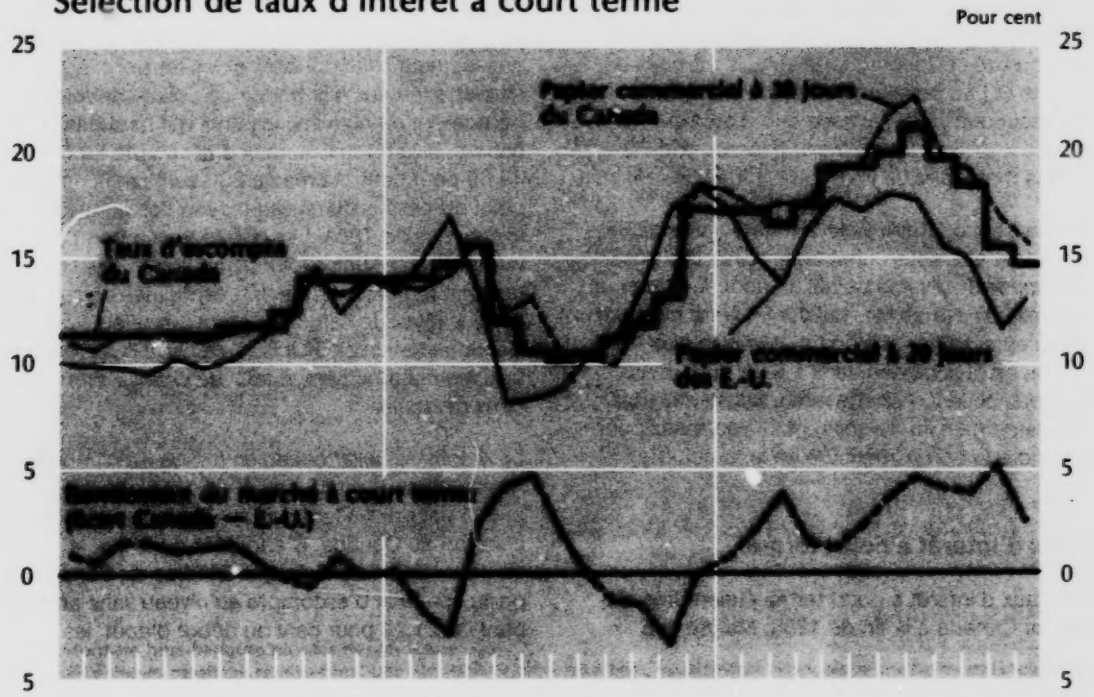
Tableau 3.1
Croissance de la monnaie et les taux d'intérêt

	Annuelle			Trimestrielle 1981[1]			
	1979	1980	1981	1	2	3	4
	(Variation en pourcentage)						
Offre de monnaie[2]							
M1	7	6	4	1	5	– 4	– 16
M2	16	18	14	10	16	18	18
M3	19	14	12	17	2	25	26
Taux d'intérêt							
	(En pourcentage)						
Bons du Trésor (3 mois)	11.7	12.8	17.7	16.7	18.2	20.1	15.8
Obligations de sociétés	10.9	13.3	16.3	14.3	16.0	18.4	16.7
Taux d'intérêt réels[2]	1.7	2.6	8.3	5.7	10.8	10.3	5.5

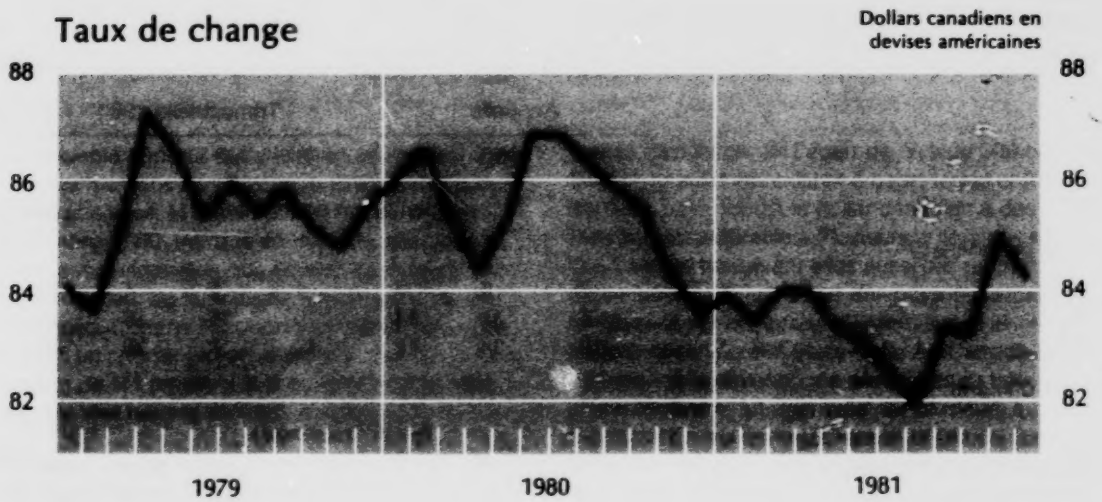
[1] Désaisonnalisé à taux annuels.
[2] Estimations de taux d'intérêt réels provenant de la différence entre le taux du papier commercial à 90 jours et le taux d'augmentation concurrent de l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute.
Sources: Banque du Canada, *Revue;* et ministère des Finances.

Graphique 3.2

Sélection de taux d'intérêt à court terme



Taux de change



Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

taux d'intérêt à court terme au Canada dépassant alors de quelque 400 centièmes les taux américains. Malgré la baisse de M1 devant l'élévation des taux d'intérêt et le ralentissement de l'activité économique, la Banque du Canada était également très préoccupée par la nécessité de limiter les tensions à la baisse du taux de change. Un nouveau recul de la monnaie canadienne aurait en effet aggravé des tensions inflationnistes déjà considérables.

Les tensions de taux d'intérêt, au Canada comme aux Etats-Unis, s'atténuèrent sensiblement au second semestre, tout en restant élevées par rapport au passé. Le très gros écart de 400 centièmes qui sépara alors les taux d'intérêt au Canada et aux Etats-Unis eut d'abord pour effet de modérer la baisse du dollar canadien, puis de contribuer à son redressement. Lorsque les taux d'intérêt amorcèrent une diminution aux Etats-Unis, ils baissèrent également au Canada, sans entraîner pourtant de diminution sensible de l'écart entre les deux pays jusqu'aux deux dernières semaines de 1981. En décembre, le taux d'escompte fut abaissé à 14.66 pour cent, soit plus de 650 centièmes au-dessous du sommet du début d'août, tandis que le dollar canadien, s'étant raffermi, se négociait aux environs de E.U. $0.8450.

Taux d'intérêt réels

Pour évaluer le caractère restrictif de la politique monétaire, il est utile d'étudier les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire corrigés de l'inflation (tableau 3.1). On peut estimer un taux d'intérêt réel de plusieurs façons. L'estimation présentée ici est la différence entre le taux moyen des effets commerciaux à 90 jours et le taux d'inflation, exprimé par l'indice des prix de la DNB. Cet indicateur permet de constater rétrospectivement que les taux d'intérêt réels étaient très faibles pendant toutes les années 70 par comparaison avec les périodes précédentes, devenant même négatifs à l'occasion. Sur l'ensemble de la période 1961-1970, marquée par une relative stabilité des prix, le taux d'intérêt réel à court terme fut de 2.5 pour cent en moyenne. Les faibles taux d'intérêt réels observés pendant la décennie 70 étaient liés à l'accroissement des tensions inflationnistes. Devant le resserrement notable de la politique monétaire en 1979, les taux d'intérêt réels montèrent à des niveaux très élevés par rapport aux moyennes historiques, en particulier pendant les deuxième et troisième trimestres de 1981. La détente des taux à court terme au second semestre permit cependant aux taux d'intérêt réels de redescendre pendant les trois derniers mois de l'année à un niveau voisin de la moyenne de la période 1979-1981.

Taux d'intérêt à long terme

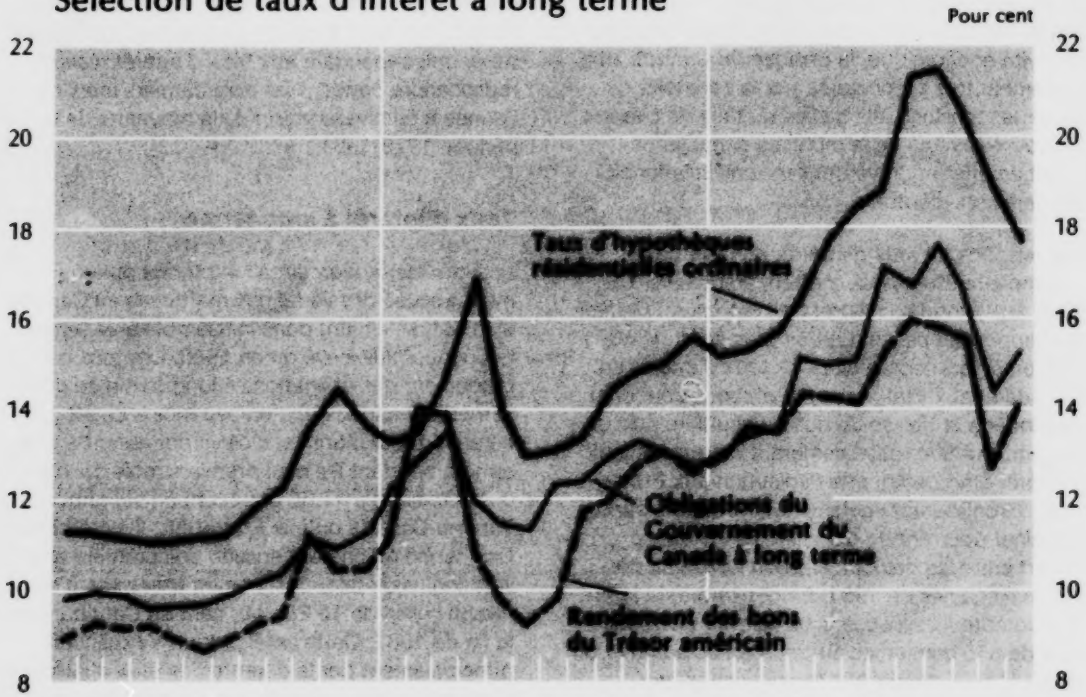
Les taux de rendement à long terme ont également accusé des variations marquées au Canada en 1981, se situant dans l'ensemble à un niveau beaucoup plus élevé qu'en 1980. Les taux de rendement des obligations à long terme du gouvernement canadien, d'un peu moins de 13 pour cent en début d'année, s'élevèrent assez régulièrement pendant les neuf premiers mois de 1981 pour culminer à 17.66 pour cent en septembre. Tant au Canada qu'aux Etats-Unis, les marchés à long terme affichèrent ensuite une certaine amélioration, les taux redescendant assez vite à un niveau voisin de 15.25 pour cent au Canada vers la fin de 1981. Cette amélioration s'expliquait principalement par la détente des taux d'intérêt à court terme et une plus grande stabilité du taux de change. Malgré le redressement du prix des obligations, les taux d'intérêt à long terme restèrent assez élevés par rapport aux moyennes passées.

La hausse des taux de rendement à long terme pendant les neuf premiers mois de 1981 apparaît comme la poursuite d'une tendance amorcée au milieu de 1980. L'élévation des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis et les anticipations inflationnistes semblent être les principales causes de la montée constante des taux d'intérêt à long terme au Canada pendant les trois premiers trimestres de 1981. Malgré une détente de ces taux au dernier trimestre, certaines incertitudes pesaient sur les marchés financiers à cause des remarques provoquées au sujet des tensions de taux d'intérêt aux Etats-Unis par le fort volume des financements du Trésor attendus au cours des deux prochaines années.

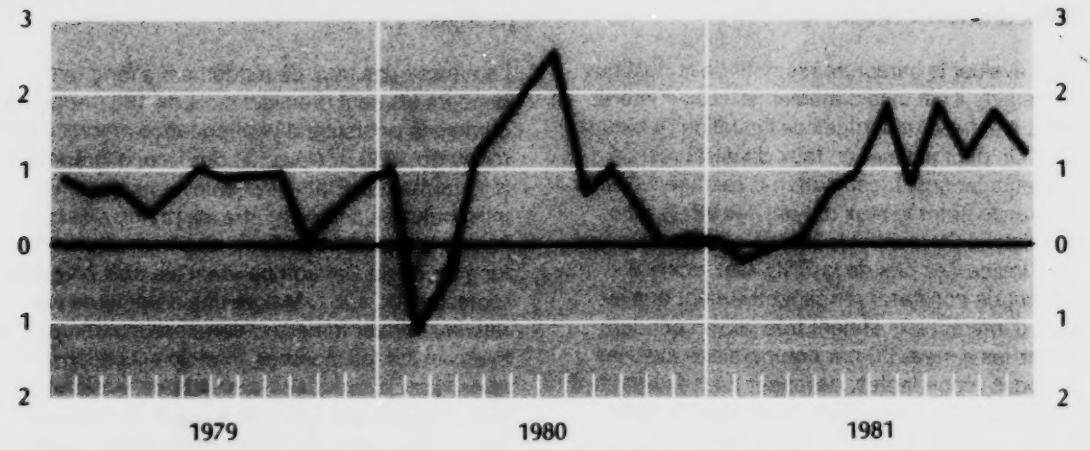
La courbe de rendement des obligations à long terme du gouvernement canadien, présentée au graphique 3.4, a accusé elle aussi des variations considérables pendant l'année. Après deux ans

Graphique 3.3

Sélection de taux d'intérêt à long terme



Ecart à long terme — Canada et E.-U.



Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

de pente négative — révélant des rendements plus élevés sur les titres à court terme que sur les valeurs à moyen et à long terme — cette courbe termina l'année sur un léger redressement. L'aplatissement de la courbe en 1981 s'explique par la chute marquée des taux à court terme, accompagnée d'un recul plus faible des rendements à long terme.

Evolution des marchés financiers en 1981

En 1981, les marchés financiers ont été le théâtre d'une certaine restructuration entraînée par le niveau élevé et l'instabilité des taux d'intérêt, les participants aux marchés manifestant leurs incertitudes devant l'évolution future des taux. Et les emprunteurs et les prêteurs se sont concentrés sur le marché à court terme (tableau 3.3). Les prêteurs se sont montrés de plus en plus réticents à immobiliser leurs fonds pendant une période prolongée, n'étant pas certains de nouvelles hausses des taux d'intérêt, tandis que les entreprises emprunteuses se finançaient à court terme au lieu d'essayer d'allonger la structure de leurs capitaux d'emprunt aux taux d'intérêt du moment. Dans le secteur des ménages, les emprunteurs, en particulier ceux qui renouvelaient leur hypothèque, se sont efforcés d'alléger leurs dettes en retirant une partie de leurs dépôts d'épargne lors du renouvellement.

Tableau 3.2
Expansion du crédit

	1978	1979	1980	1981
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Secteurs intérieurs privés	33.4	42.7	43.7	61.4
Prêts aux particuliers	4.8	4.9	5.0	5.7
Prêts hypothécaires[1]	13.7	13.5	10.0	11.9
Entreprises non financières[2]	13.8	22.2	27.5	41.5
Autres emprunteurs non financiers	1.0	2.1	1.2	2.0
Secteur public	23.0	12.7	19.2	15.7
Administration fédérale	13.7	6.7	12.0	3.7
Entreprises fédérales	2.5	1.0	1.8	4.0
Administrations provinciales (dette directe ou garantie)	6.2	4.1	5.1	9.0
Administrations municipales	0.5	0.8	0.3	0.0
Non-résidents	5.9	3.7	6.6	10.3
Total du financement obtenu	62.2	59.1	69.5	88.1
Moins: Financement obtenu à l'étranger	10.8	10.4	8.9	17.3
Financement obtenu au Canada	51.4	48.7	60.6	70.9
(en pourcentage du PNB)	(22.3)	(18.6)	(21.0)	(21.3)

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments. Les flux de 1981 proviennent d'estimations du ministère des Finances.

[1] Non compris les prêts hypothécaires provenant du secteur public.

[2] Non compris les prêts hypothécaires.

Sources: Banque du Canada, *Revue*, mens.; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

Tableau 3.3
Expansion du crédit par instrument

	1978	1979	1980	1981
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Instruments à court terme	25.0	20.7	28.7	42.3
Prêts aux particuliers	4.8	4.9	5.0	5.7
Prêts bancaires aux entreprises	3.3	11.0	10.1	21.3
Autres prêts bancaires	4.2	– 0.1	1.3	2.2
Autres	7.3	2.2	5.0	2.4
Bons du Trésor et papier à court terme	3.5	4.0	8.6	2.6
Obligations d'épargne du Canada	1.9	– 1.3	– 1.3	8.1
Instruments à long terme[1]	37.2	38.4	40.8	45.8
Obligation négociables	12.5	13.1	14.9	15.7
Hypothèques[2]	13.7	13.5	10.0	11.9
Actions	4.8	5.3	5.6	5.0
Prêts bancaires	1.8	1.4	3.3	7.5
Autres prêts	4.4	5.1	7.0	5.7
Total des fonds obtenus	62.2	59.1	69.5	88.1

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données de 1981 sont des estimations du ministère des Finances.

(1) Non compris des emprunts des institutions financières privées.

(2) Non compris les prêts hypothécaires provenant du secteur public.

Sources: Banque du Canada, *Revue*, mens.; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

Secteur des entreprises non financières

La demande de financement des entreprises non financières a été exceptionnellement forte en 1981, par suite d'une augmentation rapide des dépenses et d'un fléchissement des bénéfices ainsi que de l'intensification des prises de contrôle. En partie à cause de ces éléments, ces entreprises se sont procuré le volume record de $42.4 milliards sur les marchés de capitaux canadiens en 1981, contre $28.4 milliards en 1980. L'écart entre les investissements fixes des entreprises et leurs ressources d'autofinancement s'est élargi, comme le révèle le graphique 3.5, mais l'accroissement des prises de contrôle a aussi joué un rôle important dans la vive hausse des emprunts à l'étranger. Le tableau 3.4 révèle que les emprunts dans les marchés à court terme ont été presque le double des montants très élevés de l'année précédente, tandis que les emprunts à long terme n'affichaient qu'une augmentation modeste. L'importance des financements à court terme depuis trois ans a modifié sensiblement la composition des dettes des sociétés non financières.

Les prêts bancaires à court terme ont représenté près de 90 pour cent des $27.0 milliards obtenus sur les marchés à court terme. Le marché monétaire a lui aussi joué un rôle très important dans le financement des entreprises pendant l'année, encore que le tableau 3.4 ne le révèle pas immédiatement. Alors que le rôle des acceptations bancaires et des effets commerciaux paraît avoir été relativement négligeable dans l'ensemble des emprunts, la rotation mensuelle sur le marché monétaire a été considérable en 1981. Les transferts entre les prêts bancaires, les acceptations bancaires et les autres formes de papier à court terme en vue d'obtenir un financement externe au moindre coût, ont été une considération importante pour les entreprises pendant toute

Tableau 3.4
Financement des entreprises privées non financières

	1978	1979	1980	1981
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Total	13.9	22.9	28.4	42.4
Court terme	5.5	14.3	15.9	27.0
Prêts bancaires	3.8	10.7	9.7	23.5
(dont prêts en devises étrangères consentis au Canada)	(2.3)	(1.1)	(2.9)	(9.7)
Papier commercial et acceptations bancaires	0.3	1.4	2.7	1.8
Autres[1]	1.4	2.2	3.5	1.7
Long terme	8.4	8.6	12.5	15.4
Obligations	1.6	0.5	2.1	4.2
Actions	4.8	5.3	5.6	5.2
Prêts hypothécaires	0.1	0.7	0.9	0.9
Investissements directs de l'étranger	0.1	0.7	0.6	– 2.4
Prêts bancaires	1.8	1.4	3.3	7.5

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données de 1981 sont des estimations du ministère des Finances.

[1] Y compris les prêts commerciaux consentis par les sociétés de financement des ventes, les prêts des institutions financières affiliées à des banques étrangères et les prêts d'entreprises provenant du secteur public.

Sources: Banque du Canada, *Revue*, mens.; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

l'année, en raison du niveau élevé et de l'instabilité des taux d'intérêt à court terme et de la modification du rapport entre les taux du marché monétaire et le taux de base des prêts bancaires.

L'intensification des prises de contrôle a exercé des effets considérables sur la progression des prêts bancaires ces dernières années et tout particulièrement en 1981. Craignant que ce mode de financement ne contribue à une baisse du dollar canadien, le ministre des Finances annonça le 29 juillet qu'il avait demandé à plusieurs grandes banques canadiennes de réduire sensiblement leurs prêts lorsque le produit en était converti en devises afin de financer des prises de contrôle. Ces opérations ont diminué par la suite. On ne connaît pas exactement le volume des prises de contrôle qui ont été financées par les banques, mais on peut noter que les prêts bancaires en devises à des résidents de même que les prêts en dollars canadiens à des sociétés du secteur des ressources naturelles ont affiché une très forte hausse pendant l'année. Les prêts en devises à des résidents «comptabilisés» au Canada s'établissaient à $20.9 milliards à la fin décembre, en hausse de $9.7 milliards par rapport à la fin de 1980. Simultanément, les prêts en dollars canadiens aux entreprises de ressources naturelles se sont accrus de $2.5 milliards, jouant un rôle important, combinés aux prêts en devises, dans la hausse de 40 pour cent du crédit au sens large (tableau 3.5).

La prudence des investisseurs devant les perspectives de l'inflation a rendu de plus en plus difficile l'obtention de fonds à long terme sur le marché canadien. Aussi les emprunteurs à long terme se sont-ils tournés dans une forte proportion vers les marchés obligataires étrangers, notamment vers les Etats-Unis et le marché des eurodollars, où les taux d'intérêt étaient moins élevés qu'au Canada.

Tableau 3.5
Mesures de crédit choisies

	1979	1980	1981	Trimestres 1981[1]			
				1er	2ème	3ème	4ème
	(Variation en pourcentage)						
Banques à charte							
Prêts aux entreprises	25	19	41	40	27	57	40
En devises étrangères	7	29	124	61	372	172	20
Acceptations bancaires	76	83	22	– 20	– 26	168	40
Total papier commercial	18	10	35	60	71	65	– 23
Prêts aux entreprises plus papier commercial et prêts en devises étrangères à des résidents	28	28	40	32	47	50	30

[1] Désaisonnalisées à taux annuels.
Source: Banque du Canada, *Revue,* mensuelle.

Marché des valeurs mobilières

Les ventes nettes de titres négociables, présentées au tableau 3.6, ont atteint de nouveau un volume appréciable, s'établissant à $28.3 milliards en 1981. Bien que les placements de titres à court terme n'aient que faiblement augmenté sur l'ensemble de l'année, l'activité a été assez intense, certains mois, sur le marché monétaire. Les opérations à long terme ont été marquées par une chute des émissions sur le marché obligataire canadien, qui a toutefois été compensée, et au-delà, par les recours aux marchés étrangers où les taux étaient moins élevés. L'instabilité des taux d'intérêt a continué de jouer un rôle de premier plan dans le choix du moment des émissions d'obligations en 1981.

Les administrations provinciales ont recouru de façon massive au marché des obligations, notamment à l'étranger, s'y procurant $9 milliards en 1981. Par contre, le gouvernement fédéral n'a obtenu que $4.6 milliards sur le marché obligataire, contre $7.2 milliards en 1980. Les besoins réels de financement du gouvernement canadien n'ont que peu varié sur l'ensemble de l'année. L'émission 1981-82 d'Obligations d'épargne du Canada a en effet rapporté, net, le volume record de $11.5 milliards, limitant ainsi les besoins d'argent frais pendant le reste de l'exercice 1981-82.

Le coupon de 19.5 pour cent offert la première année de l'émission 1981-82, combiné à la détente inattendue des autres taux d'intérêt, a été un facteur important contribuant aux importantes ventes d'OEC. D'après les statistiques bancaires, il semble qu'un peu plus de la moitié des souscriptions brutes aient été financées par les dépôts d'épargne des particuliers dans les banques à charte, alors que la proportion est habituellement d'environ 60 pour cent. On pense que les $6 à 7 milliards restants proviennent des intérêts courus sur les titres venant à échéance (environ $2 milliards) ainsi que des institutions financières non bancaires, entre autres sources. Pour limiter les répercussions de la forte demande d'OEC sur les institutions financières, le plafond industriel de souscription fut ramené de $35,000 à $15,000.

Le marché des actions a subi un recul important l'an dernier au Canada dans presque tous les secteurs, alors que des niveaux records avaient été atteints en 1980. Toutes les grandes bourses de valeurs mobilières ont vu baisser et le volume

et la valeur des opérations en 1981. Par exemple, le volume des transactions à la Bourse de Toronto a chuté de 15 pour cent l'an dernier pour descendre à $25 milliards, tandis que le volume des actions négociées diminuait de 2.5 pour cent pour descendre à un peu plus de 1.5 milliard de titres. Malgré cette faiblesse du marché boursier, les émissions nettes d'actions ont atteint le niveau appréciable de $7 milliards, ce qui n'est que de peu inférieur à la moyenne des trois années précédentes.

Secteur des particuliers

L'encours des prêts à la consommation a augmenté de 10.0 pour cent pour atteindre $48 milliards en 1981, augmentant un peu plus vite que les achats courants de biens durables de consommation (tableau 3.7). Après une progression relativement rapide au premier semestre, l'encours des prêts à la consommation a vu sa croissance ralentir au second semestre; cette décélération est certainement due aux taux d'intérêt élevés, les consommateurs hésitant à alourdir leurs dettes. Les banques à charte sont restées les prêteurs les plus actifs, accordant près des deux tiers de l'ensemble des prêts aux particuliers. Cependant, grâce principalement aux taux d'intérêt avantageux offerts par les fabricants d'automobiles nord-américains, les sociétés de financement affiliées à ces derniers ont retrouvé un rôle important l'an dernier.

Tableau 3.6
Offre de titres et répartition des portefeuilles[1]

	1978	1979	1980	1981
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Offre de titres				
Instruments du marché monétaire	5.3	6.2	11.3	0.7
Obligations négociables	13.6	14.2	14.3	20.5
Actions	7.9	6.3	7.1	7.0
Titres étrangers	—	0.6	0.1	0.1
Total	26.8	27.2	32.8	28.3
(en pourcentage du PNB)	(11.6)	(10.4)	(11.3)	(8.6)
Répartition des portefeuilles				
Non-résidents	5.0	4.4	6.5	11.3
Résidents				
Banque du Canada	1.7	1.6	2.2	1.1
Banques à charte	7.2	—	– 0.9	1.0
Quasi-banques	1.2	1.3	3.2	1.7
Organismes d'assurance et de pensions	6.0	8.4	9.6	8.6
Autres institutions financières privées	1.3	0.7	1.2	1.5
Autres résidents	4.5	10.8	11.0	3.1
Total des résidents	21.8	22.8	26.3	17.0
(en pourcentage du PNB)	(9.5)	(8.7)	(9.1)	(5.2)

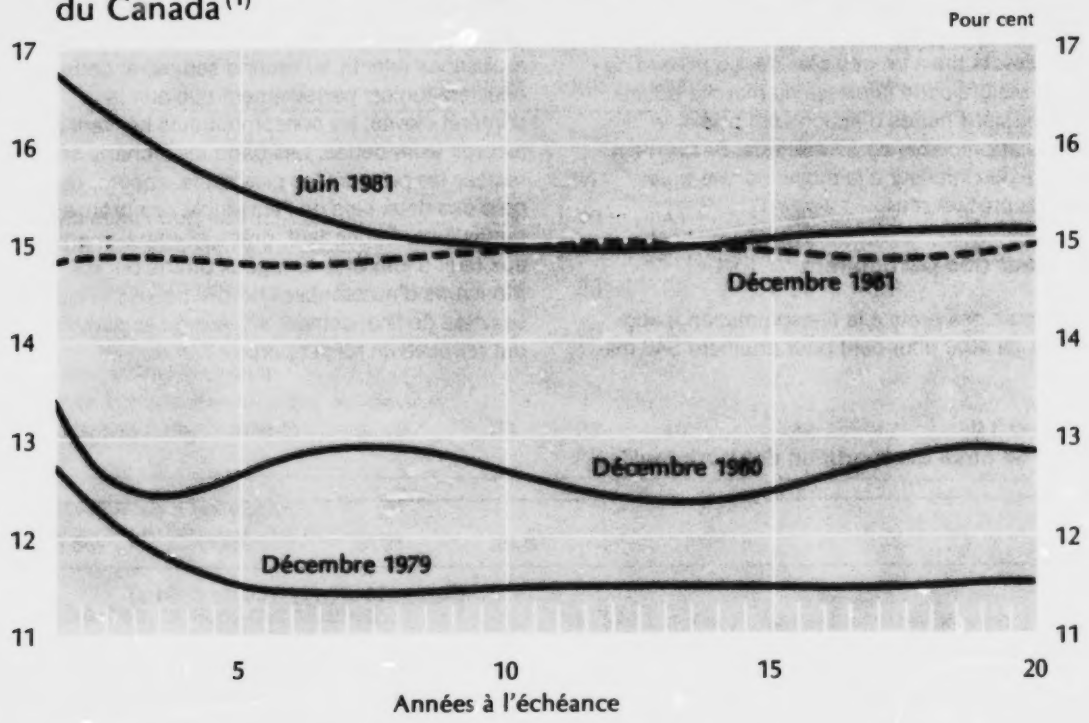
Remarque: Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments. Les flux de 1981 proviennent d'estimations du ministère des Finances.

(1) Ne comprend pas les Obligations d'épargne du Canada, les achats de titres émis ou garantis par les provinces effectués par le Régime de pensions du Canada et la Caisse de dépôts et de placements du Québec, ainsi que les titres fédéraux détenus par le gouvernement du Canada.

Sources: Banque du Canada, *Revue*, mens.; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

Graphique 3.4

Courbes de rendement, obligations du Gouvernement du Canada[1]



[1] Les courbes de rendement sont fondées sur le rendement observé en fin de mois sur les obligations de diverses échéances du Gouvernement du Canada.

Source: Ministère des Finances.

Malgré l'élévation des taux d'intérêt hypothécaires, l'accroissement net du portefeuille hypothécaire des grandes institutions financières privées a été de $11.9 milliards en 1981, contre $10.0 milliards en 1980 (tableau 3.8). Cette augmentation des placements hypothécaires a eu lieu en majeure partie au premier semestre, par suite d'un redressement momentané des mises en chantier d'habitations ainsi que de la vive hausse du prix des maisons sur certains marchés, au moins jusqu'au milieu de l'année. Toutes les grandes catégories d'institutions prêteuses, à l'exception des caisses de crédit, des compagnies d'assurance, des caisses de retraite et des caisses populaires, ont participé à la hausse des créances hypothécaires.

Depuis quelque temps, les prêteurs hypothécaires ont de plus en plus de mal à faire correspondre la structure de leurs avoirs et de leurs obligations sur le plan des échéances. A cet égard, 1981 a généralement été dans la ligne des périodes précédentes. Quand les taux hypothécaires ont amorcé une détente au second semestre, les hypothèques à moyen ou long terme ont eu de plus en plus la faveur des emprunteurs, inquiets de l'évolution future des taux d'intérêt. Par ailleurs, de nombreux déposants étaient de plus en plus réticents à immobiliser leurs fonds pour plus d'une année, à cause de l'instabilité passée des taux d'intérêt. Les institutions de prêt ont été confrontées au rétrécissement de leur passif-dépôts vis-à-vis de leurs avoirs hypothécaires. On

a observé vers la fin de l'année une contraction conséquente des fonds disponibles pour des prêts hypothécaires à moyen terme, ainsi qu'une légère hausse des taux débiteurs, principalement à cause de l'impossibilité pour les prêteurs d'obtenir des ressources à terme.

En raison de la crainte que les taux d'intérêt élevés n'aient des effets sérieux pour les quelque 500,000 familles canadiennes qui devaient renouveler leur hypothèque en 1981, un groupe de travail sur le renouvellement des hypothèques composé de représentants du ministère des Finances, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et des prêteurs hypothécaires tint une série de réunions en vue d'étudier les mesures susceptibles d'être prises. L'une des techniques qui fut étudiée de près et offerte par plusieurs grandes institutions financières est le report des intérêts. Dans ce système, la différence entre les paiements hypothécaires découlant du taux prévu dans le contrat et les paiements correspondant à un taux d'intérêt moins élevé est ajoutée au principal. L'avantage majeur de cette méthode est de donner aux emprunteurs auxquels une modification brutale des taux d'intérêt cause des difficultés temporaires de trésorerie plus de temps pour modifier leur profil de dépenses.

Il apparut également que de nombreux emprunteurs hypothécaires s'efforçaient d'alléger leur dette, ce qui contribua au ralentissement de l'encours global des prêts hypothécaires au second semestre. Aussi, plusieurs institutions de prêt signalèrent un nombre exceptionnellement élevé d'emprunteurs qui soit liquidaient leur hypothèque, soit faisaient un remboursement important au moment du renouvellement. Plus tard dans l'année, après que les taux d'intérêt eurent baissé, certains prêteurs annoncèrent une réduction des taux d'intérêt sur les hypothèques qui avaient été renégociés à des taux élevés entre juillet et novembre.

Tableau 3.7
Prêts aux particuliers

	1978	1979	1980	1981
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Crédit à la consommation				
Banques à charte	2.9	3.5	3.7	2.9
(cartes de crédit)	(0.5)	(0.5)	(0.5)	(0.5)
Autres institutions de dépôt[1]	1.3	1.1	0.8	0.3
Autres prêteurs[2]	0.4	0.1	0.2	1.1
Total	4.6	4.7	4.6	4.3
Autres prêts aux particuliers[3]	0.2	0.2	0.4	0.5
Total des prêts aux particuliers	4.8	4.9	5.0	4.8
Variation en pourcentage dans:				
Total du crédit à la consommation	15.3	14.0	12.1	9.8
Dépenses de consommation	10.5	11.2	11.6	13.1
Dépenses en biens durables	9.0	12.7	6.9	9.6

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données de 1981 sont des estimations du ministère des Finances.

(1) Les caisses de crédit et caisses populaires, la Banque d'épargne de Québec, les sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires.

(2) Les magasins à étalages, les sociétés de financement des ventes à tempérament et de prêts à la consommation et les compagnies d'assurance-vie.

(3) Prêts à l'achat d'OEC, autres prêts bancaires et prêts garantis des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires.

Sources: Banque du Canada, *Revue;* Statistique Canada, *Comptes des flux financiers,* trim., nº cat. 13-002, et ministère des Finances.

Tableau 3.8
Hypothèques

	1978	1979	1980	1981
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Prêteurs privés				
Banques à charte[1]	3.8	4.3	3.3	4.4
Fiducies et sociétés de prêts hypothécaires hors-banques[2]	3.8	4.2	2.6	3.8
Caisses de crédit et caisses populaires	2.4	2.3	1.7	1.2
Institutions d'assurance et de pensions	2.2	2.3	2.1	1.9
Autres prêteurs privés[3]	1.5	0.4	0.3	0.6
Total partiel	13.7	13.5	10.0	11.9
Prêteurs publics	0.5	0.3	0.9	1.3
Total[4]	14.2	13.8	10.9	13.6

Remarque: Les flux de 1981 sont des estimations du ministère des Finances.

(1) Comprend les sociétés de prêts hypothécaires affiliées aux banques à charte.

(2) Ne comprend pas les sociétés du renvoi 1 ci-haut.

(3) Les fonds mutuels, les sociétés d'assurance contre les incendies et de prévoyance, les sociétés fiduciaires de placements hypothécaires, les sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation, les banques d'épargne de Québec, les sociétés non financières et les autres institutions financières privées.

(4) Ne comprend pas les prêts hypothécaires consentis par des particuliers et des entreprises non constituées.

Sources: Banque du Canada, *Revue,* mens.; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers,* trm., nº de cat. 13-002; ministère des Finances.

Banques à charte

La croissance de l'ensemble des principaux avoirs en dollars canadiens du système bancaire a été de 24 pour cent en 1981, en forte accélération par rapport aux 11 pour cent de l'année précédente[1]. Les prêts aux entreprises ont été de nouveau le principal élément de hausse des actifs bancaires (tableau 3.9). A la fin de l'année, les prêts bancaires aux entreprises dépassaient de plus de 30 pour cent le niveau de la fin de 1980. Si l'accroissement des prêts a été financé en grande partie par de nouveaux dépôts en dollars canadiens, la situation nette des banques vis-à-vis de l'étranger s'est alourdie au second semestre.

Le recours plus fréquent aux emprunts à court terme sur les marchés financiers s'est traduit par une augmentation notable de la proportion des crédits fournis par le système bancaire, qui est passée de 33 pour cent en 1980 à 62 pour cent en 1981. Malgré les taux d'intérêt élevés, la demande de prêts des entreprises a été vigoureuse pendant toute l'année. L'accroissement des prêts bancaires accordés aux entreprises non financières a servi en partie à financer des prises de contrôle. Les chiffres disponibles à la fin d'octobre révélaient que près de 80 pour cent de la hausse de $18 milliards accusée par les prêts bancaires au cours des 10 premiers mois de l'année — contre 55 pour cent pour la même période de 1980 — étaient représentés par des emprunteurs ayant une ligne de crédit importante et dont un grand nombre procédaient à des prises de contrôle. La part des banques dans les financements intérieurs a également été influencée par l'atténuation de la demande de crédit à la consommation et d'hypothèques au second semestre. La vive hausse des prêts pendant toute

(1) Les statistiques bancaires ont été corrigées en fonction d'un nouveau système de déclaration.

Tableau 3.9
Avoirs des banques à charte

	1978	1979	1980	1981
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Avoirs liquides canadiens	1.0	1.5	– 0.5	0.3
Bons du Trésor	0.5	1.1	0.8	0.5
Autres	0.4	0.4	– 1.3	– 0.2
Avoirs de seconde liquidité	16.5	21.1	18.2	33.2
Prêts personnels ordinaires	2.9	3.5	3.7	2.9
Prêts hypothécaires	4.0	4.6	3.5	2.7
Prêts aux entreprises	3.3	11.0	10.1	21.3
Autres prêts bancaires	1.1	1.6	1.3	2.2
Titres de sociétés	3.7	– 0.3	– 0.6	2.4
Autres avoirs	1.5	0.7	0.2	1.7
Total des avoirs en dollars canadiens	17.5	22.6	17.7	33.5
Prêts en devises étrangères à des résidents[1]	2.3	1.1	2.9	9.7
Gouvernement du Canada[1]	1.6	– 1.3	0.4	– 0.7
Autres[1]	0.7	2.4	2.6	10.4
Titres de résidents en devises étrangères[1]	2.9	0.1	– 0.3	0.6
Total du financement des Canadiens	22.7	23.7	20.3	43.8

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données de 1981 ont été ajustées pour tenir compte du nouveau système de renseignements.
[1] Les données de devises étrangères sont corrigées pour exclure les effets sur cette série des variations du taux de change.
Sources: Banque du Canada, *Revue;* et ministère des Finances.

l'année 1981 a amené à plusieurs reprises les banques à rivaliser pour attirer de gros dépôts à terme fixe, afin de pouvoir financer leurs crédits. Les taux d'intérêt élevés ont également rendu les dépôts bancaires intéressants pour les épargnants privés et ont de nouveau contribué dans une large mesure à la progression rapide des revenus de placements.

Institutions financières autres que les banques

L'actif total des quasi-banques a augmenté de 11.3 pour cent ou de $12.8 milliards en 1981, comme l'indique le tableau 3.10. Il s'agit de la quatrième année consécutive de ralentissement. Ce phénomène est dû à l'importance des hypothèques, qui représentent la majeure partie du portefeuille de placements de ces institutions. La décélération générale de la demande de prêts hypothécaires et la contraction des marges sur les taux d'intérêt ont contribué à freiner la croissance de ces intermédiaires financiers et à les rendre moins dynamiques tout particulièrement pour les sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire.

L'actif total des caisses de crédit et des caisses populaires s'est accru de 12 pour cent pour la deuxième année de suite, alors qu'il avait progressé de plus de 20 pour cent en moyenne par an au cours des 10 années précédentes. Ces institutions ont également subi des tensions importantes de liquidité du fait qu'une grande proportion de leurs avoirs était composée d'hypothèques à terme fixe, tandis qu'elles devaient modifier les taux offerts à leurs déposants pour rester compétitives.

Tableau 3.10
Avoirs des institutions de dépôts non bancaires[1]

	1978	1979	1980	1981
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Monnaie et dépôts	0.4	0.0	0.4	1.9
Crédit à la consommation	1.3	1.1	0.8	0.3
Autres prêts	0.2	0.6	0.6	0.6
Prêts hypothécaires	6.6	8.0	7.1	7.5
Titres négociables canadiens	1.2	1.3	3.2	1.7
Autres avoirs	0.5	0.1	1.0	0.8
Total des avoirs	10.1	11.1	13.1	12.8
(variation en pourcentage)	(18.8)	(17.5)	(17.7)	(11.3)
Dépôts	8.9	9.3	10.7	10.6
(variation en pourcentage)	(18.8)	(16.4)	(16.6)	(12.1)

[1] Sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires, les caisses de crédit et caisses populaires et les banques d'épargne de Québec.
Sources: Banque du Canada, *Revue*, mens.; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002.

Tableau 3.11
Avoirs des organismes d'assurance et de pensions[1]

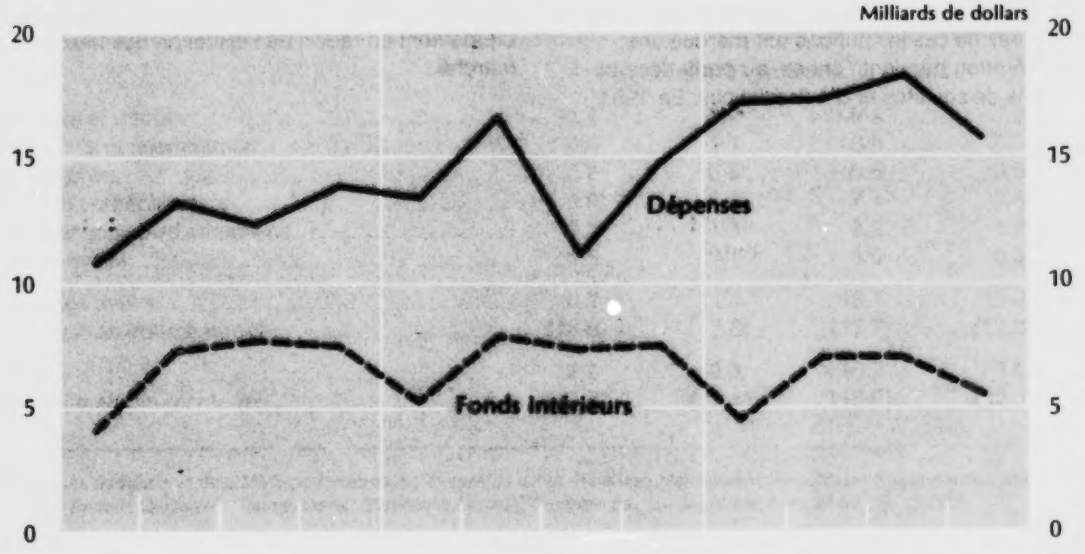
	1978	1979	1980	1981
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Variations des avoirs				
Monnaie et dépôts	0.3	0.5	0.6	0.7
Prêts	0.2	0.3	0.5	0.7
Hypothèques	2.2	2.3	2.1	1.9
Obligations et billets à court terme	5.3	7.0	6.6	6.4
Actions	0.5	0.8	2.4	3.7
Autres avoirs	0.6	0.5	0.9	1.4
Total	9.0	11.3	13.1	14.8
(variation en pourcentage)	(15.9)	(17.2)	(17.0)	(16.7)

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données de 1981 sont des estimations du ministère des Finances.
[1] Comprend les compagnies d'assurance-vie et les régimes fiduciaires de pensions.
Sources: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

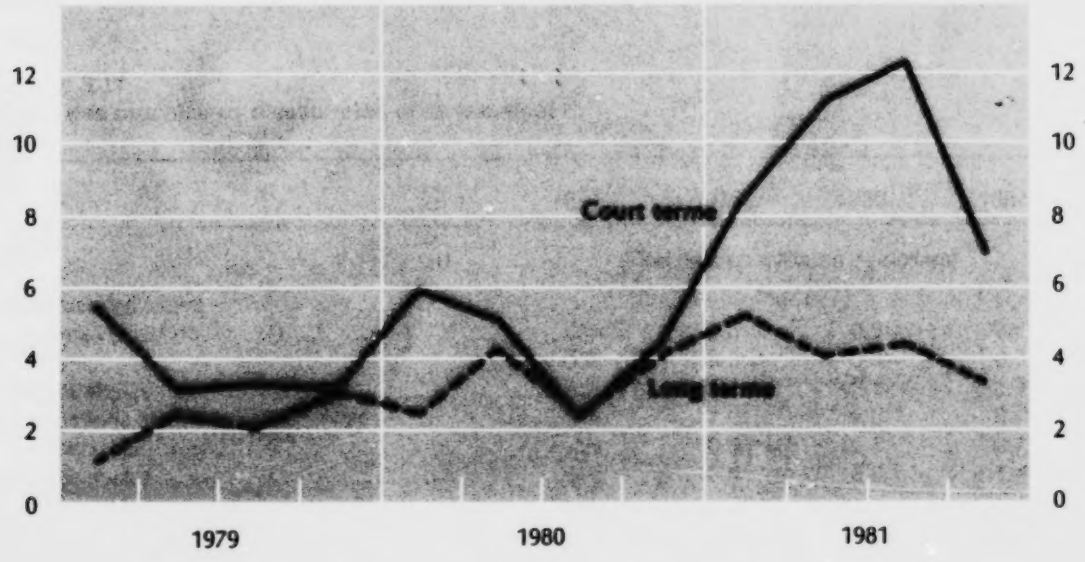
Les placements offerts par les compagnies d'assurance et les caisses de retraite ont continué de bénéficier d'une demande soutenue, comme l'indique le tableau 3.11. Reflétant le fléchissement de la demande, les placements hypothécaires de ces institutions ont marqué une décélération pendant l'année, au profit des obligations de sociétés et d'autres avoirs. En 1981, ces institutions ont augmenté leurs portefeuilles d'actions de quelque $3.7 milliards et leurs avoirs en obligations et en effets à court terme d'à peu près $6.4 milliards. Les prêts sur police des compagnies d'assurance-vie ont eux aussi augmenté rapidement en raison de l'élévation des taux du marché.

Graphique 3.5

Financement des sociétés non financières



Fonds nets obtenus dans les marchés de crédit



Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*; Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

4. Secteurs des ménages, de l'habitation et des entreprises

Les dépenses réelles de consommation ont progressé de 1.7 pour cent en 1981, soit à un rythme plus rapide qu'en 1980 (1.0 pour cent) mais nettement inférieur à la croissance moyenne de 6.5 pour cent observée de 1971 à 1976. Le profil d'expansion lente de la consommation depuis 1977 s'est donc maintenu en 1981, malgré une augmentation de 4.1 pour cent du revenu disponible réel. Cette progression modeste est due à divers facteurs, dont les principaux ont été des taux d'intérêt records, la rapidité de l'inflation et la persistance des incertitudes économiques. Le taux d'épargne des ménages, en hausse sensible depuis le début des années 70, a fait un nouveau bond pour atteindre 11.6 pour cent en 1981. Cette évolution peut être attribuée à l'accélération de l'inflation pendant les années 70. En effet, le taux d'épargne corrigé de la hausse des prix n'a que faiblement progressé durant la période d'inflation 1973-1981.

Les mises en chantier d'habitations se sont élevées à 178,000 en 1981, soit 12.2 pour cent de plus qu'en 1980, mais beaucoup moins que pendant la période de 1968-1979. Le rythme annuel des mises en chantier a fluctué entre un sommet de 246,300 unités en avril et un creux de 106,300 unités en octobre, plus bas niveau enregistré en 21 ans. Des taux d'intérêt très élevés et variables ainsi que la faible proportion de logements inoccupés ont été les principales causes de cette évolution. Les investissements domiciliaires réels ont augmenté de 1.4 pour cent en 1981, après avoir diminué pendant six des sept années précédentes.

Les investissements réels des entreprises en machines et en outillage se sont accrus de 6.9 pour cent en 1981, contre 8.6 pour cent en 1980. Cela fait trois ans de suite que les investissements des entreprises progressent plus vite que le PNB réel. Cette vigueur, enregistrée malgré le niveau sans précédent des taux d'intérêt réels et la diminution des bénéfices des sociétés, est attribuable surtout à des éléments structurels, comme l'amélioration de la compétitivité des entreprises canadiennes pendant la deuxième moitié des années 70 et la mise en valeur des ressources énergétiques. Les trois premiers trimestres de 1981 ont été marqués par un accroissement des stocks, qui a fait place à un déstockage important au quatrième trimestre en raison de la nécessité de corriger le rapport stocks/ventes. Le cycle d'évolution des stocks a sensiblement contribué aux variations du PNB réel durant l'année. Le fléchissement des bénéfices en 1981 et l'augmentation des investissements se sont traduits par une augmentation notable des emprunts. La situation financière des grandes sociétés industrielles a donné des signes de tension, en raison de la hausse des coefficients d'endettement.

Sources de revenu

Le revenu nominal des particuliers aussi bien que leur revenu disponible se sont élevés notablement plus vite en 1981 qu'en 1980, comme le montre le tableau 4.1. Cette accélération s'explique par une forte hausse des revenus d'investissement et du travail. La progression du revenu disponible a été moins marquée que celle du revenu personnel à cause d'une majoration du taux effectif moyen d'imposition, qui est passé de 18.8 pour cent en 1980 à 19.5 pour cent l'an dernier (voir le chapitre 8).

Le taux de progression du revenu du travail, qui est composé des salaires, des traitements, des revenus complémentaires du travail et de la solde des militaires et représente le gros du revenu des particuliers, a augmenté de 1.9 point pour atteindre 13.8 pour cent en 1981, principalement grâce à des gains plus marqués de la rémunération moyenne par employé. La hausse de 2.6 pour cent du nombre d'emplois a été à peu près la même l'an dernier qu'en 1980.

Les revenus de placements ont augmenté de 36.7 pour cent grâce aux taux d'intérêt sans précédent de 1981 et au gonflement des avoirs financiers entraîné par un taux d'épargne élevé. Les revenus agricoles, qui accusent souvent de fortes fluctuations d'une année à l'autre, se sont accrus de 58.6 pour cent en 1981. Cela est dû à

Tableau 4.1
Sources et disposition du revenu personnel

	1977	1978	1979	1980	1981
	(Variation en pourcentage)				
Sources du revenu					
Revenu du travail[1]	10.2	9.0	11.6	11.9	13.8
Revenu agricole net	– 14.8	20.3	9.7	– 11.6	58.6
Revenu net d'entreprises non agricoles et non constituées	8.0	5.8	8.9	8.9	10.4
Intérêt, dividendes et autres placements	12.9	24.2	17.3	16.2	36.7
Revenu de transferts	14.0	12.8	5.1	15.1	12.5
Revenu personnel	10.3	11.0	11.2	12.2	16.6
Revenu personnel disponible	10.0	12.0	11.4	11.8	15.7
Disposition du revenu personnel					
Dépense de consommation	10.5	10.4	11.3	11.6	13.0
Impôt direct des particuliers[2]	11.3	6.7	10.3	14.4	20.5
Paiements de transfert[3]	6.4	20.6	46.6	27.9	40.4
Epargne	6.4	24.9	6.6	9.3	32.3
	(En pourcentage)				
Taux moyen effectif d'impôt	19.4	18.6	18.5	18.8	19.5

(1) Comprend la solde et allocations des militaires.
(2) Comprend tous les transferts courants à l'Etat.
(3) Comprend l'intérêt sur l'endettement de consommation et les transferts à des non-résidents.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

des récoltes de céréales records ou presque, à une hausse des exportations et à des prix plus élevés pour la plupart des produits agricoles.

Si l'on corrige les chiffres nominaux par l'indice implicite des prix des dépenses de consommation, on voit que le revenu disponible réel des particuliers, mesuré de la façon habituelle, s'est amélioré de 4.1 pour cent en 1981, ainsi que le montre le tableau 4.8, ce qui est nettement supérieur à la hausse de 1.1 pour cent observée en 1980.

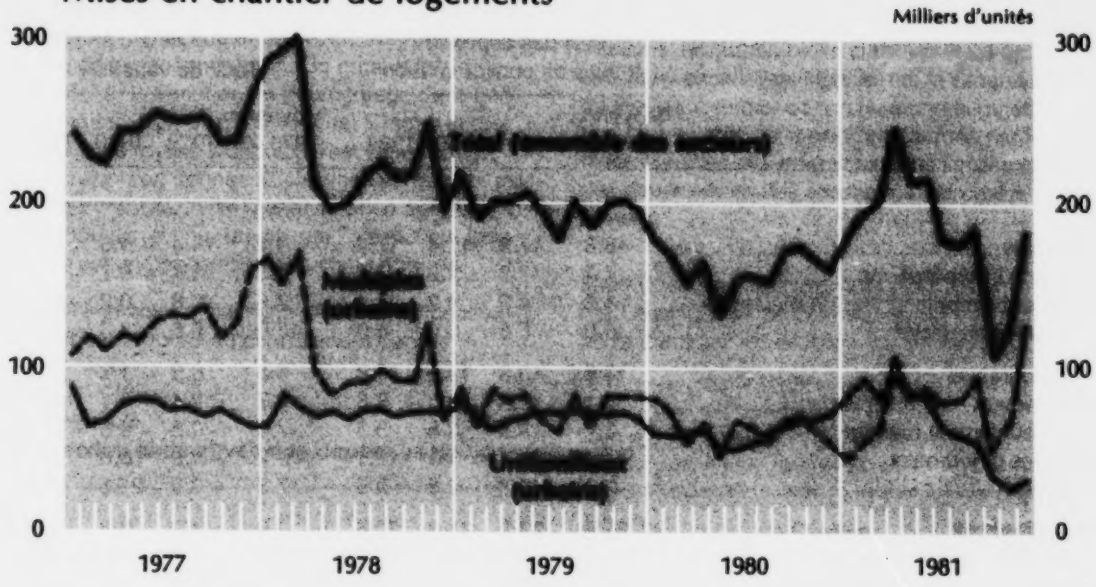
Dépenses des particuliers

Le taux de croissance des dépenses réelles de consommation s'est légèrement accéléré en 1981, passant de 1.0 pour cent en 1980 à 1.7 pour cent. Par rapport à 1980, la hausse des achats de biens durables, semi-durables et non durables s'est intensifiée tandis que les dépenses consacrées aux services ralentissaient.

La faible accélération des dépenses réelles de consommation en 1981 a été permise par une progression de 4.1 pour cent du revenu disponible réel des particuliers l'an dernier, contre 1.1 pour cent seulement en 1980. La hausse de la consommation a été sensiblement inférieure à celle du revenu disponible réel à cause principalement du niveau record des taux d'intérêt réels. Ces derniers, outre qu'ils ont découragé directement les consommateurs, ont aussi entraîné une réaffectation des fonds, au profit des remboursements d'hypothèques et au détriment des dépenses personnelles. Parmi les achats des consommateurs, ce sont les acquisitions de biens durables — les plus sensibles à l'évolution des taux d'intérêt — qui ont le moins augmenté, pro-

Graphique 4.1

Mises en chantier de logements



Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques canadiennes de logement*, annuelle.

gressant de 0.5 pour cent comme l'indique le tableau 4.2. Parmi les autres éléments qui ont freiné la consommation par rapport à la progression du revenu disponible réel figurent la persistance des incertitudes économiques et la hausse relativement forte des revenus agricoles et des revenus de placements par rapport aux autres sources de revenu. D'une part, le maintien d'un taux de chômage élevé ainsi que l'instabilité accrue de l'inflation et des taux d'intérêt ont accentué les incertitudes. D'autre part, la propension marginale à consommer est probablement assez faible dans le cas des revenus agricoles à cause de leur importante composante transitoire et dans le cas des revenus de placements en raison des effets d'une inflation rapide et des taux d'intérêt élevés.

La répartition des dépenses globales de consommation en dollars de 1971 a subi des modifications sensibles en 10 ans. Comme l'indique le tableau 4.2, la dépense consacrée aux services a notablement augmenté tandis que celle des biens non durables diminuait. La part des achats de biens durables et semi-durables a été un peu plus élevée en 1981 que pendant la période 1971-1981 en moyenne, mais cette répartition a fluctué considérablement ces dernières années.

Plusieurs facteurs influent sur la répartition du budget des consommateurs, notamment: le revenu réel des particuliers, leur stock de biens, les dépenses des périodes précédentes, les variations de prix relatifs, les changements démographiques, les taux d'intérêt réels et nominaux, les mesures fiscales et l'évolution de l'inflation et du chômage. L'année 1981 a été le témoin de variations relativement marquées des prix relatifs, d'une accélération de l'inflation et d'une flambée des taux d'intérêt nominaux et réels. Le renchérissement des biens durables et semi-durables a été nettement inférieur à la hausse moyenne de l'indice de déflation des dépenses de consommation, tandis que le prix relatif des biens non durables accusait une augmentation notablement plus rapide. Par conséquent, la hausse des achats de biens non durables de consommation

Tableau 4.2
Part et croissance procentuelles des catégories de dépenses de consommation[1]

	Part des dépenses totales de consommation				Taux de variation			
	Moyenne 1971-78	1979	1980	1981	Moyenne 1971-78	1979	1980	1981
	(En pourcentage)				(Variation en pourcentage)			
Durables	16.8	17.9	17.4	17.2	9.2	4.4	– 1.6	0.5
Autos et réparations	7.7	7.8	7.2	7.0	7.3	3.7	– 6.2	– 1.1
Ameublements et articles ménagers	4.2	4.2	4.2	4.1	7.6	2.8	0.2	– 0.6
Articles de loisirs	5.0	5.8	6.0	6.0	13.9	6.6	3.3	– 3.3
Semi-durables	13.6	13.9	13.6	13.8	6.5	0.9	– 1.2	2.8
Vêtement et chaussure	8.1	8.6	8.5	8.8	6.7	2.4	– 0.1	4.8
Ameublement ménager	3.7	3.5	3.5	3.3	7.3	– 0.8	– 0.6	– 2.9
Livres et journaux	1.2	1.1	1.1	1.1	– 2.2	– 1.9	0.6	5.1
Bijoux	0.7	0.7	0.5	0.5	7.8	– 3.5	– 21.5	4.6
Non durables	29.6	27.9	27.8	27.6	3.9	1.2	0.6	1.0
Aliments, boissons et tabac	19.8	18.1	18.0	18.0	3.3	0.6	0.4	1.8
Essence, huile et graisse	2.9	2.9	2.9	2.7	5.9	2.9	0.6	– 4.0
Fournitures ménagères	1.4	1.4	1.3	1.3	5.8	2.5	– 4.0	– 0.9
Médicaments et divers	1.5	1.6	1.6	1.7	8.0	2.7	3.0	5.1
Electricité et gaz	3.1	2.9	2.9	2.8	2.6	0.8	1.3	– 1.1
Articles de toilette	1.0	1.0	1.1	1.0	8.8	3.4	3.4	2.1
Services	40.0	40.3	41.2	41.0	5.0	1.9	3.2	1.4
Transport et communications	4.8	5.3	5.6	5.6	7.4	7.6	5.6	2.0
Loyer	14.6	14.8	15.2	15.3	4.0	3.8	3.7	2.5
Ménagers	1.0	0.8	0.8	0.8	0.3	– 1.7	– 1.9	2.1
Médicaux	1.6	1.6	1.5	1.6	1.2	1.5	– 1.2	2.3
Personnels	12.9	13.2	13.5	13.7	5.6	2.7	2.7	3.3
Loisirs, formation, culture et autres	5.1	4.5	4.6	4.1	7.1	– 10.5	2.7	– 8.8
Dépenses de consommation	100.0	100.0	100.0	100.0	5.6	2.0	1.0	1.7

[1] Toutes les estimations proviennent des dépenses de consommation en dollars constants (1971).
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, annuelle, nº de cat. 13-201.

a été inférieure en volume à la progression globale des dépenses de consommation, qui a été alimentée par les achats de biens semi-durables. Les taux d'intérêt élevés ont limité la hausse des achats de biens durables sensiblement en deça de l'augmentation globale de la consommation.

Dépenses, prix relatifs et revenu

Comme il vient d'être indiqué, les variations de prix relatifs et l'évolution du revenu réel sont deux des principaux facteurs influant sur la répartition du budget du consommateur. Les variations de prix relatifs sont importantes car le renchérissement d'un produit par rapport aux autres incite le consommateur à le remplacer par un autre article, le degré de substitution dépendant de la nature du bien considéré. Le revenu réel joue aussi un rôle appréciable du fait que son élévation incite les gens à dépenser plus, en proportion, pour les articles qui sont moins essentiels et

peuvent donc être achetés plus facilement lorsqu'on dispose d'un revenu plus élevé.

Le tableau 4.3 présente quelques estimations de l'élasticité immédiate et de l'élasticité à long terme de la consommation. On entend ici par «élasticité» la variation en pourcentage de la consommation d'un bien (en volume) lorsque le prix relatif ou le revenu disponible réel varient dans une proportion donnée. L'élasticité immédiate est l'effet trimestriel initial d'une variation de prix relatif ou de revenu, tandis que l'élasticité à long terme est une estimation des effets à terme.

Dans l'immédiat, l'élasticité-dépense de consommation en réponse au changement dans le revenu réel est relativement forte pour les voitures de tourisme, les autres biens durables et les articles semi-durables. A long terme, cette élasticité est relativement élevée pour les voitures de tourisme, les autres biens durables et les services, loyer exclu. Cela signifie que la progression du revenu, à terme, contribue à une augmentation appréciable de la part représentée par les biens durables et les services dans l'ensemble des dépenses, toutes choses restant égales par ailleurs.

Etant donné les changements dans les prix relatifs, l'élasticité immédiate est importante pour les biens durables, les produits alimentaires et les

Tableau 4.3
Elasticités estimatives des dépenses de consommation[1]

	Elasticité immédiate[2]	Elasticité à long terme[2]
Concernant le revenu disponible réel		
Nouvelles voitures de tourisme	2.22	1.14
Autres durables	0.53	1.07
Semi-durables	0.47	0.76
Aliments	0.20	0.58
Carburants	0.17	0.76
Autres non durables	0.28	0.69
Services, loyers exclus	0.21	0.89
Loyers	0.0	0.10
Total	0.34	0.72
Concernant les prix relatifs		
Nouvelles voitures de tourisme	– 0.63	– 0.18
Autres durables	– 1.43	– 1.05
Semi-durables	– 0.37	– 0.52
Aliments	– 0.66	– 0.70
Carburants	– 0.23	– 0.58
Autres non durables	– 0.62	– 0.49
Services, loyers exclus	– 0.48	– 0.44
Loyers	0.0	0.0

(1) Les estimations d'élasticités peuvent varier selon les spécifications particulières à une équation, la période s'appliquant à l'équation, la méthode d'estimation employée, et la mesure de dépense, de prix, de revenu, et des autres variables explicatives de l'équation, employée. Les intéressés sont invités a faire appel à la section de macro-analyse de la division de l'Analyse économique du ministère des Finances pour obtenir des renseignements plus complets sur le processus utilisé pour en arriver à ces estimations.

(2) L'élasticité immédiate fournit l'effet du premier trimestre, et l'élasticité à long terme, l'effet à plus long terme sur la demande des variations du revenu disponible réel et des prix relatifs.

Source: Ministère des Finances.

Tableau 4.4
Indicateurs de nouvelles habitations

	1977	1978	1979	1980	1981
			(Variation en pourcentage)		
Dépense réelle de construction résidentielle	– 6.3	– 3.3	– 7.3	– 10.6	1.4
			(En milliers)		
Mises en chantier	245.7	227.7	197.0	158.6	178.0
Urbaines — Unifamiliales	74.6	72.9	72.9	60.7	63.4
Multiples	125.6	105.8	78.8	64.3	79.0
Totales	200.2	178.7	151.2	125.0	142.4
			(En pourcentage)		
Taux d'hypothèques ordinaires	10.4	10.6	12.0	14.3	18.2

Sources: Statistique Canada, *Revue statistique canadienne*, mens., nº de cat. 11-003; Banque du Canada, *Revue*, mens.; Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques canadiennes de logement*, mensuelle.

autres articles non durables. L'élasticité à long terme est importante pour les biens durables autres que les automobiles, pour l'alimentation et pour les carburants et combustibles. Etant donné que le prix relatif des produits alimentaires et de l'énergie a augmenté ces dernières années, il n'est pas étonnant que la part qu'ils représentent dans les dépenses réelles des particuliers ait baissé dernièrement.

Mises en chantier de logements

Comme l'indique le tableau 6.6, les mises en chantier résidentielles se sont élevées à 178,000 en 1981, en progrès sensible par rapport à 1980 (158,600) mais nettement au-dessous des niveaux de la période 1968-1979. Les dépenses consacrées à l'habitation ont progressé de 1.4 pour cent en volume l'an dernier après un recul de 10.6 pour cent en 1980.

La forte élévation des revenus, l'attente d'une nouvelle hausse des taux hypothécaires, la demande fondamentale de logements et le taux relativement faible de résidences inoccupées ont permis un redressement vigoureux de la construction domiciliaire au cours des deux premiers trimestres de 1981. Le rythme annuel des mises en chantier d'habitations a atteint un sommet de 246,300 en avril. Le taux des hypothèques ordinaires, après avoir été de 15.4 pour cent en moyenne au premier trimestre et de 17.6 pour cent au deuxième, a grimpé à 20.6 pour cent au troisième trimestre de 1981 pour culminer à 21.5 pour cent en octobre, avant de redescendre aux environs de 17 pour cent en fin d'année. Parallèlement à des taux hypothécaires élevés, le ralentissement des revenus aux troisième et quatrième trimestres de 1981 a contribué à la décélération notable des mises en chantier résidentielles. Les mises en chantier mensuelles sont tombées à 106,300 unités en taux annuels au mois d'octobre, soit le plus faible niveau observé en 21 ans. Elles se sont redressées légèrement en novembre et plus vigoureusement en décembre grâce à la détente des taux d'intérêt hypothécaires et au rétablissement marqué des mises en chantier d'habitations multiples, lié à l'expiration du programme d'immeubles résidentiels à logements multiples (MURB) prévue pour 1982, comme l'annonçait le budget de novembre 1981. Le budget stipulait que les coûts d'accession engagés dans le cadre de ce programme ne pourraient plus faire l'objet d'une déduction immédiate et complète après le 31 décembre 1981, les seules exceptions étant les cas où l'empattement ou la base des murs des logements relevant du programme MURB étaient déjà en place au 31

décembre 1981 ou lorsque des arrangements étaient en bonne voie, en vue de la construction, avant le 13 novembre 1981, l'empattement ou la base des murs devant être en place d'ici le 31 mai 1982. Les mises en chantier de logements multiples au début de 1982 peuvent donc aussi être stimulées dans une certaine mesure par l'expiration du programme MURB.

Les mises en chantier tant de logements individuels que d'habitations multiples ont progressé en 1981. La hausse a été beaucoup plus marquée pour les résidences multiples, principalement du fait qu'elle avait été très faible les années précédentes. Alors qu'en 1981 les mises en chantier de logements individuels représentaient 86 pour cent du niveau moyen de 1977 et 1978, le chiffre comparable n'a été que de 68 pour cent pour les mises en chantier d'habitations multiples.

Reflétant cette évolution des mises en chantier résidentielles, les investissements réels en construction domiciliaire ont marqué un redressement sensible au cours des deux premiers trimestres de 1981, s'élevant de 5.7 et de 6.1 pour cent respectivement. Ils devaient baisser de 11.6 pour cent au troisième trimestre et de 10.8 pour cent au quatrième trimestre de 1981. Sur l'ensemble de l'année, les investissements résidentiels ont augmenté de 1.4 pour cent, progressant pour la première fois en termes réels depuis 1976.

Investissements fixes des entreprises

Les investissements réels des entreprises en usines et en outillage neufs ont augmenté de 6.9 pour cent en 1981 (tableau 1.1), s'accroissant pour la troisième année consécutive plus rapidement que le PNB réel. Au second semestre de 1981, cependant, un ralentissement s'est amorcé à cause de la faiblesse de la demande, de la baisse des taux d'utilisation des capacités, de la contraction des marges bénéficiaires et de la persistance de taux d'intérêt élevés. Ce cycle de trois ans des investissements a confirmé le profil observé aux cours des deux dernières décennies, pendant lesquelles trois années de vigueur relative des investissements ont généralement été suivies de trois années de faiblesse relative.

Malgré la décélération conjoncturelle probable des investissements, il reste des facteurs plus permanents ou structurels qui contribuent à les soutenir, notamment: les possibilités nouvelles ouvertes par l'amélioration de la compétitivité internationale du Canada pendant la deuxième moitié des années 70, la mise en valeur des importantes ressources canadiennes en matière d'énergie et d'autres matières premières, l'adaptation des processus de production au renchérissement relatif de l'énergie et l'adaptation au profil nouveau de la consommation dû à des éléments tels que les variations démographiques, les mouvements migratoires internes et les variations de prix relatifs. Grâce à cette vigueur fondamentale, les investissements se sont élevés à 17.0 pour cent du PNB en 1981, égalant le record précédent, établi à la faveur d'une expansion des investissements miniers en 1957.

En termes nominaux, les investissements des entreprises ont augmenté de 19.5 pour cent en 1981. Comme l'indique le tableau 4.5, ils se sont accrus de 23.6 pour cent dans le secteur de l'énergie et de 17.8 pour cent ailleurs. Les investissements consacrés aux pipe-lines ont presque triplé, tandis qu'ils doublaient quasiment par rapport à 1980 dans le secteur des produits du pétrole et du charbon. Les investissements du secteur de l'électricité ont augmenté de près de 22 pour cent, après avoir stagné en 1980. La hausse des investissements dans les secteurs autres que celui de l'énergie a été alimentée par une progression de 29 pour cent dans l'industrie minière, en grande partie pour l'extraction des métaux, et de 25 pour cent dans le secteur manufacturier. Les investissements ont été particulièrement vigoureux dans l'industrie chimique, l'industrie du papier et des produits connexes et dans celle du matériel de transport. Dans le secteur des services, c'est le groupe de la finance, de l'assurance et de l'immobilier qui a affiché la plus forte hausse (26 pour cent), cette dernière étant due en grande partie à l'augmentation des dépenses des promoteurs immobiliers.

En volume, les investissements de construction non résidentielle se sont accrus de 8.4 pour cent en 1981. Les investissements du domaine de l'énergie y ont fortement contribué, environ 75 pour cent des dépenses dans ce secteur ayant été consacrées à la construction. Les investissements de l'industrie minière ont été le deuxième grand facteur, à peu près 70 pour cent des dépenses de ce secteur étant allées à des tra-

Tableau 4.5
Nouvelles immobilisations des entreprises[1] (dollars courants)

	Part du total en 1981	1979	1980	1981
	(Pour cent)	(Variation en pourcentage)		
Non énergétiques				
Agriculture et pêche	8.5	25.3	2.1	5.9
Mines	5.1	33.9	52.9	29.1
Forêt	0.5	25.7	5.1	– 12.8
Fabrication	21.3	22.3	28.4	25.0
Construction	2.4	12.6	9.8	18.5
Total, secteur des biens	37.8	23.6	20.9	19.5
Transport, entreposage et communications	12.1	21.7	15.9	18.0
Commerce	3.6	31.0	4.5	16.3
Finance, assurance et immobilier	8.2	28.5	14.6	26.0
Services commerciaux, personnels et socio-culturels	7.8	28.4	11.8	3.8
Total, secteur des services	31.7	19.1	11.2	15.8
Total non énergétiques	69.5	20.9	15.1	17.8
Energétiques				
Electricité	13.4	8.0	0.0	21.7
Extraction de pétrole et de gaz	12.0	35.0	56.8	6.6
Pipe-lines	3.2	– 29.0	136.7	191.5
Distribution du gaz	0.8	12.7	32.6	12.7
Produits du pétrole et du charbon	1.1	– 25.8	45.6	90.3
Total, énergétiques	30.5	13.1	24.2	23.6
Total	100.0	18.9	17.2	19.5

[1] Non compris les investissements en logements, dans les institutions et dans les administrations publiques.
Source: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*, annuelle, nº de cat. 61-206.

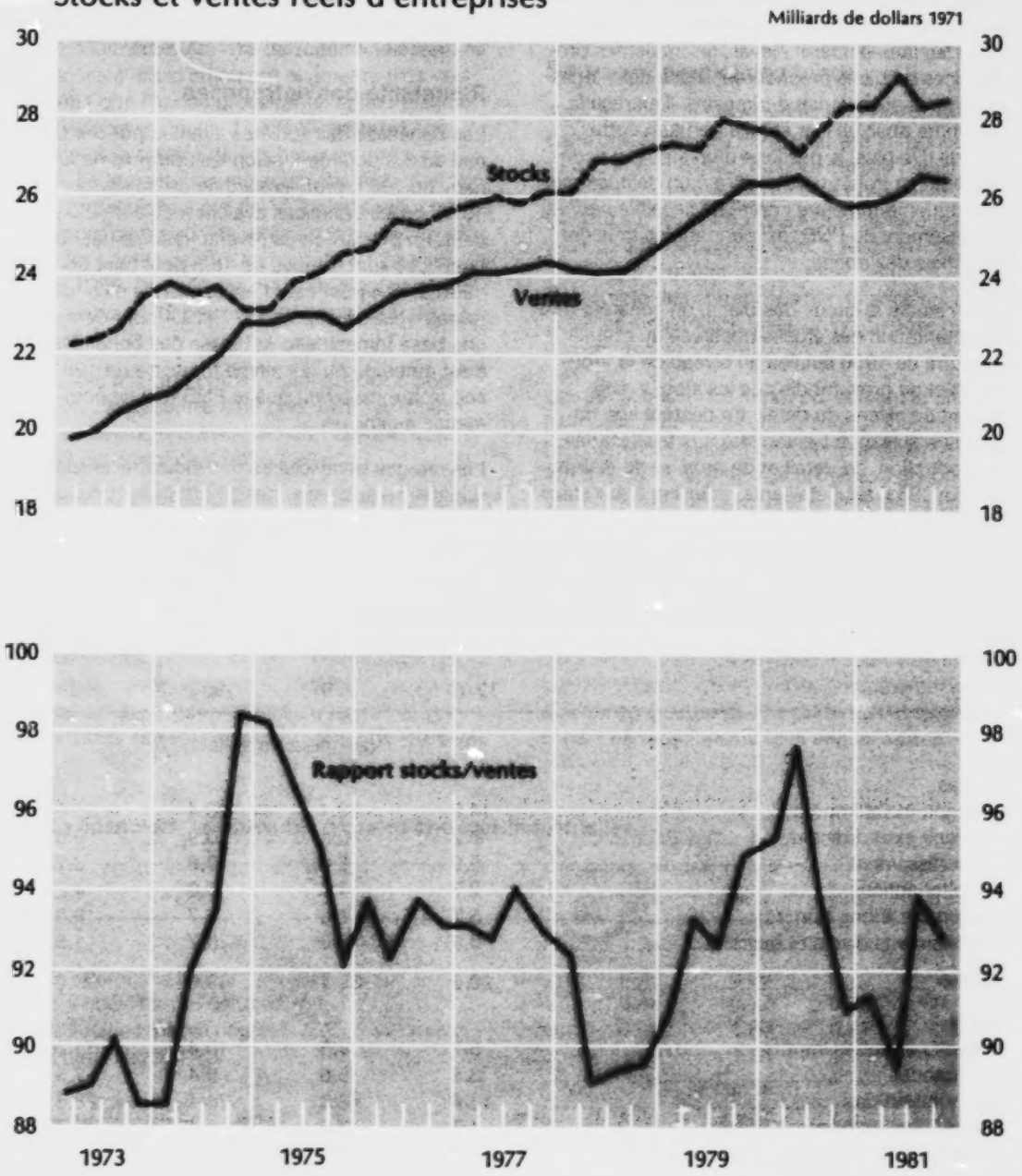
vaux de construction. Ces derniers ont également absorbé la quasi-totalité de la hausse des investissements dans l'immobilier. Les investissements en machines et en outillage neufs ont augmenté de 5.6 pour cent en 1981, principalement sous l'impulsion de l'industrie manufacturière et des nouvelles sources d'énergie.

Stocks

L'évolution des stocks a fortement contribué aux variations du PNB réel en 1981 comme en 1980. Pendant la récession du premier semestre de 1980, un mouvement modéré de stockage avait été observé, faisant monter le rapport global stocks/ventes. Les entreprises s'efforcèrent de réduire leur stock au semestre suivant. Le redressement de la consommation et des exportations entraîna une diminution appréciable des stocks pendant cette période. Ce déclin des stocks dépassant probablement les souhaits des sociétés, ces dernières entreprirent de les reconstituer au premier semestre de 1981, malgré une croissance de 4 pour cent, en taux annuel, de la

Graphique 4.2

Stocks et ventes réels d'entreprises (1)



(1) Ventes comprennent les dépenses de consommation en biens, les investissements d'entreprises (y compris la construction résidentielle), les exportations de biens, les dépenses courantes de l'Etat autres que les salaires et les investissements de l'Etat.

Source: Statistique Canada, *Compte natinaux des revenus et des dépenses*, trim., n° cat. 13-001 et ministère des Finances.

demande intérieure finale. La chute de cette dernière au troisième trimestre entraîna un gonflement considérable des stocks. Dans le but de réduire ces derniers devant la faiblesse des ventes et les taux d'intérêt élevés, les industries productrices de biens procédèrent à des délestages importants au quatrième trimestre. Il en résulta une chute absolue des stocks pendant cette période. De plus, le passage d'un stockage considérable au troisième trimestre à un déstockage au quatrième trimestre contribua sensiblement au fléchissement du PNB réel pendant les trois derniers mois de l'année.

Si l'on étudie le circuit des biens, on constate que l'augmentation des stocks observée au premier semestre de 1980 eut lieu au niveau de la fabrication et du gros, tandis que les stocks diminuaient au niveau du détail. Le déstockage du semestre suivant fut enregistré aux trois stades de production, de détail et de gros, et de distribution. En 1981, les détaillants réduisirent leur stock au premier trimestre mais les accrurent pendant le reste de l'année. Tandis que les stocks des fabricants s'élevaient pendant toute l'année, ceux des grossistes accusèrent des fluctuations en baisse et en hausse, alternativement.

Rentabilité des entreprises

Les bénéfices des sociétés avant impôt ont diminué de 8.9 pour cent selon les comptes nationaux en 1981, première année de baisse depuis 1975, où les bénéfices avaient reculé de 2.0 pour cent. En proportion du revenu national net, les bénéfices sont tombés de 16.3 pour cent en 1980 à 13.4 pour cent l'an dernier, le plus faible niveau observé depuis 1977 (13.1 pour cent). Sur une base trimestrielle, la baisse des bénéfices s'est amorcée au deuxième trimestre de 1981, soit trois mois avant que le PNB réel ne commence à diminuer.

Les marges bénéficiaires de l'industrie se sont orientées à la baisse, passant d'un sommet de

Tableau 4.6
Sources et emploi des fonds des grandes sociétés industrielles

	1978	1979	1980	1981
		(En milliards dollars)		
Sources				
Revenu avant impôts	14.9	22.1	26.4	25.4
Revenu extraordinaire net	– 0.2	– 0.1	0.9	0.6
Amortissement	5.9	6.6	7.6	8.7
Capital-actions	2.7	4.4	6.0	4.2
Emprunts à long terme	5.7	7.0	9.7	19.5
Ajustements divers et écart	0.3	– 0.8	– 0.7	1.5
Total	29.3	39.1	49.9	59.9
Emploi				
Revenu et autres impôts	5.7	8.5	10.4	11.0
Dividendes	3.8	5.5	6.4	7.5
Immobilisations	13.8	18.2	24.1	28.6
Investissements entre sociétés	1.7	3.5	6.4	10.8
Autres actifs à long terme	0.8	– 1.1	– 1.4	1.3
Fonds de roulement[1]	3.5	4.5	4.0	0.7
Total	29.3	39.1	49.9	59.9

[1] Statistique Canada, *Statistiques financières des sociétés industrielles*, trim., nº de cat. 61-003.

8.3 pour cent (bénéfices nets en proportion des ventes) au deuxième trimestre de 1980 à 5.4 pour cent au troisième trimestre de 1981. Cette évolution s'est maintenue pendant les périodes de vigueur et de faiblesse de la demande. Les dépenses d'exploitation ont augmenté plus vite en 1981 que l'année précédente, la faiblesse de la demande empêchant de répercuter sur les acheteurs la totalité de ces hausses de coûts. En 1981, l'augmentation moyenne des frais d'exploitation industrielle a été de 14.7 pour cent, contre 13.0 pour cent pour les ventes nominales. La plupart des postes de frais se sont élevés plus vite qu'en 1980. Le coût des marchandises vendues s'est accru de 12.5 pour cent, contre 9.5 pour cent en 1980.

Les coûts d'intérêt ont augmenté de 42.5 pour cent en 1981, contre 27.6 pour cent en 1980. Les autres coûts ont augmenté, passant de 11.5 à 14.8 pour cent de 1980 à 1981.

Les marges bénéficiaires ont baissé surtout dans les industries traditionnellement sensibles à la conjoncture — la transformation et l'extraction minière — plutôt que dans le secteur tertiaire. Du deuxième trimestre de 1980 à la fin de 1981, les marges se sont fortement contractées dans l'industrie des métaux et celle des minéraux, pour le secteur minier, et, pour le secteur de la transformation, dans les industries du papier et des produits connexes, de la machinerie, du matériel de transport, des produits non métalliques et des produits du pétrole et du charbon. Dans le secteur tertiaire, le déclin s'est manifesté surtout au niveau du commerce de gros et de détail.

Source et emploi des fonds

Pour analyser le financement des investissements dans une économie conjoncturelle en période de taux d'intérêt élevés, on peut étudier l'origine et l'emploi des fonds. Les chiffres du tableau 4.7 portent sur les entreprises industrielles ayant un actif de $10 millions ou plus. Il serait évidemment préférable d'utiliser des données relatives à l'ensemble des entreprises non financières ou des sociétés industrielles, mais on ne dispose pas de ces chiffres.

Les bénéfices avant impôt constituent la principale source de fonds des sociétés industrielles. Les bénéfices avaient beaucoup augmenté en 1978 et 1979, le PNB réel progressant alors de 3.7 et de 3.0 pour cent respectivement. Les bénéfices industriels ont progressé de nouveau en 1980, quoique le niveau du PNB réel soit demeuré inchangé par rapport à 1979. Ils ont diminué en 1981, l'économie entrant dans une récession au second semestre. Les déductions pour amortissement, deuxième source de financement interne, ont tendance à augmenter chaque année à cause de la hausse des immobilisations. Les variations du taux annuel de crois-

Tableau 4.7
Ratios financiers[1] choisis des grandes sociétés industrielles

	1977	1978	1979	1980	1981
			(Ratios)		
Fonds internes/dépenses en capital	0.77	0.82	0.83	0.70	0.57
Dette à court terme/dette totale	0.45	0.45	0.47	0.46	0.45
Actifs liquides/passif courant	0.89	0.94	0.90	0.87	0.83
Total dette/actif	1.23	1.26	1.26	1.26	1.35
			(Pour cent)		
Marge bénéficiaire sur ventes	7.3	8.1	10.3	9.7	6.8
Frais d'intérêt en part des frais d'exploitation	1.8	1.9	2.0	2.2	3.3

[1] Le rapport fonds interne/dépenses en capital est fondé sur des données d'années complètes pour la période de 1977 à 1980 et sur des données des trois premiers trimestres de 1981. Tous les autres rapports sont calculés en fonction du troisième trimestre de chaque année aux fins de comparaison.

Sources: Statistique Canada, *Statistiques financières des sociétés industrielles*, trim., nº de cat. 61-003; et ministère des Finances.

sance de ces déductions sont dues principalement aux modifications éventuelles du régime fiscal des amortissements et des variations rapides des investissements, dernièrement. Le fléchissement des ressources internes de financement, joint à la croissance constante des investissements fixes en 1981, s'est traduit par des besoins plus marqués de capitaux externes. Aussi a-t-on obervé une augmentation sensible des emprunts à long terme[1] (échéance dépassant un an), comme l'indique le tableau 4.6. Le capital-actions, dont l'importance relative avait augmenté par rapport aux capitaux externes en 1979 et 1980, a diminué en 1981 par suite de la faiblesse des marchés boursiers.

Le principal emploi des fonds est l'investissement fixe, qui permet d'accroître ou d'améliorer la capacité de production et l'efficacité. La vigueur des investissements s'est manifestée dans la vive hausse des dépenses de 1978 à 1981. Les impôts sont normalement le deuxième poste d'utilisation des fonds, dont ils absorbent environ 20 pour cent. Le troisième emploi des fonds, en 1980 et 1981, a été constitué par les investissements entre sociétés et les prises de contrôle, au Canada comme à l'étranger. Un élément important de l'emploi des fonds est la variation du fonds de roulement — soit la variation de l'actif à court terme diminué du passif à court terme. Bien que le fonds de roulement doive normalement augmenter en fonction de la taille de l'entreprise, il peut subir de fortes fluctuations à court terme, et ce, pour trois raisons. D'abord, au début d'une période d'expansion, les sociétés peuvent décider de placer les bénéfices non répartis d'abord dans des avoirs à court terme, épargnant en quelque sorte pour financer les investissements futurs. Ce processus tend initialement à accroître le fonds de roulement. Ensuite, quand le programme d'investissement est mis en œuvre, ces placements à court terme peuvent servir avec d'autres sources de fonds à financer ces dépenses, ce qui tend à diminuer le fonds de roulement si les capitaux externes d'accompagnement ne prennent pas la forme d'endettement à court terme. Enfin, en période d'instabilité des taux d'intérêt, les entreprises peuvent recourir davantage aux emprunts à court terme. Ces trois facteurs ont été à l'œuvre — 1978 à 1981, puisque le fonds de roulement a fortement augmenté en 1979, s'est accru plus lentement en 1980 et de façon encore beaucoup plus faible en 1981. Les dividendes, quatrième utilisation importante des fonds, ont enregistré une hausse nominale de 1978 à 1981, leur part dans l'emploi des fonds diminuant cependant.

Coefficients financiers

La situation financière des grandes sociétés industrielles canadiennes a commencé de manifester certaines tensions dues à la nécessité de financer les programmes d'investissement en période de taux d'intérêt élevés, de recul des ventes et de contractions des bénéfices. L'année 1981 a vu diminuer de nouveau l'autofinancement des investissements fixes, comme en témoigne la hausse du rapport entre ces derniers et les capitaux internes (tableau 4.7). On a observé parallèlement un accroissement des recours des sociétés au marché du crédit en 1981, comme le révèle la hausse du coefficient d'endettement (dettes/avoir propre). On a également enregistré une poursuite de la tendance à la baisse de la liquidité des sociétés, que mesure le rapport des avoirs liquides au passif à court terme. En 1981, cette évolution s'est expliquée par une diminution des avoirs liquides et une augmentation du passif à court terme, alors qu'en 1980 la baisse du coefficient avait pour origine une légère hausse des avoirs liquides et un accroissement plus marqué du passif à court terme.

Bien que l'analyse précédente des coefficients financiers laisse à penser que la grande société industrielle moyenne au Canada fait face à certaines tensions, les coefficients ne font pas apparaître une situation de difficulté extrême. La contraction des liquidités est normale au stade actuel du cycle conjoncturel. Le coefficient de liquidité augmente normalement lorsque l'économie entre dans la phase d'expansion du cycle. Les coefficients d'endettement sont restés stables de 1977 à 1980, les capitaux externes et l'avoir propre augmentant au même rythme. En 1981, l'avoir propre a de nouveau augmenté, mais moins vite que l'ensemble des dettes. De plus, les intentions provisoires d'investissement pour 1982 laissent présager des dépenses relativement vigoureuses.

---

[1] La croissance des emprunts à court terme fat l'objet de discussion au chapitre 3 et au renvoi 1 du tableau 4.6.

ANNEXE

Epargne et revenu disponible corrigés de l'inflation

Il est intéressant d'étudier les effets particuliers de taux d'intérêt nominaux élevés et de l'inflation sur les revenus réels de placements. Les estimations habituelles du revenu disponible réel englobent les revenus nominaux de placements ainsi que d'autres genres de revenus nominaux, qui sont ensuite «corrigés» au moyen d'un indice quelconque de prix, comme l'IPC ou l'indice implicite des prix des dépenses de consommation. Cependant, l'inflation influe d'une autre façon encore sur les revenus de placements, ou le revenu du capital. Une partie des recettes d'intérêt peut être considérée comme une prime ou une compensation de l'inflation, qui dédommage en fait le prêteur de la baisse attendue du pouvoir d'achat de son principal, lequel est fixe en dollars courants. Cette compensation de l'inflation équivaut à un remboursement partiel de la valeur réelle du prêt. Aux fins de l'analyse, elle ne devrait pas être comprise dans le revenu des prêteurs ni dans les dépenses des emprunteurs. Ainsi, dans le cas des revenus de placements, une méthode convenable d'analyse consiste d'abord à calculer des chiffres «corrigés de l'inflation» en dollars courants qui sont obtenus en soustrayant la baisse, mesurée en dollars courants, de la valeur réelle du principal sur lequel les intérêts ont été réalisés, des revenus nominaux de placements enregistrés. Ces revenus de placements corrigés de l'inflation sont ensuite ajoutés aux autres éléments nominaux de revenu — salaires et traitements, revenus agricoles, etc. — pour donner un revenu personnel corrigé de l'inflation, toujours en dollars courants, lequel est corrigé par un indice de prix afin d'obtenir un revenu réel ou en dollars constants.

Le secteur des particuliers jouant à la fois le rôle de prêteur et d'emprunteur, le revenu disponible réel des ménages et les dépenses personnelles sont surestimés en période d'inflation si les revenus de placements ne font pas l'objet d'une correction spéciale. Dans l'ensemble, cependant, le secteur des particuliers est un prêteur net aux autres secteurs de l'économie. L'erreur de mesure due à l'inflation est donc plus importante pour le revenu personnel que pour les dépenses personnelles, ce qui se traduit par une surestimation du taux d'épargne des ménages.

Comme dans les autres domaines de prise en compte de l'inflation, l'on ne s'entend pas sur la méthode précise à adopter pour corriger les chiffres d'épargne et de revenu disponible des particuliers dans les comptes nationaux. Des incertitudes considérables entourent donc la partie des recettes et des paiements d'intérêt qui devrait être considérée comme une compensation de l'inflation. Une première méthode consiste à baser la correction sur le taux d'inflation attendu au moment où est émis chaque élément du portefeuille d'avoirs et d'engagements financiers du secteur des particuliers. Cela pose le problème difficile de la mesure de l'inflation prévue à un moment particulier et nécessite des renseignements détaillés sur l'échéance des éléments d'actif et de passif des ménages.

Une autre méthode de correction consiste à fonder celle-ci sur la baisse de la valeur réelle de leurs avoirs financiers à rendement fixe (portant intérêt ou non) au moyen du taux réel d'inflation de l'année. Le tableau 4.8 présente l'effet d'une correction basée sur la deuxième méthode, l'inflation réelle étant exprimée par l'indice implicite des prix des dépenses de consommation. Il faut souligner que cette méthode produit une correction beaucoup plus importante dans les périodes où l'inflation s'accélère que la méthode basée sur l'inflation attendue, dans laquelle la compensation de l'inflation peut refléter des anticipations inflationnistes remontant à plusieurs années.

Les avoirs financiers (actions exclues) du secteur des particuliers s'élevaient à $357.6 milliards au début de 1981, l'actif net représentant $161.9 milliards. Etant donné une hausse de 10.5 pour cent de l'indice implicite des prix des dépenses de consommation en 1981 (d'un quatrième trimestre à l'autre), la prise en compte de l'inflation diminue le revenu disponible des particuliers de $37.5 milliards soit de 17 pour cent et l'épargne

Tableau 4.8
Taux de l'épargne personnelle et de la croissance du revenu personnel disponible réel[1] corrigés de l'inflation

	Taux d'épargne		Revenu personnel disponible réel	
	Mesuré	Corrigé	Mesuré	Corrigé
	(En pourcentage)		(Variation en pourcentage)	
1963	5.4	4.3	4.7	5.3
1964	4.2	2.8	4.6	4.2
1965	5.5	3.6	7.6	6.4
1966	6.7	3.8	6.5	4.1
1967	6.3	3.4	4.5	4.5
1968	5.6	2.1	4.3	3.1
1969	5.4	2.1	4.7	4.9
1970	5.3	3.4	2.4	5.2
1971	5.9	3.6	8.4	7.5
1972	7.4	4.2	9.2	6.8
1973	9.1	2.9	9.1	1.4
1974	9.9	1.1	6.6	– 0.4
1975	10.9	5.5	6.2	14.5
1976	10.0	6.5	5.3	10.2
1977	9.7	4.8	2.5	– 1.7
1978	10.8	6.5	4.3	4.8
1979	10.3	4.7	2.1	– 1.8
1980	10.1	2.6	1.1	– 2.0
1981	11.6	4.7	4.1	5.6
Moyenne				
1963-1972	5.8	3.3	5.7	5.2
1973-1981	10.3	4.4	4.6	3.4

[1] Selon l'indice de déflation de la dépense de consommation en biens et services.
Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

de $17 milliards ou 66 pour cent en 1981. Ces corrections, qui sont analogues à celles apportées pour les autres périodes d'inflation postérieures à 1973, ramènent le taux d'épargne des ménages de 11.6 à 4.7 pour cent pour 1981. Si l'on compare les périodes 1973-1981 et 1963-1972, on voit que le taux moyen «mesuré» d'épargne des particuliers a augmenté de 4.5 points pour atteindre 10.3 pour cent, tandis qu'après correction de l'inflation la hausse a été de 1.1 point, pour porter ce taux à 4.4 pour cent.

La correction de l'inflation diminue également l'élévation du revenu disponible réel des particuliers de 1973 à 1981. La croissance annuelle «mesurée» du revenu disponible réel est passé d'un taux moyen de 5.7 pour cent en 1963-1972 à 4.6 pour cent pendant la période 1973-1981, soit une baisse de 1.1 point. Les statistiques corrigées de l'inflation produisent une baisse de 1.8 point, qui fait passer la hausse du revenu disponible réel des particuliers à 3.4 pour cent au cours de la même période.

5. Le marché du travail

En 1981, le marché du travail, reflétant l'expansion réelle de l'économie canadienne, a connu deux trimestres de progression vigoureuse, suivis par deux trimestres de fléchissement. Le nombre d'emplois a fortement augmenté pendant les six premiers mois de l'année, stagné au troisième trimestre et chuté au quatrième. Le taux désaisonnalisé de chômage national a baissé jusqu'au mois d'août, atteignant alors 7.1 pour cent, avant de remonter très rapidement à 8.2 pour cent en septembre. Au quatrième trimestre, le taux de chômage s'est établi à 8.4 pour cent en moyenne, contre 7.6 pour cent pour l'ensemble de 1981 et 7.5 pour cent en 1980. Le nombre d'emplois s'est accru de 2.6 pour cent l'an dernier, après une hausse de 2.8 pour cent en 1980. En proportion de la population en âge de travailler, le nombre d'emplois est monté à un niveau record de 59.8 pour cent en 1981, contre 59.2 pour cent en 1980. Le nombre de personnes employées est passé de 867,000 en 1980 à 898,000 l'an dernier, l'augmentation de 2.7 pour cent de la population active ayant compensé et au-delà la hausse du nombre d'emplois. Le tableau 5.1 présente les principales variations du marché du travail au cours de la décennie.

Offre de main-d'œuvre

L'une des principales caractéristiques du marché du travail canadien pendant les années 60 et 70 a été la forte augmentation de la population active, qui s'est accrue plus vite que dans les autres pays de l'OCDE. Ce phénomène est le résultat de l'accroissement de la population en âge de travailler, sous l'impulsion de la génération née après la guerre, et d'une élévation des taux de participation, en particulier pour les jeunes et les femmes adultes. Ces facteurs expliquent aussi l'importance relative accrue des jeunes et des femmes dans la population active, que montre le tableau 5.2. Cependant, les variations du profil de croissance des divers éléments de la population active en 1980 et 1981 révèlent de nouvelles modifications qui devraient normalement se poursuivre pendant tout le début de la décennie 80. Les principaux éléments de ce changement de composition sont une diminution de la part des jeunes dans la population active et une nouvelle hausse relative des femmes adultes.

La population active a progressé au rythme annuel moyen de 3.2 pour cent pendant les années 70, de 2.8 pour cent en 1980 et de 2.7 pour cent en 1981. Le ralentissement de l'an dernier est entièrement imputable à la faible croissance, de nouveau, des jeunes actifs, qui tient en partie au passage de la génération de l'après-guerre dans le groupe des adultes.

L'augmentation du nombre des jeunes (15 à 24 ans) s'est beaucoup ralentie depuis 1974, leurs effectifs accusant même une baisse absolue en 1981. Le nombre de jeunes actifs s'est accru plus vite que l'ensemble de la population de jeunes pendant toute cette période grâce à l'élévation des taux de participation, accusant toutefois un ralentissement notable qui a fait passer son taux annuel moyen de croissance de 4.6 pour cent pendant la période 1970-1975 et de 2.7 pour cent pendant les années 1976-1981 à 1.9 pour cent en 1980 et 0.4 pour cent en 1981.

La hausse de 2.0 pour cent du nombre des hommes adultes faisant partie de la population active en 1981 s'explique par une progression de 2.3 pour cent de leurs effectifs totaux. Leur taux de participation a diminué, comme il le fait depuis 1966, pour descendre à 80.3 pour cent en 1981.

L'augmentation du nombre des femmes adultes sur le marché du travail, s'établissant à 6.1 pour cent en 1981, est restée une caractéristique dominante de l'expansion de la population active au Canada. Alors que dans le cas des hommes adultes la croissance démographique comptait pour la totalité de la hausse du nombre des actifs, elle n'a représenté que 39 pour cent de l'accroissement du nombre des femmes actives. Cet accroissement continue d'être dû principalement à l'élévation du taux de participation à la population active, qui est passé de 46.2 pour cent en 1980 à 47.9 pour cent en 1981. De nombreux éléments sont à l'origine de ce phénomène, notamment un ralentissement de la formation de familles au Canada, la transformation des attitudes face au travail, une plus grande sou-

Tableau 5.1
Evolution de la population active

	Moyenne							
	1970-75	1976-80	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	(Variation en pourcentage)							
Croissance de l'emploi								
Totale	2.9	2.8	2.1	1.8	3.4	4.0	2.8	2.6
Hommes adultes	1.6	1.6	1.3	1.0	1.7	2.6	1.5	1.9
Femmes adultes	4.8	5.3	5.1	4.0	6.6	5.0	6.0	5.9
Jeunes (15-24 ans)	3.7	2.4	0.7	1.0	3.1	5.6	1.6	0.3
Croissance de la population								
Totale	2.4	2.0	2.3	2.1	1.9	1.8	1.8	1.6
Hommes adultes	2.2	2.1	2.3	2.1	1.9	1.9	2.2	2.3
Femmes adultes	2.4	2.4	2.5	2.4	2.3	2.3	2.4	2.4
Jeunes	2.7	1.3	2.3	1.7	1.3	0.8	0.2	– 0.5
Croissance de la population active								
Totale	3.3	2.9	2.3	2.9	3.7	3.0	2.8	2.7
Hommes adultes	1.8	1.7	1.3	1.8	2.1	1.9	1.7	2.0
Femmes adultes	5.3	5.3	5.3	4.8	7.0	4.2	5.5	6.1
Jeunes	4.6	2.7	1.5	3.0	3.2	3.7	1.9	0.4
	(Pour cent)							
Taux de participation								
Totale	59.3	62.5	61.1	61.5	62.6	63.3	64.0	64.7
Hommes adultes	82.5	80.9	81.1	80.9	80.9	80.9	80.5	80.3
Femmes adultes	37.0	43.6	41.1	42.1	44.0	44.8	46.2	47.9
Jeunes	59.4	64.7	62.4	63.2	64.4	66.2	67.3	67.9
Taux de chômage								
Totaux	6.0	7.7	7.1	8.1	8.4	7.5	7.5	7.6
Hommes adultes	3.9	4.7	4.2	4.9	5.2	4.6	4.8	4.9
Femmes adultes	5.4	7.0	6.6	7.4	7.7	7.0	6.5	6.7
Jeunes	10.5	13.6	12.7	14.5	14.6	13.1	13.3	13.4

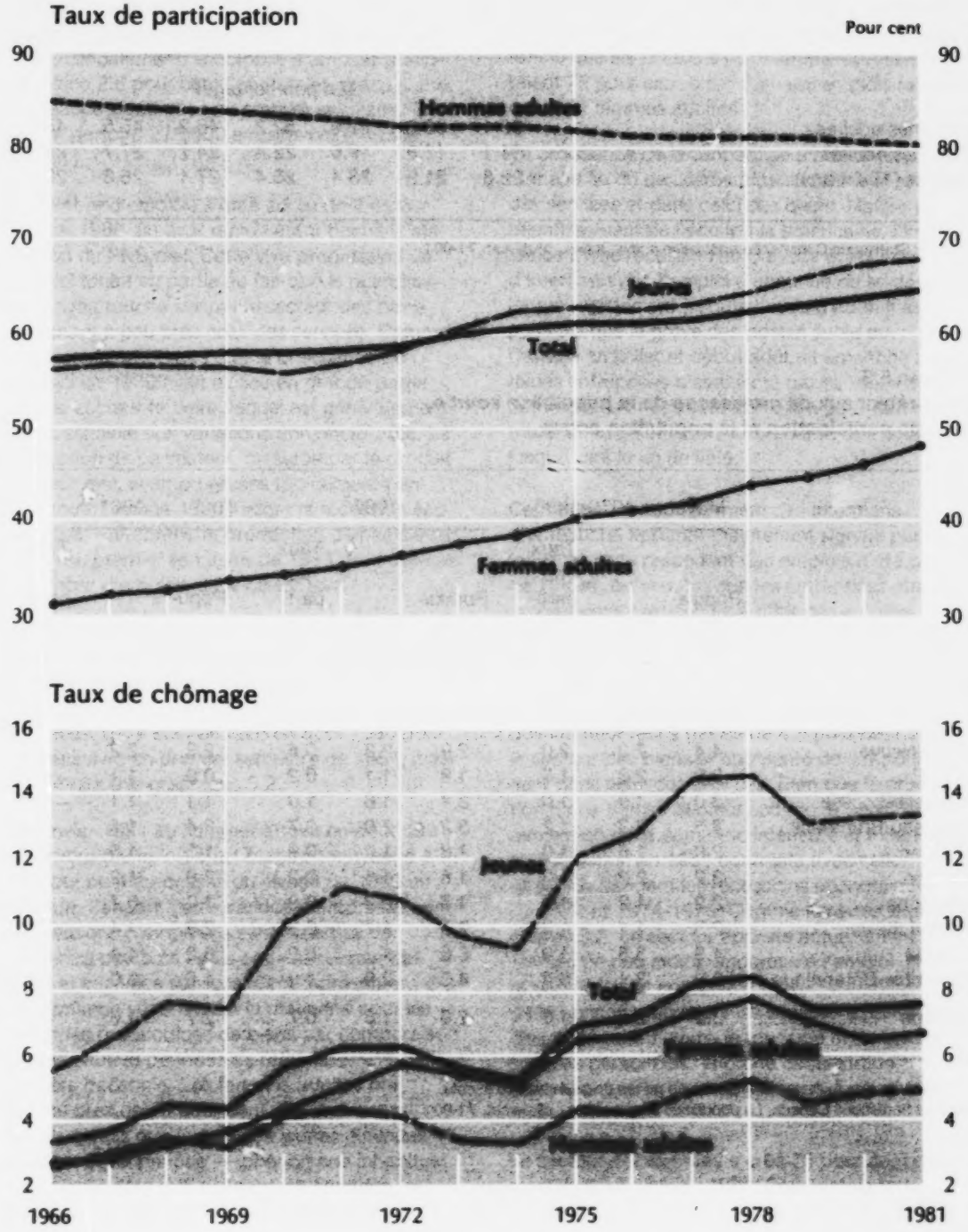
Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

plesse dans les modalités de garde des enfants et d'autres facteurs institutionnels, économiques et culturels qui encouragent les femmes à se présenter sur le marché du travail.

Une autre caractéristique importante de la population active au Canada pendant les dernières années est la modification de la répartition régionale de sa croissance, que présente le tableau 5.3. Le fait marquant a été le déplacement de la main-d'œuvre vers l'Alberta et la Colombie-Britannique. Ce facteur, joint à une hausse relativement forte des taux de participation, a entraîné dans ces deux provinces une expansion de la population active nettement supérieure à la moyenne nationale.

Graphique 5.1

Taux de participation et de chômage



Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº cat. 71-001.

Tableau 5.2
Composition de la population active canadienne
(Parts de l'ensemble)

	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1981
	(En pourcentage)						
Hommes adultes	63.1	60.8	57.0	52.2	48.2	45.5	45.2
Femmes adultes	14.1	17.3	19.6	22.4	24.7	27.7	28.7
Jeunes (15-24 ans)	22.8	21.9	23.4	25.4	27.1	26.8	26.2

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

Tableau 5.3
Taux régionaux de croissance de la population source, taux de participation et la population active

	Moyenne 1970-1980			1980			1981		
	Population active	Population	Taux de participation[1]	Population active	Population	Taux de participation[1]	Population active	Population	Taux de participation[1]
	(Variation en pourcentage)								
Terre-Neuve	4.4	2.3	2.0	2.9	2.3	0.4	2.3	2.2	0.0
I.-P.-E.	3.9	2.3	1.5	1.9	1.1	0.2	0.0	1.1	– 0.4
Nouvelle-Ecosse	3.0	1.9	1.0	3.1	1.6	1.0	1.1	1.1	– 0.1
Nouveau-Brunswick	3.5	2.3	1.2	3.2	2.0	0.7	2.4	1.4	0.7
Québec	2.6	1.6	1.0	2.8	1.2	0.9	1.3	1.0	0.2
Ontario	3.2	2.2	1.0	1.8	1.5	0.2	2.6	1.2	0.9
Manitoba	2.2	1.2	1.0	1.7	0.3	0.9	1.2	0.7	0.4
Saskatchewan	2.5	1.1	1.3	2.3	1.7	0.3	2.3	1.4	0.6
Alberta	4.9	3.8	1.0	5.6	4.1	0.9	6.0	4.1	1.3
Colombie-Britannique	3.9	3.1	0.8	4.5	2.9	1.0	4.6	3.0	1.0
Canada	3.2	2.2	1.0	2.8	1.8	0.7	2.7	1.6	0.7

[1] Variations des taux de participation en points de pourcentage absolu.
Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

Demande de main-d'œuvre

Les variations du taux de croissance de la production dans le secteur des biens et celui des services au Canada ont influé sur les changements du rythme de progression de l'emploi en 1981. Globalement, le nombre d'emplois a augmenté de 2.6 pour cent l'an dernier, grâce à une croissance vigoureuse au premier semestre. En tout et partout, 278,000 emplois ont été créés en 1981.

Le nombre d'emplois s'était accru de 2.8 pour cent en 1980, un taux rapide étant donné la stagnation du PNB réel. Cette vive progression de l'emploi tenait en partie au fait que le ralentissement avait touché surtout le secteur des biens, épargnant à peu près celui des services. Comme le montre le graphique 5.2, la croissance de l'emploi en 1980 avait eu lieu en grande partie dans le secteur tertiaire, lequel est généralement moins sensible aux variations conjoncturelles. La production de ce secteur, mesurée par le produit intérieur réel, avait progressé rapidement pendant toute l'année 1980 malgré la récession économique. Par contre, la production de biens avait reculé au premier semestre de 1980, tout comme le nombre d'emplois dans ce secteur.

En 1981, l'emploi a bénéficié de la vigueur soutenue du secteur des services au Canada pendant toute l'année ainsi que du redressement marqué de la production et de l'emploi dans le secteur des biens, qui s'était amorcé en août 1980 pour se poursuivre en premier semestre de 1981, ainsi que l'indique le graphique 5.2.

De janvier 1981 au sommet atteint en août 1981, le nombre d'emplois s'est établi en moyenne à 3.1 pour cent au-dessus du niveau de 1980 au Canada. Pendant cette période de redressement, les créations d'emploi se sont réparties de manière à peu près égale entre le secteur des biens et celui des services. Cela représente une performance supérieure à la moyenne pour les industries productrices de biens par comparaison avec les autres périodes de rétablissement de la dernière décennie. Les femmes adultes ont obtenu près de 75 pour cent des nouveaux emlois, tandis que la part des jeunes diminuait pendant cette période — phénomène inhabituel si l'on considère que pendant les périodes d'expansion de la décennie écoulée les jeunes avaient bénéficié de jusqu'à un tiers des créations d'emploi. Environ 70 pour cent des emplois créés entre janvier et août 1981 étaient à plein temps. La croissance des emplois destinés aux hommes adultes a été divisée presque également entre les emplois à plein temps et à temps partiel, tandis que les postes à plein temps représentaient 75 pour cent des nouveaux emplois revenant aux femmes adultes.

La croissance de la production a atteint un sommet à la fin du deuxième trimestre dans le secteur des services et dans celui des biens. Malgré le ralentissement de l'économie américaine, l'imminence d'une récession au Canada et les taux d'intérêt élevés, l'emploi a continué de se développer rapidement jusqu'au mois d'août. Il est possible que la grève des postes subie au Canada en juillet et début août ait empêché certaines entreprises d'évaluer la baisse réelle des commandes et des ventes. Cela a peut-être contribué à l'augmentation surprenante de l'emploi jusque vers la fin de l'été.

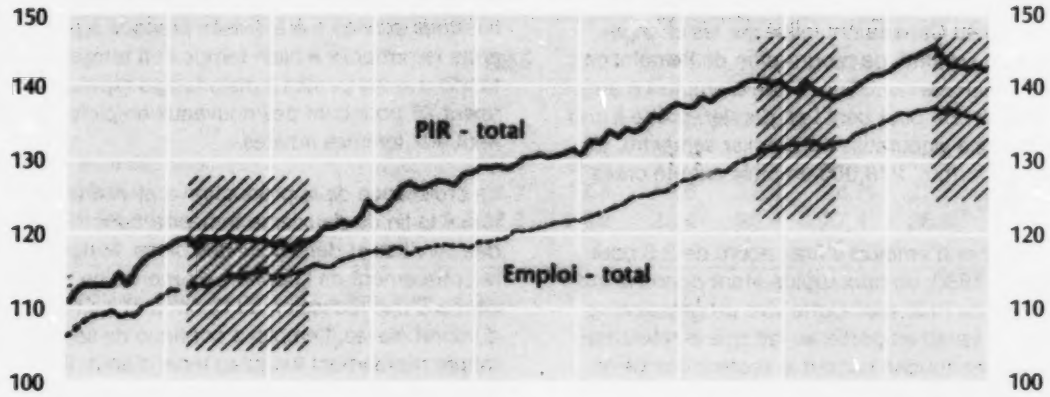
Cependant, le fléchissement des intentions d'embauche apparaît maintenant signalé par la faiblesse sans précédent des emplois d'été pour les jeunes, qui montre que les entreprises étaient probablement réticentes à offrir des emplois d'été avant de commencer à congédier du personnel.

Entre les mois de juillet et de décembre, le produit intérieur réel a baissé de 4.8 pour cent dans le secteur des biens et augmenté de 1.1 pour cent dans celui des services. Bien que la production de ce dernier secteur soit moins sensible à la diminution de la demande intérieure et extérieure, son évolution en 1981 contraste avec celle observée pendant les récessions économiques de 1980 et 1974-1975. Comme le révèle le graphique 5.2, ce secteur apporte actuellement un soutien un peu moins vigoureux à l'emploi, en raison de l'effet combiné d'un fléchissement de la consommation sur les services à caractère discrétionnaire comme le tourisme et les autres services personnels, et d'une décélération dans le domaine de l'habitation et des activités financières.

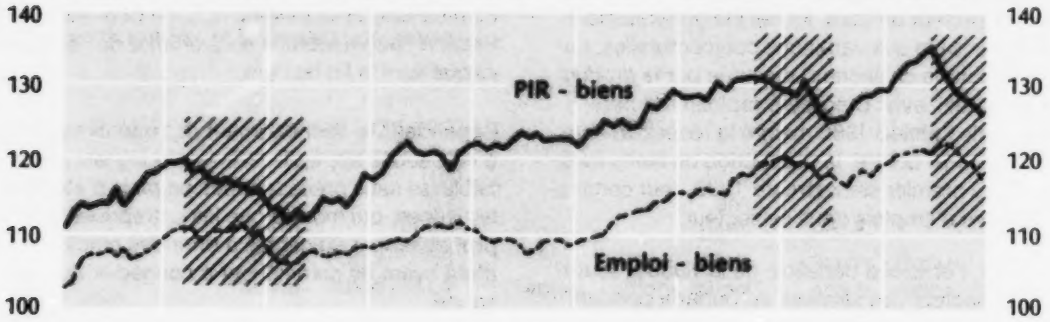
Le secteur des services a créé 76 pour cent des nouveaux emplois en 1981. Pourtant, la forte récession du second semestre et la perte de

Graphique 5.2

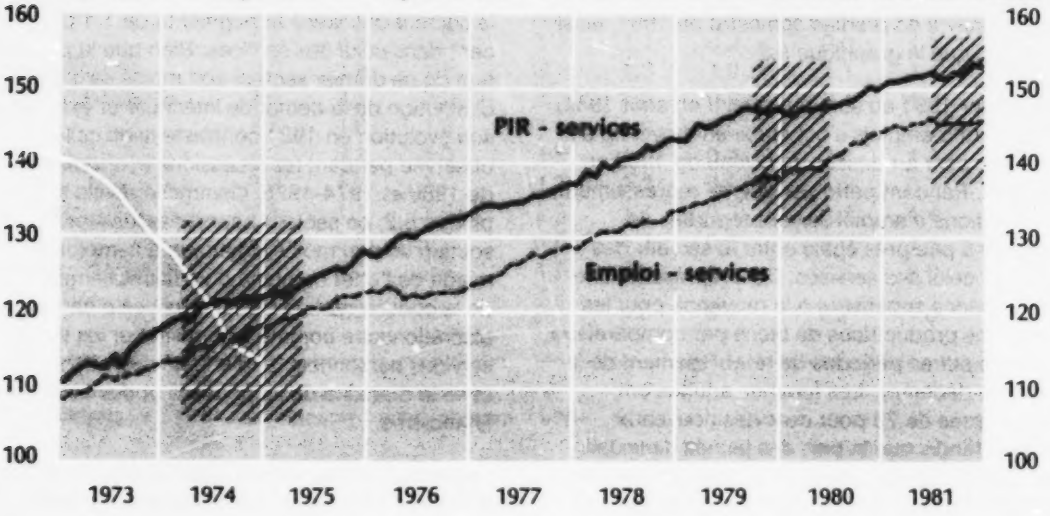
Indice global d'emploi et de production



Indice d'emploi de production dans les industries de biens



Indice d'emploi et de production dans les industries de services



Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., n° cat. 71-001; *Indices du produit réel par industrie*, mens., n° cat. 61-005.

nombreux emplois dans le secteur des biens n'ont pas empêché celui-ci de doubler, et au-delà, sa part des nouveaux emplois par rapport à 1980.

Bien que la demande de main-d'œuvre ait accusé en 1981 des variations conjoncturelles considérables et ait terminé l'arrivée sur une faiblesse notable dans de nombreux secteurs industriels, plusieurs branches d'activité ont vu la demande de main-d'œuvre dépasser l'offre de travailleurs qualifiés. Des secteurs comme l'électronique, l'aérospatiale, les mines (dans les régions éloignées), la recherche scientifique, certaines industries forestières et la mise en valeur de l'énergie ont indiqué publiquement en 1981 que leurs possibilités de croissance étaient limitées par un manque de travailleurs qualifiés ou le seraient à l'avenir.

Le marché du travail au second semestre de 1981

Il semble que le fléchissement de la demande et de la production en 1981 ait eu des effets plus marqués sur l'emploi, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, que pendant la dernière récession importante de 1973-1975. Le tableau 5.4 permet de comparer l'évolution de certaines variables

Tableau 5.4
Comparaison des variations cumulatives des variables du marché du travail au cours des six premiers mois suivant un sommet de production industrielle

Canada	Mars 1974 — sep. 1974	Juillet 1981 — déc. 1981
Variation cumulative de:		
Total de l'emploi	138,000	– 164,000
Population active	167,000	– 4,000
Chômage	29,000	160,000
	(Points de pourcentage)	
Taux de chômage	0.2	1.3
	(Variation en pourcentage)	
Production industrielle	– 3.0	– 5.9

Etats-Unis	Nov. 1973 — mai 1974	Juillet 1981 — déc. 1981
Variation cumulative de:		
Total de l'emploi	400,000	– 1,800,000
Population active	800,000	200,000
Chômage	400,000	2,000,000
	(Points de pourcentage)	
Taux de chômage	0.3	1.9
	(Variation en pourcentage)	
Production industrielle	– 0.2	– 6.8

Sources: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001; *Indices du produit intérieur réel par industrie*, mens., nº de cat. 61-005; U.S. Department of Labour, *Employment and Earnings*; Conseil des gouverneurs de la Federal Reserve System, *Federal Reserve Bulletin*.

importantes du marché du travail dans les deux pays aux cours des six mois ayant suivi les sommets de la production industrielle en 1981 et en 1973-1975. Au Canada et aux Etats-Unis, les efforts de maintien des effectifs ont été très faibles en 1981 par comparaison avec la phase initiale des autres périodes de récession. La réduction des stocks à un niveau compatible avec la demande s'est amorcée plus tôt pendant la récession récente, ce qui a contribué à la baisse appréciable de la production et de l'emploi.

Au Canada, l'emploi a continué d'augmenter pendant deux mois, jusqu'en août, après le sommet atteint par la production, avant de subir un ajustement rapide en fonction de la demande. Les pertes d'emploi se sont élevées à 164,000 entre juillet et décembre. La population active ayant diminué de 4,000 personnes pendant cette période, le nombre des sans emploi a augmenté de 160,000, faisant passer le taux de chômage de 7.3 pour cent en juillet à 8.6 pour cent en décembre. En comparaison, au cours des six premiers mois de la récession de 1974-1975, qui avaient suivi le sommet de la production industrielle, 138,000 emplois avaient été créés (principalement, il est vrai, dans le secteur des services), mais la population active s'était accrue plus vite que l'emploi, entraînant une légère hausse du taux de chômage, passé de 5.2 à 5.4 pour cent.

Le gonflement des stocks pendant le ralentissement récent a été beaucoup moins marqué qu'en 1974. Une diminution importante de la production et de l'emploi s'était produite pendant neuf mois après le début de la récession de 1974, mais l'augmentation des stocks n'avait eu lieu qu'après. Plusieurs facteurs expliquent probablement cette différence entre les deux périodes. Les taux d'intérêt plus élevés en 1981 qu'en 1974 ont rendu plus coûteux le financement des stocks, et l'amélioration de la gestion de ces derniers a probablement contribué à une correction plus rapide du niveau des stocks.

Aux Etats-Unis, 1.8 million d'emplois ont été perdus entre juillet et décembre 1981. Cette chute du nombre d'emplois, jointe à une légère hausse de la population active, a entraîné une augmentation de 2 millions du nombre des chômeurs et une aggravation du taux de chômage, qui est passé de 7.0 à 8.9 pour cent pendant cette période. Comme au Canada, l'évolution a été très différente en 1981 de ce qu'elle avait été pendant les six premiers mois de la récession de 1973-1975, alors que le nombre total d'emplois avait augmenté de 400,000 et la population active de 800,000 personnes, entraînant une montée de 0.3 point seulement du taux de chômage. Aux Etats-Unis, la correction de la production et de l'emploi a également été plus rapide en 1981 qu'en 1973-1975. Comme cela avait été le cas au Canada pendant cette période antérieure, le sommet de l'emploi a été observé neuf mois après le début de la récession et il a fallu attendre une année entière après le sommet de la production industrielle pour observer un ajustement important de l'emploi.

Par rapport au début de la récession de 1974-1975, les réductions récentes ont non seulement été plus marquées dans les deux pays, mais le recul de l'emploi par rapport à la production a été plus prononcé, révélant des efforts moindres de maintien des effectifs.

Les arrêts de travail en 1981

Les chiffres concernant les arrêts de travail ne sont disponibles que pour les 10 premiers mois. De janvier à octobre 1981, ces derniers se sont chiffrés à 923 au Canada, touchant 311,000 travailleurs et donnant un total de 8,061,000 journées-personnes non travaillées, comme l'indique le tableau 5.5. La proportion du temps de travail perdu pendant cette période a été de 0.38 pour cent en moyenne, ce qui est légèrement inférieur au chiffre moyen de 0.41 pour cent enregistré au cours de la période correspondante en 1980 et un peu supérieur à la moyenne de 0.36 pour cent de la période 1976-1981.

Les grèves, mesurées en journées-personnes de travail perdues, se sont légèrement intensifiées au Canada en mars pour atteindre un sommet en juillet et août 1981. Ces mois ont été dominés par des grèves touchant un grand nombre de travailleurs. En février et en mars, la Colombie-Britannique a souffert d'une longue grève dans le secteur public. En juillet et en août, une grève prolongée a eu lieu à Postes Canada ainsi que dans la sidérurgie, l'industrie du charbon et l'industrie forestière. Dans la sidérurgie, la grève s'est prolongée jusqu'en octobre.

Tableau 5.5
Perspective de temps des arrêts de travail

	1976	1977	1978	1979	1980	Janvier à octobre 1980	Janvier à octobre 1981
Nombre d'arrêts débutant dans l'année	921	938	1,004	987	952	921	923
Travailleurs impliqués (000)	1,571	218	402	463	441	417	311
Journées-personnes non travaillées (000) ..	11,610	3,308	7,393	7,834	8,975	8,176	8,061
Temps de travail perdu (pourcentage estimé)	0.55	0.15	0.34	0.34	0.38	0.41	0.38
Personnes impliquées dans arrêts[1]/personnes dans négociations	0.09	0.03	0.06	0.16	0.22	0.20	0.19
Nombres d'arrêts[1]/nombre de négociations	0.14	0.06	0.07	0.12	0.12	0.13	0.17

[1] Les données ne sont disponibles que pour les grands établissements (50 travailleurs ou plus), construction non comprise, et sont calculées pour les trois premiers trimestres de 1980 et 1981 plutôt que de janvier à octobre.
Sources: Travail Canada, *Arrêts de travail*, mens., ISSN-0228-1678; et *Revue des négociations collectives*, mens., ISSN-0010-0803.

Etant donné l'importance de ces industries et le caractère primaire de leur production, ces grèves ont eu des effets probablement importants sur l'économie, en particulier par le biais des échanges interindustriels. Cependant, certains de ces effets ont été atténués par l'augmentation des stocks avant le début des grèves et le fléchissement des marchés. Les pénuries signalées par suite des grèves dans l'industrie forestière ont été peu nombreuses, car des stocks suffisants de papier et de bois d'œuvre existaient en Amérique du Nord et en Europe et le secteur de l'habitation s'était affaibli. Nombre des pénuries que l'on appréhendait à la suite des arrêts de travail dans la sidérurgie ne se sont pas produites en raison d'une baisse de la demande de l'industrie de l'automobile et des appareils.

Le maximum d'intensité des grèves coïncide généralement avec le plus fort des négociations. Par conséquent, les comparaisons annuelles du nombre de journées-personnes perdues ne sont pas très révélatrices des tendances à se mettre en grève. Le tableau 5.5 donne aussi une estimation de la fréquence des grèves selon les travailleurs en négociation, pour un sous-ensemble d'entreprises canadiennes (pour lesquelles des statistiques sont disponibles). Cette estimation peut être considérée comme un indicateur de l'intensité des grèves chez les travailleurs en négociation, une meilleure mesure de l'importance des grèves que les données d'arrêts de travail touchant l'ensemble de la main-d'œuvre. D'après cette estimation, le niveau de grève — 0.20 pour cent — a été le même pendant les trois premiers trimestres de 1981 que pendant la même période de 1980. Toutefois, le nombre des négociations ayant tourné à la grève, autre indicateur de l'intensité des grèves, a cependant augmenté en 1981 pour atteindre 0.17 pour cent, contre 0.13 pour cent en 1980. Une combinaison de ces deux indicateurs révèle un plus grand nombre d'arrêts de travail touchant des effectifs moins importants.

6. Evolution sectorielle et régionale

La reprise économique du premier semestre de 1981 a bénéficié à tous les grands secteurs, sauf les industries forestière et minière, où la demande extérieure a continué de diminuer, ainsi qu'à toutes les régions sauf la Colombie-Britannique, où les exportations de bois ont accusé un nouveau recul. Le rétablissement a été particulièrement marqué en Ontario, où l'industrie de transformation a augmenté sa production au premier semestre et où un taux de croissance plus élevé que la moyenne nationale s'est fait ressentir. C'est dans la région des Prairies que la production réelle aurait le plus augmenté, grâce à une nouvelle expansion du secteur de l'énergie et à une vive hausse des récoltes de céréales au Manitoba et en Saskatchewan. L'expansion réelle a été modeste au Québec, en partie à cause d'une production moins forte dans les industries minière et forestière, ainsi que dans la région de l'Atlantique. Le ralentissement économique du second semestre a touché tous les secteurs et régions, certaines activités étant aussi touchées par des conflits de travail.

Evolution sectorielle

Agriculture

Les recettes monétaires agricoles ont augmenté fortement en 1981, en particulier pour les principales cultures. D'après les estimations actuelles, la production agricole devrait avoir crû à un taux nettement supérieur à celui de 1980. Les récoltes de céréales ont vivement progressé en 1981, atteignant des niveaux records pour le blé, l'orge et le seigle, sous l'effet d'un accroissement considérable des superficies ensemencées et de bons rendements à l'acre; cependant, la production de colza et de soya a baissé. Les récoltes de fruits ont été dans l'ensemble inférieures à celles de 1980, tandis que celles de légumes ont augmenté légèrement. La production canadienne de porcs a fléchi quelque peu et les exportations de porcs sur pied ont diminué. L'abattage de bovins canadiens s'est accru de façon modérée. Le nombre moyen d'emplois a peu augmenté en 1981, notamment au second semestre.

Pêche

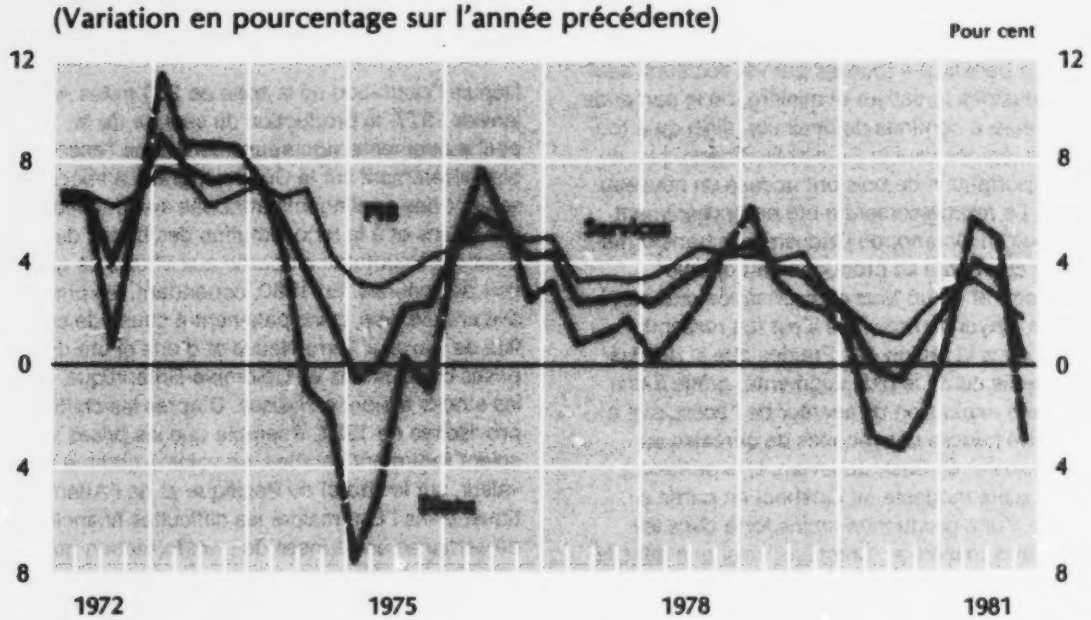
Depuis l'institution de la zone de 200 milles en janvier 1977, la production du secteur de la pêche augmente vigoureusement dans l'ensemble, notamment sur la Côte est, grâce à l'accroissement des contingents attribués aux pêcheurs canadiens et à la reconstitution des bancs de poissons imputable en partie aux efforts de gestion des pêches. En 1980, cependant, les prises avaient diminué, principalement à cause de conflits de travail à Terre-Neuve et d'une chute des prises de saumons en Colombie-Britannique, où les stocks étaient en baisse. D'après les chiffres provisoires de 1981, il semble que les prises se soient fortement accrues, en volume comme en valeur, sur le littoral du Pacifique et de l'Atlantique. Dans l'Est, malgré les difficultés financières de certaines entreprises de transformation qui ont dû procéder à des mises à pied pendant l'année, les prises, notamment d'espèces de fond, et la hausse relative du prix des pétoncles, du homard et du crabe des neiges ont contribué à la progression de la production, tandis que sur le littoral du Pacifique les prises de saumons rose et sockeye augmentaient fortement.

Industrie forestière

La production forestière a diminué de nouveau en 1981, et à un rythme plus rapide qu'en 1980. Ce recul conjoncturel, manifeste également dans les activités connexes de transformation du bois et de la pâte et des produits du papier, a fait tomber la production de ce secteur un peu au-dessus du niveau de 1976. La demande extérieure et les prix du bois d'œuvre ont accusé un nouveau déclin à cause de la chute des mises en chantier domiciliaires provoquée aux Etats-Unis en grande partie par des taux d'intérêt hypothécaires élevés. L'industrie a de plus souffert de conflits de travail pendant l'été en Colombie-Britannique. La production de bois à pâte, par contre, a augmenté à la faveur d'une hausse de la production de papier-journal, tandis que celle d'autres papiers et de cartons diminuait. Les exportations de papier-journal vers les Etats-Unis ont baissé, mais les ventes au Royaume-Uni, en Amérique Latine et en Asie ont fortement progressé.

Graphique 6.1

Produit intérieur brut aux prix de 1971
(Variation en pourcentage sur l'année précédente)



Source: Statistique Canada, *Indices du produit intérieur brut par industrie, mens.*, n° cat. 61-005.

Mines

La production minière canadienne a diminué fortement en 1981, en grande partie à cause de la faiblesse des marchés tant intérieur qu'international. Les prix des matières premières industrielles ont chuté dans l'ensemble.

Parmi les minéraux métalliques, la production de nickel et celle de minerai de fer ont accusé un recul marqué et la production de cuivre a baissé modérément. La production canadienne de zinc s'est quelque peu redressée l'an dernier, après un conflit de travail en 1980. L'offre mondiale de plomb ayant diminué en 1981 à la suite de grèves aux Etats-Unis et en Irlande, le prix du plomb a augmenté, entrainant une forte hausse de la production canadienne, qui avait souffert d'un conflit de travail en 1980.

C'est dans le domaine des combustibles minéraux que la production a le plus baissé. La production de pétrole brut a diminué fortement, en partie à cause de la réduction de la production albertaine de mars à septembre 1981. La production canadienne de gaz naturel a diminué modérément en raison d'une chute des exportations. Malgré un conflit de travail de trois mois en Nouvelle-Ecosse, la production canadienne de charbon a progressé fortement en 1981 grâce à l'augmentation de la demande japonaise combinée à un accroissement de la capacité de production en Colombie-Britannique et en Alberta.

La production de minéraux non métalliques, autres que le charbon, a enregistré un recul modéré en 1981. La production de potasse a quelque peu diminué suite à la baisse de la demande tant canadienne que mondiale. Les stocks canadiens de potasse sont très élevés.

Quant à la production d'amiante, elle a accusé un repli très marqué, dû à la construction aux Etats-Unis.

Fabrication

Sur l'ensemble de l'année 1981, la production manufacturière s'est redressée en partie après le recul de 1980. La hausse s'est toutefois manifestée au premier semestre, les six mois suivants voyant la production diminuer en raison d'une baisse de la demande. Des arrêts de travail ont également eu lieu, notamment dans l'industrie du bois, du papier et dans la sidérurgie. Le nombre moyen d'emplois a légèrement augmenté dans ce secteur en 1981 mais, à la fin de l'année, il était en baisse, en particulier au Québec et dans la région de l'Atlantique, par rapport à la fin de 1980.

La hausse de la production manufacturière a été le fait surtout de l'industrie des biens durables. Une progression notable a été enregistrée au titre des produits électriques, du mobilier et des accessoires ainsi que de la machinerie. Cette croissance a été permise par l'élévation de la demande intérieure, alors que les investissements en machines et en matériel augmentaient et que la construction se rétablissait après le déclin de 1980. Elle a aussi été favorisée par une hausse des exportations, imputable au redressement des investissements des entreprises aux Etats-Unis, après une diminution sensible en 1980. De plus, la demande intérieure de certains de ces produits avait bénéficié au début de l'année de la suspension temporaire de la taxe de vente en Ontario. Cette évolution a eu un effet positif sur l'industrie des métaux de base et la transformation des métaux, encore que dans le premier cas la production ait souffert d'une longue grève dans la sidérurgie ainsi que d'un fléchissement de la demande au second semestre. La production d'automobiles et de pièces détachées a augmenté en 1981, après un recul appréciable en 1979 et 1980, mais cela est entièrement dû à une hausse de 16 pour cent du volume des pièces et accessoires produits, la production d'automobiles ayant diminué. La demande de voitures de tourisme nord-américaines a baissé considérablement au Canada, tandis que les ventes d'autos japonaises augmentaient de moitié, bien que le Japon ait accepté de limiter ses exportations au Canada. Cela a porté la part du marché des automobiles japonaises de près de 15 pour cent en 1980 à environ 23 pour cent en 1981. Les exportations ont baissé pour les voitures de tourisme, mais augmenté pour les pièces détachées. L'industrie des produits du bois est la seule activité importante, dans le secteur des biens durables, où la production ait baissé, cela étant dû au fléchissement de la demande extérieure et à un conflit de travail pendant l'été.

Dans le secteur des biens non durables, ce sont les industries du cuir (chaussure principalement), du textile (après une chute marquée en 1980) et des aliments et boissons qui ont enregistré la plus forte progression. La production s'est accrue aussi dans les domaines du tabac, du caoutchouc et du plastique et de la chimie. Elle a cependant baissé dans la bonneterie et l'industrie du vêtement à cause de la faiblesse de la consommation, tandis que l'industrie du papier et des produits connexes souffrait d'un conflit de travail pendant l'été. L'industrie des produits du pétrole et du charbon est l'une des activités de fabrication où la production a le plus diminué. Le prix des produits du pétrole ayant fortement augmenté en 1981 et les ventes intérieures — notamment de mazout — ayant baissé, le stock de produits finis s'est accru considérablement.

Construction

L'activité et l'emploi se sont redressés en 1981 dans la construction, après un recul en 1980. La production a progressé au premier semestre de 1981 grâce, en grande partie, à une reprise de l'expansion dans le secteur résidentiel, en recul de 1977 à 1980. Les mises en chantier d'habitations ont affiché une croissance remarquable aux premier et deuxième trimestres, sous l'impulsion des prêts hypothécaires autorisés antérieurement, alors que les taux d'intérêt étaient moins élevés. Quand le taux des hypothèques ordinaires grimpa à des niveaux records en août et en septembre, le stock de logements récemment terminés mais inoccupés augmenta, au troisième et au quatrième trimestres, tandis que la construction domiciliaire chutait au second semestre. Sur l'ensemble de l'année, la construction résidentielle a augmenté pour la première fois depuis 1976, année où elle avait atteint un sommet; la croissance a été en grande partie le fait des maisons en rangées et des appartements, à cause

Tableau 6.1

Principaux indicateurs économiques par secteur

Produit intérieur réel (Prix constants de 1971)

	Part du total en 1981	1980	1981
	(Pour cent)	(Variation en pourcentage)	
Agriculture	2.6	5.4	8.5
Autres industries de base non agricoles	3.5	0.9	– 4.9
Fabrication	21.7	– 3.1	1.7
Construction	5.9	– 2.0	6.5
Total, secteur des biens	33.7	– 1.9	2.3
Transport, entreposage, communications et utilités publiques	14.1	2.4	3.1
Commerce	12.4	– 0.1	0.7
Finance, assurance et immobilier	13.1	3.1	2.9
Services socio-culturels, personnels et commerciaux	19.9	1.2	3.6
Administration publique	6.8	1.1	1.8
Total, secteur des services	66.3	1.6	2.6
Total, ensemble des industries	100.0	0.3	2.5

Emploi

	Part du total en 1981	1980	1981
	(Pour cent)	(Variation en pourcentage)	
Agriculture	4.4	– 1.3	1.5
Industries de base non agricoles	2.9	8.6	6.0
Fabrication	19.4	1.7	0.7
Construction	5.9	– 3.3	4.2
Total, secteur des biens	32.6	0.9	1.9
Transport, entreposage, communications et utilités publiques	8.3	0.1	0.3
Commerce	17.1	1.4	2.4
Finance, assurance et immobilier	5.4	10.0	– 2.6
Services socio-culturels, personnels et commerciaux	29.6	4.5	5.2
Administration publique	7.0	5.8	2.9
Total, secteur des services	67.4	3.7	3.0
Total, ensemble des industries	100.0	2.8	2.6

Source: Statistique Canada, *Produit intérieur brut par industrie*, mens., nº de cat. 61-005; *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

du très faible taux de loyers inoccupés. Dans le secteur non résidentiel, ce sont les constructions à caractère technique qui ont le plus progressé, principalement à cause des installations de pipelines. La construction d'immeubles non résidentiels a augmenté, dans une large mesure grâce aux constructions commerciales, tandis que les travaux routiers diminuaient de nouveau à cause du maintien des restrictions dans le secteur public.

Services d'utilité publique

Le secteur des services d'utilité publique, qui comprend la production d'électricité, la distribution de gaz naturel et les services publics d'eau et autres, a accru modérément sa production en 1981. La hausse est imputable en grande partie au secteur de l'électricité, celui de la distribution de gaz n'ayant que faiblement augmenté. La production d'électricité a été stimulée par le redressement de certaines activités de fabrication et de l'industrie minière, ainsi que par la poursuite du remplacement du pétrole par l'électricité, moins coûteuse. Cependant, un temps relativement clément au premier et au dernier trimestres de l'année a limité cette progression. Le volume d'électricité vendu aux Etats-Unis a augmenté, d'après les chiffres provisoires, à cause d'une forte hausse des livraisons de la Colombie-Britannique due en partie au haut niveau des eaux au début de l'année. Le rythme de progression a été inférieur à la moyenne dans l'industrie de distribution du gaz, en partie à cause du temps doux enregistré pendant l'année. Seul le Québec a vu les ventes de gaz naturel augmenter fortement, à cause de la pénétration de cette source d'énergie dans la province.

Transports, entreposage et communications

Les services ont enregistré une progression modeste en 1981 dans ce secteur, après une croissance relativement lente en 1980, tandis que l'emploi ne s'améliorait que légèrement. Le principal élément de croissance a été l'industrie des communications, malgré un conflit de travail aux Postes pendant l'été. Les transports, qui s'étaient rétablis lentement au premier semestre, ont reculé au second semestre en raison d'une diminution du transport ferroviaire et maritime, due elle-même à la baisse de la production de métaux et d'autres minéraux, d'automobiles et d'accessoires, de bois et de produits du papier. Les transports routiers ont eux aussi accusé un recul à cause d'un ralentissement dans l'industrie manufacturière ainsi que de conflits du travail dans les provinces de l'Ouest et dans les services d'autocar au Québec et en Ontario. Les transports aériens et les réseaux de transports urbains ont bénéficié d'une croissance modérée, tandis que les transports par pipe-lines se rétablissaient grâce à une hausse de la production de pétrole en Alberta.

Commerce

La progression a été relativement lente dans le commerce en 1981, en raison d'une croissance modeste des ventes au détail et d'une légère diminution du commerce de gros, tandis que le nombre d'emplois marquait une amélioration un peu plus forte. L'expansion a eu lieu au premier semestre à la faveur d'un redressement des ventes de gros et de détail après le déclin de 1980; un recul a été enregistré aux deux derniers trimestres de 1981.

Finance, assurance et immobilier

La production de ce secteur a augmenté un peu moins vite l'an dernier qu'en 1980, tandis que le nombre moyen d'emplois subissait une forte baisse. L'expansion a été vive dans les institutions de dépôt, les avoirs en dollars canadiens des banques à charte augmentant plus vite qu'en 1980. Par ailleurs, le volume des locations ne s'est accru que lentement du fait que le nombre de nouveaux logements achevés en 1981 était plus faible qu'en 1980. Les marchés boursiers ont accusé un repli sensible, le volume des actions négociées ayant diminué d'un quart à la bourse de Toronto.

Services socio-culturels, commerciaux et personnels

Après une faible croissance en 1980, ce secteur a progressé modérément l'an dernier, principalement grâce à une vive hausse des services sanitaires et sociaux et des services rendus à la direction des entreprises. La demande de services de divertissement, de loisirs, d'hébergement et de restauration a légèrement augmenté, parallèlement à la hausse du revenu disponible réel des

particuliers, tandis que conformément à la tendance de la fin des années 70 les services personnels continuaient de progresser lentement. Le nombre moyen d'emplois a fortement augmenté pendant l'année, représentant plus de la moitié de la progression globale de l'emploi dans l'économie.

Administration publique et défense

Ce secteur a augmenté modérément dans l'ensemble en 1981. Les services des administrations fédérale et provinciales ont progressé alors que ceux des administrations locales diminuaient. Le nombre moyen d'emplois a enregistré une hausse relativement forte, tout en se situant à la fin de 1981 au-dessous du niveau de l'année précédente.

Evolution régionale

Région de l'Atlantique

L'activité économique aurait enregistré une progression réelle inférieure à la moyenne nationale dans la région en 1981, après avoir baissé en 1980. Ce redressement a été observé en Nouvelle-Ecosse et à Terre-Neuve, puisque la production réelle restait à peu près inchangée au Nouveau-Brunswick et qu'elle diminuait de nouveau dans l'Ile-du-Prince-Edouard à cause d'un recul marqué de la construction. La production aurait augmenté dans tous les grands secteurs économiques de la région sauf dans l'industrie forestière, les services d'utilité publique, la fabrication et le commerce. Le taux annuel moyen de chômage s'est élevé en 1981, le nombre d'emplois ayant diminué davantage que la population active au second semestre.

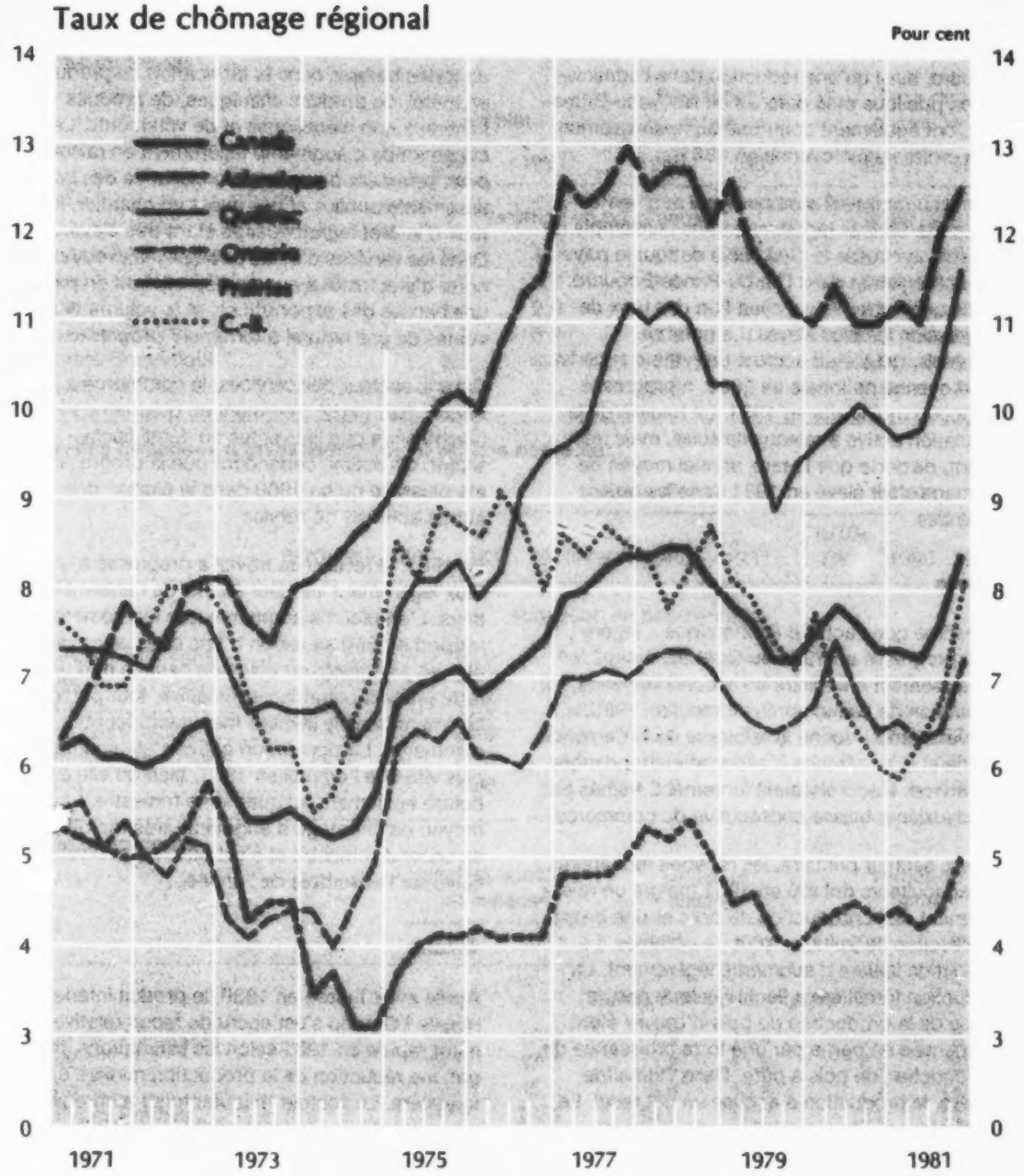
Dans le secteur primaire, les statistiques provisoires indiquent que, en volume comme en valeur, les prises de poissons se sont fortement accrues, en particulier à Terre-Neuve où des conflits de travail avaient déprimé la production de janvier à juillet 1980. Ce redressement a été observé malgré les problèmes financiers de certaines entreprises de transformation, qui ont été à l'origine de licenciements au second semestre. La hausse de la production minière a été vigoureuse dans la région, à la faveur d'une augmentation particulièrement vive au Nouveau-Brunswick, après un long conflit de travail dans les mines métalliques en 1980; on estime cependant que la production a diminué en Nouvelle-Ecosse, en partie par suite d'un conflit de travail dans les mines de charbon qui a interrompu la production pendant près de trois mois. La production agricole a augmenté de façon modérée; la hausse a été particulièrement forte dans l'Ile-du-Prince-Edouard, où la production de pommes de terre s'est accrue grâce à l'augmentation des surfaces cultivées et au plus fort rendement par acre au Canada. Les recettes monétaires agricoles ont progressé plus vite dans la région que dans le reste du Canada. La production forestière a diminué à cause du fléchissement des exportations de bois, de pâte de bois et de produits de papier.

Dans le secteur secondaire, l'activité devrait avoir légèrement baissé dans l'industrie manufacturière, l'augmentation enregistrée à Terre-Neuve et en Nouvelle-Ecosse ayant été plus que compensée par une baisse au Nouveau-Brunswick. En Nouvelle-Ecosse, toutefois, la croissance a été particulièrement forte dans les expéditions de matériel de transport (en partie grâce aux exportations de matériel roulant ferroviaire vers le Cameroun) et dans la transformation des métaux (stimulée par le redressement de la construction dans la province) tandis qu'à Terre-Neuve les expéditions affichaient une hausse appréciable dans les industries des aliments et boissons, de la transformation des métaux et du bois. Selon les estimations, l'expansion de la construction dans la région serait entièrement imputable à la Nouvelle-Ecosse, où la construction non résidentielle a augmenté particulièrement vite. La production nette d'électricité aurait diminué en 1981, d'après les statistiques provisoires, à cause surtout de la baisse des livraisons, notamment de Terre-Neuve à Québec; l'Ile-du-Prince-Edouard a, de même, accusé un recul marqué, la province s'étant plus approvisionnée en électricité du Nouveau-Brunswick depuis l'installation du câble sous-marin.

Dans l'ensemble, les services se sont développés moins vite dans la région que dans le reste du pays, estime-t-on. Les principaux secteurs ont tous enregistré des progrès, sauf le commerce qui a continué à diminuer dans les quatre provinces, les ventes au détail augmentant moins vite que l'inflation. La diminution de l'emploi dans les services socio-culturels, commerciaux et person-

Graphique 6.2

Taux de chômage régional



Source: Statistique Canada, *La population active*, n° cat. 71-001.

nels à Terre-Neuve et dans l'Ile-du-Prince-Edouard, un recul de l'emploi dans la finance, l'assurance et l'immobilier au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Ecosse et dans l'Ile-du-Prince-Edouard, ainsi qu'une réduction dans l'administration publique et la défense au Nouveau-Brunswick, ont également contribué au ralentissement de la croissance moyenne en 1981.

Le revenu du travail a de nouveau augmenté moins vite dans la région que dans l'ensemble du Canada, la hausse la plus faible de tout le pays étant enregistrée dans l'Ile-du-Prince-Edouard, tandis que Terre-Neuve avait l'un des taux de progression les plus élevés. Le nombre d'emplois, qui s'était accru à un rythme supérieur à la moyenne nationale en 1980, a progressé beaucoup moins vite en 1981. La hausse de la population active a ralenti elle aussi, mais pas autant, de sorte que le taux annuel moyen de chômage s'est élevé en 1981 dans les quatre provinces.

Québec

On estime que l'activité économique a légèrement progressé en 1981 au Québec, malgré le ralentissement enregistré au second semestre. La production de biens, après un recul en 1980, a peu varié, étant donné la faiblesse de la demande interne et des marchés d'exportation, tandis que les services s'accroissaient lentement, freinés par une deuxième baisse consécutive du commerce.

Dans le secteur primaire, les recettes monétaires des agriculteurs ont crû en 1981 malgré un ralentissement de la production de porc et une baisse des récoltes de fruits, surtout de pommes. La production laitière a augmenté légèrement. La production forestière a fléchi quelque peu, la baisse de la production de bois-d'œuvre étant compensée en partie par une forte croissance de la production de bois à pâte. Dans l'industrie minière, la production a accusé un net recul. Le fléchissement des exportations de cuivre et d'amiante et des fermetures temporaires de mines de fer ont restreint la production de ces métaux.

Dans le secteur manufacturier, la production est demeurée presque inchangée. L'activité a augmenté fortement dans les industries du matériel de transport (grâce à l'essor soutenu de l'aviation), des produits électriques, des produits forestiers, des aliments et boissons, et du cuir. Cette croissance a toutefois été compensée par de fortes baisses dans la fabrication de produits en métal, de produits chimiques, de produits minéraux non métalliques et de vêtements. La construction a augmenté légèrement en raison principalement d'une faible croissance des investissements publics et des mises en chantier, les taux d'intérêt hypothécaires étant très élevés. Dans les services d'utilité publique, la production nette d'électricité a augmenté, reflétant en partie une hausse des exportations, et le volume des ventes de gaz naturel a fortement progressé.

Dans le secteur des services, le commerce a baissé, tout particulièrement au quatrième trimestre alors que les ventes au détail fléchissaient. On estime cependant que la progression a été plus vive qu'en 1980 dans la plupart des autres activités de service.

En 1981, le revenu du travail a progressé à un taux légèrement inférieur à celui de l'ensemble du pays. L'emploi n'a augmenté que légèrement par rapport à 1980 en raison d'une croissance de plus en plus faible au cours de l'année et d'une forte chute au quatrième trimestre, tout particulièrement dans le secteur manufacturier et le commerce. La population active s'est accrue plus vite que l'emploi en 1981, bien qu'elle ait baissé également au quatrième trimestre. Le taux moyen de chômage a augmenté très rapidement au second semestre et s'est établi à un niveau élevé sur l'ensemble de l'année.

Ontario

Après avoir baissé en 1980, le produit intérieur réel de l'Ontario s'est accru de façon relativement rapide en 1981 selon les estimations, malgré une réduction de la production minière et forestière. Le secteur manufacturier a enregistré un redressement modéré après la récession de 1980, tandis que l'expansion était marquée dans les services. La croissance a cependant été enregistrée en majeure partie au premier semestre. Dans l'ensemble, le nombre d'emplois a vivement progressé en 1981 et le taux annuel moyen de chômage a diminué pour l'année, malgré une hausse au second semestre.

Tableau 6.2
Principaux indicateurs économiques par région

Marché du travail

	Emploi		Population active		Taux de chômage	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981
	(Variation en pourcentage)				(Pour cent)	
Région de l'Atlantique	3.8	1.2	3.1	1.7	11.2	11.7
Québec	2.5	0.7	2.8	1.3	9.9	10.4
Ontario	1.4	2.9	1.8	2.6	6.9	6.6
Région des Prairies	3.9	3.9	3.8	4.1	4.3	4.5
Colombie-Britannique	5.5	4.7	4.5	4.7	6.8	6.7
Canada	2.8	2.6	2.8	2.7	7.5	7.6

Nouvelles dépenses d'investissement en dollars courants

	Totales			Résidentielles			Autres		
	1970-79[1]	1980	1981	1970-79[1]	1980	1981	1970-79[1]	1980	1981
	(Variation en pourcentage)								
Région de l'Atlantique	11.1	– 0.1	13.6	14.4	– 9.0	– 2.6	10.5	1.9	16.8
Québec	14.8	8.1	9.6	14.6	– 12.0	15 8	14.9	13.0	8.4
Ontario	10.6	11.8	19.3	11.9	– 11.5	20.2	10.2	17.9	19.1
Région des Prairies	19.5	14.6	20.6	24.5	– 12.5	7.9	18.5	21.3	22.9
Colombie-Britannique[2]	14.6	29.1	26.8	14.6	35.5	43.7	14.6	27.6	22.3
Canada	14.1	13.4	18.6	15.7	– 5.2	19.3	13.7	18.1	18.5

Autres indicateurs

	Recettes agricoles en espèces		Gages et salaires		Ventes au détail	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981
	(Variation en pourcentage)					
Région de l'Atlantique	16.0	19.9	7.9	11.4	5.3	9.3
Québec	14.0	17.2	11.2	11.6	6.5	8.9
Ontario	7.2	15.0	9.6	13.4	7.8	14.0
Région des Prairies	9.1	21.0	14.8	17.2	12.9	14.5
Colombie-Britannique	14.4	17.5	14.2	12.5	15.0	14.1
Canada	9.7	18.6	11.3	13.4	9.1	12.5

[1] Augmentation annuelle moyenne composée.
[2] Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
Sources: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001; *Estimation du revenu du travail*, mens., nº de cat. 72-005; *Commerce de détail*, mens., nº de cat. 63-005; et Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*, annuelle, nº de cat. 61-206; et Statistique Canada, *Recettes monétaires agricoles*, mens, nº de cat. 21-001.

La production devrait avoir fortement augmenté en Ontario dans les secteurs de la fabrication, de la construction et des transports. Le redressement de la production manufacturière n'a cependant pas été suffisant pour remonter au niveau de 1979. Les hausses les plus sensibles ont été observées dans les industries du tabac, des produits électriques, des métaux de base, des produits du bois, du mobilier et des accessoires, et du cuir. La progression a généralement été plus rapide au premier semestre, notamment dans l'industrie des métaux de base, où la production a baissé après juillet à cause d'arrêts de travail importants. Vers la fin de l'année, on a également assisté à de nombreux congédiements chez les grands constructeurs automobiles et dans l'industrie des instruments aratoires. Grâce au redressement du secteur manufacturier, les transports ont progressé l'an dernier, après une faible expansion en 1980. L'activité a fortement augmenté dans la construction en 1981, après une chute sensible l'année précédente. Les mises en chantier d'habitations ont dépassé en 1981 le faible niveau atteint en 1980, tandis que la construction non résidentielle progressait également.

Dans le secteur primaire, la production des mines de nickel et de cuivre a diminué en 1981 à cause d'un fléchissement de la demande extérieure, après avoir augmenté vigoureusement en 1980 à la faveur d'un redressement consécutif aux arrêts de travail de 1979. La production forestière a baissé elle aussi par suite de l'affaiblissement des exportations de bois-d'œuvre, lié à une nouvelle contraction des mises en chantier d'habitations aux Etats-Unis. Des congédiements et même des fermetures ont eu lieu dans un certain nombre de scieries. La production de bois à pâte a cependant enregistré une hausse modeste. La production agricole a augmenté moins vite qu'en 1980, les récoltes étant moins abondantes dans l'ensemble à cause de l'humidité, tandis que la production de fruits baissait en raison de conditions climatiques défavorables.

La progression des services a été relativement forte dans l'ensemble, l'accroissement le plus notable étant enregistré dans les transports, les services socio-culturels, commerciaux et personnels ainsi que la finance, l'assurance et l'immobilier. Les progrès ont été peu marqués dans le commerce, qui avait accusé un recul en 1980.

Le revenu du travail s'est élevé au même rythme en Ontario que dans l'ensemble du pays. Le nombre d'emplois et la population active ont augmenté sensiblement en 1981, celui-là plus vite que celle-ci. Cependant, la progression dans les deux cas a eu lieu surtout au premier semestre. Le taux annuel moyen de chômage a diminué sur l'ensemble de 1981, mais le taux désaisonnalisé s'est orienté à la hausse au second semestre.

Région des Prairies

Selon les estimations, la croissance de la production réelle a été plus rapide dans cette région qu'en 1980, et nettement supérieure à la moyenne nationale. La plus forte expansion a été enregistrée en Saskatchewan et en Alberta, et tous les secteurs importants, sauf l'industrie minière, ont accru leur production.

Dans le secteur primaire, les recettes monétaires agricoles ont augmenté d'un cinquième, grâce à une hausse particulièrement forte en Alberta et en Saskatchewan. Les surfaces ensemencées ont été plus élevées qu'en 1980 pour toutes les grandes cultures sauf le lin et le colza, ce qui, combiné à des conditions climatiques supérieures à la moyenne, a permis d'obtenir une production de céréales record ou presque. La croissance la plus considérable, estime-t-on, a été observée au Manitoba et en Saskatchewan, provinces durement touchées par la sécheresse en 1980. La production minière a souffert de la réduction de la production pétrolière en Alberta, de la faiblesse de la demande de nickel et de cuivre et d'un important conflit de travail au Manitoba. La production de potasse a diminué, tout en restant élevée.

Dans le secteur secondaire, les expéditions de l'industrie manufacturière ont augmenté plus vite en valeur que dans l'ensemble du pays, l'Alberta et la Saskatchewan enregistrant les taux de croissance les plus élevés au Canada et le Manitoba, un taux voisin de la moyenne nationale. Les mises en chantier d'habitations ont beaucoup augmenté au Manitoba ainsi qu'en Alberta, mais ont diminué en Saskatchewan. Cependant, le recul de l'activité domiciliaire en Saskatchewan a été plus que compensé par une très forte hausse de la construction non résidentielle, notamment dans les services d'utilité publique et les indus-

tries primaires. La construction non résidentielle a également progressé de façon très marquée en Alberta, grâce à une très forte hausse des dépenses dans presque tous les grands secteurs, notamment les secteurs de la fabrication, du commerce et des services.

Dans le secteur tertiaire, toutes les activités de service ont accru leur production. La progression la plus marquée, dans les trois provinces, a été le fait des transports, favorisés par une augmentation sensible de la production agricole et manufacturière. Les ventes au détail se sont élevées rapidement en Alberta et à un rythme voisin de la moyenne nationale au Manitoba et en Saskatchewan.

La croissance du revenu du travail a été la plus rapide au pays dans cette région, la hausse dépassant de loin la moyenne nationale en Alberta. Le nombre d'emplois tout comme la population active se sont accrus à un rythme supérieur à la moyenne nationale, l'Alberta se développant plus rapidement que toutes les autres provinces. Le taux annuel moyen de chômage a légèrement augmenté et toutes les provinces ont vu s'élever le taux désaisonnalisé de chômage au second semestre.

Colombie-Britannique

Selon les estimations, la progression de l'économie a été relativement lente dans la province en 1981. L'économie provinciale a souffert d'une nouvelle diminution des exportations de bois-d'œuvre vers les Etats-Unis ainsi que de longs conflits de travail dans l'industrie forestière pendant l'été. L'emploi a fortement progressé, en particulier au premier semestre, mais à un rythme moins rapide qu'en 1980; le taux annuel moyen de chômage a légèrement baissé.

L'expansion relativement faible de l'économie provinciale est attribuable au recul de l'industrie forestière. La production de ce secteur, après avoir vivement augmenté pendant les premiers mois de l'année en prévision d'arrêts de travail en été, a chuté brutalement pour accuser une diminution sur l'ensemble de 1981. Les exportations de bois de construction vers les Etats-Unis ont sensiblement baissé en 1981 à cause d'une nouvelle contraction des mises en chantier d'habitations au sud de la frontière. La production de contre-plaqué a dégringolé. Par contre, la production de bois à pâte a légèrement augmenté, en partie grâce à une hausse de la production de papier-journal. Comme la transformation des produits du bois représente plus de la moitié de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans la province, la production manufacturière globale a diminué. Une baisse a aussi été enregistrée dans les industries des métaux de base, de la machinerie, des produits chimiques et des minéraux non métalliques. La production agricole a diminué également malgré une forte hausse des abattages, la production de fruits et les récoltes ayant été réduites par le mauvais temps du début de l'année. Cette diminution de la production de biens a entraîné un recul des transports.

Dans le secteur de la pêche, l'augmentation des prises de saumons et de harengs a permis d'accroître la production. La production de charbon a continué de progresser rapidement, sous l'impulsion de la demande japonaise, tandis que la production de cuivre et de molybdène diminuait à cause de l'abondance des stocks. Dans l'ensemble, l'industrie minière s'est quelque peu rétablie après la récession de 1980. L'expansion est restée rapide dans le secteur de la construction, bien qu'elle ait été moins marquée qu'en 1980 à cause du ralentissement des investissement privés. Cependant, les mises en chantier d'habitations ont augmenté considérablement. Un niveau exceptionnellement élevé des eaux a permis d'accroître la production d'électricité, la majeure partie de ce supplément étant exportée aux Etats-Unis.

Dans le secteur tertiaire, le commerce a continué de se développer à un rythme supérieur à la moyenne nationale grâce à une hausse relativement forte des ventes au détail, tandis que l'administration publique n'accusait qu'une légère hausse, à cause d'arrêts de travail dans les administrations locales au début de l'année.

La progression de l'emploi a été l'une des plus rapides au pays, encore qu'elle se soit affaiblie après le premier trimestre. La population active, par contre, s'est accrue plus rapidement vers la fin de l'année, mais son expansion globale a été égale à celle de l'emploi en 1981. Aussi le taux annuel moyen de chômage n'a-t-il guère varié pendant l'année, malgré une élévation vers la fin de 1981.

7. La balance des paiements

Le déficit des paiements courants du Canada, après avoir été de l'ordre de $4 à $5 milliards pendant la deuxième partie des années 70 et être tombé à $1.9 milliard en 1980, est monté à $6.6 milliards en 1981. Cet alourdissement a été dû principalement à une augmentation vive des paiements d'intérêt et à un vif déclin des termes de l'échange (le ratio des prix de l'import-export) auxquels était confronté le Canada. La balance des capitaux à long terme s'est soldée par un excédent de $1.3 milliard, à peu près comme en 1980. Le déficit des investissements directs a beaucoup augmenté en raison des prises de contrôle d'entreprises étrangères, tant au Canada qu'à l'étranger, par des résidents canadiens. Cette sortie au titre des investissements directs a été plus que compensée par un volume record de nouvelles émissions nettes de titres canadiens à l'étranger. Le déficit de la balance de base — l'ensemble de la balance courante et de la balance des capitaux à long terme — a été compensé, et au-delà, par les entrées enregistrées de capitaux à court terme, attirés par l'accroissement d'un écart entre les taux d'intérêt favorables au Canada. Pendant la majeure partie de l'année, le dollar canadien a fluctué dans une gamme étroite par rapport à la monnaie américaine. En juillet et au début d'août, il a cependant été soumis à de vives pressions à la baisse, dues largement aux prises de contrôle. Sur l'ensemble de l'année, le dollar canadien a perdu 2.5 pour cent par rapport à la devise américaine, mais gagné plus de 11 pour cent par rapport aux autres monnaies du Groupe des Dix.

Balance des paiements courants

La hausse de $3.8 milliards du déficit des services et le déclin de $1.2 milliard de l'excédent des échanges de marchandises ont contribué à l'importante détérioration du déficit des opérations courantes en 1981.

Parmi les postes de la balance des services, ce sont les «autres opérations» qui ont accusé la plus forte variation. Ce poste comprend les mouvements divers de revenus, composé principalement d'intérêts sur les placements à court terme. L'accroissement de l'endettement international net du Canada ainsi que la montée des taux d'intérêt ont été les principaux facteurs de cet alourdissement du déficit des revenus divers. Pour les mêmes raisons, le poste des intérêts et dividendes a lui aussi affiché une forte hausse en 1981. Dans l'ensemble, les versements nets d'intérêts ont augmenté de plus de $2 milliards l'an dernier.

Une détérioration sensible des termes de l'échange a plus que compensé l'augmentation de l'excédent des échanges de marchandises, mesuré en dollars constants (1971), pour se solder en un déclin de l'excédent commercial nominal en 1981. La vigueur du solde commercial en volume a été observée bien que l'expansion réelle ait été beaucoup plus vive en 1981 au Canada que chez nombre de ses principaux partenaires commerciaux et que le volume des importations ait de nouveau été poussé à la hausse à cause des réductions de la production pétrolière en Alberta et d'un recul de la compétitivité internationale du Canada l'an dernier.

Commerce extérieur

La contraction de $1.2 milliard de l'excédent de la balance commerciale canadienne en 1981 a été causée principalement par une détérioration sensible des termes de l'échange. Le prix moyen des marchandises exportées s'est élevé de 7.1 pour cent l'an dernier, contre 10.8 pour cent pour le prix moyen des marchandises importées. En volume, le solde des échanges de marchandises s'est quelque peu amélioré (tableau 7.1).

Le solde des échanges, tant en valeur qu'en volume, a cependant marqué de fortes variations trimestrielles pendant l'année. Ces variations ont pour principale cause des évolutions conjoncturelles divergeantes au Canada, aux Etats-Unis et chez les autres partenaires commerciaux de notre pays. Certains facteurs particuliers y ont également contribué, notamment l'effet des réductions de la production en Alberta sur le volume et la valeur des importations de pétrole.

Tableau 7.1
Sommaire du compte courant de la balance canadienne des paiements internationaux

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	(Milliards de dollars)					
Exportations de marchandises	38.0	44.3	53.1	65.3	76.2	84.1
Importations de marchandises	36.6	41.5	49.0	61.1	68.4	77.5
Balance commerciale						
Nominale	1.4	2.7	4.0	4.2	7.8	6.6
Réelle (dollars 1971)	– 1.7	– 0.7	1.4	– 0.5	0.6	0.9
Rentrées au titre des services	7.6	8.3	9.9	11.8	14.1	14.9
Sorties au titre des services	13.4	15.7	18.9	21.5	25.1	29.7
Solde au titre des services	– 5.8	– 7.4	– 9.0	– 9.7	– 11.0	– 14. 8
Total des rentrées	45.6	52.5	63.0	77.1	90.3	99.0
Total des sorties	50.0	57.3	68.0	82.7	93.4	107.2
Solde des biens et services	– 4.4	– 4.7	– 5.0	– 5.6	– 3.2	– 8 .2
Transferts nets	0.5	0.4	0.0	0.7	1.3	1.6
Solde du compte courant	– 3.8	– 4.3	– 4.9	– 4.9	– 1.9	– 6.6

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les soldes pourront ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

Les facteurs conjoncturels jouent toujours un grand rôle dans l'évolution de la balance commerciale canadienne. Pendant la récession de 1974-1975, la vigueur de l'économie canadienne par rapport aux Etats-Unis avait expliqué en grande partie une augmentation des importations plus rapide que celle des exportations, ce qui s'était soldé en 1975 par le premier déficit des échanges de marchandises depuis 15 ans. Inversement, le redressement plus rapide de l'économie américaine en 1976 et 1977, ajouté à la baisse du dollar canadien, avait fortement contribué au rétablissement de la balance commerciale à partir du milieu de 1976. En 1979 et 1980, l'excédent des échanges du Canada avec les Etats-Unis a été sensiblement réduit du fait que l'économie américaine entrait dans une récession et demandait beaucoup moins d'importations. L'excédent du Canada avec les autres pays a toutefois augmenté, permettant au solde global des échanges de poursuivre son amélioration en 1979 comme en 1980 (tableau 7.2).

L'économie canadienne a connu une expansion rapide au premier semestre de 1981. L'économie américaine, après une progression rapide au premier trimestre, amorça un fléchissement au deuxième trimestre. Les autres pays de l'OCDE enregistrèrent dans l'ensemble une faible croissance ou un recul au premier semestre. De plus, la vigueur des achats de machines et d'outillage — en grande partie importés — par les entreprises canadiennes ainsi que la hausse des importations de pétrole entraînée par les réductions de la production albertaine jusqu'à la fin du mois d'août firent monter le volume des importations. Aussi l'excédent commercial en volume diminua-t-il au cours des trois premiers trimestres de 1981 par rapport aux six derniers mois de 1980. Ce facteur, joint à une élévation

Tableau 7.2
Le solde du commerce par catégorie de produit et par pays

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	(Milliards de dollars)					
Par catégorie de produit						
Alimentation et connexes	1.4	1.3	1.5	2.1	3.4	4.3
Matières brutes et connexes	3.2	3.5	2.9	4.6	3.4	3.1
Matières travaillées	6.0	7.9	10.4	12.4	16.6	16.0
Automobiles et connexes	– 1.2	– 1.2	– 0.8	– 3.3	– 2.7	– 2.9
Autres produits finis	– 8.9	– 9.9	– 11.6	– 13.9	– 15.1	– 17.7
Réexportations et opérations spéciales	0.5	0.5	0.6	0.9	1.2	2.2
Total, base douanière	1.0	2.2	3.1	2.8	6.8	4.7
Par pays						
Etats-Unis	0.5	1.5	2.6	0.3	0.7	2.8
Royaume-Uni	0.8	0.6	0.4	0.6	1.3	1.0
Autres de la CEE	0.6	0.3	– 0.2	0.8	2.6	1.4
Japon	0.8	0.7	0.5	1.8	1.5	0.4
Autres OCDE	– 0.1	0.0	– 0.2	0.0	0.6	0.4
Autres	– 1.2	– 0.3	0.8	0.6	1.2	0.6
Total, base de la balance des paiements	1.4	2.7	4.0	4.1	7.8	6.6

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total pourra ne pas correspondre à la somme des éléments.
Sources: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, mens., nº de cat. 65-001; *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

rapide du prix des importations et à des prix relativement peu soutenus à l'exportation, fit baisser l'excédent commercial canadien à un rythme annuel de $5.2 milliards au cours des trois premiers trimestres de 1981, par rapport au niveau de $7.8 milliards enregistré en 1980. Cependant, le renversement de l'évolution conjoncturelle au Canada et dans les pays de l'OCDE autres que les Etats-Unis au quatrième trimestre de 1981 provoqua un net redressement de la balance commerciale. Cette dernière bénéficia aussi, au dernier trimestre, de la reprise de la production pétrolière en Alberta. Le volume des exportations de marchandises augmenta légèrement au quatrième trimestre, mais celui des marchandises importées diminua de 22.1 pour cent en taux annuel. L'excédent des échanges, en volume, s'accrut au rythme annuel de $2.1 milliards par rapport à un excédent de $635 millions en 1980, le tout exprimé en dollars de 1971. De plus, les termes de l'échange se rétablirent quelque peu au dernier trimestre, alors que le prix des marchandises exportées augmentait légèrement et celui des importations baissait de 2.2 pour cent.

L'excédent des échanges du Canada avec les Etats-Unis s'est notablement amélioré, passant de $727 millions en 1980 à $2.8 milliards en 1981. Par contre, le solde du commerce avec les autres pays s'est fortement détérioré l'an dernier, au point d'entraîner une baisse globale de l'excédent commercial (tableau 7.2). L'excédent commercial avec les pays de la Communauté économique européenne (CEE) est passé de $3.9 à $2.4 milliards, tandis qu'il descendait de $1.5 à $0.4 milliard avec le Japon et de $1.2 à $0.6 mil-

liard avec les pays non-membres de l'OCDE. La hausse du prix des importations de brut, jointe aux effets des réductions de production en Alberta, explique en bonne partie la baisse globale de l'excédent commercial avec les pays non membres de l'OCDE, en particulier le Mexique,

Tableau 7.3
Commerce extérieur canadien de marchandises (Méthode de balance des paiements)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	(Milliards de dollars)					
Blé et farine de blé	1.9	2.1	2.0	2.3	3.8	4.0
Autres agricoles	3.0	3.4	4.2	5.4	5.5	6.8
Pétrole brut	2.2	1.7	1.6	2.5	2.9	2.5
Gaz naturel	1.6	2.1	2.2	3.0	4.0	4.4
Bois et contreplaqué	1.8	2.5	3.4	4.1	3.6	3.2
Pâtes, papiers et carton	4.7	5.1	5.7	7.3	8.8	9.3
Métaux et minéraux	6.8	7.7	8.7	10.6	14.6	14.6
Autres matières travaillées	2.9	3.9	5.4	7.7	9.2	10.6
Automobiles et connexes	8.3	10.4	12.5	11.8	10.8	13.1
Machinerie et équipement	2.8	3.0	4.0	5.4	6.5	7.7
Autres produits fabriqués	1.7	1.8	2.3	3.4	4.4	4.6
Divers	0.4	0.5	0.9	1.7	2.1	3.4
Total	38.0	44.3	53.1	65.3	76.2	84.1
	(Variation en pourcentage)					
Blé et farine de blé	– 12.6	11.4	– 1.2	12.6	66.8	3.5
Autres agricoles	17.3	13.5	22.8	29.3	2.5	23.5
Pétrole brut	– 28.0	– 19.3	– 9.5	60.7	12.3	– 12.7
Gaz naturel	41.1	27.1	6.2	35.8	33.7	9.6
Bois et contreplaqué	67.5	44.1	35.5	19.7	– 12.7	– 10.9
Pâtes, papiers et carton	18.1	9.7	11.6	27.2	21.7	4.9
Métaux et minéraux	18.6	14.2	12.8	21.6	37.5	– 0.3
Autres matières travaillées	18.2	32.6	38.7	42.7	18.6	15.4
Automobiles et connexes	27.9	26.0	20.5	– 5.4	– 9.1	22.0
Machinerie et équipement	6.9	7.3	30.8	34.2	21.5	18.0
Autres produits fabriqués	19.2	6.7	32.7	44.3	30.5	5.1
Divers	– 53.4	0.7	97.8	93.2	18.4	65.3
Total	13.4	16.5	19.9	23.0	16.7	10.5

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total pourra ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données sur le commerce fondées sur la balance des paiements sont essentiellement celles obtenues des documents douaniers, ajustées pour mieux représenter toutes les opérations économiques entre résidents et non-résidents qui influent sur la balance des paiements. Les données douanières ne comprennent que le mouvement physique des biens tel que rapporté dans les comptes rendus; les ajustements au titre du calendrier, du champ d'application et de l'évaluation sont effectués pour convertir des chiffres en base de balance des paiements. Les ajustements de balance de paiements effectués par Statistique Canada ont été affectés à ces agrégats de marchandises par le ministère des Finances.

Sources: Banque du Canada, *Revue*, mens.; Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001; et ministère des Finances.

l'Algérie, le Vénézuela, la Libye et le Nigéria. Les importations provenant de la Corée du Sud, de Taïwan et de Hong Kong ont elles aussi augmenté notablement.

L'évolution du commerce extérieur canadien en 1981 par catégorie de produits a confirmé les tendances récentes. Le déficit des échanges de produits finis manufacturés a continué de s'élargir, en partie à cause d'une forte progression des investissements en machinerie et en équipement, l'excédent du commerce des produits alimentaires et connexes a poursuivi sa hausse et l'excédent enregistré au titre des produits transformés est resté le principal facteur du solde excédentaire global de la balance commerciale (tableaux 7.2 à 7.4).

L'excédent au titre des produits alimentaires et connexes a augmenté de $840 millions, passant à $4.3 milliards en 1981, sous l'impulsion des exportations de viande et de poisson vers les

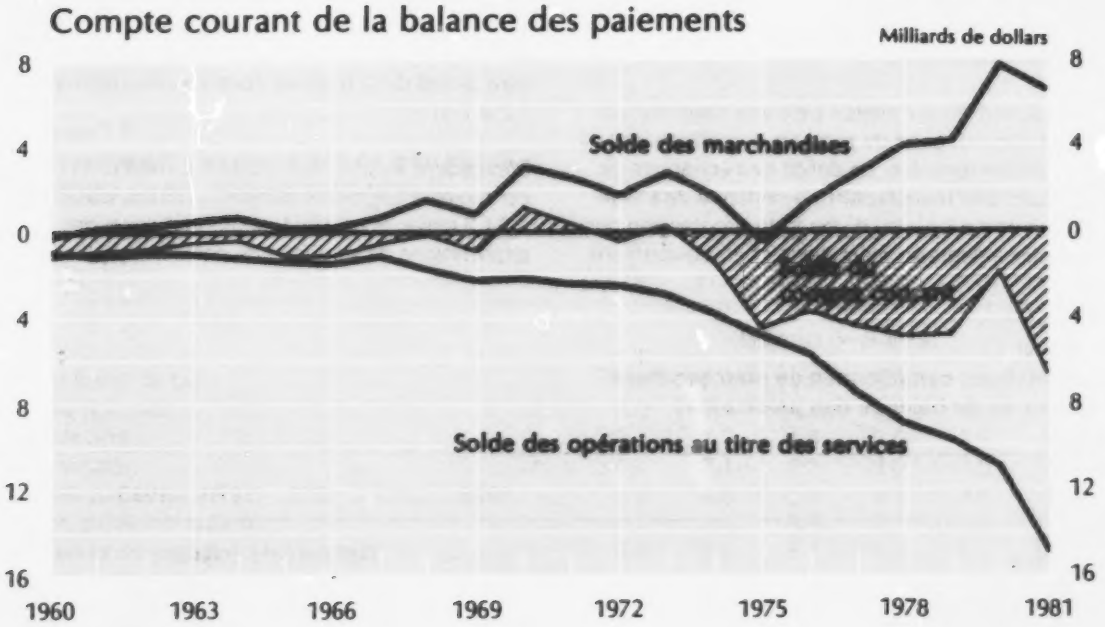
Tableau 7.4
Importations canadiennes de marchandises[1]
(Méthode de balance des paiements)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	(Milliards de dollars)					
Alimentation	2.5	2.9	3.3	3.7	4.1	4.5
Pétrole brut	3.3	3.2	3.5	4.5	6.9	7.9
Matériaux de construction	0.9	1.0	1.1	1.4	1.3	1.7
Matériaux industriels	7.7	8.7	10.8	15.0	17.0	18.6
Automobiles et connexes	9.3	11.3	13.1	15.0	13.3	15.9
Machinerie et équipement	7.6	8.6	10.7	14.1	16.9	19.5
Autres biens de consommation						
Etats-Unis	2.1	2.3	2.7	3.1	3.4	3.8
Reste du monde	2.4	2.7	3.0	3.4	3.6	4.2
Divers	0.7	0.8	1.0	1.1	1.8	1.4
Total	36.6	41.5	49.0	61.1	68.4	77.5
	(Variation en pourcentage)					
Alimentation	6.4	17.1	11.8	12.5	13.2	9.1
Pétrole brut	– 1.2	– 1.0	7.6	29.0	55.0	13.4
Matériaux de construction	13.8	5.7	11.2	22.9	– 4.6	29.1
Matériaux industriels	6.9	13.0	23.1	38.9	13.5	9.6
Automobiles et connexes	14.1	21.7	15.6	14.5	– 11.4	19.5
Machinerie et équipement	– 1.1	12.3	25.2	31.3	19.6	15.9
Autres biens de consommation						
Etats-Unis	16.9	7.9	15.4	15.5	11.3	9.9
Reste du monde	28.5	11.0	13.6	12.4	7.3	16.5
Divers	2.8	11.4	19.9	18.3	61.0	21.0
Total	7.8	13.4	18.1	24.6	11.8	13.4

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total pourra ne pas correspondre à la somme des éléments.
[1] Voir la remarque au tableau 7.3.
Sources: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001; Banque du Canada, *Revue*, mens., et ministère des Finances.

Graphique 7.1

Compte courant de la balance des paiements



Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, trim., n° cat. 67-001.

Etats-Unis et le Japon ainsi que d'une forte hausse des expéditions de céréales vers ce dernier pays. Ces gains à l'exportation ont en grande partie compensé le renchérissement des fruits et légumes importés des Etats-Unis. Les échanges de matières brutes ont vu leur excédent diminuer de $358 millions, la hausse appréciable en valeur des importations de pétrole brut faisant plus que compenser l'accroissement des exportations de minerai de fer et de gaz naturel.

Pour la première fois depuis plusieurs années, l'excédent du commerce de matières transformées n'a pas augmenté en 1981, tout en restant élevé ($16 milliards) par rapport au passé. La hausse en valeur des exportations de matières transformées s'est ralentie en 1981 pour descendre à un cinquième seulement du rythme de croissance observé en 1980 à cause du fléchissement du prix des produits de base, en particulier des métaux non ferreux et du bois d'œuvre. Les importations ont été stimulées par la forte hausse des achats de fer et d'acier à l'étranger, à cause de la grève de Stelco au troisième trimestre de 1981, tandis que les importations de bois, de papier et de produits chimiques enregistraient elles aussi une augmentation appréciable par rapport à 1980.

Le déficit des échanges de produits de l'automobile est passé de $2.7 milliards en 1980 à $2.9 milliards en 1981, la vive hausse des exportations étant dépassée par celle des importations. Les importations d'automobiles japonaises ont grimpé de 44.4 pour cent. Le déficit des échanges de produits finis manufacturés, produits de l'industrie automobile exclus, a également augmenté, passant de $15.1 milliards en 1980 à $17.7 milliards l'an dernier, la récession de l'économie européenne jointe à la hausse du dollar canadien outre-mer entraînant une forte baisse de la demande de produits finis canadiens. Simultanément, les importations ont continué de s'accroître rapidement à cause de grands projets

d'investissement à long terme dans le secteur des ressources naturelles au Canada et de la vive hausse de la demande de biens durables de consommation au début de l'année.

Le commerce canadien de produits finis manufacturés se solde toujours par un déficit, les exportations canadiennes étant composées principalement de produits bruts et de matières semi-transformées, tandis que plus de la moitié de ses importations consiste en produits finis. Ce déficit s'est alourdi considérablement en 1979, de même qu'en 1981. Cela est dû en partie à une amélioration moins rapide de la compétitivité canadienne en 1979, par suite d'une stabilisation du dollar canadien. En 1981, la hausse du dollar combinée à une augmentation supérieure à la moyenne des gains horaires moyens s'est traduite par la première baisse en cinq ans de la compétitivité canadienne dans les échanges de produits manufacturés. Le tableau 7.5 présente une ventilation du commerce dans ce domaine. Les échanges ont été déficitaires dans presque toutes les grandes catégories de produits finis, un solde particulièrement lourd étant enregistré au titre des produits de consommation (vêtements, chaussures, articles personnels et ménagers) et des outils et équipements divers. Ces groupes de produits, ainsi que les machines et le matériel de bureau, sont également les principales causes de la hausse globale du déficit des échanges de produits finis en 1981.

Le Canada avait bénéficié d'une amélioration des termes de l'échange en 1979 et 1980 grâce au renchérissement des produits de base. Depuis la fin de 1980, les prix alimentaires et industriels se sont orientés à la baisse, dans le dernier cas à cause de la faiblesse de l'économie en Europe occidentale et, plus récemment, en Amérique du Nord. Les prix des produits du bois ont également souffert de la faiblesse exceptionnelle des mises en chantier résidentielles au Canada et aux Etats-Unis. Comme les exportations du Canada, par rapport aux importations, comprennent toujours une forte proportion de produits bruts, le fléchissement du prix des produits de base s'est traduit par une dégradation de plus de 3 pour cent des termes de l'échange de marchandises en 1981.

Services

Les échanges de services se soldent généralement par un déficit pour le Canada. Ce déficit est en hausse, en particulier depuis 1975. En 1981, il a atteint $14.8 milliards, outre $11.0 milliards en 1980. Comme les années précédentes, l'alourdissement de ce déficit a été dû principalement à une importante hausse ($2.5 milliards) des versements nets d'intérêt en 1981, cette augmentation étant reflétée aux postes «intérêts et dividendes» et «autres services» dans la balance des paiements.

Intérêts et dividendes

Les intérêts versés par le Canada aux autres pays sont très importants par rapport aux rentrées d'intérêts et autres postes de la balance des services, et ils influent considérablement sur l'évolution du solde des services. Entre 1974 et 1979, les versements nets d'intérêts inscrits au poste «intérêts et dividendes» se sont accrus à un rythme annuel moyen de 40.0 pour cent. Ce taux est tombé à 7.1 pour cent en 1980 avant de remonter à 11.1 pour cent en 1981 à cause du niveau des taux d'intérêt. En 1981, les versements nets d'intérêt inscrits à ce poste ont dépassé $4.6 milliards.

Les paiements nets d'intérêts du Canada sont relativement importants à cause des gros portefeuilles d'obligations canadiennes détenus à l'étranger. Ces portefeuilles sont en hausse depuis quelques années. Les administrations provinciales ont fait de gros emprunts sur les marchés obligataires étrangers entre 1974 et 1978 à cause de la diminution de leur solde budgétaire qui était entraînée par une faible croissance économique et les besoins de financement des travaux hydro-électriques. L'année 1981 a de nouveau été marquée par des emprunts relativement considérables des provinces. Le service de la dette a été alourdi pendant la période 1976-1978 par la baisse notable du dollar canadien par rapport à la monnaie américaine ainsi que par des taux d'intérêt élevés. Depuis 1979, le taux d'augmentation des paiements d'intérêts s'est ralenti, en partie grâce à la stabilité relative du dollar canadien et des programmes d'emprunt relativement modestes des administrations publiques dans leur ensemble. La montée des intérêts,

combinée à une hausse des emprunts des provinces, ont mené à des versements nets d'intérêt plus élevés en 1981, mais la hausse de 11.1 pour cent du poste «intérêts et dividendes» a été modeste comparativement à la période 1974-1979 (voir aussi la section suivante).

Le déficit des dividendes a augmenté dans l'ensemble pendant les années 70 du fait que les investissements directs nets des étrangers au Canada — investissements directs et bénéfices non répartis — continuaient de dépasser sensiblement les investissements directs des Canadiens à l'étranger. Ce déficit s'est considérablement élargi en 1981, en raison d'une nouvelle hausse des paiements parallèlement à l'élévation du taux de rendement des obligations, alors que les rentrées de dividendes diminuaient par rapport à 1980.

Autres services

Le poste des «autres services» comprend les «opérations des administrations publiques», les «revenus divers», ainsi que les «services aux entreprises et autres opérations». Les revenus divers regroupent le revenu des placements à court terme et des placements divers à long terme de même que tous les services liés aux opérations internationales de banque et d'assurance. Les revenus d'intérêt représentent une grande partie des revenus divers, du côté tant des recettes que des paiements. En 1981, les revenus divers se sont soldés par un important déficit de $3.7 milliards, en hausse de $2.1 milliards par rapport au déficit de $1.6 milliard observé en 1980. Cette forte variation a été due en partie à de grosses entrées de capitaux étrangers à court terme — notamment à l'occasion des emprunts faits par les banques à l'étranger pour financer des prises de contrôle et d'autres opérations — et au niveau record des taux d'intérêt.

Tourisme

La balance touristique du Canada est généralement déficitaire. S'élevant à $1.1 milliard en 1981, le déficit est resté le même qu'en 1980. Le nombre de touristes américains a augmenté l'an dernier, tandis que celui des visiteurs d'autres pays au Canada diminuait pour la première fois depuis quatre ans, en partie à cause du redressement du dollar canadien vis-à-vis de la plupart des monnaies européennes et d'une faible croissance économique réelle dans la majorité des

Tableau 7.5
Balance commerciale, produits travaillés finis

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	(Milliards de dollars)					
Machines d'usage général	– 0.5	– 0.5	– 0.6	– 0.7	– 0.8	– 0.9
Machines industrielles spéciales	– 1.8	– 1.8	– 2.1	– 3.0	– 3.8	– 3.5
Machines agricoles et tracteurs	– 0.8	– 0.8	– 0.9	– 1.3	– 1.2	– 1.5
Produits liés aux véhicules-moteurs	– 1.2	– 1.2	– 0.8	– 3.3	– 2.7	– 2.9
Autre équipement de transport	0.0	– 0.2	– 0.3	– 0.4	– 0.4	– 0.7
Télécommunications et connexes	– 0.7	– 0.8	– 0.9	– 1.1	– 1.2	– 1.4
Machines et équipement de bureau	– 0.4	– 0.5	– 0.6	– 0.7	– 1.2	– 1.7
Autre équipement et outillage	– 1.8	– 2.0	– 2.4	– 2.6	– 2.7	– 3.2
Biens de consommation	– 2.9	– 3.3	– 3.7	– 4.0	– 3.9	– 4.9
Total	– 10.1	– 11.1	– 12.4	– 17.1	– 17.8	– 20.5

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total pourra ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, mens., nº de cat. 65-001.

Tableau 7.6
Balance canadienne des paiements internationaux

	Moyenne 1971-75	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	(Milliards de dollars)						
Solde du compte courant	– 1.2	– 3.8	– 4.3	– 4.9	– 4.9	– 1.9	– 6.6
Solde au titre des marchandises	1.7	1.4	2.7	4.0	4.1	7.8	6.6
Solde au titre des services	– 3.3	– 5.8	– 7.4	– 9.0	– 9.7	– 11.0	– 14.8
Transferts nets	0.4	0.5	0.4	0.0	0.7	1.3	1.6
Mouvements de capitaux à long terme	1.6	8.0	4.2	3.1	2.1	1.3	1.3
Investissements directs au Canada	0.5	– 0.3	0.5	0.1	0.7	0.6	– 5.3
Investissements directs à l'étranger	– 0.6	– 0.6	– 0.7	– 2.1	– 2.4	– 2. 8	– 4.9
Emissions nettes de titres canadiens	1.6	8.1	5.0	5.2	3.1	3.4	10.8
Autres	0.1	0.8	– 0.5	– 0.1	0.7	0.1	0.8
Mouvements de capitaux à court terme	0.8	0.1	0.7	1.2	6.8	1.1	14.9
Variation des avoirs bancaires en monnaies étrangères	0.2	– 0.9	1.4	2.8	4.1	1.4	17.9
Autres	0.6	1.0	– 0.7	– 1.5	2.6	– 0.3	– 3.0
Erreurs et omissions	– 1.1	– 3.7	– 2.0	– 2.7	– 2.3	– 2.0	– 8.4
Total — Mouvements de capitaux (erreurs et omissions comprises)	1.2	4.4	2.9	1.6	6.6	0.4	7.8
Allocations de DTS	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.2
Mouvements monétaires officiels nets	0.1	0.5	– 1.4	– 3.3	1.9	– 1.3	1.4
Réserves officielles	0.1	0.5	– 1.4	– 0.2	– 0.9	– 0.5	0.4
Engagements monétaires officiels	0.0	0.0	0.0	– 3.1	2.8	– 0.7	– 1.0

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les soldes pourront ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

pays de l'OCDE autres que les Etats-Unis. Le nombre de Canadiens voyageant aux Etats-Unis et ailleurs à l'étranger a quelque peu diminué en 1981 à cause de l'élévation du prix du carburant aux Etats-Unis, d'une forte hausse des tarifs aériens, du renchérissement des services hors de l'Amérique du Nord — malgré le redressement du dollar — et de pressions persistantes à la baisse des salaires et revenus réels au Canada.

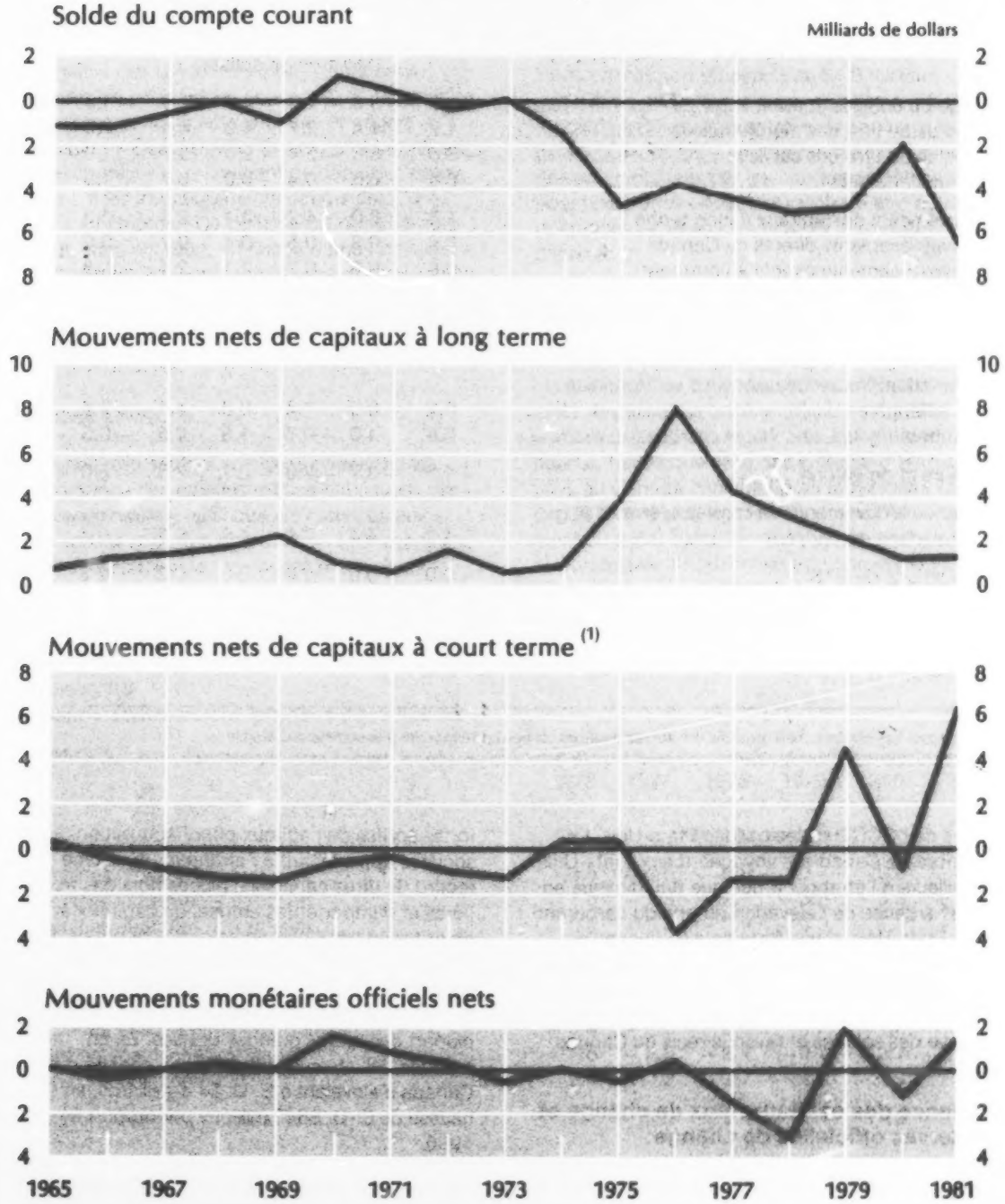
Balance des capitaux, taux de change et réserves officielles de change

Les opérations financières entre les Canadiens et l'étranger se sont caractérisées en 1981 par: de fortes sorties de capitaux pour l'acquisition de sociétés appartenant à l'étranger, un volume record de titres canadiens placés hors des frontières et d'importantes entrées de capitaux à court terme par l'intermédiaire des banques. Par rapport au dollar américain, le dollar canadien s'est échangé à un niveau plus faible en moyenne qu'en 1980, tout en se redressant vis-à-vis de la plupart des autres grandes devises. En fin d'année, les réserves officielles de change du Canada s'élevaient à E.-U. $4.4 milliards, en hausse de E.-U. $342 millions par rapport à 1980.

Compte tenu des erreurs et omissions nettes, qui sont considérées comme reflétant en grande par-

Graphique 7.2

Balance canadienne des paiements internationaux



(1) Erreurs et omissions comprises.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux, mens.*, n° cat. 67-001.

tie des opérations financières non enregistrées, les entrées nettes de capitaux ont atteint $7.8 milliards en 1981 — contre $6.6 et $0.4 milliards respectivement en 1979 et 1980.

Les entrées nettes de capitaux à long terme ($1.3 milliard) n'ont quasiment pas changé par rapport à 1980. Ce volume modeste des entrées nettes est le solde d'importantes rentrées de capitaux sous forme d'émission de titres canadiens à l'étranger et de sorties considérables au titre des investissements directs. Dans ce dernier cas, les sorties nettes ont atteint $10.2 milliards en 1981, en grande partie à cause des achats de sociétés appartenant à l'étranger, au Canada et hors des frontières, par des Canadiens. Les achats canadiens d'intérêts majoritaires de non résidents dans des sociétés pétrolières et gazières sises au Canada — qui ont contribué à la réalisation des objectifs de canadianisation du Programme énergétique national — se sont soldés par une sortie de capitaux au titre des investissements directs aux environs de $6 milliards. Cependant, une grande partie de ces acquisitions a été financée de manière directe ou indirecte par des emprunts à l'étranger, les banques à charte canadiennes servant généralement d'intermédiaires entre les prêteurs étrangers et les emprunteurs canadiens. Si ces opérations ont modifié la composition des créances financières des non résidents sur le Canada, elles ont eu un effet restreint sur les obligations globales du Canada vis-à-vis de l'étranger.

Les emprunteurs canadiens ont procédé à des émissions massives d'obligations pour se financer en 1981. Au fil de l'année, la différence entre les taux d'intérêt à long terme au Canada et aux Etats-Unis s'est élargie. Aussi les entrées de capitaux provenant des nouvelles émissions de titres ont-elles augmenté. Les émissions à l'étranger ont été particulièrement importantes à l'automne, alors que les taux d'intérêt à long terme diminuaient. Sur l'ensemble de l'année, les nouvelles émissions nettes de titres à l'étranger se sont soldées par une entrée de $10.8 milliards.

Les entrées nettes des capitaux à court terme ont nettement augmenté en 1981. S'élevant à $14.9 milliards, elles ont largement dépassé le record précédent de $6.8 milliards établi en 1979, qui était déjà important par rapport aux années antérieures. Les mouvements de capitaux à court terme dépendent généralement des opérations des banques à charte en devises étrangères. Ces opérations reflètent en grande partie, bien souvent, les variations des créances entre les sièges sociaux des banques à charte canadiennes et leur succursales et filiales étrangères. Les entrées bancaires de devises ont été concentrées au premier semestre. Sur l'ensemble de l'année, la variation de la position nette des banques à charte en devises s'est traduite par une entrée de $17.9 milliards, dépassant le total des entrées de capitaux à court terme en 1981. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène. Les prises de contrôle de sociétés par les entreprises canadiennes ont été largement financées par les banques à charte, qui ont alors emprunté à l'étranger. Avec l'instauration de la nouvelle législation bancaire en décembre 1980, les banques ont été obligées de garder des réserves sur les dépôts en devises des résidents comptabilisés au Canada; une diminution de près de $5 milliards a été observée à ce titre au premier semestre de 1981. Il semble y avoir eu des mouvements de capitaux à court terme, qui se sont compensés dans une large mesure, avec une hausse tant des dépôts en devises des Canadiens comptabilisés à l'étranger que des dépôts en devises des non résidents, y compris les succursales étrangères de banques canadiennes, comptabilisés au Canada.

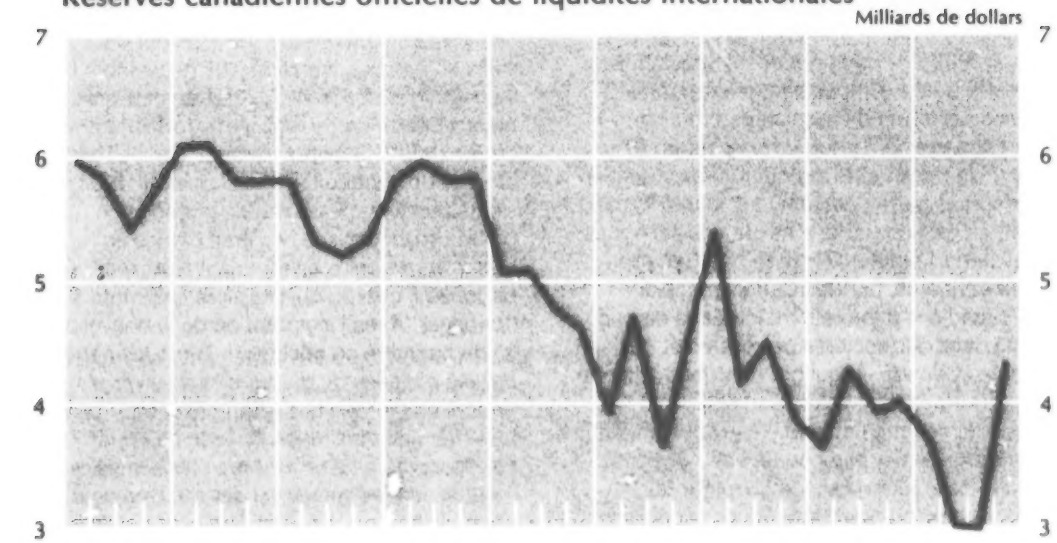
Les opérations sur les instruments du marché monétaire canadien se sont soldées par des entrées nettes de $1.2 milliard, en légère hausse par rapport à 1980. En 1981, le poste d'équilibre des «erreurs et omissions» s'élevait à $8.4 milliards, soit plus de quatre fois le niveau de 1980. Presque tous les postes de la balance des paiements présentent des difficultés de mesure. On considère généralement que le poste des erreurs et omissions nettes reflète surtout des opérations non enregistrées de capitaux à court terme; jusqu'à une date récente, ce poste figurait au compte des capitaux à court terme, dans les statistiques officielles de la balance des paiements du Canada. Si l'on traite ainsi ce poste résiduel, on obtient une entrée nette de capitaux à court terme de $6.5 milliards en 1981.

Par rapport au dollar américain, le dollar canadien a suivi une courbe en V en 1981, fluctuant à la baisse jusqu'au milieu de l'été puis à la hausse

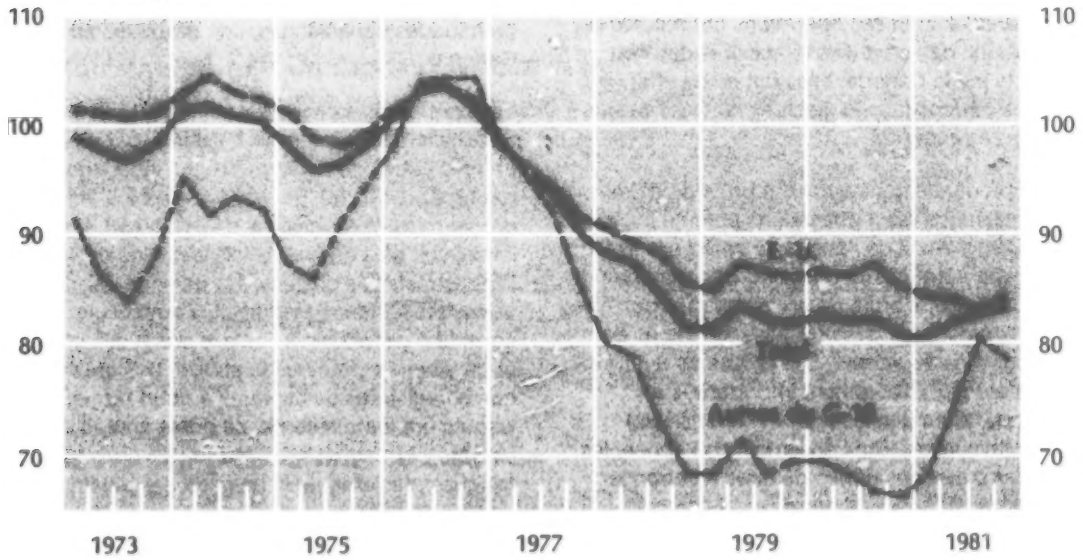
Graphique 7.3

Réserves internationales et taux de change

Réserves canadiennes officielles de liquidités internationales



Indices de prix du dollar canadien par rapport aux devises du Groupe des Dix[1], 1971 = 100



(1) Les différentes monnaies sont affectées d'un coefficient de pondération représentant la part du pays considéré dans le commerce extérieur du Canada en 1971. Le Groupe des Dix (G-10) comprend l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis. la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, le Japon et la Suisse.

Source: Banque du Canada, *Revue*, mens., et ministère des Finances.

à la fin de l'été et à l'automne. Il a clôturé l'année à E.-U. $0.8435, contre E.-U. $0.8377 à la fin de 1980, après avoir évolué entre un creux des E.-U. $0.8031 (le 4 août) et un sommet de E.-U. $0.8506 (le 30 novembre). A E.-U. $0.8340, le cours moyen à midi du dollar a baissé de 2.5 pour cent par rapport à 1980. Par rapport à la plupart des autres grandes monnaies, le dollar canadien s'est nettement raffermi. Il a gagné plus de 11 pour cent, par rapport à 1980, vis-à-vis d'un indice pondéré par le commerce extérieur des taux moyens à midi des devises du Groupe des Dix, dollar américain exclu.

Les tensions à la baisse exercées sur le dollar canadien en 1981 ont eu pour origine les facteurs suivants: l'évolution conjoncturelle de l'économie internationale, qui a affaibli le solde des paiements courants du Canada, les prises de contrôle de sociétés, les incertitudes entourant les prix de l'énergie et l'attitude généralement positive du marché vis-à-vis du dollar américain, en particulier au cours des sept premiers mois de l'année. Pendant la deuxième quinzaine de juillet, le dollar a été en butte à de fortes pressions à la baisse qui se sont poursuivies jusqu'au début d'août. Les taux d'intérêt à court terme jouaient fortement en faveur du Canada à cette époque, mais d'autres influences ont prévalu, notamment les achats considérables de devises occasionnés par les prises de contrôle de sociétés étrangères. Le 29 juillet, le ministre des Finances demanda aux banques à charte de limiter les prêts dont le produit était converti en devises et servait à financer l'acquisition d'avoirs étrangers. Par la suite, les prises de contrôle s'atténuèrent, les émissions de titres canadiens à l'étranger s'intensifièrent, le gouvernement fédéral et l'Alberta en arrivèrent à une entente sur l'énergie et le dollar se raffermit.

Les interventions officielles sur le marché des changes ont continué en 1981 d'avoir pour but le maintien de conditions ordonnées. Cela a entraîné parfois des ventes importantes de devises (notamment pendant l'été, quand le dollar subissait de fortes tensions à la baisse) ainsi que des achats (en particulier à la fin de l'automne), d'où des variations des réserves officielles de change du Canada. Les emprunts et les remboursements en devises occasionnés par la politique de gestion des réserves ont également influé sur l'évolution des réserves internationales du Canada pendant l'année. Ces réserves ont également été influencées par une allocation de droits de tirages spéciaux du Fonds monétaire international, des ventes d'or et des réévaluations. Ces trois éléments ont eu pour effet global d'augmenter de E.-U. $205 millions la valeur comptable des réserves.

A la fin de 1981, les réserves officielles du Canada s'élevaient à E.-U. $4,371 millions, soit E.-U. $342 millions de plus qu'à la fin de 1980. Les autorités ont utilisé le crédit ouvert par les banques à charte canadiennes pendant l'année afin de reconstituer les réserves, ces tirages étant remboursés par la suite.

Sur l'ensemble de l'année, des remboursements nets de E.-U. $900 millions ont été effectués au titre des facilités de crédit accordées par des banques canadiennes et étrangères; il ne restait aucun tirage en cours à la fin de l'année. En novembre, un emprunt de E.-U. $300 millions fut placé auprès de l'Agence monétaire d'Arabie saoudite, le produit de cet emprunt étant versé aux réserves.

Annexe

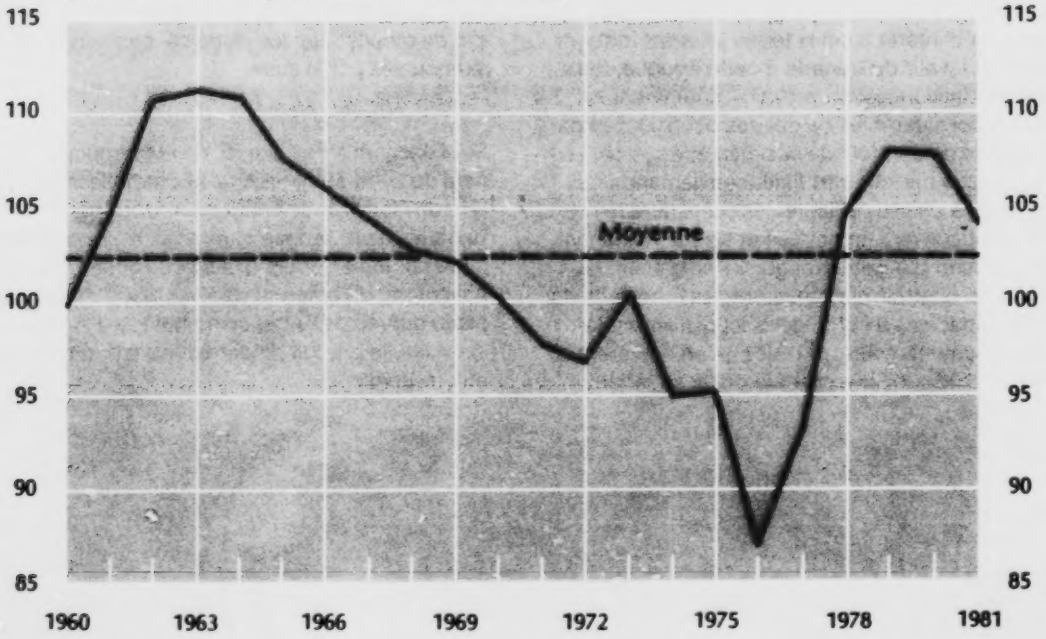
La compétitivité internationale

La compétitivité des produits canadiens sur les marchés internationaux influe considérablement sur le solde des échanges commerciaux. Les variations des coûts de production des biens au Canada en monnaie nationale, par rapport aux autres pays, ainsi que les fluctuations du taux de change, déterminent la capacité de l'industrie canadienne de soutenir la concurrence sur les marchés extérieurs et de lutter contre les importations sur le marché intérieur.

Le tableau 7.7 permet de comparer les salaires horaires moyens, la productivité fondamentale et les coûts unitaires de main-d'œuvre de l'industrie manufacturière au Canada et chez ses quatre principaux partenaires commerciaux. Depuis le début des années 70, la hausse des rémunérations horaires moyennes est plus rapide d'environ 2.5 points en moyenne chaque année au Canada qu'aux Etats-Unis. Cet écart nettement supérieur à la différence de productivité en faveur du Canada a contribué à faire baisser le dollar canadien. Exprimés en dollars américains, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont monté plus vite au Canada qu'aux Etats-Unis entre 1971 et 1981, comme le montre la partie supérieure du tableau 7.7. Ils ont cependant augmenté moins vite qu'au Japon, au Royaume-Uni et en Allemagne pendant cette période.

Graphique 7.4

Compétitivité du Canada dans le secteur manufacturier
(Indice de compétitivité, 1970 = 100)



(1) Moyenne pondérée des coûts unitaires de main-d'oeuvre des pays concurrents par rapport à ceux du Canada, les coûts unitaires étant exprimés en dollars E.-U.

Source: Ministère des Finances.

La deuxième section du tableau 7.7 permet de constater la détérioration des coûts unitaires de main-d'œuvre en monnaie locale par rapport aux Etats-Unis qui s'est produite au Canada, au Japon et au Royaume-Uni de 1971 à 1981. Seule l'Allemagne a fait exception. Exprimés en dollars américains, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans les quatre pays en question se sont accrus plus vite qu'aux Etats-Unis. De 1971 à 1976, les coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada en dollars américains ont augmenté de 26 pour cent plus rapidement — et, en monnaie canadienne, de 20 pour cent plus vite — qu'aux Etats-Unis. Les coûts unitaires de main-d'œuvre en monnaie canadienne se sont élevés moins vite dans notre pays qu'aux Etats-Unis de 1978 à 1980. En 1981, cependant, ils ont de nouveau augmenté plus rapidement qu'aux Etats-Unis. Les coûts unitaires de main-d'œuvre canadiens exprimés en dollars américains ont progressé plus lente-

Tableau 7.7
Comparaison internationale de coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier

	Canada	E.-U.	Japon	R.-U.	Allemagne
	(Variation annuelle moyenne en pourcentage, 1971-1981)				
Productivité	2.7	2.4	5.9	2.1	3.1
Gages horaires moyens	10.6	8.2	12.7	15.5	7.7
Taux de change	– 1.2	—	5.0	– 1.1	4.9
Coûts unitaires de main-d'œuvre, $E.-U.	6.4	5.7	11.6	11.9	9.7

Coûts unitaires de main-d'œuvre

	Canada		E.-U.	Japon		R.-U.		Allemagne	
	Devises du pays	En $E.-U.	En $E.-U.	Devises du pays	En $E.-U.	Devises du pays	En $E.-U.	Devises du pays	En $E.-U.
	(Variation en pourcentage)								
1971	3.8	7.1	3.3	4.6	8.6	8.0	10.4	7.1	12.7
1972	4.1	6.1	2.4	8.4	23.3	10.1	11.6	6.0	15.2
1973	5.3	4.3	3.4	18.3	32.3	12.8	11.5	8.0	30.9
1974	9.8	12.2	5.1	20.4	11.5	11.2	6.5	6.4	9.0
1975	12.6	8.3	7.0	8.1	6.3	27.2	18.9	3.9	8.1
1976	11.3	14.8	5.7	8.3	8.8	18.7	– 3.1	3.1	1.6
1977	7.9	– 0.3	5.2	2.8	14.2	3.4	1.3	3.3	12.0
1978	4.4	– 2.5	5.5	– 2.0	26.9	16.7	28.4	0.9	17.6
1979	6.9	4.4	7.0	0.8	– 5.9	13.7	25.6	3.3	12.2
1980	8.8	8.9	9.2	1.8	– 0.1	15.4	26.1	4.0	3.7
1981	10.2	7.6	8.5	– 0.2	1.5	8.0	– 6.7	3.4	– 16.4
Moyenne 1971-1981	7.7	6.4	5.7	6.5	11.6	13.2	11.9	4.5	9.7

Variations dans la compétitivité internationale du Canada — Secteur manufacturier

	Devises du pays	Devises des E.-U.	Période	Devises du pays	Devises des E.-U.
	(Variation en pourcentage)			(Variation en pourcentage)	
1961	0.2	5.0	1971	0.0	– 2.6
1962	0.5	5.7	1972	– 0.7	– 0.9
1963	– 0.4	0.5	1973	0.1	3.7
1964	– 0.3	– 0.3	1974	– 2.5	– 5.2
1965	– 2.9	– 3.0	1975	– 3.7	– 0.3
1966	– 1.5	– 1.5	1976	– 4.0	– 8.7
1967	– 1.6	– 1.6	1977	– 2.4	6.7
1968	– 1.1	– 1.7	1978	0.8	12.8
1969	– 0.4	– 0.5	1979	0.4	2.8
1970	1.2	– 1.8	1980	0.4	0.0
			1981	– 1.9	– 3.7
	Variation composée totale entre 1961 et 1970			Variation composée totale entre 1971 et 1981	
	– 6.2	– 4.3		– 12.8	6.4

Remarque: Pour obtenir des renseignements détaillés sur le calcul de l'indice de compétitivité de l'industrie manufacturière canadienne, voir la *Revue économique* de 1980 ou faire appel à la section de macro-analyse de la division de l'Analyse économique du ministère des Finances. Une variation négative équivaut à une perte de compétitivité, et vice versa.
Source: Ministère des Finances.

ment qu'aux Etats-Unis de 1977 à 1981, marquant un recul absolu en 1977 et 1978, à cause notamment de la forte baisse du dollar canadien.

Bien que les deux sections supérieures du tableau 7.7 présentent une comparaison des coûts unitaires de main-d'œuvre selon les pays, il est plus utile de comparer les coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada à une moyenne pondérée des coûts unitaires de main-d'œuvre dans les pays concurrents du Canada. Aussi la section inférieure du tableau 7.7 et le graphique 7.4 présentent-ils les coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada et chez ses 10 principaux partenaires commerciaux, avec pondération en fonction des échanges multilatéraux. Une variation négative, au tableau 7.7, indique une perte de compétitivité, et vice versa.

La compétitivité canadienne s'est détériorée dans l'ensemble de 1965 à 1976, en partie à cause de la hausse du dollar canadien et de l'expansion relativement rapide au Canada par rapport aux Etats-Unis, qui a favorisé une augmentation relativement plus rapide des coûts unitaires de main-d'œuvre dans notre pays. Une amélioration sensible de la compétitivité a été enregistrée en 1977 et 1978 à la faveur d'une baisse appréciable du dollar canadien et d'un ralentissement des coûts unitaires de main-d'œuvre exprimés en monnaie nationale. Le dollar canadien a perdu 15.8 pour cent vis-à-vis du dollar américain entre 1976 et 1979. En 1981, son raffermissement par rapport aux monnaies européennes, joint à une hausse des coûts salariaux intérieurs plus rapide qu'aux Etats-Unis, a entraîné le premier recul de la compétitivité depuis 1976 dans le commerce des articles manufacturés.

8. Secteur public

Ce chapitre est consacré à l'évolution observée dans le secteur public en 1981, et notamment à l'examen du solde budgétaire, des recettes et des dépenses du gouvernement fédéral, du secteur provincial-local-hospitalier, des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec et de l'ensemble du secteur public. Des renseignements supplémentaires seront fournis sur les besoins financiers des administrations publiques, la dette publique et sa gestion. L'analyse du solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles qui figurait dans les livraisons précédentes de la *Revue économique* est mise à jour[1].

Gouvernement fédéral

Comme le montre le tableau 8.1, le déficit fédéral selon les comptes nationaux a diminué de $3.2 milliards en 1981, après avoir augmenté de $1.5 milliard en 1980. La hausse des recettes supérieure à la moyenne s'explique en bonne part par l'instauration de nouvelles taxes sur l'énergie, dans le cadre du Programme énergétique national (PEN). Le service de la dette publique a largement contribué à la hausse des dépenses fédérales.

Le tableau 8.2 révèle que les recettes fédérales, que les comptes nationaux calculent en retenant le montant brut du prélèvement d'indemnisation pétrolière (PIP), ont augmenté de 27.8 pour cent en 1981, contre 15.2 pour cent en 1980. Cette expansion est due pour plus de 85 pour cent aux impôts indirects et aux impôts directs des particuliers. Les impôts indirects, y compris le PIP brut, se sont élevés de 55.3 pour cent pour atteindre $18.8 milliards en 1981, contre une hausse de 13.8 pour cent qui les avait portés à $12.1 milliards en 1980. Les impôts directs des particuliers se sont accrus de 24 pour cent pour atteindre $29.1 millions l'an dernier, contre 15.7 pour cent et $23.4 milliards en 1980. Plusieurs nouvelles taxes dans le domaine de l'énergie expliquent dans une large mesure la hausse des

Tableau 8.1
Recettes, dépenses et situation nette du gouvernement fédéral (Selon les comptes nationaux)

	Recettes		Dépenses		Excédent ou déficit (–)
	(Millions de dollars)	(Variation en pourcentage)	(Millions de dollars)	(Variation en pourcentage)	(Millions de dollars)
1974	29,978	31.4	28,869	28.8	1,109
1975	31,703	5.8	35,508	23.0	– 3,805
1976	35,313	11.4	38,704	9.0	– 3,391
1977	36,509	3.4	43,812	13.2	– 7,303
1978	38,325	5.0	48,979	11.8	– 10,654
1979	43,461	13.4	52,674	7.5	– 9,213
1980	50,076	15.2	60,773	15.4	– 10,697
1981	63,984	27.8	71,488	17.6	– 7,504

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

[1] Sauf indication contraire, les chiffres de ce chapitre sont ceux des Comptes nationaux pour l'année civile.

Tableau 8.2
Recettes du gouvernement fédéral
(Selon les comptes nationaux)

	1980		1981	
	(Millions de $)	(Variation en %)	(Millions de $)	(Variation en %)
Impôts directs — particuliers				
Impôts des particuliers	19,138	17.2	23,005	20.2
Cotisations employeurs/employés aux fonds de pensions de l'Etat	1,179	5.6	1,358	15.2
Cotisations employeurs/employés à l'assurance-chômage	3,117	11.4	4,702	50.9
Total	23,434	15.7	29,065	24.0
Impôts directs — sociétés				
Impôt sur le revenu	8,002	16.2	7,632	– 4.6
Taxe sur les recettes du pétrole et du gaz	0	n.d.	992	n.d.
Total	8,002	16.2	8,624	7.8
Impôt des non-résidents	995	32.0	1,110	11.6
Impôt indirects				
Taxes de vente et autres d'accise	5,732	12.6	6,775	17.8
Prélèvement à l'exportation de pétrole	850	18.4	975	14.7
Droits de douane	3,124	3.7	3,485	11.6
Droits d'accise	984	9.6	1,171	19.0
Taxe d'accise sur l'essence	441	3.0	448	1.6
Prélèvement à l'indemnisation pétrolière	766	140.9	4,265	456.8
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	0	n.d.	845	n.d.
Prélèvement à la canadianisation	0	n.d.	630	n.d.
Autres[1]	234	19.4	264	12.8
Total	12,131	13.8	18,838	55.3
Revenu de placements	4,718	12.4	5.401	14.5
Autres revenus[2]	796	13.2	946	18.8
Total — Recettes	50,076	15.2	63,984	27.8

[1] Autres impôts indirects comprennent la taxe sur aéroports, le prélèvement de stabilisation du grain de l'Ouest, et diverses autres taxes indirectes.
[2] Autres revenus comprennent les autres transferts de personnes et les provisions pour consommation de capital.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

Tableau 8.3
Dépenses du gouvernement fédéral
(Selon les comptes nationaux)

	1980		1981	
	(Millions de dollars)	(Variation en %)	(Millions de dollars)	(Variation en %)
Dépenses en demande finale				
Biens et services courants				
Traitements et salaires	8,321	7.4	9,839	18.2
Autres[1]	5,386	7.7	6,461	20.0
Total	13,707	7.5	16,300	18.9
Formation brute de capital	1,014	11.3	1,044	3.0
Total	14,721	7.8	17,344	17.8
Transferts aux particuliers				
Allocations familiales	1,812	6.8	1,958	8.1
Prestations de SV et SRG	7,020	15.4	8,213	17.0
Prestations d'assurance-chômage	4,424	9.8	4,862	9.9
Autres[2]	3,318	16.6	3,810	14.8
Total	16,574	13.1	18,843	13.7
Subventions				
Compensation des importations de pétrole	3,925	174.5	4,264	8.6
Autres[3]	1,561	– 12.8	2,009	28.7
Total	5,486	70.4	6,273	14.3
Subventions d'équipement	707	29.5	761	7.6
Transferts aux non-résidents	804	6.3	857	6.6
Intérêt sur la dette publique	9,653	19.5	13,350	38.3
Transferts aux autres niveaux d'administration				
Régime d'assistance publique du Canada	1,827	17.2	2,223	21.7
Accords fiscaux	3,756	18.2	4,154	10.6
Financement des programmes établis	4,960	0.7	5,194	4.7
Extension des soins de santé	635	6.2	704	10.9
Autres[4]	1,650	10.5	1,785	8.2
Total	12,828	9.1	14,060	9.6
Total des dépenses	60,773	15.4	71,488	17.6

[1] Les autres biens et services comprennent les dépenses en biens et services courants, les provisions pour consommation de capital, et les immobilisations de défense.
[2] Les autres transferts aux particuliers comprennent les rentes et allocations aux anciens combattants, les pensions de l'Etat et les transferts aux autochtones.
[3] Les autres subventions comprennent les paiements à la Société Radio-Canada, les subventions aux transports et les subventions agricoles.
[4] Les autres transferts aux autres paliers d'administration comprennent les subventions tenant lieu de taxes aux municipalités et territoires, les subventions du MEER aux provinces ainsi que les subventions à l'enseignement linguistique.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

impôts indirects que présente le tableau 8.2. Le PIP, institué en octobre 1980 dans le cadre du nouveau programme de prix pondérés, est fixé de manière à permettre de financer l'indemnisation des raffineurs qui utilisent du pétrole importé et du pétrole intérieur donnant droit au prix de référence du pétrole nouveau. Ce prélèvement remplace l'ancienne taxe de Syncrude. Le PIP a rapporté en 1981 $3.5 milliards de plus que la taxe de Syncrude en 1980. Le prélèvement de canadianisation et la taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz, deux autres taxes relatives à l'énergie, ont rapporté $1.5 milliard de recettes nouvelles en 1981. Le produit de la taxe de vente et des autres taxes et droits d'accise, qui sont pour la plupart proportionnels, a augmenté parallèlement à la dépense nationale brute (DNB) nominale, soit de 16 pour cent, pour atteindre $11.4 milliards en 1981. La taxe d'accise spécifique sur l'essence a augmenté de 1.6 pour cent, rapportant $448 millions l'an dernier.

La hausse des impôts directs des particuliers est en grande partie due à l'impôt sur les revenus personnels, qui a augmenté de 20.2 pour cent pour s'établir à $23 milliards en 1981. Cette hausse s'explique notamment par la progression accélérée du revenu personnel nominal, dont le taux de croissance est passé de 12.2 pour cent en 1980 à 16.6 pour cent en 1981. L'écart positif entre la progression du revenu par contribuable et le facteur d'indexation de 9.8 pour cent en 1981 a été un autre élément important. La forte augmentation de $1.6 milliard des cotisations ouvrières et patronales d'assurance-chômage a fait passer leur rythme de croissance de 11.4 pour cent en 1980 à 50.9 pour cent en 1981. Cela est dû à un relèvement de 33.3 pour cent des taux de cotisation, passés à $1.80 (employés) et $2.52 (employeurs) pour $100 de gains hebdomadaires assurables, et à une majoration de 8.6 pour cent du maximum des gains assurables, ainsi qu'à l'expansion de la population assurée.

La progression des impôts directs des sociétés est entièrement imputable à la taxe sur les recettes pétrolières et gazières, qui a rapporté $1 milliard. Les bénéfices des sociétés selon les comptes nationaux ont baissé de 8.9 pour cent en 1981 après avoir augmenté de 7 pour cent en 1980; aussi les impôts directs dus par les sociétés, TRPG exclue, ont-ils diminué de 4.6 pour cent en 1981, contre une hausse de 16 pour cent en 1980. La montée des taux d'intérêt explique en grande partie l'accroissement de 14.5 pour cent des revenus de placements du gouvernement fédéral.

Comme le montre le tableau 8.3, l'ensemble des dépenses fédérales selon les comptes nationaux a augmenté de 17.6 pour cent en 1981, atteignant $71.5 milliards soit $10.7 milliards de plus qu'en 1980. Quoique les taux de croissance des transferts aux autres paliers d'administration et aux personnes soient demeurés relativement stables, un ralentissement du taux de croissance des subventions de consommation et d'équipement a été compensé par des hausses considérables des taux de croissance de la demande finale et de l'intérêt sur la dette publique. Etant donné des taux d'intérêt plus élevés et un encours plus important de la dette, les paiements d'intérêt sur la dette se sont accrus de 38.3 pour cent pour passer à $13.4 milliards en 1981. Cette augmentation de 3.7 pour cent des paiements d'intérêt comptait pour 34.5 pour cent de la hausse de l'ensemble des dépenses publiques.

Les transferts aux ménages ont augmenté de 13.7 pour cent, atteignant $18.8 milliards en 1981. Cette hausse est due pour plus de moitié au relèvement des prestations de sécurité de la vieillesse, de supplément du revenu garanti et de l'allocation au conjoint. Les dépenses entraînées par ces prestations augmentent automatiquement du fait que ces dernières sont indexées trimestriellement sur la hausse de l'IPC. De plus, le nombre des bénéficiaires du supplément de revenu garanti a augmenté assez rapidement en 1981, première année complète de paiement depuis que la majoration de $35 par mois de cette prestation est entrée en vigueur, le 1er juillet 1980.

Les transferts aux autres administrations se sont accrus de 9.6 pour cent, atteignant $14.1 milliards en 1981. Environ un tiers de cette augmentation est attribuable au Régime d'assistance publique du Canada, qui a vu augmenter les coûts de programme et le nombre de dossiers d'aide sociale.

Les dépenses de biens et de services (demande finale) ont augmenté au rythme rapide de 17.8 pour cent pour atteindre $17.3 milliards en 1981,

après une faible hausse de 7.5 pour cent en 1980. Des facteurs particuliers tenant au calendrier de certaines opérations, notamment des versements de traitements, semblent avoir influé sur le rythme de croissance en 1981. Pour permettre à Statistique Canada d'effectuer le recensement de 1981, les besoins d'années-personnes ont été augmentés temporairement de plus de 1,000 cette année-là. Abstraction faite du recensement, la croissance des années-personnes autorisées pour l'exercice 1981-82 a été fixée à 0.6 pour cent, comparativement à une diminution de 1.8 pour cent en 1980-81. En 1981, le gouvernement a transféré contre des actions ses stocks d'uranium à l'Eldorado Nucléaire Ltée, une société de la Couronne fédérale. Dans les comptes nationaux, cette opération a été inscrite comme une baisse de la formation brute de capital au titre des stocks de l'Etat et une hausse des stocks des entreprises, puisque l'Eldorado Nucléaire Ltée est classée dans le secteur des sociétés. De ce fait, la formation brute de capital du gouvernement fédéral n'a enregistré qu'une faible augmentation en 1981.

Le tableau 8.4 élargit le solde des comptes nationaux pour tenir compte des prêts et des autres opérations, afin d'obtenir les besoins financiers du gouvernement fédéral. Le poste «prêts et autres opérations» comprend les prêts aux sociétés de la Couronne jouant un rôle d'intermédiaire financier et aux autres organismes qui ne sont pas inclus dans l'administration fédérale en comptabilité nationale.

Les besoins financiers (compte non tenu des opérations de change) ont été supérieurs de $415 millions au déficit des comptes nationaux

Tableau 8.4
Opérations financières du gouvernement fédéral[1]
(Présentation élargie des comptes nationaux)

	1980	1981
	(En millions de dollars)	
Déficit (selon les comptes nationaux)	– 10,697	– 7,504
Prêts et autres opérations		
Prêts, apports en capital et avances	– 894	– 1,043
Rapprochement trésorerie-exercice[2]	– 558	409
Autres opérations	1,037	915
Ressource ou besoin (–) net	– 415	281
Besoins financiers (opérations de change exclues)	– 11,112	– 7,223
Opérations de change[3]	758	– 1,345
Total des besoins financiers	– 10,354	– 8,568
Opérations de la dette intérieure non échue	11,988	12,078
Variation de la trésorerie	1,634	3,510
Trésorerie en fin de période	4,150	7,660

[1] Les chiffres des comptes nationaux sont sujets à révision et les statistiques de prêts et autres opérations proviennent de données mensuelles non vérifiées. Toute modification de ces postes influerait sur la ligne «rapprochement trésorerie-exercice» déterminée par différence.

[2] Dans les comptes nationaux, certains postes comme l'impôt direct des sociétés et le prélèvement à l'exportation du pétrole, sont calculés en comptabilité d'exercice. La correction est nécessaire pour passer à la comptabilité de trésorerie.

[3] Ressource ou besoins (–).

Source: Ministère des Finances.

en 1980, mais inférieurs de $281 millions au déficit de 1981. Les besoins occasionnés par les prêts, avances et apports en capital ont augmenté de $149 millions en 1981, tandis que le rapprochement caisse-comptabilité d'exercice dégageait des ressources de $409 millions, après avoir entraîné des besoins de $558 millions en 1980. Les autres opérations ont rapporté $915 millions en 1981, soit $122 millions de moins qu'en 1980 ($1,037 millions). Dans la catégorie des «autres opérations», des ressources supplémentaires de $182 millions ont été dégagées par le compte de perception des impôts provinciaux, un compte de dépôt et de fidéicommis auquel on crédite le montant estimatif des impôts directs provinciaux perçus et l'on soustrait les paiements aux provinces signataires des ententes de perception fiscale. Ce facteur a cependant été plus que compensé par une baisse de $25 millions du compte du RPC, déduction faite des placements en titres provinciaux, et des besoins supplémentaires de $279 millions au titre des autres éléments d'actif et de passif à cause d'ajustements de dates.

Les opérations sur la dette en circulation ne comprennent pas les emprunts en devises. Ces emprunts, comptabilisés dans les opérations de change, n'influent sur les dépôts en dollars canadiens du gouvernement que dans la mesure où ils servent à acheter de la monnaie canadienne sur le marché des changes.

Gestion de la dette

Le gouvernement fédéral a mis en œuvre un programme d'emprunts relativement important en 1981. Il s'est procuré pour $12.1 milliards d'argent frais sur les marchés intérieurs en 1981, ce qui a porté l'encours des titres émis ou garantis par le gouvernement canadien de $77.1 milliards à la fin de 1980 à $89.2 milliards à la fin de 1981. Les émissions d'obligations négociables ont représenté $4.3 milliards dans l'ensemble des fonds nets obtenus sur les marchés intérieurs, les $8 milliards restants étant représentés par les Obligations d'épargne du Canada (OEC). Dans l'ensemble, les marchés intérieurs n'ont pas apporté d'argent frais sous forme d'achats de bons du Trésor. Le total des emprunts a été plus élevé qu'en 1980 et en 1979, où il avait atteint $11.4 et $7.6 milliards respectivement.

En ce qui concerne la dette en dollars canadiens, la proportion des bons du Trésor et des obligations négociables en circulation avait enregistré une augmentation constante jusqu'en novembre

Tableau 8.5
Encours des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada[1]
(En devises canadiennes)

	31 décembre 1979		31 décembre 1980		31 décembre 1981	
	(Milliards de $)	(%)	(Milliards de $)	(%)	(Milliards de $)	(%)
Bons du Trésor	15.2	23.2	20.7	26.9	20.7	23.2
Obligations négociables	31.5	47.9	38.7	50.2	43.0	48.2
Obligations d'épargne du Canada	18.9	28.8	17.6	22.8	25.6	28.7
Total	65.7	100.0	77.1	100.0	89.2	100.0

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total pourra ne pas correspondre à la somme des éléments.
[1] Ces chiffres comprennent les titres émis et garantis et proviennent de la *Revue* de la Banque du Canada. Ils pourront donc différer de ceux du tableau 8.4, qui proviennent de l'*Etat des opérations financières* et qui ne font pas état des avoirs détenus par le gouvernement.
Source: Ministère des Finances.

1981 au détriment de la part des OEC. Cette évolution reflétait la politique suivie par le gouvernement depuis le début de 1975 en vue de moins dépendre relativement des OEC comme source de financement et d'encourager la hausse des portefeuilles de titres négociables détenus par le public non bancaire. Cette politique avait fait passer le rapport des OEC à la dette totale en dollars canadiens de 36.4 pour cent à la fin de 1977 à 22.7 pour cent au 31 décembre 1980. En 1981, après deux années de rachats nets d'OEC relativement considérables, les autorités ont décidé de recourir à ces titres pour obtenir de l'argent frais. La campagne d'OEC a été une source de fonds plus importante que prévu, en raison du déclin imprévu des taux d'intérêt qui s'est manifesté après la fixation du taux d'intérêt de la première année de l'émission 1981-82 à 19.5 pour cent, taux qui correspondait aux autres taux à l'époque. Ainsi, leur proportion dans l'ensemble des titres émis ou garantis par le gouvernement canadien est grimpée à 28.7 pour cent à la fin de 1981, à peu près le même niveau qu'à la fin de 1979. En proportion du portefeuille de titres du Canada détenus par le grand public non bancaire, les OEC sont passées de 35.1 pour cent en 1980 à 41.7 pour cent en 1981, après six années de diminution par rapport au sommet de 74.0 pour cent atteint en 1974 (tableau 8.6).

Les $4.3 milliards d'argent frais apportés en 1981 par l'émission d'obligations négociables au Canada ont été nettement inférieurs au volume de 1980 ($7.2 milliards) en raison des fortes souscriptions nettes d'OEC. Malgré des perturbations fréquentes sur le marché obligataire et des prix instables, les émissions du gouvernement canadien ont généralement été bien accueillies, principalement à cause du gros volume de capitaux disponibles et de la souplesse du programme d'émissions de l'Etat. Les investisseurs ont continué de s'orienter vers les titres à échéance prorogeable en raison de l'instabilité des taux d'intérêt, limitant leurs placements en obligations à long terme.

Le programme d'obligations négociables s'est composé de huit émissions au total, soit une de moins qu'au cours des deux années précédentes. Cependant, 24.0 pour cent seulement des obligations émises en 1981 étaient assorties d'une échéance dépassant 10 ans — contre 34.0 pour cent en 1980 et 60 pour cent en 1979. Les obligations à échéance prorogeable ont été la principale forme d'émission en 1981, représentant un peu plus de $4 milliards, soit 61.0 pour cent, de l'ensemble des obligations négociables émises par le gouvernement canadien. Ayant une échéance initiale de 3½ ans à 5 ans, ces titres

Tableau 8.6
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada détenus par le grand public hors-banques (En devises canadiennes)

	31 décembre 1979		31 décembre 1980		31 décembre 1981	
	(Milliards de $)	(%)	(Milliards de $)	(%)	(Milliards de $)	(%)
Bons du Trésor	4.0	9.8	7.6	15.1	6.8	11.1
Obligations négociables	18.1	44.1	25.0	49.8	29.0	47.2
Obligations d'épargne du Canada	18.9	46.1	17.5	35.1	25.6	41.7
Total	41.0	100.0	50.2	100.0	61.4	100.0

Source: Ministère des Finances.

prorogeables peuvent être échangés, au choix du porteur, contre des obligations assorties des mêmes intérêts et venant à échéance cinq ou sept ans plus tard.

Les adjudications de bons du Trésor n'ont pas rapporté d'argent frais en 1981, alors qu'elles avaient pris une importance croissante les années précédentes. Ce phénomène est lié à l'évolution des OEC, étant donné que l'encours de bons du Trésor avait été constitué au cours des deux exercices précédents pour compenser les rachats d'OEC; en 1981, cet encours n'a pas augmenté à cause des très importantes souscriptions nettes d'OEC à l'automne. Cette diminution de l'importance relative des bons illustre la souplesse accrue du programme d'émissions et est soulignée par le fait que, pendant le dernier trimestre de 1981, les bons du Trésor venant à échéance ont dépassé de près de $2.2 milliards les nouvelles adjudications.

Le grand public non bancaire a continué d'élargir son rôle dans le financement des emprunts de l'Etat, augmentant ses portefeuilles de titres du gouvernement canadien de $11.2 milliards en 1981, contre $9.2 et $5.9 milliards en 1980 et 1979 respectivement. Les portefeuilles d'OEC de ce secteur ont fortement progressé en 1981, après avoir diminué les années précédentes, les investisseurs étant attirés par le taux élevé offert sur ces titres. Ainsi, le grand public a acquis dans l'ensemble pour $8 milliards d'OEC. Par contre, il n'a acheté dans l'ensemble que pour $3.2 milliards de titres négociables du gouvernement canadien, soit 74.0 pour cent du total offert en 1981 contre 83.0 pour cent en 1980.

Grace à la campagne 1981 d'OEC, des souscriptions brutes d'environ $12.8 milliards ont été réalisées, $3.2 milliards pour la campagne 1980. Les souscriptions nettes, déduction faite des rachats de titres en circulation, ont atteint $11.5 milliards pendant la campagne, contre $1.5 milliard en 1980. Les conditions annoncées le 11 septembre 1981 prévoyaient un coupon de 19.5 pour cent la première année et un minimum de 10.5 pour cent pour chacune des six années suivantes.

Le gouvernement a effectué un emprunt en devises sur les marchés obligataires en 1981, procédant le 3 novembre à un placement privé de E.-U. $300 millions auprès de l'Agence monétaire d'Arabie saoudite. L'offre consistait en obligations de 16.25 pour cent (semestriel) à 5 ans (échéance unique), datée du 3 novembre 1981 et échéant le 3 novembre 1986. Plusieurs tirages ont également été effectués en 1981 sur le crédit ouvert par les banques canadiennes afin de reconstituer les réserves de change. En février, E.-U. $300 millions furent tirés sur cette ligne de crédit, un remboursement de même montant étant fait sur l'ouverture de crédit accordée par des banques américaines et étrangères. En mai, juillet et août, le gouvernement tira E.-U. $300 millions, $700 millions et $500 millions respectivement sur la ligne de crédit de $3.5 milliards ouverte par les banques à charte. A la fin de l'année, tous ces emprunts avaient été remboursés. Il n'y avait aucun encours sur la ligne de crédit renouvelable avec les banques américaines et autres banques étrangères.

Les tableaux de référence donnent plus de détails sur les émissions et les remboursements de titres négociables du gouvernement du Canada en 1981 ainsi que sur l'encours de titres négociables et d'OEC.

Les besoins d'emprunt évoqués précédemment sont établis dans le cadre de l'année civile tandis que les chiffres relatifs à la dette publique sont illustrés en fonction de l'exercice, dans les comptes publics. Les opérations du gouvernement fédéral sur la dette non échue en monnaie canadienne ainsi que les emprunts à l'étranger ont accru l'encours de la dette de $5.4 miiliards en 1979-80 et de $11.1 milliards en 1980-81, comme l'indiquent les tableaux de référence. En proportion du PNB, l'encours de la dette est passé de 25.6 pour cent en 1979-80 à 26.3 pour cent en 1980-81, en partie à cause de l'augmentation des dépôts et d'importants besoins nets de capitaux pour les opérations de change. La dette nette est passée pendant cette période de 23.º à 24.8 pour cent du PNB. Le service net de la dette (service brut de la dette publique, moins rendement des placements) est monté de 2.0 pour cent du PNB en 1979-80 à 2.3 pour cent en 1980-81, tandis que le service brut de la dette passait de 3.3 à 3.7 pour cent du PNB.

Administrations provinciales et locales

L'excédent du secteur provincial-local, hôpitaux compris, a augmenté de 20.2 pour cent pour dépasser légèrement les $2 milliards en 1981 selon les comptes nationaux. Il y a donc eu, comme le montre le tableau 8.7, un recours à la tendance à l'augmentation des excédents qui se manifestait depuis cinq ans, avec une interruption en 1980. Les recettes de ce secteur ont augmenté de 12.5 pour cent l'an dernier, soit de 0.7 point de plus qu'en 1980 (tableau 8.8). Des augmentations discrétionnaires d'impôts et de taxes, dont les effets ont dépassé $1 milliard en 1981, ont contribué à la croissance accélérée de recettes. L'augmentation des dépenses s'est ralentie de 0.1 point pour s'établir à 12.3 pour cent l'an dernier, redescendant au-dessous du taux d'expansion du PNB nominal (tableau 8.9). La tendance à l'augmentation des excédents dans les provinces de l'Ouest — Colombie-Britannique, Alberta et Saskatchewan — s'est poursuivie, l'excédent de cette région s'élevant légèrement pour approcher les $4 milliards en 1981.

Dans les autres provinces, du Manitoba à Terre-Neuve, le déficit selon les comptes nationaux est resté inchangé, aux environs de $2.1 milliards en 1981.

Les recettes autonomes des administrations provinciales et locales se sont accrues de 13.1 pour cent en 1981. Si l'on en exclut les revenus de placements et la variation des recettes due aux mesures fiscales des provinces, le taux de croissance des recettes propres s'établit à 11.8 pour cent, soit un peu au-dessous de l'expansion de 13.3 pour cent du PNB nominal en 1981. Des hausses supérieures à la moyenne des impôts directs des particuliers, des taxes sur les ventes au détail, des taxes sur l'essence, des taxes sur le tabac et des revenus d'intérêt ont été compensées par une progression inférieure à la moyenne des impôts directs des sociétés, des redevances sur les ressources naturelles et des impôts fonciers locaux.

Les impôts directs perçus des particuliers se sont accrus de 18.8 pour cent l'an dernier, contre 13.7 pour cent en 1980. Si le ralentissement de la

Tableau 8.7
Recettes, dépenses et situation nette des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (Selon les comptes nationaux)

	Recettes		Dépenses		Solde		
					Ensemble des provinces	Sask., Alb. et C.-B.	Autres provinces[1]
	(Millions de $)	(%)	(Millions de $	(%)	(Millions de $	(Millions de $	(Millions de $
1973	26,420	14.1	27,024	13.1	– 604	298	– 902
1974	32,630	23.5	32,715	21.1	– 85	799	– 884
1975	37,426	14.7	39,673	21.3	– 2,247	377	– 2,624
1976	43,423	16.0	45,437	14.5	– 2,014	935	– 2,949
1977	51,102	17.7	51,042	12.3	60	1,886	– 1,826
1978	57,886	13.3	56,635	11.0	1,251	3,003	– 1,752
1979	64,221	10.9	63,392	10.2	1,829	3,235	– 1,406
1980	71,829	11.8	70,117	12.4	1,712	3,853	– 2,141
1981	80,801	12.5	78,743	12.3	2,058	3,951	– 2,147

[1] Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; *Comptes économiques provinciaux*, annuelle, nº de cat. 13-213; et ministère des Finances.

Tableau 8.8
Recettes des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus)
(Selon les comptes nationaux)

	1980		1981	
	(Millions de $)	(Variation en %)	(Millions de $)	(Variation en %)
Impôts directs — particuliers				
Impôt des particuliers	12,989	14.5	15,672	20.7
Autres[1]	2,402	9.4	2,618	9.0
Total	15,391	13.7	18,290	18.8
Impôts directs — sociétés	3,606	14.8	3,413	– 5.4
Impôts indirects				
Taxe de vente au détail	6,104	8.6	7,060	15.7
Taxe sur l'essence	1,878	8.4	2,273	21.0
Taxe sur le tabac	717	9.1	858	19.7
Impôts fonciers locaux	9,359	10.3	10,384	11.0
Autres[2]	5,945	10.5	6,671	12.2
Total	24,003	9.7	27,246	13.5
Revenu de placements				
Redevances sur ressources naturelles[3]	5,543	18.9	5,653	2.0
Autres[4]	4,296	14.0	5,130	19.4
Total	9,839	16.7	10,783	9.6
Autres recettes autonomes	6,162	12.4	7,009	13.7
Total — recettes autonomes	59,001	12.5	66,741	13.1
Transferts en espèces du fédéral	12,828	9.1	14,060	9.6
Total — recettes	71,829	11.8	80,801	12.5

[1] Autres impôts directs des particuliers comprennent: taxes successorales, cotisations à la pension des fonctionnaires ainsi que les cotisations des employeurs et employés à l'indemnisation des accidents du travail.
[2] Autres impôts indirects comprennent: plaques matricules, bénéfices des régies provinciales des alcools, taxes d'amusement, licences, droits et permis, pénalités d'impôts et d'intérêts, et diverses taxes indirectes.
[3] Comprend les remises de la Société pétrolière de Colombie-Britannique.
[4] Autres revenus de placements comprennent: intérêt sur les titres détenus par le gouvernement, services bancaires imputés, et remises de bénéfices de sociétés de la Couronne autres que la Société pétrolière de Colombie-Britannique.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

croissance en 1980 reflétait certaines diminutions discrétionnaires des impôts personnels, l'intensification de la hausse en 1981 a reflété une majoration discrétionnaire des taux en Ontario et un doublement de la participation des employeurs au régime d'assurance-maladie au Québec. De plus, les revenus imposables des particuliers ont enregistré une hausse relativement rapide en 1981. Le ralentissement de l'activité économique pendant les derniers mois de l'année s'est traduit par une baisse de 8.9 pour cent des bénéfices des sociétés en 1981. Ce phénomène, joint à

Tableau 8.9
Dépenses des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus)
(Selon les comptes nationaux)

	1980		1981	
	(Millions de $)	(Variation en %)	(Millions de $)	Variation en %)
Dépenses en demande finale				
Biens et services courants				
Traitements et salaires	32,633	14.5	36,808	12.8
Autres[1]	11,486	7.8	12,964	12.9
Total	44,119	12.7	49,772	12.8
Formation brute de capital	7,070	8.0	7,887	11.6
Demande finale totale	51,189	12.0	57,659	12.6
Transferts aux particuliers	11,167	16.4	12,097	8.3
Subventions et subventions d'équipement	1,695	5.6	1,827	7.8
Intérêt sur la dette	6,066	10.4	7,160	18.0
Dépenses totales	70,117	12.4	78,743	12.3

[1] Les autres dépenses courantes en biens et services comprennent l'assurance-santé, la dépréciation et les dépenses diverses.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

certaines diminutions discrétionnaires mineures des impôts des sociétés, ont entraîné une baisse de 5.4 pour cent des recettes procurées par l'impôt sur les bénéfices en 1981.

La hausse plus rapide des impôts indirects en 1981 (13.5 pour cent contre 9.7 pour cent en 1980) est attribuable à l'élargissement des assiettes fiscales et à certaines mesures discrétionnaires. En Colombie-Britannique, le taux de la taxe de vente a été porté de 4 à 6 pour cent, Terre-Neuve, le Nouveaux-Brunswick, l'Ontario et la Colombie-Britannique sont passés d'une taxe spécifique sur l'essence à une taxe *ad valorem*, tandis qu'au Québec les taux de la taxe sur les carburants passait de 20 à 40 pour cent. Aussi, le produit des taxes sur l'essence a-t-il augmenté de 21 pour cent en 1981, contre 8.4 pour cent en 1980. L'adoption d'une taxation proportionnelle des cigarettes à Terre-Neuve, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Colombie-Britannique, combinée à d'autres majorations discrétionnaires de taxes sur l'alcool et le tabac, ont augmenté ces recettes de près de $100 millions en 1981.

La croissance des redevances provenant des ressources naturelles a sensiblement ralenti en 1981. Les réductions de production pétrolière en Alberta au cours des mois précédant l'accord fédéral-provincial sur l'énergie de même que la baisse de la production pétrolière en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, le recul de la demande intérieure de gaz naturel et une diminution des exportations de ce produit, ont tous contribué à ce phénomène. Sur l'ensemble de l'année, ces facteurs ont compensé et au-delà l'effet des ententes fédérales-provinciales sur le prix du pétrole et du gaz et le partage des recettes, qui ont apporté environ $110 millions de plus aux trois principales provinces productrices.

Le taux de croissance des dépenses provinciales-locales est revenu au-dessous du seuil du PNB nominal en 1981. Le tableau 8.9 présente les éléments de cette hausse. Malgré une baisse des besoins budgétaires et non budgétaires, l'augmentation des emprunts et la flambée des taux d'intérêt ont fait passer à 18.0 pour cent la progression des intérêts payés sur la dette publique,

Tableau 8.10

Besoins d'emprunt et financement[1] des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) et entreprises (Selon les comptes des flux financiers)

	1980	Jan.-sep. 1980	Jan.-sep. 1981	1980	Jan.-sep. 1980	Jan.-sep. 1981
	(Millions de dollars)			(Pourcentage du PNB)		
Besoins (–)						
Gouvernements						
Excédent ou déficit(–)budgétaire	1,712	1,596	1,570	0.6	0.7	0.6
Nouveaux actifs financiers non monétaires nets	– 8,199	– 4,506	– 3,430	– 2.8	– 2.1	– 1.4
Augmentations de l'encaisse (–)	112	– 1,026	– 3,760	0.0	– 0.5	– 1.5
Besoins de financement direct	– 6,375	– 3,936	– 5,620	– 2.2	– 1.8	– 2.3
Entreprises						
Fonds autonomes	2,764	2,070	2,096	1.0	1.0	0.9
Formation de capital	– 8,179	– 6,136	– 6,440	– 2.8	– 2.9	– 2.6
Augmentations de l'encaisse (–)	– 30	– 335	– 727	0.0	– 0.2	– 0.3
Emprunts des entreprises	– 5,445	– 4,401	– 5,071	– 1.9	– 2.1	– 2.1
Emprunts nets						
Nationaux						
Bancaires et autres à court terme[2]	1,631	734	897	0.6	0.3	0.4
Autres (réclamations d'entreprises associées exclues)	– 91	– 123	573	0.0	– 0.1	0.2
Obligations par détenteur	9,751	7,024	8,312	3.4	3.3	3.4
Particuliers et entreprises non constituées	883	1,122	– 325	0.3	0.5	– 0.1
Gouvernements provinciaux et locaux	3,171	1,855	2,375	1.1	0.9	1.0
Régime de pensions du Canada	1,901	1,536	1,745	0.7	0.7	0.7
Caisse de dépôts et autres institutions provinciales	1,019	679	588	0.4	0.3	0.2
Assurance, pensions et autres du Canada	2,189	1,603	1,232	0.8	0.7	0.5
Reste du monde	588	229	2,697	0.2	0.1	1.1
Total — Emprunts nets[3]	11,291	7,635	9,782	3.9	3.6	4.0

[1] Etant donné que les données détaillées de 1981 ne seront disponibles qu'après la parution de la *Revue*, ce tableau fournit des détails de 1980 et, pour fins de comparaison, les données des neuf premiers mois de 1980 et 1981.

[2] Consiste de tous les prêts en devises du pays et étrangères, les échanges payables, les effets de société de financement et autres à court terme.

[3] L'ensemble des besoins des gouvernements et des entreprises excède le total des emprunts nets étant donné que le premier comprend les réclamations des entreprises associées.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº 13-002; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

qui ont atteint $7.2 milliards en 1981. Les traitements ont augmenté de 12.8 pour cent dans le secteur public en 1981, contre 14.5 pour cent en 1980. Le nombre d'emplois s'est accru un peu plus rapidement que dans l'ensemble de l'économie, mais la moyenne des taux de rémunération dans les administrations provinciales et locales s'est élevée un peu moins vite que dans tout le pays. Le nombre total d'emplois dans l'administration publique, l'éducation, les hôpitaux et les services sociaux a augmenté de 3.3 pour cent pendant les sept premiers mois de 1981 par rapport à la même période de 1980. Alors que l'emploi progressait de 8.7 pour cent dans les hôpitaux et les services sociaux et de 2.6 pour cent dans l'éducation, il a baissé de 3.4 pour cent dans l'administration publique l'an dernier. Par suite d'une activité économique relativement intense et d'un afflux d'immigrants, le taux de croissance de l'emploi dans le secteur provincial-local-hospitalier a été de 6.3 pour cent en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et en Alberta, contre 2.3 pour cent dans le reste du Canada. La hausse de 11.6 pour cent de la formation de capital des administrations provinciales et locales est imputable principalement à des investissements supérieurs à la moyenne au titre de l'équipement, des écoles, ainsi que la construction d'immeubles provinciaux et municipaux dans l'Ouest canadien. Parallèlement, les investissements ont été quelque peu limités par des taux d'intérêt élevés et les incertitudes économiques, qui ont parfois interrompu les programmes d'emprunts.

Les besoins d'emprunt du secteur provincial-local se sont élevés à $11.3 milliards, soit 3.9 pour cent du PNB en 1980. Le rapport entre ces besoins et le PNB avait culminé à 7.1 pour cent vers le milieu des années 70, avant de descendre à 5.3 pour cent en 1979. Comme le montre le tableau 8.10, les trois premiers trimestres de 1981 ont vu les besoins d'emprunt s'accroître de plus de $2 milliards, soit une hausse de 0.4 point du rapport entre ces besoins et le PNB par rapport à la même période de 1980.

Dans le secteur public, la stabilité relative des soldes budgétaires et la diminution des nouveaux avoirs financiers non liquides, jointes à l'augmentation appréciable des dépôts, ont produit des besoins financiers directs dépassant de $1.7 milliard, au cours des trois premiers trimestres de 1981, le niveau de la période correspondante en 1980. Les emprunts des entreprises publiques pour la formation de capital et la trésorerie ont dépassé de $0.7 milliard, pendant les neuf premiers mois de 1981, ceux de la même période en 1980. Dans leur ensemble, les besoins liés aux emprunts des administrations et à la garantie des émissions de leurs entreprises ont baissé de $0.8 milliard pour descendre à $6.2 milliards dans le secteur provincial et local, tandis que les dépôts nets augmentaient de $3.1 milliards au cours des trois premiers trimestres de 1981. En proportion du PNB, les ressources d'autofinancement ont baissé de 0.1 point pendant les trois premiers trimestres de 1981 par rapport à la même période de 1980. Si le total des emprunts nets s'est accru de $2.2 milliards pendant cette période de 1981 pour atteindre $9.8 milliards, les placements d'obligations sur les marchés étrangers se sont accrus de $2.5 milliards pour s'établir à $2.7 milliards au cours de la même période. Les acquisitions nettes d'obligations des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec et des administrations provinciales et locales sont restées stables par rapport au PNB. L'accroissement des portefeuilles d'obligations des particuliers et des compagnies d'assurance et des caisses de retraite du secteur privé ont diminué en proportion du PNB, reflétant une modification de la compétitivité des formes de placement à un moment où le taux de rendement des obligations provinciales atteignait le niveau record de 16.0 pour cent, contre 13.0 pour cent en 1980.

Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec

Les excédents des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec (RPC-RRQ) ont totalisé $3,213 millions en 1981. Cependant, le taux de croissance des excédents s'est ralenti, passant de 11.5 pour cent en 1980 à 7.0 pour cent l'an dernier. Comme l'indique le tableau 8.11, l'accroissement des recettes a marqué une décélération de 1.9 point, tandis que celui des dépenses s'accélérait légèrement. Au cours des neuf premiers mois de l'année, les fonds du RPC empruntés par les provinces se sont élevés à $1,745 millions (voir le tableau 8.10).

La progression des recettes totales s'est ralentie, passant de 16.5 à 14.6 pour cent entre 1980 et

Tableau 8.11
Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec
Revenus, dépenses et situation nette
(Selon les comptes nationaux des revenus et des dépenses)

	1980		1981	
	(Millions de $)	(Variation en %)	(Millions de $)	(Variation en %)
Revenus				
Cotisations				
RPC	2,604	12.3	3,008	15.5
RRQ	937	21.8	963	2.8
Revenu de placements				
RPC	1,475	18.9	1,797	21.8
RRQ	653	21.2	731	11.9
Total des revenus	5,669	16.5	6,499	14.6
Dépenses				
Biens et services				
RPC	58	16.0	89	53.4
RRQ	29	20.8	31	6.9
Prestations				
RPC	1,903	24.0	2,322	22.0
RRQ	664	19.9	828	24.7
Prestations aux non-résidents	13	18.2	16	23.1
Total des dépenses	2,667	22.7	3,286	23.2
Excédent				
RPC	2,105	7.2	2,378	13.0
RRQ	897	22.9	835	– 6.9
Total de l'excédent	3,002	11.5	3,213	7.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

1981. Alors que la hausse du taux des cotisations au RPC passait de 12.3 à 15.5 pour cent, il marquait un ralentissement sensible dans le cas du RRQ, descendant de 21.8 pour cent en 1980 à 2.8 pour cent en 1981. Les revenus de placements, deuxième source de rentrées pour le RPC-RRQ, sont passés de 37.5 à 38.9 pour cent du total des recettes de 1980 à 1981. Cependant, tandis que les revenus de placements du RPC continuaient de s'accroître rapidement l'an dernier, leur rythme d'augmentation fléchissait au Québec, passant de 21.2 à 11.9 pour cent entre 1980 et 1981. Comme les années précédentes, leur progression a été influencée par l'accroissement des avoirs portant intérêt du RPC-RRQ et par l'élévation des taux d'intérêt.

Les dépenses du RPC-RRQ, composées des prestations et des frais administratifs, ont continué de s'élever plus vite que les recettes l'an dernier. Leur taux de croissance a également été un peu plus rapide en 1981 qu'en 1980. Cela

s'explique principalement par une croissance plus rapide des prestations versées aux bénéficiaires du RRQ, tandis que la hausse des prestations marquait un ralentissement dans le cas du RPC. Le taux d'augmentation du nombre de bénéficiaires du RPC, de juin 1980 à juin 1981, est descendu de 12.0 à 8.1 pour cent. Au cours des deux années, le taux d'expansion du nombre de bénéficiaires recevant une pension de retraite a été de 14.5 et de 8.0 pour cent respectivement. De plus, parmi ces personnes figuraient un nombre croissant de prestataires qui avaient cotisé pendant au moins 10 ans, ce qui leur donnait droit aux prestations maximales. Les prestations sont entièrement indexées, le facteur d'indexation étant de 9.8 pour cent pour 1981.

Ensemble du secteur public

Les tableaux 8.12 à 8.14 fournissent des données sur les recettes, les dépenses et le solde budgétaire de l'ensemble du secteur public. Le déficit global a diminué de $3.8 milliards en 1981, après avoir augmenté de $1.3 milliard en 1980. Le taux de croissance des recettes globales s'est accéléré de 5.8 points en 1981 pour atteindre 19.6 pour cent. Cette vive hausse s'explique par les majorations importantes d'impôts indirects et l'intensification de l'activité économique, génératrice d'une élévation considérable des impôts sur le revenu des particuliers. Ces augmentations ont été partiellement compensées par un ralentissement notable des impôts directs des sociétés, ainsi qu'une décélération moins marquée des revenus de placements. Bien qu'il ait augmenté de 1 point pour atteindre 15.5 pour cent, le taux de croissance des dépenses globales a été inférieur de 4.1 points à celui des recettes. Alors que le rythme d'expansion des subventions à la consommation et des subventions d'équipement diminuait, celui du service de la dette publique doublait. Les subventions ont augmenté de 12.3 pour cent en 1981, contre 46.8 pour cent en 1980. Le taux d'augmentation des intérêts payés sur la dette publique est passé de 15.8 pour cent en 1980 à 30.5 pour cent en 1981, principalement à cause de la montée des taux d'intérêt et malgré une diminution appréciable des déficits. L'accélération de 2.9 points des salaires et des autres dépenses courantes, jointe à une intensification de 2.1 points de la formation brute de

Tableau 8.12
Ensemble des administrations
Recettes, dépenses et situation nette
(Selon les comptes nationaux)

	Recettes		Dépenses		Excédent ou déficit (–)
	(Millions de $)	(Variation en %)	(Millions de $)	(Variation en %)	(Millions de $)
1973	46,297	16.3	45,045	13.4	1,252
1974	58,756	26.9	55,961	24.2	2,795
1975	64,239	9.3	68,288	22.0	– 4,049
1976	73,496	14.4	76,718	12.3	– 3,222
1977	81,310	10.6	86,315	12.5	– 5,005
1978	89,567	10.2	96,521	11.8	– 6,954
1979	100,795	12.5	105,486	9.3	– 4,691
1980	114,746	13.8	120,729	14.5	– 5,983
1981	137,224	19.6	139,457	15.5	– 2,233

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

Tableau 8.13
Total des recettes de l'Etat
(Selon les comptes nationaux)

	1980		1981	
	(Millions de $)	(Variation en %)	(Millions de $)	(Variation en %)
Impôts directs — particuliers	42,366	14.9	51,326	21.1
Impôts directs — sociétés	11,608	15.8	12,037	3.7
Impôts indirects	36,134	11.1	46,084	27.5
Revenu de placements	16,685	15.8	18,712	12.1
Autres recettes	7,953	11.7	9,065	14.0
Total des recettes	114,746	13.8	137,224	19.6

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

Tableau 8.14
Total des dépenses de l'Etat
(Selon les comptes nationaux)

	1980		1981	
	(Millions de $)	Variation en %)	(Millions de $)	Variation en %)
Dépenses en demande finale				
Biens et services courants				
Traitements et salaires	40,954	12.9	46,647	13.9
Autres	16,959	7.8	19,545	15.2
Total	57,913	11.4	66,192	14.3
Formation brute de capital	8,084	8.4	8,931	10.5
Total	65,997	11.0	75,123	13.8
Transferts aux particuliers	30,308	15.1	34,090	12.5
Subventions et subventions d'équipement	7,888	46.8	8,861	12.3
Transferts aux non-résidents	817	6.5	873	6.8
Intérêt sur la dette publique	15,719	15.8	20,510	30.5
Total des dépenses	120,729	14.5	139,457	15.5

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

capital, a imprimé à l'ensemble des dépenses de demande finale un rythme d'expansion de 13.8 pour cent, soit 2.8 points de plus qu'en 1980.

Soldes budgétaires

Le déficit budgétaire fédéral a diminué de $3.2 milliards pour descendre à $7.5 milliards, soit 2.3 pour cent du PNB, en 1981, après une hausse de $1.5 milliard qui l'avait porté à 3.7 pour cent du PNB en 1980. Le déficit global du secteur public a baissé de $3.8 milliards pour s'établir à $2.2 milliards, soit 0.7 pour cent du PNB, l'an dernier, après avoir augmenté de $1.3 milliard pour atteindre 2.1 pour cent du PNB en 1980. Les soldes budgétaires sont sensibles au rythme d'activité économique. Par conséquent, ils reflètent les augmentations ou diminutions automatiques de recettes et les hauses ou les baisses de dépenses lorsque le taux d'activité économique s'élève ou descend. On peut calculer approximativement le solde budgétaire qui aurait été observé, avec les structures existantes d'impôts et de dépenses, si l'économie avait fonctionné à un niveau moyen d'activité. C'est ce qu'on appelle le solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles, dont une comparaison avec le solde réel permet d'évaluer la proportion du déficit qui est due à la réaction automatique des systèmes de recettes et de dépenses. Aux fins des estimations présentées ici, le niveau moyen d'activité économique est représenté par le PNB nominal obtenu en multipliant par le niveau réel des prix une valeur hypothétique du PNB réel basée sur la courbe de croissance fondamentale de l'économie à moyen-long terme, laquelle reflète entre autres choses l'évolution tendancielle de la population active.

Tableau 8.15
Soldes budgétaires réels et corrigés des effets de l'inflation
Secteurs fédéral et consolidés d'administration
(Selon les comptes nationaux)

	Soldes réels (excédent ou déficit (–))		Soldes corrigés (excédent ou déficit (–))	
	Administration fédérale	Ensemble des administrations	Administration fédérale	Ensemble des administrations
	(Millions de dollars)			
1977	– 7,303	– 5,005	– 6,084	– 3,455
1978	– 10,654	– 6,954	– 9,060	– 4,955
1979	– 9,213	– 4,691	– 7,942	– 2,887
1980	– 10,697	– 5,983	– 7,101	– 575
1981	– 7,504	– 2,233	– 3,191	4,162
	(En pourcentage de la DNB)[1]			
1977	– 3.5	– 2.4	– 2.9	– 1.6
1978	– 4.6	– 3.0	– 3.9	– 2.1
1979	– 3.5	– 1.8	– 3.0	– 1.1
1980	– 3.7	– 2.1	– 2.3	– 0.2
1981	– 2.3	– 0.7	– 0.9	1.2

[1] Les soldes réels sont exprimés en pourcentage du PNB, tandis que les soldes corrigés sont exprimés en pourcentage du PNB corrigé des effets de l'inflation.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; et ministère des Finances.

Si l'on prend pour hypothèse une croissance fondamentale de 3.1 pour cent du PNB réel en 1981, on estime que le déficit fédéral, corrigé des variations conjoncturelles, est passé de 2.3 pour cent du PNB en 1980 à 0.9 pour cent en 1981. Après correction des variations conjoncturelles, le solde global du secteur public a marqué un rétablissement appréciable, passant d'un déficit de $575 millions en 1980 à un excédent de $4.2 milliards en 1981. C'est la troisième année de suite que les déficits budgétaires corrigés du gouvernement fédéral et de tout le secteur public accusent une diminution. Le passage à une politique fiscale moins expansionniste a été particulièrement marqué en 1981.

Le calcul des soldes budgétaires corrigés des variations conjoncturelles dépend des hypothèses posées à l'égard du taux moyen d'activité économique, lesquelles dépendent des conjectures faites au sujet du taux de chômage et du rythme de croissance de la productivité du travail. Les soldes corrigés de 1981 ont été calculés en fonction d'un taux hypothétique de chômage corrigé des variations conjoncturelles de 6.3 pour cent et d'un taux moyen d'augmentation de la productivité du travail de 0.5 pour cent. Les incertitudes entourant la mesure de ces variables et le niveau moyen d'activité économique, qui en dépend, obligent à mettre en garde le lecteur: les soldes budgétaires corrigés des variations conjoncturelles ne devraient être considérés que comme un indicateur approximatif de l'évolution de l'orientation fiscale fondamentale d'une année à l'autre.

9. Comparaisons internationales

Il est utile de replacer l'évolution observée au Canada dans un contexte international. Après être entrés dans une période de récession en 1980, nombre des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont gardé une économie faible en 1981. Malgré des variations considérables, la production a continué de baisser ou de stagner dans la plupart des pays. Par contre, le PNB réel a légèrement progressé au Canada, au Japon et aux Etats-Unis. La faiblesse persistante de la demande dans nombre des pays de l'OCDE s'est accompagnée d'une nouvelle montée du chômage. Ce facteur, joint à la stabilisation des prix de l'énergie et à la baisse du prix des produits de base, a contribué à l'atténuation générale des tensions inflationnistes. Au Canada, l'inflation s'est intensifiée en 1981, probablement de façon temporaire, à cause notamment de la forte majoration des prix intérieurs de l'énergie. Les efforts concertés déployés dans plusieurs pays afin de lutter contre les tensions inflationnistes ou de soutenir la monnaie nationale face à des taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis ont poussé les taux d'intérêt à des niveaux records, aussi bien en terme réels qu'en termes nominaux, en 1981. Cependant, des différences de degré dans la restriction monétaire et la conjoncture économique se sont traduites par un certain réalignement des taux de change. Des mesures fiscales restrictives ont contribué à une diminution des déficits budgétaires en proportion du PNB dans plusieurs pays.

Croissance réelle de la production

La production réelle s'est améliorée de 3.0 pour cent au Canada en 1981, après avoir stagné en 1980. Elle s'est accrue de 1.2 pour cent en moyenne dans les sept principaux pays de l'OCDE et de 1.3 pour cent dans l'ensemble de l'Organisation (tableau 9.1). Peu de pays ont enregistré une hausse supérieure à celle du Canada, un nombre plus restreint encore bénéficiant d'un redressement aussi marqué. L'évolution de la production a été très variable selon les pays. La production réelle a décliné en Allemagne et au Royaume-Uni et est restée stable en France et en Italie. Le Japon a affiché une hausse de 3.8 pour cent, qui représentait cependant un certain ralentissement par rapport à 1980. Sauf aux Etats-Unis et au Canada, où la production commençait à fléchir, un redressement a été observé dans la plupart des pays de l'OCDE au second semestre de 1981. Dans l'ensemble, la récession a duré jusqu'au milieu de l'année en Europe, après quoi un redressement des exportations en volume, en particulier vers les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et l'amélioration consécutive des échanges avec l'étranger ont compensé la faiblesse de la demande intérieure. Dans plusieurs pays, la détente des taux d'intérêt et l'assouplissement de la politique publique ont permis un redressement de la demande intérieure au second semestre. En Amérique du Nord, l'économie a suivi un profil différent. Aux Etats-Unis, le recul du début de 1980 a fait place au second semestre à un redressement qui s'est poursuivi jusqu'à la fin du premier trimestre de 1981. Les deuxième et troisième trimestres ont vu la production marquer des variations modestes et compensatoires. Un recul marqué a été enregistré au dernier trimestre. Au Canada, la croissance réelle a été rapide au premier semestre de 1981, et faible les deux trimestres suivants.

Marché du travail

La situation s'est détériorée sur le marché du travail dans la plupart des pays de l'OCDE en 1981, le nombre total de chômeurs passant de 21.4 millions à plus de 25.0 millions dans les pays de l'Organisation, tandis que le taux de chômage atteignait un niveau record dans plusieurs pays. Parmi les sept principaux pays de l'OCDE, seul le Canada a bénéficié d'une amélioration sensible de l'emploi. La hausse de 0.1 point du taux de chômage, passé à 7.6 pour cent, a également été la plus faible enregistrée dans les principaux pays de l'Organisation. Aux Etats-Unis, le taux de chômage uniformisé a augmenté de 0.4 point pour atteindre 7.4 pour cent. Ce sont les pays européens, en particulier l'Allemagne et le

Tableau 9.1
Evolution des indicateurs économiques choisis de l'OCDE 1974-81

	Moyenne 1974-81	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
					(En pourcentage)				
Croissance du PNB/PIB réel									
Etats-Unis	2.4	– 0.6	– 1.1	5.4	5.5	4.8	3.2	– 0.2	2.0
Japon	3.8	– 1.0	2.3	5.3	5.3	5.0	5.5	4.2	3.8
Allemagne	1.9	0.5	– 1.8	5.2	3.0	3.2	4.4	1.8	– 1.0
France	2.6	3.2	0.2	5.2	3.1	3.7	3.5	1.2	0.5
Royaume-Uni	0.5	– 1.0	– 0.6	3.6	1.3	3.3	1.4	– 1.8	– 2.0
Italie	2.5	4.1	– 3.6	5.9	1.9	2.7	4.9	4.0	0.0
Canada	2.8	3.6	1.2	5.5	2.1	3.7	3.0	0.0	3.0
Sept principaux pays	2.4	0.3	– 0.5	5.2	4.1	4.0	3.5	1.0	1.2
Total OCDE	2.4	0.9	– 0.4	4.9	3.7	3.8	3.4	1.2	1.3
Taux de chômage[1]									
Etat-Unis	7.0	5.4	8.3	7.5	6.9	5.9	5.7	7.0	7.4
Japon	2.0	1.4	1.9	2.0	2.0	2.2	2.1	2.0	2.2
Allemagne	3.4	1.6	3.7	3.7	3.7	3.5	3.2	3.1	4.3
France	5.1	2.8	4.1	4.4	4.7	5.2	5.9	6.3	7.6
Royaume-Uni	6.1	2.9	3.9	5.5	6.2	6.1	5.7	7.4	11.2
Italie	6.9	5.3	5.8	6.6	7.0	7.1	7.5	7.4	8.3
Canada	7.3	5.3	6.9	7.1	8.1	8.4	7.5	7.5	7.6
Sept principaux pays	5.3	3.7	5.4	5.4	5.4	5.1	4.9	5.6	6.4
Inflation des prix à la consommation[2]									
Etats-Unis	9.4	11.0	9.1	5.7	6.5	7.6	11.3	13.5	10.3
Japon	9.3	24.5	11.8	9.3	8.1	3.8	3.6	8.0	4.9
Allemagne	5.2	7.0	6.0	4.5	3.7	2.7	4.1	5.5	5.9
France	11.4	13.7	11.8	9.6	9.4	9.1	10.8	13.6	13.4
Royaume-Uni	15.5	16.0	24.2	16.5	15.8	8.3	13.4	18.0	11.9
Italie	17.1	19.1	17.0	16.8	18.4	12.1	14.8	21.2	19.5
Canada	9.7	10.9	10.8	7.5	8.0	8.9	9.1	10.2	12.5
Sept principaux pays	9.9	13.3	11.0	8.0	8.1	7.0	9.3	12.2	10.1
Croissance de la productivité[3]									
Etats-Unis	0.3	– 2.6	0.0	1.9	1.7	0.4	0.3	– 0.6	0.9
Japon	3.0	– 0.8	2.7	4.4	3.9	3.8	4.2	3.2	3.0
Allemagne	2.5	2.4	1.8	6.3	3.0	2.8	3.1	0.9	0.0
France	2.3	2.4	1.3	4.5	2.2	3.3	3.4	2.3	1.5
Royaume-Uni	1.2	– 1.6	– 0.2	4.6	0.7	3.0	0.5	– 0.8	2.8
Italie	1.3	1.9	– 4.2	5.1	0.8	2.2	3.6	2.0	– 0.5
Canada	– 0.3	– 0.5	– 0.5	3.4	0.3	0.3	– 0.9	– 2.7	0 .4
Sept principaux pays	1.3	– 0.7	0.5	3.6	2.1	1.9	1.8	0.6	1.2

[1] Standardisé par l'OCDE pour fin de comparaison.

[2] Selon les hausses annuelles de l'indice des prix à la consommation.

[3] Définie comme étant la production par personne employée. Les moyennes sont calculées en fonction de pondérations du PNB/PIB réel de l'OCDE.

Source: OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1981, mises à jour dans certains cas, selon les renseignements disponibles; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *La population active*, mens., nº cat. 71-001, et *Prix à la consommation et indices des prix*, trim., nº cat. 62-010.

Royaume-Uni, qui ont vu monter le plus le chômage. La hausse importante de la proportion des personnes sans travail depuis au moins six mois en Europe témoigne également de la gravité de la détérioration. Le problème du chômage est resté aigu dans la plupart des pays pendant toute l'année, reflétant la faiblesse générale de la production au cours des trimestres précédents. Même lorsque la production s'est redressée, dans le courant de l'année, le rétablissement conjoncturel de la productivité du travail a freiné l'amélioration de l'emploi. En Amérique du Nord, le recul économique du second semestre s'est accompagné d'une forte baisse de l'emploi et d'une augmentation du chômage.

Inflation

L'inflation, mesurée par le pourcentage de variation annuelle de l'IPC, s'est accélérée de 2.3 points pour atteindre 12.5 pour cent au Canada en 1981. Dans les sept principaux pays de l'OCDE, elle est descendue de 12.2 pour cent en 1980 à 10.1 pour cent en 1981. Elle a diminué d'un tiers pour atteindre 11.9 pour cent au Royaume-Uni et de 3.2 points pour descendre à 10.3 pour cent aux Etats-Unis. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les tensions de coûts avaient atteint leur maximum au début de 1981, avec la stabilisation des prix du pétrole et la baisse du prix des produits de base. L'amélioration a cependant été limitée par les effets de la hausse du dollar américain sur le prix des matières premières et des biens dont le prix est libellé dans cette monnaie. Vers la fin de l'année, à la faveur d'une baisse du dollar américain et de l'absortion de la hausse des prix de l'énergie, un ralentissement sensible de l'inflation est amorcé. Aux Etats-Unis, ce phénomène a été accentué par l'effet de la détente des taux d'intérêt sur l'indice du coût de l'habitation. Au Canada, l'inflation est demeurée élevée à cause des attentes inflationnistes profondément enracinées, de la transmission des tensions de coûts résultant de l'accélération récente de la hausse des prix, de la faiblesse persistante des gains de productivité, des hausses considérables des salaires nominaux, de la nécessité d'absorber de fortes hausses des prix de l'énergie et, aussi, de la vigueur relativement grande de l'économie. Au second semestre, on a constaté que les tensions de coûts avaient atteint un sommet.

Productivité du travail

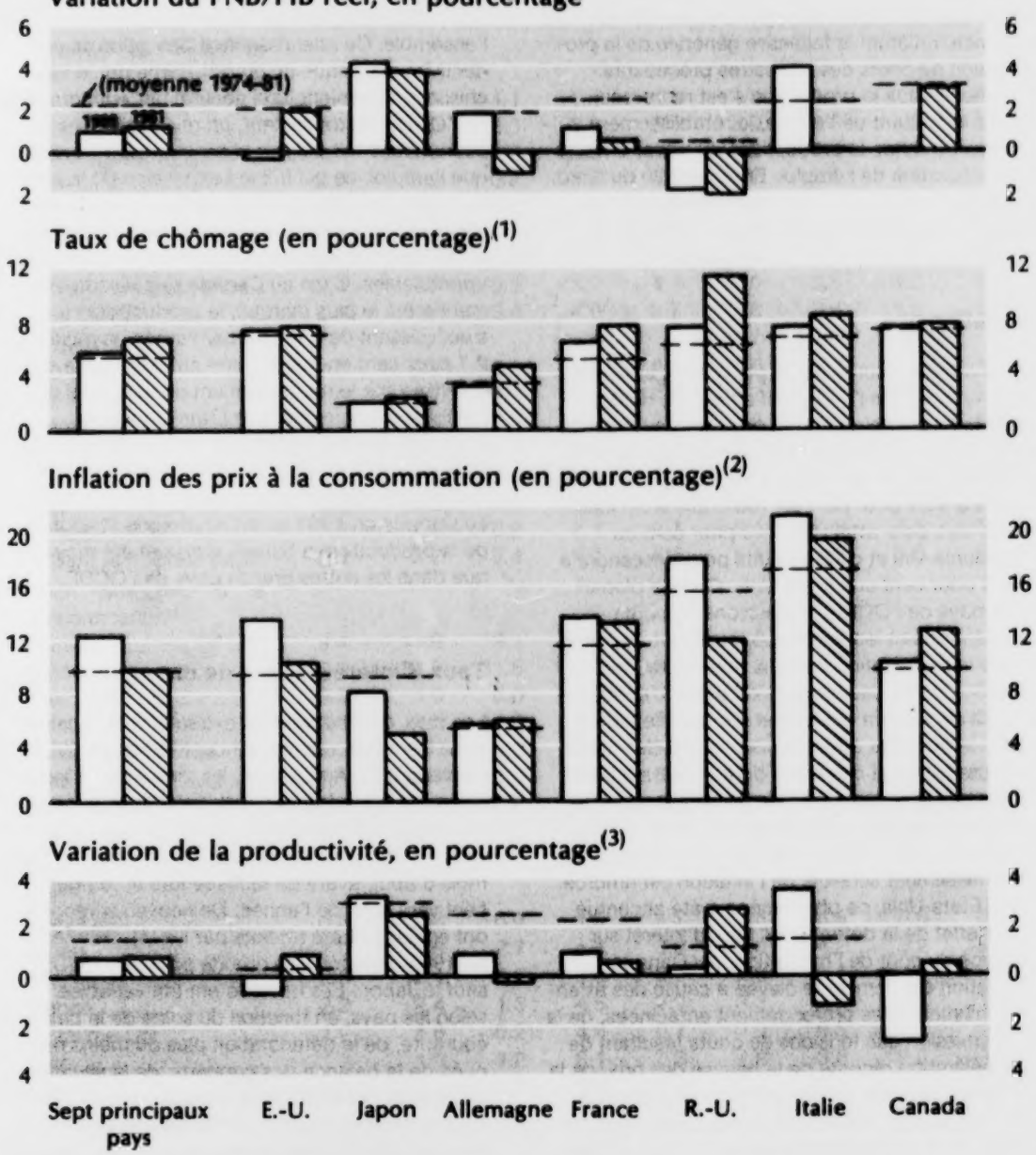
En 1981, la productivité du travail a progressé de 1.2 pour cent en moyenne dans les sept principaux pays de l'OCDE, soit un peu moins vite que pendant la période 1974-1981 dans l'ensemble. Ce ralentissement des gains de productivité s'explique en grande partie par le fléchissement conjoncturel général des économies de l'OCDE. Normalement, un ralentissement économique fait baisser la production davantage que l'emploi, ce qui freine l'expansion de la productivité. En 1981, la productivité a marqué une décélération considérable dans certains pays, tandis que d'autres enregistraient des gains appréciables. C'est au Canada que le redressement a été le plus marqué, la productivité s'accroissant de 0.4 pour cent après un recul de 2.7 pour cent en 1980. Cette amélioration a été favorisée par le rétablissement conjoncturel de l'activité économique. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont également vu la croissance de la productivité se raffermir notablement en 1981. Les progrès de la productivité ont été plus élevés au Canada en 1981 qu'en Allemagne et en Italie, où la productivité a baissé, mais ont été moindres que dans les autres grands pays de l'OCDE.

Taux d'intérêt et taux de change

Les taux d'intérêt ont été extrêmement instables dans la plupart des pays industrialisés en 1981 (tableau 9.2). Au Canada, les taux à court terme ont été influencés par l'évolution des taux américains et une inflation plus rapide qu'aux Etats-Unis. Ils ont crevé le plafond des 20 pour cent au mois d'août, avant de redescendre à 15 pour cent vers la fin de l'année. De nouveaux records ont également été atteints par les taux d'intérêt en 1981 dans tous les grands pays de l'OCDE sauf le Japon. Les hausses ont été variables selon les pays, en fonction du solde de la balance courante, de la détérioration plus ou moins marquée de la balance des capitaux, de la situation relative de l'inflation dans chaque pays et des interventions de soutien sur le marché des changes. En Europe, et en particulier en France et en Italie, les taux d'intérêt ont augmenté rapidement au printemps par suite d'une forte dépréciation de la monnaie nationale vis-à-vis du dollar américain.

Graphique 9.1

Comparaison internationale de croissance, de chômage, d'inflation et de productivité réels en 1980 et 1981



(1) Standardisés par l'OCDE aux fins de comparaison. Les données pour l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni sont touchées, mais pas celles pour les E.-U., le Japon et le Canada.
(2) Selon les hausses annuelles de l'indice des prix à la consommation.
(3) Définie comme la production par personne employée.

Sources: OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1981, mises à jour dans certains cas, selon les renseignements disponibles; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *La population active*, mens., nº cat. 71-001, et *Prix à la consommation et indices des prix*, trim., nº cat. 62-010.

Le dollar canadien est descendu par rapport à la monnaie américaine, mais s'est raffermi vis-à-vis de la plupart des autres devises. Comme le montre le tableau 9.2, l'indice du dollar canadien a légèrement augmenté, passant de 91.4 en 1980 à 91.6 en 1981, après correction de l'inflation, par rapport à un assortiment de 15 grandes devises, pondéré en fonction du commerce extérieur. Parmi les monnaies des sept principaux pays de l'OCDE, ce sont le mark, le franc et la lire qui se sont le plus affaiblis par rapport au même groupe de devises. Au Japon, les variations de taux d'intérêt ont été peu marquées en 1981, ce qui n'a pas empêché le yen de monter quelque peu sur le marché des changes.

Balance des paiements

Au Canada, le déficit des paiements courants a augmenté de près de E.-U. $4 milliards pour

Tableau 9.2
Evolution des taux d'intérêt et de change des principaux pays de l'OCDE

	1977	1978	1979	1980	1981	1981 Mars	1981 Juin	1981 Sep.	1981 Déc.
				(En pourcentage)					
Taux d'intérêt représentatifs du marché monétaire à court terme[1]									
Etats-Unis	5.75	8.26	11.25	13.16	15.67	14.25	17.07	16.80	12.78
Japon	6.23	4.50	6.05	10.76	7.30	7.34	7.20	7.14	6.30
Allemagne	4.27	3.69	6.87	9.53	12.23	13.30	12.90	12.15	10.50
France	9.13	8.01	9.72	12.19	15.58	12.75	18.25	18.62	15.25
Royaume-Uni	7.94	9.36	13.84	16.55	13.98	12.50	12.56	16.81	15.69
Italie	14.20	11.50	12.25	17.48	19.88	19.75	20.50	20.50	21.00
Canada	7.68	9.01	12.04	13.22	18.25	17.05	19.35	19.75	15.25
Indices de taux de change réels effectifs[1]				(Mars 1973 = 100)					
Etats-Unis	100.9	96.3	96.4	98.0	108.8	104.8	111.7	110.8	108.2
Japon	93.3	106.9	95.7	93.5	94.5	98.0	94.0	91.6	93.4
Allemagne	102.8	103.3	104.2	101.2	97.0	97.2	95.1	96.5	98.4
France	96.7	97.3	99.3	101.1	99.4	98.7	97.8	100.8	97.7
Royaume-Uni	101.7	106.2	118.6	138.1	140.1	147.1	142.5	131.1	135.1
Italie	92.1	90.8	90.6	93.0	90.4	92.4	91.1	92.0	90.6
Canada	99.2	92.1	92.2	91.4	91.6	90.3	91.3	92.9	95.2

Remarque: Selon la source de ce tableau, «L'indice de taux effectifs de change d'une monnaie est une mesure de l'appréciation ou de la dépréciation pondérée moyenne de cette monnaie vis-à-vis les monnaies de 15 autres grands pays. Les taux de change utilisés aux fins de cet indice sont les moyennes quotidiennes de midi cotées à New York. . . La pondération utilisée est fondée sur le commerce manufacturier bilatéral de 1976. L'indice des taux effectifs de change réels est l'indice du taux effectif de change corrigé des écarts dus à l'inflation, mesurés à partir des prix de gros des produits non alimentaires manufacturés. Les taux de change et la pondération utilisés aux fins de cet indice sont les mêmes que ceux utilisés aux fins des indices de taux effectifs de change.»

[1] Chiffres annuels et moyennes mensuelles.

Source: Morgan Guaranty Trust Company of New York, *World Financial Markets*, février 1981.

atteindre E.-U. $5.5 milliards en 1981, passant de 1.1 à 2.5 pour cent du PNB (tableau 9.3). Tous les autres grands pays de l'OCDE ont amélioré le solde de leur balance courante. Pour l'ensemble de l'OCDE, le déficit est descendu de $72.7 milliards en 1980 à $36.6 milliards en 1981, passant de 1.0 à 0.5 pour cent PNB/PIB. Cette amélioration a été enregistrée principalement vis-à-vis des pays de l'OPEP. Ce sont le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni qui ont enregistré les hausses les plus marquées. Aux Etats-Unis, l'amélioration de l'excédent, passé de $3.7 à $6.6 milliards, est imputable principalement à un redressement des termes de l'échange et à une hausse des revenus d'intérêts sur les investissements à l'étranger. Ces facteurs ont compensé et au-delà la baisse de compétitivité entraînée par le renforcement du dollar américain. Dans la plupart des pays, l'amélioration du solde des paiements courants a été partiellement compensée par de fortes sorties de capitaux, dues à l'élargissement de l'écart entre les taux d'intérêt en faveur des Etats-Unis.

Soldes budgétaires

En 1979, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques pour tous les grands pays de l'OCDE, le déficit du gouvernement fédéral (central) en proportion du PNB a été plus faible au Canada qu'en Italie et au Japon, mais plus considérable qu'en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis (tableau 9.4). En 1981, par contre, à la faveur d'une baisse de 1.4

Tableau 9.3
Soldes des comptes courants des pays de l'OCDE

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
				(En milliards de $ E.-U.)				
Etats-Unis	4.9	18.3	4.4	– 14.1	– 14.1	1.4	3.7	6.6
Japon	– 4.7	– 0.7	3.7	10.9	16.5	– 8.8	– 10.7	4.7
Allemagne	10.3	4.0	3.9	4.1	9.2	– 5.3	– 16.4	– 7.2
France	– 6.2	– 0.2	– 5.7	– 3.1	3.3	1.2	– 7.4	– 6.5
Royaume-Uni	– 7.7	– 3.4	– 1.6	– 0.1	1.8	– 1.8	7.5	14.3
Italie	– 8.0	– 0.8	– 2.8	2.5	6.2	5.5	– 9.6	– 9.5
Canada	– 1.5	– 4.7	– 3.9	– 4.0	– 4.3	– 4.2	s a11.6	– 5.5
Sept principaux pays	– 12.9	12.5	– 1.7	– 3.8	18.6	– 12.0	– 34.6	– 5.1
Total — OCDE	– 25.1	2.4	17.3	24.8	9.8	– 30.7	– 72.7	– 36.6
				(En pourcentage du PNB/PIB)				
Etats-Unis	0.3	1.2	0.3	– 0.7	– 0.7	0.1	0.1	0.3
Japon	– 1.0	– 0.1	0.7	1.6	1.7	– 0.9	– 1.0	0.4
Allemagne	2.6	0.8	0.8	0.8	1.4	– 0.7	– 2.0	– 1.3
France	– 2.3	0.0	– 1.7	– 0.9	0.8	0.2	– 1.1	– 1.3
Royaume-Uni	– 4.1	– 1.6	– 1.0	– 0.2	0.6	– 0.8	1.4	2.9
Italie	– 4.7	– 0.4	– 1.5	1.1	2.4	1.7	– 2.4	– 2.7
Canada	– 1.4	– 3.1	– 2.3	– 2.3	– 2.2	– 2.1	– 1.1	– 2.5
Sept principaux pays	– 0.4	0.4	– 0.1	– 0.1	0.4	– 0.2	– 0.5	– 0.2
Total — OCDE	– 0.7	0.0	– 0.4	– 0.5	0.2	– 0.5	– 1.0	– 0.5

Sources: OCDE, *Perspectives économiques*, nº 30, décembre 1981, données mises à jour dans certains cas selon les renseignements disponibles; Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, trim., nº de cat. 67-001; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

Tableau 9.4

Comparaison internationale des soldes budgétaires des administrations centrales en pourcentage du produit intérieur brut ou du produit national brut

	Moyenne 1967-74	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Canada	0.2	– 2.3	– 1.8	– 3.5	– 4.6	– 3.5	– 3.7	– 2.3
France	0.6	– 1.9	– 0.1	– 0.7	– 1.3	– 0.9	—	—
Allemagne[1]	– 0.2	– 3.0	– 2.3	– 1.5	– 1.6	– 1.5	—	—
Italie[1]	– 3.7	– 7.4	– 4.6	– 4.9	– 11.0	– 9.2	—	—
Japon[1]	– 0.7	– 4.2	– 4.5	– 5.5	– 6.2	– 5.6	—	—
Royaume-Uni	1.7	– 3.4	– 4.0	– 2.8	– 3.6	– 2.6	—	—
Etats-Unis	– 0.9	– 4.5	– 3.1	– 2.4	– 1.4	– 0.6	– 2.3	– 2.1

[1] La moyenne est celle de 1970-74 au lieu de 1967-74.

Sources: OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 1979, vol. II; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; Executive Office of the President, Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, mis à jour dans certains cas selon les renseignements disponibles.

Tableau 9.5

Comparaison internationale des soldes budgétaires de l'ensemble des administrations[1] en pourcentage du produit intérieur brut ou du produit national brut

	Moyenne 1967-74	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981[2]
Canada	0.9	– 2.5	– 1.7	– 2.4	– 3.0	– 1.8	– 2.1	– 0.7
France	0.5	– 2.2	– 0.5	– 0.8	– 1.0	– 0.6	0.4	– 2.4
Allemagne	– 0.2	– 5.8	– 3.6	– 2.4	– 2.7	– 2.9	– 3.8	– 4.4
Italie	– 6.3	– 11.7	– 9.0	– 8.0	– 9.7	– 9.4	– 7.8	– 9.4
Japon	0.9	– 2.8	– 3.8	– 3.7	– 5.5	– 4.7	– 4.1	– 3.6
Royaume-Uni	– 0.9	– 4.9	– 5.0	– 3.4	– 4.3	– 3.2	– 3.5	– 2.3
Etats-Unis	– 0.5	– 4.1	– 2.1	– 1.0	0.0	0.5	– 1.2	– 0.9

[1] Comprend les gouvernements centraux et locaux et le système de sécurité sociale, mais pas les sociétés publiques.

[2] Estimations de l'OCDE, sauf pour le Canada et les Etats-Unis où les données sont actuelles.

Sources: OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE., 1979, Vol. II; OCDE, Perspectives économiques*, décembre 1981; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; Executive Office of the President, Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, mis à jour dans certains cas selon les renseignements disponibles.

point par rapport à 1980, le déficit du gouvernement fédéral au Canada est descendu à 2.3 pour cent du PNB, tandis qu'avec une diminution de 0.2 point par rapport à 1980 le déficit des autorités centrales aux Etats-Unis atteignait 2.1 pour cent du PNB.

Il vaut mieux comparer les soldes budgétaires de l'ensemble du secteur public que ceux des autorités centrales à cause de la répartition différente des responsabilités entre les administrations publiques selon les pays. Pour l'ensemble des administrations publiques, ainsi que le montre le tableau 9.5, le déficit exprimé en proportion du PNB a été moins élevé au Canada que dans les autres grands pays de l'OCDE, sauf les Etats-Unis et la France ces dernières années. En 1981, le déficit global des administrations a été de 0.7 pour cent du PNB au Canada, soit un peu plus faible qu'aux Etats-Unis, mais de beaucoup inférieur à ceux des autres grands pays de l'OCDE.

Les numéros précédents de la *Revue économique* offraient des comparaisons internationales des dépenses publiques. Ces renseignements figurent dans les tableaux de référence.

Tableaux de référence

Remarque: Ces tableaux ne fournissent que les dernières données disponibles au moment de la préparation. Les données sont révisées et les usagers devront se rapporter aux sources corrigées pour obtenir des chiffres plus à jour.

Les codes identifiant CANSIM (D pour Statistique Canada et B pour la Banque du Canada) sont fournis, si disponibles, en tête des colonnes pour aider les usagers qui ont accès à des données informatisées et pour fournir des références plus détaillées. Lorsque deux chiffres sont fournis, celui du haut représente des données non ajustées et celui du bas, des données désaisonnalisées.

		Page
Population		
1	Evolution démographique	118
2	Population par province	119
Comptes nationaux		
3	Dépense nationale brute	121
4	Dépense nationale brute en dollars constants (1971)	123
5	Evolution structurelle de la demande	125
6	Evolution structurelle de la demande	126
7	Dépense brute, par habitant, Canada et provinces	127
8	Dépense provinciale brute	129
9	Répartition en pourcentage de la dépense provinciale brute	130
10	Revenu national et produit national brut	131
11	Rapprochement du produit national brut aux prix du marché et du produit intérieur brut au coût des facteurs	133
12	Evolution structurelle du revenu	135
13	Evolution structurelle du revenu	136
14	Indices de revenu réel	137
15	Revenu et dépense des particuliers	139
16	Revenu des particuliers, Canada et par province	140
17	Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province	142
Eléments des dépenses		
18	Valeur des ventes au détail, Canada et par région	144
19	Investissements privés et publics au Canada	145
20	Investissements privés et publics au Canada	147
21	Investissements privés et publics, par région	149
22	Investissements privés, logement exclu, par région	150
23	Mises en chantier, achèvements et construction de logements	151
24	Logements mis en chantier et achevés, par genre	152
25	Expéditions, commandes et stocks, du secteur de la fabrication	153
Production réelle		
26	Produit intérieur brut en dollars constants (1971), par industrie	154
Population active		
27	Principaux éléments du marché du travail	155
28	Taux de participation et chômage selon le sexe et l'âge	156
29	Taux de participation, Canada et par région	157
30	Population active, Canada et par région	158
31	Emploi, Canada et par région	159
32	Estimations du nombre d'employés par industrie	160
33	Chômage, Canada et par région	161
34	Chômeurs selon la situation de famille, Canada	162
35	Unités familiales comptant un chômeur ou plus, selon le nombre de personnes employées par unité au Canada	163
36	Indice de l'offre d'emploi, Canada et régions	164

Productivité et coûts

37 Productivité et coûts: Industries commerciales non agricoles 165
38 Productivité et coûts: Industries non agricoles productrices de biens 166
39 Productivité et coûts: Industries de services commerciaux 167
40 Productivité et coûts: Industries manufacturières 168
41 Salaires et gages hebdomadaires moyens par secteur industriel 169
42 Variations annuelles des gages moyens prévus dans les principales conventions collectives (sans indemnité) 170

Indices des prix

43 Indices implicites des prix de la dépense nationale brute 171
44 Indices des prix à la consommation: classifications standard 173
45 Indices des prix à la consommation; classifications en biens et services 174
46 Prix de l'énergie 175
47 Autres indices des prix 176

Recettes, dépenses et dette du secteur public

48 Comparaison internationale des dépenses totales de l'ensemble des gouvernements et des gouvernements nationaux en pourcentage des produits intérieur brut ou national brut 177
49 Total des recettes publiques selon les comptes nationaux 178
50 Total des dépenses publiques selon les comptes nationaux 179
51 Recettes du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux 180
52 Dépenses du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux 181
53 Dépenses du gouvernement fédéral par enveloppe 182
54 Dette du gouvernement fédéral 183
55 Soldes budgétaires réels et ajustés, secteurs publics fédéral et consolidé 184
56 Recettes des gouvernement provinciaux selon les comptes nationaux 185
57 Dépenses des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux 186
58 Recettes des administrations locales selon les comptes nationaux 187
59 Dépenses des administrations locales selon les comptes nationaux 188
60 Recettes et dépenses du secteur hospitalier selon les comptes nationaux 189
61 Gouvernement fédéral, passif et actif, selon les comptes des flux financiers 190
62 Gouvernements provinciaux, municipaux et hôpitaux, passif et actif, selon les comptes des flux financiers 191
63 Gouvernement du Canada, état des opérations financières 192
64 Gouvernement du Canada, actif et passif, présentation des comptes publics 196
65 Répartition des recettes autonomes, par administration 197
66 Transferts intergouvernementaux 198
67 Répartition des recettes après transferts, par administration 199
68 Répartition des dépenses, par administration, avant et après transferts 200

Balance des paiements

69 Résumé de la balance des paiements du Canada 202
70 Balance des paiements bilatéraux avec les Etats-Unis 203
71 Balance des paiements bilatéraux avec les autres pays 204
72 Paiements internationaux: balance courante 205
73 Exportations de marchandises: répartition par catégorie de produits 207
74 Importations de marchandises: répartition par catégorie de produits 208
75 Paiements internationaux: mouvements de capitaux 209
76 Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents 211
77 Changement net dans les avoirs en devises étrangères des banques à charte canadiennes au Canada, sièges sociaux et succursales 213

Réserves internationales et taux de change

78 Position du Canada au Fonds monétaire international 214
79 Réserves internationales officielles du Canada 215
80 Valeur des devises étrangères au Canada 216
81 Indices des cours de change 217
82 Taux du marché monétaire et de l'euro-dollar 218

Obligations du gouvernement

83 Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada, entre le 1er janvier 1981 et le 31 décembre 1981 219
84 Variations de l'encours des obligations négociables et des Obligations d'épargne du Canada 220

Prêts hypothécaires

85 Prêts hypothécaires approuvés 221
86 Prêts hypothécaires approuvés par les institutions prêteuses privées 222

Flux financiers

87 Agrégats monétaires et quelques statistiques du système bancaire 223
88 Titres canadiens négociables, offre de titres et répartition des portefeuilles 224
89 Expansion du crédit par secteur 225
90 Expansion du crédit par instrument 226
91 Banques à charte 227
92 Autres institutions de dépôt 228
93 Compagnies d'assurance et fonds de pensions 229
94 Autres institutions financières privées 230
95 Sociétés privées non financières 231
96 Taux d'intérêt choisis: Canada et Etats-Unis 232

Tableau de référence 1
Evolution démographique
1947 – 1981

Année	Population au 1er juin	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux d'accroissement naturel	Taux d'immigration	Taux d'accroissement annuel de la population	Nombre de familles	Formation nette de familles
D	1							
	(Milliers de personnes)		(Par millier de population)		(Pour cent)		(Milliers)	
1947	12,551	28.9	9.4	19.3	5.0	2.1	n.d.	n.d.
1948	12,823	27.3	9.3	17.8	9.5	2.2	n.d.	n.d.
1949	13,447	27.3	9.3	18.0	7.1	4.9	n.d.	n.d.
1950	13,712	27.1	9.1	18.0	5.4	2.0	n.d.	n.d.
1951	14,009	27.2	9.0	18.2	14.0	2.2	3,282	n.d.
1952	14,459	27.9	8.7	19.2	11.5	3.2	3,360	78
1953	14,845	28.1	8.6	19.5	11.5	2.7	3,423	63
1954	15,287	28.5	8.2	20.3	10.2	3.0	3,537	114
1955	15,698	28.2	8.2	20.0	7.1	2.7	3,625	88
1956	16,081	28.0	8.2	19.8	10.4	2.4	3,705	81
1957	16,610	28.2	8.2	20.0	17.2	3.3	3,796	90
1958	17,080	27.5	8.0	19.6	7.4	2.8	3,898	102
1959	17,483	27.4	8.1	19.4	6.2	2.4	3,982	84
1960	17,870	26.8	7.9	19.1	5.9	2.2	4,081	99
1961	18,238	26.1	7.8	18.5	4.0	2.1	4,140	59
1962	18,583	25.3	7.8	17.5	4.1	1.9	4,189	49
1963	18,931	24.6	7.8	16.8	5.0	1.9	4,258	69
1964	19,291	23.5	7.6	16.1	5.9	1.9	4,341	83
1965	19,644	21.3	7.6	13.7	7.5	1.8	4,432	91
1966	20,015	19.5	7.6	11.9	9.8	1.9	4,518	86
1967	20,378	18.3	7.4	10.9	11.0	1.8	4,608	90
1968	20,701	17.7	7.4	10.3	8.9	1.6	4,696	88
1969	21,001	17.7	7.4	10.3	7.7	1.4	4,807	110
1970	21,297	17.5	7.3	10.2	7.0	1.4	4,908	101
1971	21,568	16.8	7.3	9.5	5.7	1.3	5,060	152
1972	21,802	15.9	7.5	8.4	5.6	1.1	5,168	108
1973	22,043	15.6	7.4	8.2	8.4	1.1	5,299	131
1974	22,364	15.5	7.5	8.0	9.8	1.5	5,443	144
1975	22,697	15.8	7.4	8.4	8.3	1.5	5,587	144
1976	22,993	15.6	7.3	8.3	6.5	1.3	5,715	127
1977	23,258	15.6	7.3	8.3	4.9	1.2	5,810	96
1978	23,476	15.3	7.2	8.1	3.6	1.0	5,896	83
1979	23,681	15.5	7.1	8.4	4.7	0.8	5,969	73
1980	23,936	15.1	7.1	8.0	6.0	1.0	n.d.	n.d.
1981	24,189	15.4	7.0	8.3	5.3	1.1	n.d.	n.d.

Sources: Statistique Canada, *Statistique de l'état civil*, annuelle, nº de cat. 84-201; mens. nº de cat. 84-001; *Nombre estimatif de familles au Canada*, annuelle, nº de cat. 91-204; ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Tableau de référence 2
Population par province[1]
1952 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.
D	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25 + 26
						(En milliers)					
1952	374	100	653	526	4,174	4,788	798	843	973	1,205	25
1953	383	101	663	533	4,269	4,941	809	861	1,012	1,248	25
1954	395	101	673	540	4,388	5,115	823	873	1,057	1,295	27
1955	406	100	683	547	4,517	5,266	839	878	1,091	1,342	29
1956	415	99	695	555	4,628	5,405	850	881	1,123	1,399	32
1957	424	99	701	562	4,769	5,636	862	880	1,164	1,482	31
1958	432	100	709	571	4,904	5,821	875	891	1,206	1,538	33
1959	441	101	719	582	5,024	5,969	891	907	1,248	1,567	34
1960	448	103	727	589	5,142	6,111	906	915	1,291	1,602	36
1961	458	105	737	598	5,259	6,236	922	925	1,332	1,629	38
1962	468	107	746	605	5,371	6,351	936	930	1,369	1,660	40
1963	476	108	751	609	5,481	6,481	949	933	1,403	1,699	41
1964	483	109	755	611	5,584	6,631	959	942	1,430	1,745	42
1965	488	109	756	615	5,685	6,788	965	950	1,450	1,797	41
1966	493	109	756	617	5,781	6,961	963	955	1,463	1,874	43
1967	499	109	760	620	5,864	7,127	963	957	1,490	1,945	44
1968	506	110	767	625	5,928	7,262	971	960	1,524	2,003	45
1969	514	111	775	628	5,985	7,385	979	958	1,559	2,060	47
1970	517	110	782	627	6,013	7,551	983	941	1,595	2,128	50
1971	522	112	789	635	6,028	7,703	988	926	1,628	2,185	53
1972	530	113	795	640	6,054	7,810	991	914	1,657	2,241	57
1973	537	114	804	647	6,079	7,909	996	905	1,690	2,302	60
1974	541	115	812	654	6,123	8,054	1,008	900	1,722	2,376	60
1975	549	117	820	665	6,179	8,172	1,014	907	1,778	2,433	63
1976	558	118	829	677	6,235	8,265	1,022	921	1,838	2,467	64
1977	564	120	835	687	6,276	8,355	1,029	937	1,896	2,494	64
1978	569	122	841	695	6,273	8,444	1,034	948	1,954	2,530	65
1979	574	123	848	701	6,289	8,504	1,032	960	2,014	2,571	65
1980	580	124	853	708	6,312	8,574	1,030	970	2,081	2,640	64
1981	586	124	857	711	6,340	8,625	1,031	980	2,160	2,711	65
						(Variation en pourcentage)					
1952	3.5	1.6	1.6	2.0	2.9	4.1	2.8	1.4	3.6	3.4	−0.4
1953	2.4	1.0	1.5	1.3	2.3	3.2	1.4	2.1	4.0	3.6	0.0
1954	3.1	0.0	1.5	1.3	2.8	3.5	1.7	1.4	4.4	3.8	8.0
1955	2.8	−1.0	1.5	1.3	2.9	3.0	1.9	0.6	3.2	3.6	7.4
1956	2.2	−0.7	1.7	1.4	2.5	2.6	1.3	0.3	2.9	4.2	8.6
1957	2.1	−0.3	0.9	1.3	3.0	4.3	1.4	−0.8	3.6	6.0	−1.6
1958	1.9	1.0	1.1	1.6	2.8	3.3	1.5	1.3	3.6	3.8	6.5
1959	2.1	1.0	1.4	1.9	2.4	2.5	1.8	1.8	3.5	1.9	3.0
1960	1.6	2.0	1.1	1.2	2.3	2.4	1.7	0.9	3.4	2.2	5.9
1961	2.2	1.6	1.4	1.5	2.3	2.0	1.7	1.1	3.2	1.7	4.4
1962	2.2	2.3	1.2	1.2	2.1	1.8	1.6	0.5	2.8	1.9	6.5
1963	1.7	0.9	0.7	0.7	2.0	2.0	1.4	0.3	2.5	2.3	2.5
1964	1.5	0.9	0.5	0.3	1.9	2.3	1.1	1.0	1.9	2.7	2.4
1965	1.0	0.0	0.1	0.7	1.8	2.4	0.6	0.8	1.4	3.0	−2.4
1966	1.1	−0.5	0.0	0.3	1.7	2.5	−0.2	0.6	0.9	4.3	5.1
1967	1.1	0.5	0.5	0.5	1.4	2.4	−0.1	0.2	1.8	3.8	2.1
1968	1.4	0.9	0.9	0.8	1.1	1.9	0.8	0.3	2.3	3.0	2.3
1969	1.6	0.9	1.0	0.5	1.0	1.7	0.8	−0.2	2.3	2.8	4.4
1970	0.6	−0.9	0.9	−0.2	0.5	2.2	0.4	−1.8	2.3	3.3	6.4
1971	1.0	1.5	0.9	1.2	0.2	2.0	0.5	−1.6	2.1	2.7	6.4
1972	1.5	0.9	0.7	0.9	0.4	1.4	0.3	−1.3	1.8	2.6	6.8
1973	1.4	1.2	1.2	1.1	0.4	1.3	0.5	−1.0	1.9	2.7	5.5
1974	0.8	1.1	0.9	1.0	0.7	1.8	1.1	−0.5	1.9	3.2	0.3
1975	1.4	1.6	1.0	1.8	0.9	1.5	0.6	0.9	3.2	2.4	4.0
1976	1.6	0.9	1.1	1.8	0.9	1.1	0.8	1.5	3.4	1.4	3.0
1977	1.1	1.7	0.8	1.4	0.7	1.1	0.7	1.7	3.2	1.1	0.0
1978	0.9	1.6	0.8	1.1	−0.5	1.1	0.4	1.2	3.0	1.5	1.4
1979	0.8	0.7	0.8	0.9	0.3	0.7	−0.1	1.2	3.0	1.6	−0.3
1980	1.1	1.1	0.6	0.9	0.4	0.8	−0.3	1.1	3.4	2.7	−0.9
1981	1.1	−0.8	0.5	0.4	0.4	0.6	0.1	1.0	3.8	2.7	0.9

Tableau de référence 2 (suite)
Répartition de la population par province[1]
1952 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.
	(Répartition du total par province en pourcentage)										
1952	2.6	0.7	4.5	3.6	28.9	33.1	5.5	5.8	6.7	8.3	0.2
1953	2.6	0.7	4.5	3.6	28.8	33.3	5.4	5.8	6.8	8.4	0.2
1954	2.6	0.7	4.4	3.5	28.7	33.5	5.4	5.7	6.9	8.5	0.2
1955	2.6	0.6	4.4	3.5	28.8	33.5	5.3	5.6	6.9	8.5	0.2
1956	2.6	0.6	4.3	3.4	28.8	33.6	5.3	5.5	7.0	8.7	0.2
1957	2.6	0.6	4.2	3.4	28.7	33.9	5.2	5.3	7.0	8.9	0.2
1958	2.5	0.6	4.2	3.3	28.7	34.1	5.1	5.2	7.1	9.0	0.2
1959	2.5	0.6	4.1	3.3	28.7	34.1	5.1	5.2	7.1	9.0	0.2
1960	2.5	0.6	4.1	3.3	28.8	34.2	5.1	5.1	7.2	9.0	0.2
1961	2.5	0.6	4.0	3.3	28.8	34.2	5.1	5.1	7.3	8.9	0.2
1962	2.5	0.6	4.0	3.3	28.9	34.2	5.0	5.0	7.4	8.9	0.2
1963	2.5	0.6	4.0	3.2	29.0	34.2	5.0	4.9	7.4	9.0	0.2
1964	2.5	0.6	3.9	3.2	28.9	34.4	5.0	4.9	7.4	9.0	0.2
1965	2.5	0.6	3.8	3.1	28.9	34.6	4.9	4.8	7.4	9.1	0.2
1966	2.5	0.5	3.8	3.1	28.9	34.8	4.8	4.8	7.3	9.4	0.2
1967	2.4	0.5	3.7	3.0	28.8	35.0	4.7	4.7	7.3	9.5	0.2
1968	2.4	0.5	3.7	3.0	28.6	35.1	4.7	4.6	7.4	9.7	0.2
1969	2.4	0.5	3.7	3.0	28.5	35.2	4.7	4.6	7.4	9.8	0.2
1970	2.4	0.5	3.7	2.9	28.2	35.5	4.6	4.4	7.5	10.0	0.2
1971	2.4	0.5	3.7	2.9	27.9	35.7	4.6	4.3	7.5	10.1	0.2
1972	2.4	0.5	3.6	2.9	27.8	35.8	4.5	4.2	7.6	10.3	0.3
1973	2.4	0.5	3.6	2.9	27.6	35.9	4.5	4.1	7.7	10.4	0.3
1974	2.4	0.5	3.6	2.9	27.4	36.0	4.5	4.0	7.7	10.6	0.3
1975	2.4	0.5	3.6	2.9	27.2	36.0	4.5	4.0	7.8	10.7	0.3
1976	2.4	0.5	3.6	2.9	27.1	35.9	4.4	4.0	8.0	10.7	0.3
1977	2.4	0.5	3.6	3.0	27.0	35.9	4.4	4.0	8.2	10.7	0.3
1978	2.4	0.5	3.6	3.0	26.7	36.0	4.4	4.0	8.3	10.8	0.3
1979	2.4	0.5	3.6	3.0	26.6	35.9	4.4	4.1	8.5	10.9	0.3
1980	2.4	0.5	3.6	3.0	26.4	35.8	4.3	4.1	8.7	11.0	0.3
1981	2.4	0.5	3.5	3.0	26.2	35.7	4.3	4.1	8.9	11.2	0.3

[1]Population à compter de juin.

Source: Statistique Canada, *Estimations annuelles de la population du Canada et des provinces au 1er juin*, annuelle, nº de cat. 91-201.

Tableau de référence 3
Dépense nationale brute
1947 – 1981

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
D	40014 40254	40015 40255	40016 40256	40017 40257		40022 40262	40025 40265	40029 40269	40030 40270	40031 40271	40548 40551
					(Millions de dollars)						
1947	9,362	1,343	2,350	304	1,591	455	343	3,661	−3,601	15	13,473
1948	10,370	1,454	3,057	424	1,974	659	97	4,055	−3,630	106	15,509
1949	11,365	1,722	3,439	456	2,188	795	78	4,004	−3,853	45	16,800
1950	12,482	1,928	3,862	521	2,388	953	549	4,158	−4,492	4	18,491
1951	13,857	2,811	4,424	640	2,950	834	871	5,052	−5,580	205	21,640
1952	15,162	3,620	5,096	779	3,371	946	499	5,568	−5,369	12	24,588
1953	16,181	3,824	5,733	782	3,699	1,252	600	5,380	−5,806	−79	25,833
1954	16,934	3,825	5,714	873	3,429	1,412	−202	5,137	−5,543	53	25,918
1955	18,388	4,036	6,422	948	3,689	1,785	285	5,749	−6,390	38	28,528
1956	20,090	4,426	8,000	1,144	5,031	1,825	985	6,350	−7,664	−129	32,058
1957	21,492	4,573	8,689	1,327	5,693	1,669	170	6,379	−7,767	−23	33,513
1958	22,845	4,854	8,535	1,397	5,049	2,089	−296	6,329	−7,321	−169	34,777
1959	24,390	4,976	8,647	1,508	5,006	2,133	414	6,674	−8,028	−227	36,846
1960	25,479	5,281	8,473	1,560	5,119	1,794	409	7,004	−8,092	−195	38,359
1961	25,930	6,206	8,392	1,674	4,929	1,789	116	7,624	−8,480	−142	39,646
1962	27,452	6,608	8,885	1,903	5,128	1,854	667	8,234	−9,045	126	42,927
1963	29,225	6,982	9,556	1,985	5,612	1,959	669	9,068	−9,561	39	45,978
1964	31,389	7,593	11,205	2,023	6,800	2,382	553	10,503	−10,913	−50	50,280
1965	33,947	8,358	13,179	2,440	8,105	2,634	1,244	11,182	−12,341	−205	55,364
1966	36,890	9,748	15,361	2,841	9,915	2,605	1,225	13,045	−14,259	−182	61,828
1967	39,972	11,153	15,628	2,954	9,865	2,809	260	14,663	−15,234	−33	66,409
1968	43,704	12,684	15,754	2,983	9,518	3,253	745	16,719	−17,010	−10	72,586
1969	47,492	14,241	17,232	3,055	10,332	3,845	1,467	18,761	−19,821	443	79,815
1970	50,327	16,630	18,015	3,173	11,342	3,500	105	21,167	−20,214	−345	85,685
1971	55,616	18,368	20,800	3,754	12,230	4,816	392	22,181	−22,016	−891	94,450
1972	62,208	20,291	23,051	3,968	13,263	5,820	544	24,580	−25,250	−190	105,234
1973	71,278	23,037	27,848	4,305	16,156	7,387	1,588	30,718	−30,954	45	123,560
1974	83,388	27,816	34,260	5,462	20,022	8,776	3,451	38,992	−41,009	630	147,528
1975	96,995	33,380	40,044	6,323	24,489	9,232	−239	40,452	−45,589	300	165,343
1976	110,886	38,325	44,895	6,318	26,256	12,321	1,563	45,601	−49,973	−266	191,031
1977	122,530	43,374	48,193	6,790	28,597	12,806	374	52,548	−57,262	−889	208,868
1978	135,271	47,676	52,290	7,140	31,598	13,552	361	62,985	−67,970	−260	230,353
1979	150,617	51,979	60,595	7,397	39,113	14,085	4,165	77,087	−82,671	189	261,961
1980	168,146	57,913	68,525	8,015	46,667	13,843	−1,192	90,258	−93,443	−348	289,859
1981	190,025	66,192	80,369	9,129	55,147	16,093	1,367	98,999	−107,177	−1,274	328,501

Tableau de référence 3 (suite)
Dépense nationale brute
1947 – 1981

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement			
	(Variation en pourcentage)								
1947	16.8	– 18.9	39.7	28.3	54.6	9.4	11.6	25.9	13.4
1948	10.8	8.3	30.1	39.5	24.1	44.8	10.8	0.8	15.1
1949	9.6	18.4	12.5	7.5	10.8	20.6	– 1.3	6.1	8.3
1950	9.8	12.0	12.3	14.3	9.1	19.9	3.8	16.6	10.1
1951	11.0	45.8	14.6	22.8	23.5	– 12.5	21.5	24.2	17.0
1952	9.4	28.8	15.2	21.7	14.3	13.4	10.2	– 3.8	13.6
1953	6.7	5.6	12.5	0.4	9.7	32.3	– 3.4	8.1	5.1
1954	4.7	0.0	– 0.3	11.6	– 7.3	12.8	– 4.5	– 4.5	0.3
1955	8.6	5.5	12.4	8.6	7.6	26.4	11.9	15.3	10.1
1956	9.3	9.7	24.6	20.7	36.4	2.2	10.5	19.9	12.4
1957	7.0	3.3	8.6	16.0	13.2	– 8.5	0.5	1.3	4.5
1958	6.3	6.1	– 1.8	5.3	– 11.3	25.2	– 0.8	5.7	3.8
1959	6.8	2.5	1.3	7.9	– 0.9	2.1	5.5	9.7	5.9
1960	4.5	6.1	– 2.0	3.4	2.3	– 15.9	4.9	0.8	4.1
1961	1.8	17.5	– 1.0	7.3	– 3.7	– 0.3	8.9	4.8	3.4
1962	5.9	6.5	5.9	13.7	4.0	3.6	8.0	6.7	8.3
1963	6.5	5.7	7.6	4.3	9.4	5.7	10.1	– 5.7	7.1
1964	7.4	8.8	17.3	1.9	21.2	21.6	15.8	14.1	9.4
1965	8.1	10.1	17.6	20.6	19.2	10.6	6.5	13.1	10.1
1966	8.7	16.6	16.6	16.4	22.3	– 1.1	16.7	15.5	11.7
1967	8.4	14.4	1.7	4.0	– 0.5	7.8	12.4	6.8	7.4
1968	9.3	13.7	0.8	1.0	– 3.5	15.8	14.0	11.7	9.3
1969	8.7	12.3	9.4	2.4	8.6	18.2	12.2	16.5	10.0
1970	6.0	16.8	4.5	3.9	9.8	– 9.0	12.8	2.0	7.4
1971	10.5	10.5	15.5	18.3	7.8	37.6	4.8	8.9	10.2
1972	11.9	10.5	10.8	5.7	8.4	20.8	10.8	14.7	11.4
1973	14.6	13.5	20.8	8.5	21.8	26.9	25.0	22.6	17.4
1974	17.0	20.7	23.0	26.9	23.9	18.8	26.9	32.5	19.4
1975	16.3	20.0	16.9	15.8	22.3	5.2	3.7	11.2	12.1
1976	14.3	14.8	12.1	– 0.1	7.2	33.5	12.7	9.6	15.5
1977	10.5	13.2	7.3	7.5	8.9	3.9	15.2	14.6	9.3
1978	10.4	9.9	8.5	5.2	10.5	5.8	19.9	18.7	10.3
1979	11.3	9.0	15.9	3.6	23.8	3.9	22.4	21.6	13.7
1980	11.6	11.4	13.1	8.4	19.3	– 1.7	17.1	13.0	10.6
1981	13.0	14.3	17.3	13.9	18.2	16.3	9.7	14.7	13.3

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, annuelle, nº de cat. 13-531 et trim., nº de cat. 13-001.

Tableau de référence 4
Dépense nationale brute en dollars constants (1971)
1947 – 1981

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique biens et stocks	Exportations de biens et services	Importations de services	Erreur statistique	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
D	40562 40594	40568 40600	40569 40601	40570 40602		40576 40608	40581 40613	40586 40618	40588 40620	40540 40622	40561 40593
					(Millions de dollars)						
1947	18,546	4,747	5,316	627	3,604	1,085	672	6,170	−6,411	39	29,496
1948	18,099	4,504	6,103	779	3,982	1,342	109	6,375	−5,781	211	30,231
1949	19,138	4,982	6,553	806	4,195	1,552	215	5,997	−5,939	83	31,388
1950	20,394	5,367	7,042	884	4,385	1,773	789	5,956	−6,469	10	33,762
1951	20,546	7,000	7,068	915	4,807	1,346	1,025	6,513	−7,277	333	35,450
1952	21,984	8,624	7,892	1,090	5,303	1,499	481	7,260	−7,527	20	38,617
1953	23,512	8,890	8,861	1,162	5,732	1,967	752	7,185	−8,151	−124	40,605
1954	24,375	8,549	8,858	1,296	5,325	2,237	−238	6,917	−7,761	86	40,106
1955	26,456	8,736	9,678	1,308	5,594	2,776	410	7,442	−8,799	61	43,881
1956	28,440	8,956	11,446	1,425	7,227	2,794	1,144	8,002	−10,215	−187	47,599
1957	29,504	8,807	12,262	1,751	8,026	2,485	249	8,075	−10,096	−31	48,718
1958	30,562	9,074	12,126	1,942	7,064	3,120	−280	8,047	−9,386	−239	49,844
1959	32,264	8,999	12,191	2,090	6,911	3,190	468	8,360	−10,357	−317	51,737
1960	33,392	9,218	11,790	2,142	7,017	2,631	523	8,717	−10,347	−271	53,231
1961	33,761	10,494	11,748	2,378	6,768	2,602	251	9,374	−10,559	−196	54,741
1962	35,272	10,911	12,278	2,664	6,910	2,704	756	9,744	−10,769	175	58,475
1963	36,992	11,070	12,841	2,682	7,365	2,794	764	10,631	−11,125	54	61,487
1964	39,218	11,637	14,549	2,652	8,633	3,264	655	12,058	−12,595	−64	65,610
1965	41,606	12,253	16,259	3,003	9,843	3,413	1,441	12,606	−14,140	−256	69,981
1966	43,778	13,388	18,015	3,307	11,540	3,168	1,385	14,315	−15,989	−215	74,844
1967	45,863	14,343	17,942	3,403	11,310	3,229	253	15,770	−16,805	−31	77,344
1968	48,138	15,429	17,964	3,430	10,832	3,702	771	17,727	−18,284	−6	81,864
1969	50,353	15,993	18,850	3,350	11,325	4,175	1,518	19,462	−20,727	491	86,225
1970	51,526	17,650	18,904	3,329	11,857	3,718	84	21,223	−20,588	−341	88,390
1971	55,616	18,368	20,800	3,754	12,230	4,816	392	22,181	−22,016	−891	94,450
1972	59,841	18,930	21,955	3,772	12,751	5,432	515	23,655	−24,489	−159	100,248
1973	63,879	19,795	24,384	3,751	14,667	5,966	1,346	26,156	−27,824	76	107,812
1974	67,160	20,584	25,694	3,957	15,802	5,935	2,642	25,620	−30,538	516	111,678
1975	70,645	21,399	26,661	4,127	17,031	5,503	−252	23,993	−29,684	243	113,005
1976	75,251	21,689	27,397	3,860	16,973	6,564	988	26,225	−32,166	−135	119,249
1977	77,416	22,392	27,173	3,859	17,162	6,152	82	28,046	−32,844	−503	121,762
1978	79,550	22,757	27,260	3,779	17,534	5,947	260	30,929	−34,345	−130	126,281
1979	81,136	22,880	28,736	3,568	19,655	5,513	1,898	31,766	−36,420	119	130,115
1980	81,955	22,762	29,830	3,553	21,351	4,926	−735	32,087	−35,615	−124	130,160
1981	83,374	23,227	31,442	3,618	22,827	4,997	698	32,548	−36,733	−486	134,070

Tableau de référence 4 (suite)
Dépense nationale brute en dollars constants (1971)
1948 – 1981

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement			
	(Variation en pourcentage)								
1948	−2.4	−5.1	14.8	24.2	10.5	23.7	3.3	−9.8	2.5
1949	5.7	10.6	7.4	3.5	5.3	15.6	−5.9	2.7	3.8
1950	6.6	7.7	7.5	9.7	4.5	14.2	−0.7	8.9	7.6
1951	0.7	30.4	0.4	3.5	9.6	−24.1	9.4	12.5	5.0
1952	7.0	23.2	11.7	19.1	10.3	11.4	11.5	3.4	8.9
1953	7.0	3.1	12.3	6.6	8.1	31.2	−1.0	8.3	5.1
1954	3.7	−3.8	0.0	11.5	−7.1	13.7	−3.7	−4.8	−1.2
1955	8.5	2.2	9.3	0.9	5.1	24.1	7.6	13.4	9.4
1956	7.5	2.5	18.3	8.9	29.2	0.6	7.5	16.1	8.4
1957	3.7	−1.7	7.1	22.9	11.1	−11.1	0.9	−1.2	2.4
1958	3.6	3.0	−1.1	10.9	−12.0	25.6	−0.3	−7.0	2.3
1959	5.6	−0.8	0.5	7.6	−2.2	2.2	3.9	10.3	3.8
1960	3.5	2.4	−3.3	2.5	1.5	−17.5	4.3	−0.1	2.9
1961	1.1	13.8	−0.4	11.0	−3.5	−1.1	7.5	2.0	2.8
1962	4.5	4.0	4.5	12.0	2.1	3.9	3.9	2.0	6.8
1963	4.9	1.5	4.6	0.7	6.6	3.3	9.1	3.3	5.2
1964	6.0	5.1	13.3	−1.1	17.2	16.8	13.4	13.2	6.7
1965	6.1	5.3	11.8	13.2	14.0	4.6	4.5	12.3	6.7
1966	5.2	9.3	10.8	10.1	17.2	−7.2	13.6	13.1	6.9
1967	4.8	7.1	−0.4	2.9	−2.0	1.9	10.2	5.1	3.3
1968	5.0	7.6	0.1	0.8	−4.2	14.6	12.4	8.8	5.8
1969	4.6	3.7	4.9	−2.3	4.6	12.8	9.8	13.4	5.3
1970	2.3	10.4	0.3	−0.6	4.7	−10.9	9.0	−0.7	2.5
1971	7.9	4.1	10.0	12.8	3.1	29.5	4.5	6.9	6.9
1972	7.6	3.1	5.6	0.5	4.3	12.8	6.6	11.2	6.1
1973	6.7	4.6	11.1	−0.6	15.0	9.8	10.6	13.6	7.5
1974	5.1	4.0	5.4	5.5	7.7	−0.5	−2.0	9.8	3.6
1975	5.2	4.0	3.8	4.3	7.8	−7.3	−6.4	−2.8	1.2
1976	6.5	1.4	2.8	−6.5	−0.3	19.3	9.3	8.4	5.5
1977	2.9	3.2	−0.8	0.0	1.1	−6.3	6.9	2.1	2.1
1978	2.8	1.6	0.3	−2.1	2.2	−3.3	10.3	4.6	3.7
1979	2.0	0.5	5.4	−5.6	12.1	−7.3	2.7	6.0	3.0
1980	1.0	−0.5	3.8	−0.4	8.6	−10.6	1.0	−2.2	0.0
1981	1.7	2.0	5.4	1.8	6.9	1.4	1.4	3.1	3.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 5
Evolution structurelle de la demande
(Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute par élément)
1947 – 1981

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
1947	69.5	10.0	17.4	2.3	11.8	3.4	2.5	27.2	−26.7	0.1	100.0
1948	66.9	9.4	19.7	2.7	12.7	4.2	0.6	26.1	−23.4	0.7	100.0
1949	67.6	10.2	20.5	2.7	13.0	4.7	0.5	23.8	−22.9	0.3	100.0
1950	67.5	10.4	20.9	2.8	12.9	5.2	3.0	22.5	−24.3	0.0	100.0
1951	64.0	13.0	20.4	3.0	13.6	3.9	4.0	23.3	−25.8	0.9	100.0
1952	61.7	14.7	20.7	3.2	13.7	3.8	2.0	22.6	−21.8	0.0	100.0
1953	62.6	14.8	22.2	3.0	14.3	4.8	2.3	20.8	−22.5	−0.3	100.0
1954	65.3	14.8	22.0	3.4	13.2	5.4	−0.8	19.8	−21.4	0.2	100.0
1955	64.5	14.1	22.5	3.3	12.9	6.3	1.0	20.2	−22.4	0.1	100.0
1956	62.7	13.8	25.0	3.6	15.7	5.7	3.1	19.8	−23.9	−0.4	100.0
1957	64.1	13.6	25.9	4.0	17.0	5.0	0.5	19.0	−23.2	−0.1	100.0
1958	65.7	14.0	24.5	4.0	14.5	6.0	−0.9	18.2	−21.1	−0.5	100.0
1959	66.2	13.5	23.5	4.1	13.6	5.8	1.1	18.1	−21.8	−0.6	100.0
1960	66.4	13.8	22.1	4.1	13.3	4.7	1.1	18.3	−21.1	−0.5	100.0
1961	65.4	15.7	21.2	4.2	12.4	4.5	0.3	19.2	−21.4	−0.4	100.0
1962	64.0	15.4	20.7	4.4	11.9	4.3	1.6	19.2	−21.1	0.3	100.0
1963	63.6	15.2	20.8	4.3	12.2	4.3	1.5	19.7	−20.8	0.1	100.0
1964	62.4	15.1	22.3	4.0	13.5	4.7	1.1	20.9	−21.7	−0.1	100.0
1965	61.3	15.1	23.8	4.4	14.6	4.8	2.2	20.2	−22.3	−0.4	100.0
1966	59.7	15.8	24.8	4.6	16.0	4.2	2.0	21.1	−23.1	−0.3	100.0
1967	60.2	16.8	23.5	4.4	14.9	4.2	0.4	22.1	−22.9	0.0	100.0
1968	60.2	17.5	21.7	4.1	13.1	4.5	1.0	23.0	−23.4	0.0	100.0
1969	59.5	17.8	21.6	3.8	12.9	4.8	1.8	23.5	−24.8	0.6	100.0
1970	58.7	19.4	21.0	3.7	13.2	4.1	0.1	24.7	−23.6	−0.4	100.0
1971	58.9	19.4	22.0	4.0	12.9	5.1	0.4	23.5	−23.3	−0.9	100.0
1972	59.1	19.3	21.9	3.8	12.6	5.5	0.5	23.4	−24.0	−0.2	100.0
1973	57.7	18.6	22.5	3.5	13.1	6.0	1.3	24.9	−25.1	0.0	100.0
1974	56.5	18.9	23.2	3.7	13.6	5.9	2.3	26.4	−27.8	0.4	100.0
1975	58.7	20.2	24.2	3.8	14.8	5.6	−0.1	24.5	−27.6	0.2	100.0
1976	58.0	20.1	23.5	3.3	13.7	6.4	0.8	23.9	−26.2	−0.1	100.0
1977	58.7	20.8	23.1	3.3	13.7	6.1	0.2	25.2	−27.4	−0.4	100.0
1978	58.7	20.7	22.7	3.1	13.7	5.9	0.2	27.3	−29.5	−0.1	100.0
1979	57.5	19.8	23.1	2.8	14.9	5.4	1.6	29.4	−31.6	0.1	100.0
1980	58.0	20.0	23.6	2.8	16.1	4.8	−0.4	31.1	−32.2	−0.1	100.0
1981	57.8	20.1	24.5	2.8	16.8	4.9	0.4	30.1	−32.6	−0.4	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 6
Evolution structurelle de la demande
(Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute en dollars 1971 par élément)
1947 – 1981

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
1947	62.9	16.1	18.0	2.1	12.2	3.7	2.3	20.9	−21.7	0.1	100.0
1948	59.9	14.9	20.2	2.6	13.2	4.4	0.4	21.1	−19.1	0.7	100.0
1949	61.0	15.9	20.9	2.6	13.4	4.9	0.7	19.1	−18.9	0.3	100.0
1950	60.4	15.9	20.9	2.6	13.0	5.3	2.3	17.6	−19.2	0.0	100.0
1951	58.0	19.7	19.9	2.6	13.6	3.8	2.9	18.4	−20.5	0.9	100.0
1952	56.9	22.3	20.4	2.8	13.7	3.9	1.2	18.8	−19.5	0.1	100.0
1953	57.9	21.9	21.8	2.9	14.1	4.8	1.9	17.7	−20.1	−0.3	100.0
1954	60.8	21.3	22.1	3.2	13.3	5.6	−0.6	17.2	−19.4	0.2	100.0
1955	60.3	19.9	22.1	3.0	12.7	6.3	0.9	17.0	−20.0	0.1	100.0
1956	59.7	18.8	24.0	3.0	15.2	5.9	2.4	16.8	−21.5	−0.4	100.0
1957	60.6	18.1	25.2	3.6	16.5	5.1	0.5	16.6	−20.7	−0.1	100.0
1958	61.3	18.2	24.3	3.9	14.2	6.3	−0.6	16.1	−18.8	−0.5	100.0
1959	62.4	17.4	23.6	4.0	13.4	6.2	0.9	16.2	−20.0	−0.6	100.0
1960	62.7	17.3	22.1	4.0	13.2	4.9	1.0	16.4	−19.4	−0.5	100.0
1961	61.7	19.2	21.5	4.3	12.4	4.8	0.5	17.1	−19.3	−0.4	100.0
1962	60.3	18.7	21.0	4.6	11.8	4.6	1.3	16.7	−18.4	0.3	100.0
1963	60.2	18.0	20.9	4.4	12.0	4.5	1.2	17.3	−18.1	0.1	100.0
1964	59.8	17.7	22.2	4.0	13.2	5.0	1.0	18.4	−19.2	−0.1	100.0
1965	59.5	17.5	23.2	4.3	14.1	4.9	2.1	18.0	−20.2	−0.4	100.0
1966	58.5	17.9	24.1	4.4	15.4	4.2	1.9	19.1	−21.4	−0.3	100.0
1967	59.3	18.5	23.2	4.4	14.6	4.2	0.3	20.4	−21.7	0.0	100.0
1968	58.8	18.8	21.9	4.2	13.2	4.5	0.9	21.7	−22.3	0.0	100.0
1969	58.4	18.5	21.9	3.9	13.1	4.8	1.8	22.6	−24.0	0.6	100.0
1970	58.3	20.0	21.4	3.8	13.4	4.2	0.1	24.0	−23.3	−0.4	100.0
1971	58.9	19.4	22.0	4.0	12.9	5.1	0.4	23.5	−23.3	−0.9	100.0
1972	59.7	18.9	21.9	3.8	12.7	5.4	0.5	23.6	−24.4	−0.2	100.0
1973	59.3	18.4	22.6	3.5	13.6	5.5	1.2	24.3	−25.8	0.1	100.0
1974	60.1	18.4	23.0	3.5	14.1	5.3	2.4	22.9	−27.3	0.5	100.0
1975	62.5	18.9	23.6	3.7	15.1	4.9	−0.2	21.2	−26.3	0.2	100.0
1976	63.1	18.2	23.0	3.2	14.2	5.5	0.8	22.0	−27.0	−0.1	100.0
1977	63.6	18.4	22.3	3.2	14.1	5.1	0.1	23.0	−27.0	−0.4	100.0
1978	63.0	18.0	21.6	3.0	13.9	4.7	0.2	24.5	−27.2	−0.1	100.0
1979	62.4	17.6	22.1	2.9	15.1	4.2	1.5	24.4	−28.0	0.1	100.0
1980	63.0	17.5	22.9	2.9	16.4	3.8	−0.6	24.7	−27.4	−0.1	100.0
1981	62.2	17.3	23.5	2.7	17.0	3.7	0.5	24.3	−27.4	−0.4	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 7
Dépense brute, par habitant, Canada et provinces
1962 – 1980

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	31720 31236	31742 31237	31764 31238	31786 31239	31808 31240	31830 31241	31852 31242	31874 31243	31896 31244	44014 31245	31940 31246 + 31247	31698 31248
						(En dollars)						
1962	1,140	1,158	1,503	1,373	2,132	2,804	2,159	2,201	2,507	2,588	2,085	2,354
1963	1,221	1,192	1,565	1,441	2,204	2,933	2,227	2,591	2,637	2,718	2,198	2,472
1964	1,349	1,302	1,669	1,612	2,398	3,148	2,386	2,456	2,774	2,921	2,250	2,647
1965	1,450	1,415	1,789	1,750	2,584	3,372	2,547	2,652	3,029	3,189	3,080	2,856
1966	1,632	1,517	1,973	1,920	2,818	3,677	2,730	3,121	3,424	3,422	3,316	3,133
1967	1,712	1,614	2,142	2,029	3,005	3,911	2,964	2,861	3,612	3,603	3,486	3,315
1968	1,916	1,814	2,346	2,214	3,172	4,225	3,248	3,031	3,919	3,838	3,993	3,562
1969	2,082	1,944	2,651	2,404	3,431	4,596	3,509	3,265	4,230	4,234	4,291	3,876
1970	2,311	2,178	2,828	2,603	3,647	4,802	3,710	3,215	4,493	4,284	4,540	4,069
1971	2,479	2,307	2,995	2,810	3,918	5,171	3,996	3,788	4,884	4,709	4,306	4,408
1972	2,529	2,551	3,395	3,209	4,337	5,731	4,408	3,997	5,441	5,264	4,904	4,886
1973	2,952	3,216	3,887	3,726	4,936	6,518	5,226	5,222	6,693	6,376	6,312	5,686
1974	3,498	3,318	4,382	4,334	5,790	7,495	6,124	6,964	9,140	7,264	8,205	6,725
1975	3,888	3,887	4,865	4,860	6,435	8,104	6,871	7,812	10,571	7,831	7,660	7,410
1976	4,542	4,422	5,590	5,402	7,417	9,201	7,759	8,591	11,623	9,184	7,539	8,436
1977	5,044	4,664	6,047	5,763	7,954	9,929	8,146	8,938	12,932	10,105	9,486	9,132
1978	5,358	5,366	6,744	6,452	8,811	10,727	8,945	10,080	14,641	11,091	10,762	10,048
1979	6,414	5,967	7,443	7,603	9,820	11,999	10,016	11,488	17,151	12,718	13,220	11,373
1980	6,414	6,345	7,545	7.380	10,740	13,032	10,793	13,444	19,305	13,829	14,197	12,427
						(Variation en pourcentage)						
1963	7.1	2.9	4.1	5.0	3.4	4.6	3.1	17.7	5.2	5.0	5.4	5.0
1964	10.5	9.2	6.7	11.9	8.8	7.3	7.1	−5.2	5.2	7.4	2.4	7.1
1965	7.5	8.7	7.2	8.5	7.7	7.1	6.8	8.0	9.2	9.2	36.9	7.9
1966	12.5	7.3	10.3	9.7	9.1	9.0	7.2	17.7	13.1	7.3	7.7	9.7
1967	4.9	6.3	8.5	5.7	6.6	6.4	8.6	−8.3	5.5	5.3	5.1	5.8
1968	11.9	12.4	9.5	9.1	5.5	8.0	9.6	5.9	8.5	6.5	14.5	7.5
1969	8.7	7.2	13.0	8.6	8.2	8.8	8.0	7.7	7.9	10.3	7.5	8.8
1970	11.0	12.0	6.7	8.3	6.3	4.5	5.7	−1.5	6.2	1.2	5.8	5.0
1971	7.3	5.9	5.9	8.0	7.4	7.7	7.7	17.8	8.7	9.9	−5.2	8.3
1972	2.0	10.6	13.4	14.2	10.7	10.8	10.3	5.5	11.4	11.8	13.9	10.8
1973	16.7	26.0	14.5	16.1	13.8	13.7	18.6	30.6	23.0	21.1	28.7	16.4
1974	18.5	3.2	12.7	16.3	17.3	15.0	17.2	33.4	36.6	13.9	30.0	18.3
1975	11.1	17.1	11.0	12.1	11.1	8.1	12.2	12.2	15.7	7.8	−6.6	10.2
1976	16.8	13.8	14.9	11.2	15.3	13.5	12.9	10.0	10.0	17.3	−1.6	13.8
1977	11.0	5.5	8.2	6.7	7.2	7.9	5.0	4.0	11.3	10.0	25.8	8.2
1978	6.2	15.1	11.5	12.0	10.8	8.0	9.8	12.8	13.2	9.8	13.4	10.0
1979	19.7	11.2	10.4	17.8	11.5	11.9	12.0	14.0	17.1	14.7	22.8	13.2
1980	0.0	6.3	1.4	−2.9	9.4	8.6	7.7	17.0	12.6	8.7	7.4	9.3

Tableau de référence 7 (suite)
Dépense brute, par habitant, Canada et provinces
1962 – 1980

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Dépense personnelle par habitant, par province, en pourcentage de celle au niveau national)											
1962	48.4	49.2	63.8	58.3	90.5	119.1	91.7	93.5	106.5	109.9	88.6	100.0
1963	49.4	48.2	63.3	58.3	89.2	118.7	90.1	104.8	106.7	110.0	88.9	100.0
1964	50.9	49.2	63.1	60.9	90.6	118.9	90.1	92.8	104.8	110.3	85.0	100.0
1965	50.8	49.5	62.7	61.3	90.5	118.1	89.2	92.9	106.1	111.7	107.9	100.0
1966	52.1	48.4	63.0	61.3	90.0	117.4	87.1	99.6	109.3	109.2	105.6	100.0
1967	51.7	48.7	64.6	61.2	90.7	118.0	89.4	86.3	109.0	108.7	105.2	100.0
1968	53.8	50.9	65.8	62.2	89.0	118.6	91.2	85.1	110.0	107.7	112.1	100.0
1969	53.7	50.2	68.4	62.0	88.5	118.6	90.5	84.2	109.1	109.2	110.7	100.0
1970	56.8	53.5	69.5	64.0	89.6	118.0	91.2	79.0	110.4	105.3	111.6	100.0
1971	56.2	52.3	68.0	63.8	88.9	117.3	90.7	85.9	110.8	106.8	97.7	100.0
1972	51.8	52.2	69.5	65.7	88.8	117.3	90.2	81.8	111.4	107.7	100.4	100.0
1973	51.9	56.6	68.4	65.5	86.8	114.6	91.9	91.8	117.7	112.1	111.0	100.0
1974	52.0	49.3	65.2	64.4	86.1	111.4	91.1	103.5	135.9	108.0	122.0	100.0
1975	52.5	52.5	65.7	65.6	86.8	109.4	92.7	105.4	142.7	105.7	103.4	100.0
1976	53.8	52.4	66.3	64.0	87.9	109.1	92.0	101.8	137.8	108.9	89.4	100.0
1977	55.2	51.1	66.2	63.1	87.1	108.7	89.2	97.9	141.6	110.7	103.9	100.0
1978	53.3	53.4	67.1	64.2	87.7	106.8	89.0	100.3	145.7	110.4	107.1	100.0
1979	56.4	52.5	65.4	66.9	86.3	105.5	88.1	101.0	150.8	111.8	116.2	100.0
1980	51.6	51.1	60.7	59.4	86.4	104.9	86.8	108.2	155.3	111.3	114.2	100.0

Remarque: On obtient la dépense brute par habitant en divisant la dépense personnelle par la population en juin. Les pourcentages sont calculés à partir de données non arrondies.

Source: Statistique Canada, *Estimations annuelles de la population du Canada et des provinces*, au 1er juin; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 8
Dépense provinciale brute
1962 – 1980

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	31720	31742	31764	31786	31808	31830	31852	31874	31896	44014	31940	31698
						(Millions de dollars)						
1962	533	124	1,121	830	11,449	17,811	2,021	2,047	3,432	4,296	83	43,749
1963	581	129	1,175	878	12,081	19,009	2,113	2,417	3,700	4,618	90	46,791
1964	651	142	1,260	985	13,392	20,876	2,288	2,313	3,964	5,096	94	51,062
1965	708	154	1,352	1,076	14,691	22,888	2,458	2,520	4,391	5,730	126	56,095
1966	805	165	1,492	1,184	16,292	25,594	2,629	2,981	5,009	6,413	143	62,706
1967	854	176	1,628	1,258	17,621	27,873	2,854	2,738	5,382	7,008	153	67,547
1968	969	200	1,799	1,384	18,802	30,683	3,154	2,910	5,973	7,688	180	73,740
1969	1,070	216	2,055	1,510	20,534	33,944	3,435	3,128	6,594	8,722	202	81,410
1970	1,195	240	2,211	1,632	21,931	36,258	3,647	3,025	7,166	9,116	227	86,648
1971	1,294	256	2,363	1,784	23,620	39,829	3,948	3,507	7,951	10,289	228	95,071
1972	1,341	288	2,699	2,054	26,258	44,762	4,369	3,654	9,016	11,796	280	106,517
1973	1,585	367	3,125	2,410	30,006	51,548	5,205	4,726	11,311	14,677	379	125,339
1974	1,892	382	3,558	2,835	35,451	60,363	6,167	6,268	15,739	17,260	492	150,407
1975	2,134	455	3,989	3,232	39,762	66,230	6,967	7,086	18,796	19,054	483	168,186
1976	2,535	522	4,634	3,657	46,242	76,038	7,930	7,913	21,364	22,656	482	193,974
1977	2,845	560	5,049	3,959	49,919	82,960	8,382	8,375	24,532	25,202	607	212,389
1978	3,049	655	5,678	4,484	55,270	90,580	9,249	9,556	28,609	28,061	700	235,890
1979	3,682	734	6,312	5,330	61,761	102,038	10,337	11,028	34,542	32,699	859	269,321
1980	3,720	787	6,436	5,225	67,792	111,740	11,106	13,041	40,174	36,507	923	297,450
						(Variation en pourcentage)						
1963	8.9	3.9	4.8	5.7	5.5	6.7	4.6	18.1	7.8	7.5	8.0	7.0
1964	12.1	10.3	7.3	12.3	10.8	9.8	8.2	−4.3	7.2	10.3	4.9	9.1
1965	8.6	8.7	7.3	9.3	9.7	9.6	7.4	8.9	10.8	12.4	33.7	9.9
1966	13.7	7.3	10.3	10.1	10.9	11.8	6.9	18.3	14.1	11.9	12.9	11.8
1967	6.2	6.3	9.1	6.2	8.2	8.9	8.6	−8.1	7.5	9.3	7.6	7.7
1968	13.5	13.4	10.5	10.0	6.7	10.1	10.5	6.3	11.0	9.7	17.1	9.2
1969	10.4	8.2	14.2	9.1	9.2	10.6	8.9	7.5	10.4	13.5	12.2	10.4
1970	11.7	11.0	7.6	8.1	6.8	6.8	6.2	−3.3	8.7	4.5	12.5	6.4
1971	8.3	6.9	6.9	9.4	7.7	9.8	8.3	15.9	11.0	12.9	.5	9.7
1972	3.6	12.6	14.2	15.1	11.2	12.4	10.7	4.2	13.4	14.6	22.5	12.0
1973	18.2	27.2	15.8	17.4	14.3	15.2	19.1	29.3	25.5	24.4	35.5	17.7
1974	19.4	4.1	13.9	17.6	18.1	17.1	18.5	32.6	39.1	17.6	30.0	20.0
1975	12.8	19.2	12.1	14.0	12.2	9.7	13.0	13.1	19.4	10.4	−2.0	11.8
1976	18.8	14.7	16.2	13.2	16.3	14.8	13.8	11.7	13.7	18.9	−0.2	15.3
1977	12.2	7.3	9.0	8.2	8.0	9.1	5.7	5.8	14.8	11.2	25.8	9.5
1978	7.2	17.0	12.5	13.3	10.7	9.2	10.3	14.1	16.6	11.3	15.2	11.1
1979	20.7	12.1	11.2	18.9	11.7	12.6	11.8	15.4	20.7	16.5	22.8	14.2
1980	1.0	7.2	2.0	−2.0	9.8	9.5	7.4	18.2	16.3	11.6	7.4	10.4

Source. Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux*, annuelle, nº de cat. 13-213.

Tableau de référence 9
Répartition en pourcentage de la dépense provinciale brute
1962 – 1980

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
					(Répartition en pourcentage du total dans les provinces)							
1962	1.2	0.3	2.6	1.9	26.2	40.7	4.6	4.7	7.8	9.8	0.2	100.0
1963	1.2	0.3	2.5	1.9	25.8	40.6	4.5	5.2	7.9	9.9	0.2	100.0
1964	1.3	0.3	2.5	1.9	26.2	40.9	4.5	4.5	7.8	10.0	0.2	100.0
1965	1.3	0.3	2.4	1.9	26.2	40.8	4.4	4.5	7.8	10.2	0.2	100.0
1966	1.3	0.3	2.4	1.9	26.0	40.8	4.2	4.8	8.0	10.2	0.2	100.0
1967	1.3	0.3	2.4	1.9	26.1	41.3	4.2	4.1	8.0	10.4	0.2	100.0
1968	1.3	0.3	2.4	1.9	25.5	41.6	4.3	3.9	8.1	10.4	0.2	100.0
1969	1.3	0.3	2.5	1.9	25.2	41.7	4.2	3.8	8.1	10.7	0.2	100.0
1970	1.4	0.3	2.6	1.9	25.3	41.8	4.2	3.5	8.3	10.5	0.3	100.0
1971	1.4	0.3	2.5	1.9	24.8	41.9	4.2	3.7	8.4	10.8	0.2	100.0
1972	1.3	0.3	2.5	1.9	24.7	42.0	4.1	3.4	8.5	11.1	0.3	100.0
1973	1.3	0.3	2.5	1.9	23.9	41.1	4.2	3.8	9.0	11.7	0.3	100.0
1974	1.3	0.3	2.4	1.9	23.6	40.1	4.1	4.2	10.5	11.5	0.3	100.0
1975	1.3	0.3	2.4	1.9	23.6	39.4	4.1	4.2	11.2	11.3	0.3	100.0
1976	1.3	0.3	2.4	1.9	23.8	39.2	4.1	4.1	11.0	11.7	0.2	100.0
1977	1.3	0.3	2.4	1.9	23.5	39.1	3.9	3.9	11.6	11.9	0.3	100.0
1978	1.3	0.3	2.4	1.9	23.4	38.4	3.9	4.1	12.1	11.9	0.3	100.0
1979	1.4	0.3	2.3	2.0	22.9	37.9	3.8	4.1	12.8	12.1	0.3	100.0
1980	1.3	0.3	2.2	1.8	22.8	37.6	3.7	4.4	13.5	12.3	0.3	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux.*

Tableau de référence 10
Revenu national et produit national brut
1950 – 1981

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placements	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles incluant les loyers	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Erreur statistique	Produit national brut aux prix du marché
D		40002 40242	40003 40243	40004 40244	40005 40245	40006 40246	40007 40247	40008 40248	40009 40249	40010 40250	40011 40251	40548 40551
						(Millions de dollars)						
1950	9,152	2,608	−412	396	1,301	1,882	−374	14,553	2,065	1,876	−3	18,491
1951	10,770	3,144	−379	463	1,868	1,976	−643	17,199	2,548	2,098	−205	21,640
1952	12,073	3,071	−346	523	1,878	2,155	114	19,468	2,799	2,333	−12	24,588
1953	13,062	2,985	−328	583	1,462	2,359	2	20,125	2,994	2,634	80	25,833
1954	13,451	2,755	−339	628	918	2,498	87	19,998	3,042	2,930	−52	25,918
1955	14,369	3,485	−396	764	1,120	2,748	−182	21,908	3,321	3,337	−38	28,528
1956	16,171	3,928	−450	869	1,283	2,827	−245	24,383	3,731	3,814	130	32,058
1957	17,519	3,554	−505	977	908	2,962	−59	25,356	3,975	4,159	23	33,513
1958	17,982	3,669	−486	1,063	1,116	3,133	−41	26,436	4,036	4,135	170	34,777
1959	19,149	3,966	−527	1,062	1,008	3,207	−108	27,757	4,401	4,461	227	36,846
1960	20,141	3,870	−495	1,129	1,026	3,192	−26	28,837	4,587	4,739	196	38,359
1961	21,009	4,066	−622	1,284	826	3,261	−41	29,783	4,838	4,833	142	39,646
1962	22,468	4,450	−621	1,416	1,377	3,380	−100	32,370	5,446	5,236	−125	42,927
1963	23,932	4,932	−652	1,563	1,562	3,576	−213	34,700	5,714	5,603	−39	45,978
1964	26,034	5,841	−787	1,724	1,307	3,705	−144	37,680	6,441	6,108	51	50,260
1965	28,878	6,318	−828	1,891	1,389	3,893	−322	41,219	7,284	6,655	206	55,364
1966	32,629	6,714	−850	2,070	1,950	4,116	−335	46,294	8,030	7,322	182	61,828
1967	36,160	6,823	−874	2,362	1,239	4,355	−327	49,738	8,852	7,786	33	66,409
1968	39,318	7,742	−835	2,623	1,321	4,778	−341	54,606	9,662	8,308	10	72,586
1969	43,949	8,294	−854	3,082	1,435	5,187	−576	60,517	10,722	9,019	−443	79,815
1970	47,620	7,699	−952	3,428	1,211	5,424	−195	64,235	11,299	9,806	345	85,685
1971	52,436	8,681	−1,079	3,906	1,576	5,928	−665	70,783	12,276	10,500	891	94,450
1972	58,549	10,799	−1,031	4,577	1,662	6,170	−1,032	79,694	13,876	11,474	190	105,234
1973	67,849	15,417	−1,277	5,359	3,009	6,656	−2,362	94,651	15,598	13,355	−44	123,560
1974	81,289	20,062	−1,645	7,632	3,859	6,901	−4,244	113,854	18,257	16,045	−629	147,528
1975	94,625	19,663	−1,835	8,661	3,944	7,669	−2,938	129,789	17,584	18,270	−300	165,343
1976	109,445	19,985	−1,719	11,175	3,317	8,438	−2,064	148,507	21,520	20,738	266	191,031
1977	120,523	20,928	−2,094	13,147	2,831	9,113	−3,419	161,029	23,907	23,043	889	208,868
1978	131,382	25,614	−2,843	15,771	3,585	9,644	−4,577	178,576	25,854	25,662	261	230,353
1979	146,639	34,884	−3,064	19,143	3,983	10,503	−6,718	205,370	27,925	28,854	−188	261,961
1980	164,036	37,172	−3,411	21,782	3,969	11,438	−6,841	228,145	29,191	32,174	349	289,859
1981	186,608	33,856	−4,329	26,326	4,850	12,630	−6,721	253,220	38,241	35,766	1,274	328,501

Tableau de référence 10 (suite)
Revenu national et produit national brut
1950 – 1981

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placements	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles incluant les loyers	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Produit national brut aux prix du marché
					(Variation en pourcentage)					
1950	8.0	29.8	26.4	36.1	7.4	6.1	9.2	10.0	14.1	10.1
1951	17.7	20.6	−8.0	16.9	43.6	5.0	18.2	23.4	11.8	17.0
1952	12.1	−2.3	−8.7	13.0	0.5	9.1	13.2	9.9	11.2	13.6
1953	8.2	−2.8	−5.2	11.5	−22.2	9.5	3.4	7.0	12.9	5.1
1954	3.0	−7.7	3.4	7.7	−37.2	5.9	−0.6	1.6	11.2	0.3
1955	6.8	26.5	16.8	21.7	22.0	10.0	9.6	9.2	13.9	10.1
1956	12.5	12.7	13.6	13.7	14.6	2.9	11.3	12.3	14.3	12.4
1957	8.3	−9.5	12.2	12.4	−29.2	4.8	4.0	6.5	9.0	4.5
1958	2.6	3.2	−3.8	8.8	22.9	5.8	4.3	1.5	−0.6	3.8
1959	6.5	8.1	8.4	−0.1	−9.7	2.4	5.0	9.0	7.9	5.9
1960	5.2	−2.4	−6.1	6.3	1.8	−0.5	3.9	4.2	6.2	4.1
1961	4.3	5.1	25.7	13.7	−19.5	2.2	3.3	5.5	3.0	3.4
1962	6.9	9.4	−0.2	10.3	66.7	3.6	8.7	12.6	7.2	8.3
1963	6.5	10.8	5.0	10.4	13.4	5.8	7.2	4.9	7.0	7.1
1964	8.8	18.4	20.7	10.3	−16.3	3.6	8.6	12.7	9.0	9.4
1965	10.9	8.2	5.2	9.7	6.3	5.1	9.4	13.1	9.0	10.1
1966	13.0	6.3	2.7	9.5	40.4	5.7	12.3	10.2	10.0	11.7
1967	10.8	1.6	2.8	14.1	−36.5	5.8	7.4	10.2	6.3	7.4
1968	8.7	13.5	−4.5	11.0	6.6	9.7	9.8	9.2	6.7	9.3
1969	11.8	7.1	2.3	17.5	8.6	8.6	10.8	11.0	8.6	10.0
1970	8.4	−7.2	11.5	11.2	−15.6	4.6	6.1	5.4	8.7	7.4
1971	10.1	12.8	13.3	13.9	30.1	9.3	10.2	8.6	7.1	10.2
1972	11.7	24.4	−4.4	17.2	5.5	4.1	12.6	13.0	9.3	11.4
1973	15.9	42.8	23.9	17.1	81.0	7.9	18.8	12.4	16.4	17.4
1974	19.8	30.1	28.8	42.4	28.2	3.7	20.3	17.0	20.1	19.4
1975	16.4	−2.0	11.6	13.5	2.2	11.1	14.0	−3.7	13.9	12.1
1976	15.6	1.6	−6.3	29.0	−15.9	10.0	14.4	22.4	13.5	15.5
1977	10.2	4.7	21.8	17.6	−14.7	8.0	8.4	11.1	11.1	9.3
1978	9.0	22.4	35.8	20.0	26.6	5.8	10.9	8.1	11.4	10.3
1979	11.6	36.2	7.8	21.4	11.1	8.9	15.0	8.0	12.4	13.7
1980	11.9	6.6	11.3	13.8	−0.4	8.9	11.1	4.5	11.5	10.6
1981	13.8	−8.9	26.9	20.9	22.2	10.4	11.0	31.0	11.2	13.3

[1] Comprend solde et allocations des militaires. Non corrigé: D 40000 + 40001; désaisonnalisé: D 40240 + 40241.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 11
Rapprochement du produit national brut aux prix du marché et du produit intérieur brut au coût des facteurs 1953 – 1981

Année	PNB aux prix du marché	Erreur statistique	Impôts indirects moins subventions	Revenu de placement de non-résidents	Revenu de placement payé aux non-résidents	PIB au coût des facteurs
D	40551	40431	40432	40433	40434	40435
			(Millions de dollars)			
1953	25,833	−80	−2,994	−194	495	23,060
1954	25,918	52	−3,042	−181	520	23,267
1955	28,528	38	−3,321	−201	586	25,630
1956	32,058	−130	−3,731	−196	657	28,658
1957	33,513	−23	−3,975	−208	771	30,078
1958	34,777	−170	−4,036	−238	763	31,096
1959	36,846	−227	−4,401	−251	860	32,827
1960	38,359	−196	−4,587	−254	870	34,192
1961	39,646	−142	−4,838	−300	1,022	35,388
1962	42,927	125	−5,446	−297	1,068	38,377
1963	45,978	39	−5,714	−314	1,161	41,150
1964	50,280	−51	−6,441	−443	1,351	44,696
1965	55,364	−206	−7,284	−465	1,485	48,894
1966	61,828	−182	−8,030	−486	1,634	54,764
1967	66,409	−33	−8,852	−464	1,733	58,793
1968	72,586	−10	−9,662	−590	1,841	64,165
1969	79,815	443	−10,722	−857	2,099	70,778
1970	85,685	−345	−11,299	−1,011	2,397	75,427
1971	94,450	−891	−12,276	−953	2,537	82,867
1972	105,234	−190	−13,876	−977	2,528	92,719
1973	123,560	44	−15,598	−1,188	3,012	109,830
1974	147,528	629	−18,257	−1,386	3,741	132,255
1975	165,343	300	−17,584	−1,671	4,338	150,726
1976	191,031	−266	−21,520	−1,601	4,940	172,584
1977	208,868	−889	−23,907	−1,696	6,248	188,624
1978	230,353	−260	−25,854	−2,239	8,188	210,187
1979	261,961	189	−27,925	−2,434	9,761	241,551
1980	289,859	−348	−29,191	−3,458	11,561	268,422
1981	328,501	−1,274	−38,241	−3,159	14,943	300,770

Tableau de référence 11 (suite)
Rapprochement du produit national brut aux prix du marché et du produit intérieur brut au coût des facteurs
1953 – 1981

Année	PNB aux prix du marché	Impôts indirects moins subventions	Revenu de placement de non-résidents	Revenu de placement payé aux non-résidents	PIB au coût des facteurs
			(Variation en pourcentage)		
1953	5.1	7.0	6.0	−2.4	4.2
1954	0.3	1.6	−6.7	5.1	0.9
1955	10.1	9.2	11.0	12.7	10.2
1956	12.4	12.3	−2.5	12.1	11.8
1957	4.5	6.5	6.1	17.4	5.0
1958	3.8	1.5	14.4	−1.0	3.4
1959	5.9	9.0	5.5	12.7	5.6
1960	4.1	4.2	1.2	1.2	4.2
1961	3.4	5.5	18.1	17.5	3.5
1962	8.3	12.6	−1.0	4.5	8.4
1963	7.1	4.9	5.7	8.7	7.2
1964	9.4	12.7	41.1	16.4	8.6
1965	10.1	13.1	5.0	9.9	9.4
1966	11.7	10.2	4.5	10.0	12.0
1967	7.4	10.2	−4.5	6.1	7.4
1968	9.3	9.2	27.2	6.2	9.1
1969	10.0	11.0	45.2	14.0	10.3
1970	7.4	5.4	18.0	14.2	6.6
1971	10.2	8.6	−5.7	5.8	9.9
1972	11.4	13.0	2.5	−0.4	11.9
1973	17.4	12.4	21.6	19.1	18.5
1974	19.4	17.0	16.7	24.2	20.4
1975	12.1	−3.7	20.6	16.0	14.0
1976	15.5	22.4	−4.2	13.9	14.5
1977	9.3	11.1	5.9	26.5	9.3
1978	10.3	8.1	32.0	31.0	11.4
1979	13.5	8.0	8.7	19.2	14.9
1980	10.6	4.5	42.1	18.4	11.1
1981	13.3	31.0	−8.6	29.3	12.1

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 12
Evolution structurelle du revenu
(Répartition en pourcentage du produit national brut par élément)
1947 – 1981

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placement	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles loyers compris	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Erreur statistique	Produit national brut aux prix du marché
1947.....	50.1	13.8	–1.9	1.4	8.2	11.2	–4.2	78.5	12.5	9.1	–0.1	100.0
1948.....	50.6	13.2	–1.7	1.6	8.8	10.3	–3.3	79.5	11.8	9.3	–0.7	100.0
1949.....	50.5	12.0	–1.9	1.7	7.2	10.6	–0.7	79.3	11.2	9.8	–0.3	100.0
1950.....	49.5	14.1	–2.2	2.1	7.0	10.2	–2.0	78.7	11.2	10.1	0.0	100.0
1951.....	49.8	14.5	–1.8	2.1	8.6	9.1	–3.0	79.5	11.8	9.7	–0.9	100.0
1952.....	49.1	12.5	–1.4	2.1	7.6	8.8	0.5	79.2	11.4	9.5	0.0	100.0
1953.....	50.6	11.6	–1.3	2.3	5.7	9.1	0.0	77.9	11.6	10.2	0.3	100.0
1954.....	51.9	10.6	–1.3	2.4	3.5	9.6	0.3	77.2	11.7	11.3	–0.2	100.0
1955.....	50.4	12.2	–1.4	2.7	3.9	9.6	–0.6	76.8	11.6	11.7	–0.1	100.0
1956.....	50.4	12.3	–1.4	2.7	4.0	8.8	–0.8	76.1	11.6	11.9	0.4	100.0
1957.....	52.3	10.6	–1.5	2.9	2.7	8.8	–0.2	75.7	11.9	12.4	0.1	100.0
1958.....	51.7	10.6	–1.4	3.1	3.2	9.0	–0.1	76.0	11.6	11.9	0.5	100.0
1959.....	52.0	10.8	–1.4	2.9	2.7	8.7	–0.3	75.3	11.9	12.1	0.6	100.0
1960.....	52.5	10.1	–1.3	2.9	2.7	8.3	–0.1	75.2	12.0	12.4	0.5	100.0
1961.....	53.0	10.3	–1.6	3.2	2.1	8.2	–0.1	75.1	12.2	12.3	0.4	100.0
1962.....	52.3	10.4	–1.4	3.3	3.2	7.9	–0.2	75.4	12.7	12.2	–0.3	100.0
1963.....	52.1	10.7	–1.4	3.4	3.4	7.8	–0.5	75.5	12.4	12.2	–0.1	100.0
1964.....	51.8	11.6	–1.6	3.4	2.6	7.4	–0.3	74.9	12.8	12.1	0.1	100.0
1965.....	52.2	11.4	–1.5	3.4	2.5	7.0	–0.6	74.5	13.2	12.0	0.4	100.0
1966.....	52.8	10.9	–1.4	3.3	3.2	6.7	–0.5	74.9	13.0	11.8	0.3	100.0
1967.....	54.5	10.3	–1.3	3.6	1.9	6.6	–0.5	74.9	13.3	11.7	0.0	100.0
1968.....	54.2	10.7	–1.2	3.6	1.8	6.6	–0.5	75.2	13.3	11.4	0.0	100.0
1969.....	55.1	10.4	–1.1	3.9	1.8	6.5	–0.7	75.8	13.4	11.3	–0.6	100.0
1970.....	55.6	9.0	–1.1	4.0	1.4	6.3	–0.2	75.0	13.2	11.4	0.4	100.0
1971.....	55.5	9.2	–1.1	4.1	1.7	6.3	–0.7	74.9	13.0	11.1	0.9	100.0
1972.....	55.6	10.3	–1.0	4.3	1.6	5.9	–1.0	75.7	13.2	10.9	0.2	100.0
1973.....	54.9	12.5	–1.0	4.3	2.4	5.4	–1.9	76.6	12.6	10.8	0.0	100.0
1974.....	55.1	13.6	–1.1	5.2	2.6	4.7	–2.9	77.2	12.4	10.9	–0.4	100.0
1975.....	57.2	11.9	–1.1	5.2	2.4	4.6	–1.8	78.5	10.6	11.0	–0.2	100.0
1976.....	57.3	10.5	–0.9	5.8	1.7	4.4	–1.1	77.7	11.3	10.9	0.1	100.0
1977.....	57.7	10.0	–1.0	6.3	1.4	4.3	–1.6	77.1	11.4	11.0	0.4	100.0
1978.....	57.0	11.1	–1.2	6.8	1.6	4.2	–2.0	77.5	11.2	11.1	0.1	100.0
1979.....	56.0	13.2	–1.2	7.3	1.5	4.0	–2.6	78.4	10.7	11.1	–0.1	100.0
1980.....	56.6	12.8	–1.2	7.5	1.4	3.9	–2.4	78.7	10.1	11.1	0.1	100.0
1981.....	56.8	10.3	–1.3	8.0	1.5	3.8	–2.0	77.1	11.6	10.9	0.4	100.0

[1] Voir renvoi 1 du tableau de référence 10.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 13
Evolution structurelle du revenu
(Répartition en pourcentage du produit national brut par élément)
1947 – 1981

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placements	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles loyers compris	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs
1947	63.8	17.5	–2.4	1.8	10.4	14.2	–5.4	100.0
1948	63.6	16.5	–2.1	2.0	11.0	13.0	–4.1	100.0
1949	63.6	15.1	–2.4	2.2	9.1	13.3	–0.8	100.0
1950	62.9	17.9	–2.8	2.7	8.9	12.9	–2.6	100.0
1951	62.6	18.3	–2.2	2.7	10.9	11.5	–3.7	100.0
1952	62.0	15.8	–1.8	2.7	9.6	11.1	0.6	100.0
1953	64.9	14.8	–1.6	2.9	7.3	11.7	0.0	100.0
1954	67.3	13.8	–1.7	3.1	4.6	12.5	0.4	100.0
1955	65.6	15.9	–1.8	3.5	5.1	12.5	–0.8	100.0
1956	66.3	16.1	–1.8	3.6	5.3	11.6	–1.0	100.0
1957	69.1	14.0	–2.0	3.9	3.6	11.7	–0.2	100.0
1958	68.0	13.9	–1.8	4.0	4.2	11.9	–0.2	100.0
1959	69.0	14.3	–1.9	3.8	3.6	11.6	–0.4	100.0
1960	69.8	13.4	–1.7	3.9	3.6	11.1	–0.1	100.0
1961	70.5	13.7	–2.1	4.3	2.8	10.9	–0.1	100.0
1962	69.4	13.7	–1.9	4.4	4.3	10.4	–0.3	100.0
1963	69.0	14.2	–1.9	4.5	4.5	10.3	–0.6	100.0
1964	69.1	15.5	–2.1	4.6	3.5	9.8	–0.4	100.0
1965	70.1	15.3	–2.0	4.6	3.4	9.4	–0.8	100.0
1966	70.5	14.5	–1.8	4.5	4.2	8.9	–0.7	100.0
1967	72.7	13.7	–1.8	4.7	2.5	8.8	–0.7	100.0
1968	72.0	14.2	–1.5	4.8	2.4	8.7	–0.6	100.0
1969	72.6	13.7	–1.4	5.1	2.4	8.6	–1.0	100.0
1970	74.1	12.0	–1.5	5.3	1.9	8.4	–0.3	100.0
1971	74.1	12.3	–1.5	5.5	2.2	8.4	–0.9	100.0
1972	73.5	13.6	–1.3	5.7	2.1	7.7	–1.3	100.0
1973	71.7	16.3	–1.3	5.7	3.2	7.0	–2.5	100.0
1974	71.4	17.6	–1.4	6.7	3.4	6.1	–3.7	100.0
1975	72.9	15.1	–1.4	6.7	3.0	5.9	–2.3	100.0
1976	73.7	13.5	–1.2	7.5	2.2	5.7	–1.4	100.0
1977	74.8	13.0	–1.3	8.2	1.8	5.7	–2.1	100.0
1978	73.6	14.3	–1.6	8.8	2.0	5.4	–2.6	100.0
1979	71.4	17.0	–1.5	9.3	1.9	5.1	–3.3	100.0
1980	71.9	16.3	–1.5	9.5	1.7	5.0	–3.0	100.0
1981	73.7	13.4	–1.7	10.4	1.9	5.0	–2.7	100.0

[1] Voir renvoi 1 du tableau de référence 10.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 14
Indices de revenu réel (1971 = 100)
1947 – 1981

Année	Revenu national net réel			Revenu personnel réel			Revenu personnel disponible réel			Gages et salaires réels, revenu supplémentaire et solde militaire		Gages et salaires hebdomadaires moyens réels
	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par employé rémunéré	Par employé[1]	
1947	50.9	59.5	49.1	50.2	58.7	48.4	56.6	66.2	54.6	54.7	—	—
1948	51.1	58.8	50.0	49.9	57.4	48.7	56.6	65.1	55.3	54.4	—	—
1949	51.2	59.1	51.7	49.1	56.8	49.6	56.2	64.9	56.7	55.5	—	—
1950	52.8	60.5	54.1	49.5	56.6	50.6	57.0	65.2	58.3	56.8	—	—
1951	55.4	62.7	56.6	51.7	58.4	52.8	58.7	66.4	60.0	57.4	—	—
1952	59.5	67.1	61.8	54.3	61.2	56.4	61.1	68.9	63.4	60.6	—	—
1953	60.0	67.4	63.2	55.7	62.5	58.6	62.4	70.0	65.7	64.2	—	—
1954	57.4	64.3	62.1	54.1	60.5	58.5	60.6	67.8	65.5	65.4	—	—
1955	61.2	68.3	66.5	56.8	63.3	61.6	63.8	71.2	69.3	66.9	—	—
1956	65.4	72.6	69.9	60.3	67.0	64.4	67.5	74.9	72.1	69.7	—	—
1957	64.0	71.2	68.7	60.7	67.6	65.2	67.7	75.4	72.7	70.9	—	—
1958	63.1	70.4	70.1	60.8	67.8	67.5	65.8	76.4	76.1	70.5	—	—
1959	64.0	71.1	70.7	61.9	68.8	68.4	69.2	76.9	76.5	71.5	—	—
1960	64.5	71.3	71.7	63.2	69.9	70.3	70.1	77.6	78.0	72.9	—	—
1961	64.8	72.1	72.4	62.6	69.6	69.9	69.1	76.9	77.2	74.5	74.5	74.0
1962	68.2	75.4	75.5	66.0	72.9	73.1	73.0	80.7	80.9	75.9	75.3	75.2
1963	70.7	77.6	77.9	67.8	74.4	74.7	75.0	82.3	82.6	77.3	76.4	76.6
1964	74.4	81.0	80.5	70.3	76.6	76.1	77.0	83.9	83.4	79.6	78.3	78.5
1965	78.4	84.7	83.2	74.6	80.6	79.2	81.4	88.0	86.5	82.2	80.9	81.0
1966	83.6	89.8	86.8	79.6	85.4	82.6	85.1	91.4	88.4	84.9	84.1	83.0
1967	85.3	90.4	87.7	82.9	87.8	85.2	87.4	92.5	89.8	88.0	87.5	85.7
1968	88.5	92.4	90.7	86.2	90.0	88.3	89.6	93.5	91.8	89.2	89.3	87.9
1969	93.1	95.7	93.8	90.8	93.4	91.5	92.4	95.1	93.1	92.7	92.3	90.7
1970	94.1	95.3	95.1	93.3	94.4	94.2	93.4	94.6	94.4	95.3	95.2	94.3
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.1	105.2	105.2	107.6	105.6	105.6	108.1	106.1	106.1	103.5	103.4	104.3
1973	117.2	112.8	110.8	115.8	111.4	109.5	116.6	112.2	110.2	105.6	105.7	104.5
1974	124.9	118.0	115.0	122.5	115.7	112.8	122.5	115.7	112.8	109.0	108.3	104.2
1975	126.9	117.9	116.6	127.3	118.2	116.9	128.2	119.1	117.7	112.7	112.6	107.6
1976	133.5	121.6	121.7	133.5	121.5	121.6	133.3	121.3	121.5	119.0	119.3	112.4
1977	133.2	119.8	120.7	135.4	121.7	122.7	134.9	121.3	122.2	120.1	119.0	114.7
1978	136.3	120.2	120.6	138.5	122.3	122.6	139.3	122.9	123.3	118.4	118.4	113.4
1979	142.3	122.7	122.1	139.9	120.6	120.1	141.0	121.5	121.0	116.3	116.9	112.8
1980	141.6	119.4	119.5	140.6	118.6	118.7	141.1	119.0	119.1	114.0	115.8	112.4
1981	139.9	115.5	116.3	146.0	120.5	121.4	145.3	119.9	120.8	113.6	114.4	113.4

Tableau de référence 14 (suite)
Indices de revenu réel (1971 = 100)
1947 – 1981

Année	Revenu national net réel			Revenu personnel réel			Revenu personnel disponible réel			Gages et salaires réels, revenu supplémentaire et solde militaire		Gages et salaires hebdomadaires moyens réels
	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par employé rémunéré	Par employé[1]	
	(Variation en pourcentage)											
1948	0.5	−1.2	1.8	−0.6	−2.3	0.6	0.0	−1.6	1.3	−0.5	—	—
1949	0.0	0.5	3.4	−1.5	−1.0	1.9	−0.8	−0.3	2.6	2.0	—	—
1950	3.3	2.3	4.6	0.7	−0.3	2.0	1.4	0.5	2.8	2.3	—	—
1951	4.9	3.6	4.6	4.5	3.2	4.2	3.1	1.9	2.9	1.0	—	—
1952	7.4	7.1	9.2	5.1	4.8	6.8	4.0	3.7	5.8	5.6	—	—
1953	0.8	0.4	2.3	2.6	2.1	4.0	2.1	1.6	3.6	6.0	—	—
1954	−4.4	−4.6	−1.7	−2.9	−3.2	−0.3	−3.0	−3.2	−0.3	1.8	—	—
1955	6.6	6.3	7.0	5.0	4.6	5.4	5.3	5.0	5.7	2.3	—	—
1956	6.8	6.3	5.1	6.2	5.7	4.5	5.8	5.3	4.1	4.3	—	—
1957	−2.2	−1.9	−1.7	0.6	0.9	1.2	0.3	0.6	0.8	1.6	—	—
1958	−1.3	−1.2	2.0	0.2	0.3	3.6	1.3	1.4	4.7	−0.5	—	—
1959	1.4	1.0	0.9	1.8	1.5	1.3	1.0	0.7	0.5	1.4	—	—
1960	0.7	0.3	1.3	2.1	1.7	2.7	1.3	0.8	1.8	1.9	—	—
1961	0.5	1.0	1.1	−1.0	−0.5	−0.5	−1.4	−0.9	−0.9	2.2	—	—
1962	5.3	4.6	4.3	5.5	4.8	4.5	5.6	4.9	4.7	1.9	1.1	1.6
1963	3.7	3.0	3.1	2.8	2.1	2.2	2.8	2.1	2.2	1.9	1.4	1.9
1964	5.2	4.3	3.4	3.7	2.9	1.9	2.7	1.9	0.9	2.9	2.4	2.5
1965	5.4	4.6	3.3	6.1	5.3	4.1	5.7	4.9	3.7	3.3	3.4	3.2
1966	6.7	6.0	4.3	6.7	6.0	4.2	4.6	3.9	2.2	3.3	3.9	2.4
1967	2.0	0.6	1.0	4.2	2.8	3.1	2.6	1.2	1.6	3.6	4.1	3.2
1968	3.7	2.2	3.4	4.0	2.5	3.7	2.6	1.1	2.3	1.4	2.1	2.7
1969	5.1	3.7	3.4	5.3	3.8	3.6	3.1	1.7	1.5	3.9	3.3	3.2
1970	1.1	−0.4	1.4	2.7	1.1	3.0	1.1	−0.5	1.3	2.8	3.1	3.9
1971	6.3	4.9	5.2	7.2	5.9	6.1	7.0	5.7	5.9	4.9	5.1	6.0
1972	7.1	5.2	5.2	7.6	5.6	5.6	8.1	6.1	6.1	3.5	3.4	4.3
1973	9.4	7.3	5.4	7.6	5.5	3.6	7.8	5.8	3.9	2.0	2.3	0.2
1974	6.5	4.5	3.7	5.8	3.8	3.0	5.0	3.1	2.3	3.3	2.5	−0.3
1975	1.7	0.0	1.4	3.9	2.2	3.7	4.7	2.9	4.4	3.4	3.9	3.3
1976	5.2	3.1	4.4	4.9	2.8	4.1	4.0	1.9	3.2	5.5	5.9	4.5
1977	−0.2	−1.5	−0.8	1.5	0.2	0.8	1.3	0.0	0.6	1.0	−0.2	2.0
1978	2.3	0.4	−0.1	2.3	0.4	−0.1	3.3	1.4	0.8	−1.4	−0.5	−1.2
1979	4.4	2.0	1.3	1.0	−1.3	−2.0	1.2	−1.1	−1.8	−1.8	−1.3	−0.5
1980	−0.5	−2.7	−2.2	0.5	−1.7	−1.2	0.1	−2.1	−1.6	−2.0	−0.9	−0.4
1981	−1.2	−3.3	−2.7	3.8	1.6	2.3	3.0	0.8	1.4	−0.4	−1.2	0.9
1947 – 1981..	3.0	2.0	2.6	3.2	2.1	2.7	2.8	1.8	2.4	2.2	2.2[2]	2.2[2]
1950 – 1959..	2.1	1.8	3.0	2.5	2.2	3.4	2.2	1.9	3.1	2.6	—	—
1960 – 1969..	4.2	3.3	3.0	4.1	3.3	3.0	3.1	2.3	2.0	2.7	2.7[3]	2.6[3]
1970 – 1979..	4.7	2.8	2.8	4.6	2.7	2.7	4.7	2.8	2.8	2.2	2.3	2.0

[1] «Estimations d'employés».
[2] Moyenne de 1961 à 1981.
[3] Moyenne de 1961 à 1969.

Sources: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001; *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, mens., nº de cat. 72-008; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, nº de cat. 13-533; *Emploi, gains et durée du travail*, mens., nº de cat. 72-002; et *Recensement du Canada*, ann., nº de cat. 91-001. Le revenu réel est calculé en divisant les diverses mesures de revenu nominal par l'indice implicite des prix de la dépense de consommation des Comptes nationaux. Les données des ménages de 1961 à nos jours proviennent de Statistique Canada, *L'équipement ménager*, nº de cat. 64-202, tandis que les données antérieures à 1961 sont extrapolées des repères du recensement.

Tableau de référence 15
Revenu et dépense des particuliers
1947 – 1981

Année	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Dépense personnelle	Epargne personnelle	Rapport de l'épargne personnelle au revenu personnel disponible	Revenu personnel disponible par habitant	Dépense personnelle par habitant
D	40042 40552	40057 40295	40014 40254	40175 40413			
		(Millions de dollars)			(%)	(En dollars)	
1947	10,926	9,964	9,362	544	5.5	794	746
1948	12,592	11,559	10,370	1,138	9.8	901	809
1949	13,396	12,383	11,365	965	7.8	921	845
1950	14,262	13,285	12,482	738	5.6	969	910
1951	16,791	15,435	13,857	1,496	9.7	1,102	989
1952	18,592	16,922	15,162	1,665	9.8	1,170	1,049
1953	19,550	17,718	16,181	1,423	8.0	1,194	1,090
1954	19,717	17,868	16,934	804	4.5	1,169	1,108
1955	21,265	19,331	18,388	797	4.1	1,231	1,171
1956	23,531	21,307	20,090	1,051	4.9	1,325	1,249
1957	25,170	22,714	21,492	1,047	4.6	1,367	1,294
1958	26,651	24,313	22,845	1,278	5.3	1,423	1,338
1959	28,108	25,440	24,390	844	3.3	1,455	1,395
1960	29,595	26,567	25,479	867	3.3	1,487	1,426
1961	30,104	26,904	25,930	745	2.8	1,475	1,422
1962	32,788	29,340	27,452	1,647	5.6	1,579	1,477
1963	34,829	31,168	29,225	1,691	5.4	1,646	1,544
1964	37,282	33,049	31,389	1,383	4.2	1,713	1,627
1965	41,071	36,263	33,947	2,001	5.5	1,846	1,728
1966	46,094	39,901	36,890	2,662	6.7	1,994	1,843
1967	50,579	43,123	39,972	2,736	6.3	2,116	1,962
1968	55,677	46,820	43,704	2,639	5.6	2,262	2,111
1969	61,804	50,911	47,492	2,730	5.4	2,424	2,261
1970	66,633	54,009	50,327	2,872	5.3	2,536	2,363
1971	74,092	59,943	55,616	3,509	5.9	2,779	2,579
1972	83,767	68,100	62,208	5,015	7.4	3,124	2,853
1973	97,832	79,719	71,278	7,230	9.0	3,617	3,234
1974	116,867	94,545	83,388	9,406	9.9	4,228	3,729
1975	136,205	110,996	96,995	12,139	10.9	4,890	4,273
1976	155,343	125,510	110,886	12,560	10.0	5,459	4,823
1977	171,303	138,094	122,530	13,367	9.7	5,938	5,268
1978	190,067	154,623	135,271	16,702	10.8	6,587	5,762
1979	211,394	172,308	150,617	17,806	10.3	7,276	6,360
1980	237,272	192,572	168,146	19,459	10.1	8,045	7,025
1981	276,631	222,750	190,025	25,750	11.6	9,209	7,856

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 16
Revenu des particuliers, Canada et par province
1951 – 1980

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	30303	30304	30305	30306	30307	30308	30309	30310	30311	30312	30313	30315
						(Millions de dollars)						
1951	209	64	533	415	4,085	6,521	938	1,069	1,250	1,665	26	16,791
1952	229	78	604	438	4,558	7,207	1,006	1,213	1,344	1,863	31	18,592
1953	256	65	637	447	4,862	7,681	1,012	1,138	1,417	1,976	34	19,550
1954	272	69	664	468	5,029	7,930	1,002	824	1,346	2,050	39	19,717
1955	292	67	683	489	5,296	8,525	1,073	1,058	1,475	2,242	43	21,265
1956	325	85	732	534	5,840	9,320	1,206	1,205	1,719	2,482	59	23,531
1957	350	77	785	556	6,363	10,211	1,223	1,037	1,749	2,728	59	25,170
1958	361	83	820	585	6,655	10,802	1,352	1,156	1,958	2,786	59	26,651
1959	383	96	874	626	7,005	11,406	1,419	1,200	2,039	2,948	61	28,108
1960	412	97	920	664	7,422	11,923	1,492	1,352	2,134	3,058	63	29,595
1961	440	102	946	671	7,828	12,187	1,436	1,084	2,199	3,091	59	30,104
1962	462	114	995	707	8,446	13,098	1,611	1,529	2,411	3,279	62	32,788
1963	493	116	1,043	751	8,933	13,976	1,647	1,686	2,535	3,509	67	34,829
1964	531	128	1,108	809	9,742	15,030	1,775	1,539	2,652	3,822	70	37,282
1965	604	137	1,181	880	10,685	16,537	1,892	1,789	2,941	4,271	69	41,071
1966	680	151	1,302	979	11,880	18,655	2,039	2,047	3,374	4,817	80	46,094
1967	755	168	1,446	1,067	13,175	20,553	2,280	1,932	3,665	5,348	90	50,579
1968	837	189	1,580	1,183	14,193	22,844	2,523	2,187	4,111	5,837	104	55,677
1969	923	205	1,766	1,295	15,565	25,629	2,704	2,269	4,589	6,645	122	61,804
1970	1,025	229	1,895	1,412	16,682	27,974	2,857	2,133	4,953	7,245	148	66,633
1971	1,143	243	2,100	1,576	18,369	30,966	3,192	2,555	5,534	8,182	158	74,092
1972	1,301	287	2,436	1,810	20,823	34,822	3,564	2,767	6,267	9,417	193	83,767
1973	1,526	355	2,850	2,105	24,067	39,884	4,244	3,673	7,471	11,331	235	97,832
1974	1,903	400	3,375	2,539	28,980	47,060	4,985	4,519	9,019	13,687	293	116,867
1975	2,259	493	3,894	3,080	33,801	53,902	5,865	5,660	10,991	15,787	346	136,205
1976	2,582	547	4,416	3,460	39,204	60,959	6,473	6,199	12,783	18,187	398	155,343
1977	2,848	598	4,913	3,783	43,037	67,164	7,059	6,373	14,575	20,348	459	171,303
1978	3,064	701	5,500	4,176	47,398	74,178	7,759	7,091	16,787	22,749	509	190,067
1979	3,399	765	6,056	4,547	52,434	81,840	8,372	7,869	19,850	25,528	574	211,394
1980	3,679	874	6,692	5,016	59,144	91,002	9,133	8,757	23,030	29,111	665	237,272
						(Variation en pourcentage)						
1952	9.6	21.9	13.3	5.5	11.6	10.5	7.2	13.5	7.5	11.9	19.2	10.7
1953	11.8	– 16.7	5.5	2.1	6.7	6.6	0.6	– 6.2	5.4	6.1	9.7	5.2
1954	6.2	6.2	4.2	4.7	3.4	3.2	– 1.0	– 27.6	– 5.0	3.7	14.7	0.9
1955	7.4	– 2.9	2.9	4.5	5.3	7.5	7.1	28.4	9.6	9.4	10.3	7.9
1956	11.3	26.9	7.2	9.2	10.3	9.3	12.4	13.9	16.5	10.7	37.2	10.7
1957	7.7	– 9.4	7.2	4.1	9.0	9.6	1.4	– 13.9	1.7	9.9	0.0	7.0
1958	3.1	7.8	4.5	5.2	4.6	5.8	10.5	11.5	11.9	2.5	0.0	5.9
1959	6.1	15.7	6.6	7.0	5.3	5.6	5.0	3.8	4.1	5.8	3.4	5.5
1960	7.6	1.0	5.3	6.1	6.0	4.5	5.1	12.7	4.7	3.7	3.3	5.3
1961	6.8	5.2	2.8	1.1	5.5	2.2	– 3.8	– 19.8	3.0	1.1	– 6.3	1.7
1962	5.0	11.8	5.2	5.4	7.9	7.5	12.2	41.1	9.6	6.1	5.1	8.9
1963	6.7	1.8	4.8	6.2	5.8	6.7	2.2	10.3	5.1	7.0	8.1	6.2
1964	7.7	10.3	6.2	7.7	9.1	7.5	7.8	– 8.7	4.6	8.9	4.5	7.0
1965	13.7	7.0	6.6	8.8	9.7	10.0	6.6	16.2	10.9	11.7	– 1.4	10.2
1966	12.6	10.2	10.2	11.2	11.2	12.8	7.8	14.4	14.7	12.8	15.9	12.2
1967	11.0	11.3	11.1	9.0	10.9	10.2	11.8	– 5.6	8.6	11.0	12.5	9.7
1968	10.9	12.5	9.3	10.9	7.7	11.1	10.7	13.2	12.2	9.1	15.6	10.1
1969	10.3	8.5	11.8	9.5	9.7	12.2	7.2	3.7	11.6	13.8	17.3	11.0
1970	11.1	11.7	7.3	9.0	7.2	9.1	5.7	– 6.0	7.9	9.0	21.3	7.8
1971	11.5	6.1	10.8	11.6	10.1	10.7	11.7	19.8	11.7	12.9	6.8	11.2
1972	13.8	18.1	16.0	14.8	13.4	12.5	11.7	8.3	13.2	15.1	22.2	13.1
1973	17.3	23.7	17.0	16.3	15.6	14.5	19.1	32.7	19.2	20.3	21.8	16.8
1974	24.7	12.7	18.4	20.6	20.4	18.0	17.5	23.0	20.7	20.8	24.7	19.5
1975	18.7	23.2	15.4	21.3	16.6	14.5	17.7	25.2	21.9	15.3	18.1	16.5
1976	14.3	11.0	13.4	12.3	16.0	13.1	10.4	9.5	16.3	15.2	15.0	14.1
1977	10.3	9.3	11.3	9.3	9.8	10.2	9.1	2.8	14.0	11.9	15.3	10.3
1978	7.6	17.2	11.9	10.4	10.1	10.4	9.9	11.3	15.2	11.8	10.9	11.0
1979	10.9	9.1	10.1	8.9	10.6	10.3	7.9	11.0	18.2	12.2	12.8	11.2
1980	8.2	14.2	10.5	10.3	12.8	11.2	9.1	11.3	16.0	14.0	15.9	12.2

Tableau de référence 16 (suite)
Revenu des particuliers, Canada et par province
1951 – 1980

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Répartition en pourcentage du total dans les provinces)											
1951	1.2	0.4	3.2	2.5	24.3	38.8	5.6	6.4	7.4	9.9	0.2	100.0
1952	1.2	0.4	3.2	2.4	24.5	38.8	5.4	6.5	7.2	10.0	0.2	100.0
1953	1.3	0.3	3.3	2.3	24.9	39.3	5.2	5.8	7.2	10.1	0.2	100.0
1954	1.4	0.3	3.4	2.4	25.5	40.2	5.1	4.2	6.8	10.4	0.2	100.0
1955	1.4	0.3	3.2	2.3	24.9	40.1	5.0	5.0	6.9	10.5	0.2	100.0
1956	1.4	0.4	3.1	2.3	24.8	39.6	5.1	5.1	7.3	10.5	0.3	100.0
1957	1.4	0.3	3.1	2.2	25.3	40.6	4.9	4.1	7.0	10.8	0.2	100.0
1958	1.4	0.3	3.1	2.2	25.0	40.5	5.1	4.3	7.3	10.5	0.2	100.0
1959	1.4	0.3	3.1	2.2	24.9	40.6	5.0	4.3	7.3	10.5	0.2	100.0
1960	1.4	0.3	3.1	2.2	25.1	40.3	5.0	4.6	7.2	10.3	0.2	100.0
1961	1.5	0.3	3.1	2.2	26.0	40.5	4.8	3.6	7.3	10.3	0.2	100.0
1962	1.4	0.3	3.0	2.2	25.8	39.9	4.9	4.7	7.4	10.0	0.2	100.0
1963	1.4	0.3	3.0	2.2	25.6	40.1	4.7	4.8	7.3	10.1	0.2	100.0
1964	1.4	0.3	3.0	2.2	26.1	40.3	4.8	4.1	7.1	10.3	0.2	100.0
1965	1.5	0.3	2.9	2.1	26.0	40.3	4.6	4.4	7.2	10.4	0.2	100.0
1966	1.5	0.3	2.8	2.1	25.8	40.5	4.4	4.4	7.3	10.5	0.2	100.0
1967	1.5	0.3	2.9	2.1	26.0	40.6	4.5	3.8	7.2	10.6	0.2	100.0
1968	1.5	0.3	2.8	2.1	25.5	41.0	4.5	3.9	7.4	10.5	0.2	100.0
1969	1.5	0.3	2.9	2.1	25.2	41.5	4.4	3.7	7.4	10.8	0.2	100.0
1970	1.5	0.3	2.8	2.1	25.0	42.0	4.3	3.2	7.4	10.9	0.2	100.0
1971	1.5	0.3	2.8	2.1	24.8	41.8	4.3	3.4	7.5	11.0	0.2	100.0
1972	1.6	0.3	2.9	2.2	24.9	41.6	4.3	3.3	7.5	11.2	0.2	100.0
1973	1.6	0.4	2.9	2.2	24.6	40.8	4.3	3.8	7.6	11.6	0.2	100.0
1974	1.6	0.3	2.9	2.2	24.8	40.3	4.3	3.9	7.7	11.7	0.3	100.0
1975	1.7	0.4	2.9	2.3	24.8	39.6	4.3	4.2	8.1	11.6	0.3	100.0
1976	1.7	0.4	2.8	2.2	25.2	39.2	4.2	4.0	8.2	11.7	0.3	100.0
1977	1.7	0.3	2.9	2.2	25.1	39.2	4.1	3.7	8.5	11.9	0.3	100.0
1978	1.6	0.4	2.9	2.2	24.9	39.0	4.1	3.7	8.8	12.0	0.3	100.0
1979	1.6	0.4	2.9	2.2	24.8	38.7	4.0	3.7	9.4	12.1	0.3	100.0
1980	1.6	0.4	2.8	2.1	24.9	38.4	3.8	3.7	9.7	12.3	0.3	100.0

Remarque: Le total pour le Canada inclut le revenu personnel des Canadiens temporairement à l'étranger (y compris les soldes et allocations militaires des Forces armées canadiennes à l'étranger). Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la Colombie-Britannique jusqu'en 1950.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 17
Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province
1951 – 1980

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	30316	30317	30318	30319	30320	30321	30322	30323	30324	30325	30326	30327
						(En dollars)						
1951	579	653	829	804	1,007	1,418	1,209	1,285	1,331	1,429	1,040	1,199
1952	612	780	925	833	1,092	1,505	1,261	1,439	1,387	1,546	1,240	1,286
1953	668	644	961	839	1,139	1,555	1,251	1,322	1,400	1,583	1,360	1,317
1954	689	683	987	867	1,146	1,550	1,217	944	1,273	1,583	1,444	1,290
1955	719	670	1,000	894	1,172	1,619	1,279	1,205	1,352	1,671	1,483	1,355
1956	783	859	1,053	962	1,262	1,724	1,419	1,368	1,531	1,774	1,903	1,463
1957	825	778	1,120	989	1,334	1,812	1,419	1,178	1,503	1,841	1,903	1,515
1958	836	830	1,157	1,025	1,357	1,856	1,545	1,297	1,624	1,811	1,788	1,560
1959	869	951	1,216	1,076	1,394	1,911	1,593	1,323	1,634	1,881	1,794	1,608
1960	920	942	1,265	1,127	1,443	1,951	1,647	1,478	1,653	1,909	1,750	1,656
1961	961	971	1,284	1,122	1,488	1,954	1,557	1,172	1,651	1,897	1,595	1,651
1962	987	1,065	1,334	1,169	1,573	2,062	1,721	1,644	1,761	1,975	1,550	1,764
1963	1,036	1,074	1,389	1,233	1,630	2,156	1,736	1,807	1,807	2,065	1,634	1,840
1964	1,099	1,174	1,468	1,324	1,745	2,267	1,851	1,634	1,856	2,190	1,667	1,933
1965	1,238	1,257	1,562	1,431	1,880	2,436	1,961	1,883	2,028	2,377	1,683	2,091
1966	1,379	1,385	1,722	1,587	2,055	2,680	2,117	2,143	2,306	2,570	1,860	2,303
1967	1,513	1,541	1,903	1,721	2,247	2,884	2,368	2,019	2,460	2,750	2,045	2,482
1968	1,654	1,718	2,060	1,893	2,394	3,146	2,598	2,278	2,698	2,914	2,311	2,690
1969	1,796	1,847	2,279	2,062	2,601	3,470	2,762	2,368	2,944	3,226	2,596	2,943
1970	1,983	2,082	2,423	2,252	2,774	3,705	2,906	2,267	3,105	3,405	2,960	3,129
1971	2,190	2,189	2,662	2,482	3,047	4,020	3,231	2,759	3,399	3,745	2,981	3,435
1972	2,455	2,540	3,064	2,828	3,440	4,459	3,596	3,027	3,782	4,202	3,386	3,842
1973	2,842	3,114	3,545	3,253	3,959	5,043	4,261	4,059	4,421	4,922	3,917	4,438
1974	3,518	3,478	4,156	3,882	4,733	5,843	4,950	5,021	5,238	5,761	4,883	5,226
1975	4,115	4,214	4,749	4,632	5,470	6,596	5,784	6,240	6,182	6,489	5,492	6,001
1976	4,627	4,636	5,327	5,111	6,288	7,376	6,334	6,731	6,955	7,372	6,219	6,756
1977	5,050	4,983	5,884	5,507	6,857	8,039	6,860	6,801	7,683	8,159	7,172	7,365
1978	5,385	5,746	6,532	6,009	7,556	8,785	7,504	7,480	8,591	8,992	7,831	8,096
1979	5,922	6,220	7,142	6,486	8,337	9,624	8,112	8,197	9,856	9,929	8,631	8,927
1980	6,343	7,048	7,845	7,085	9,370	10,614	8,876	9,028	11,067	11,027	10,231	9,913
						(Variation en pourcentage)						
1951	9.1	13.5	7.1	10.2	12.7	12.5	14.5	48.3	27.2	10.0	n.d.	15.2
1952	5.8	19.4	11.6	3.5	8.4	6.1	4.3	12.0	3.8	8.2	19.2	7.3
1953	9.2	−17.5	3.9	0.7	4.3	3.3	−0.8	−8.1	1.4	2.4	9.7	2.4
1954	3.0	6.2	2.7	3.3	0.6	−0.3	−2.7	−28.6	−9.1	−0.2	6.2	−2.1
1955	4.4	−1.9	1.4	3.2	2.3	4.4	5.0	27.7	6.2	5.5	2.7	5.0
1956	8.9	28.1	5.3	7.6	7.6	6.5	−0.2	13.5	13.2	6.2	28.4	8.0
1957	5.4	−9.4	6.3	2.8	5.7	5.1	0.0	−13.9	−1.8	3.8	0.0	3.6
1958	1.2	6.7	3.3	3.6	1.7	2.4	8.9	10.1	8.1	−1.6	−6.1	3.0
1959	3.9	14.5	5.1	5.0	2.7	3.0	3.1	2.0	0.6	3.9	0.3	3.0
1960	5.9	−0.9	4.1	4.8	3.5	2.1	3.4	11.7	1.2	1.5	−2.5	3.0
1961	4.5	3.2	1.4	−0.5	3.1	0.2	−5.4	−20.7	−0.1	−0.6	−8.9	−0.3
1962	2.8	9.7	3.9	4.1	5.6	5.5	10.5	40.3	6.7	4.1	−2.8	6.9
1963	4.9	0.8	4.1	5.5	3.6	4.6	0.8	9.9	2.6	4.6	5.4	4.3
1964	6.1	9.3	5.7	7.4	7.0	5.1	6.6	−9.6	2.7	6.0	2.0	5.1
1965	12.6	7.0	6.4	8.1	7.7	7.5	5.9	15.3	9.3	8.5	1.0	8.2
1966	11.4	10.2	10.2	10.9	9.3	10.0	8.0	13.8	13.7	8.1	10.5	10.1
1967	9.7	11.3	10.5	8.5	9.3	7.6	11.8	−5.8	6.7	7.0	9.9	7.8
1968	9.3	11.5	8.3	10.0	6.6	9.1	9.7	12.8	9.7	6.0	13.0	8.4
1969	8.6	7.5	10.6	8.9	8.6	10.3	6.3	4.0	9.1	10.7	12.3	9.4
1970	10.4	12.7	6.3	9.2	6.7	6.8	5.2	−4.3	5.5	5.5	14.0	6.3
1971	10.4	5.2	9.8	10.2	9.8	8.5	11.2	21.7	9.5	10.0	0.7	9.8
1972	12.1	16.0	15.1	14.0	12.9	10.9	11.3	9.7	11.3	12.2	13.6	11.8
1973	15.8	22.6	15.7	15.0	15.1	13.1	18.5	34.1	16.9	17.1	15.7	15.5
1974	23.8	11.7	17.3	19.3	19.5	15.9	16.2	23.7	18.5	17.0	24.7	17.7
1975	17.0	21.1	14.3	19.3	15.6	12.9	16.8	24.3	18.0	12.6	12.5	14.8
1976	12.5	10.0	12.2	10.3	14.9	11.8	9.5	7.9	12.5	13.6	13.2	12.6
1977	9.1	7.5	10.5	7.7	9.1	9.0	8.3	1.1	10.5	10.7	15.3	9.0
1978	6.6	15.3	11.0	9.1	10.2	9.3	9.4	10.0	11.8	10.2	9.2	9.9
1979	10.0	8.2	9.3	8.0	10.3	9.6	8.1	9.6	14.7	10.4	12.8	10.3
1980	7.1	13.3	9.9	9.2	12.4	10.3	9.4	10.1	12.3	11.1	15.9	11.0

Tableau de référence 17 (suite)
Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province
1951 – 1980

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Revenu personnel par habitant par province, en pourcentage du revenu personnel par habitant au niveau national)											
1951	48.3	54.5	69.2	67.1	84.0	118.3	100.8	107.2	110.6	119.2	86.8	100.0
1952	47.6	60.7	71.9	64.8	84.9	117.1	98.0	111.9	107.4	120.2	96.4	100.0
1953	50.8	48.9	73.0	63.7	86.5	118.0	95.0	100.4	106.3	120.2	103.3	100.0
1954	53.4	53.0	76.5	67.2	88.9	120.2	94.4	73.2	98.7	122.7	112.0	100.0
1955	53.1	49.5	73.8	66.0	86.6	119.5	94.4	89.0	99.8	123.3	109.5	100.0
1956	53.5	58.7	72.0	65.8	86.2	117.8	97.0	93.5	104.6	121.2	130.1	100.0
1957	54.5	51.3	73.9	65.3	88.0	119.6	93.6	77.8	99.2	121.5	125.6	100.0
1958	53.6	53.2	74.1	65.7	87.0	118.9	99.0	83.1	104.0	116.1	114.6	100.0
1959	54.0	59.1	75.6	66.9	86.7	118.9	99.1	82.3	101.6	117.0	111.6	100.0
1960	55.5	56.9	76.4	68.1	87.2	117.8	99.4	89.2	99.8	115.3	105.7	100.0
1961	58.2	58.9	77.8	68.0	90.2	118.4	94.4	71.0	100.0	115.0	96.6	100.0
1962	55.9	60.4	75.6	66.2	89.1	116.9	97.5	93.2	99.8	112.0	87.8	100.0
1963	56.3	58.4	75.5	67.0	88.6	117.2	94.3	98.2	98.2	112.3	88.8	100.0
1964	56.9	60.8	75.9	68.5	90.3	117.3	95.8	84.5	96.0	113.3	86.2	100.0
1965	59.2	60.1	74.7	68.4	89.9	116.5	93.8	90.1	97.0	113.7	80.5	100.0
1966	59.9	60.2	74.8	68.9	89.2	116.4	91.9	93.1	100.1	111.6	80.8	100.0
1967	61.0	62.1	76.7	69.3	90.5	116.2	95.4	81.3	99.1	110.8	82.4	100.0
1968	61.5	63.9	76.6	70.4	89.0	117.0	96.6	84.7	100.3	108.3	85.9	100.0
1969	61.0	62.8	77.4	70.1	88.4	117.9	93.9	80.5	100.0	109.6	88.2	100.0
1970	63.4	66.5	77.5	72.0	88.7	118.4	92.9	72.4	99.3	108.8	94.6	100.0
1971	63.7	63.7	77.5	72.2	88.7	117.0	94.0	80.3	99.0	109.0	86.8	100.0
1972	63.9	66.1	79.8	73.6	89.5	116.0	93.6	78.8	98.4	109.4	88.1	100.0
1973	64.0	70.2	79.9	73.3	89.2	113.6	96.0	91.4	99.6	110.9	88.2	100.0
1974	67.3	66.6	79.5	74.3	90.6	111.8	94.7	96.1	100.2	110.2	93.4	100.0
1975	68.6	70.2	79.1	77.2	91.2	109.9	96.4	104.0	103.0	108.1	91.5	100.0
1976	68.5	68.6	78.8	75.6	93.1	109.2	93.7	99.6	102.9	109.1	92.0	100.0
1977	68.6	67.7	79.9	74.8	93.1	109.1	93.1	92.3	104.3	110.8	97.4	100.0
1978	66.5	71.0	80.7	74.2	93.3	108.5	92.7	92.4	106.1	111.1	96.7	100.0
1979	66.3	69.7	80.0	72.7	93.4	107.8	90.9	91.8	110.4	111.2	98.9	100.0
1980	64.0	71.1	79.1	71.5	94.5	107.1	89.5	91.1	111.6	111.2	103.2	100.0

Remarque: Le revenu des particuliers, par habitant, provient de la division du revenu des particuliers par la population en juin. Les variations en pourcentage sont calculées à partir des données non arrondies.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses; Population estimative du Canada par province, le 1er juin.*

Tableau de référence 18
Valeur des ventes au détail, Canada et par région
1950 – 1981[1]

Année	Ventes d'automobiles	Autres ventes	Ensemble des ventes					
			Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique[2]
	(Millions de dollars)							
1950	1,505	8,112	9,617	822	2,183	3,715	1,914	982
1951	1,884	8,809	10,693	899	2,443	4,130	2,122	1,100
1952	2,105	9,462	11,567	971	2,658	4,409	2,340	1,190
1953	2,303	9,886	12,189	1,004	2,793	4,666	2,485	1,241
1954	2,055	10,262	12,317	1,024	2,868	4,762	2,391	1,274
1955	2,415	11,058	13,473	1,125	3,109	5,296	2,496	1,447
1956	2,598	12,176	14,774	1,209	3,463	5,734	2,728	1,640
1957	2,547	12,876	15,423	1,233	3,710	5,943	2,855	1,683
1958	2,485	13,654	16,139	1,287	3,854	6,271	3,021	1,705
1959	2,701	14,386	17,087	1,356	4,114	6,615	3,208	1,793
1960	2,650	14,741	17,391	1,421	4,213	6,751	3,250	1,755
1961	2,599	15,154	17,752	1,456	4,490	6,808	3,238	1,760
1961	2,599	13,474	16,073	1,381	4,108	6,207	2,774	1,604
1962	2,957	14,180	17,137	1,429	4,486	6,526	2,945	1,751
1963	3,312	14,895	18,207	1,511	4,770	6,948	3,098	1,880
1964	3,612	15,881	19,493	1,616	5,120	7,366	3,305	2,086
1965	4,175	16,979	21,155	1,762	5,534	8,043	3,509	2,307
1966	4,338	18,349	22,686	1,861	5,882	8,625	3,811	2,507
1967	4,433	19,722	24,155	1,979	6,379	9,091	4,058	2,648
1968	4,714	20,997	25,711	2,135	6,565	9,885	4,267	2,859
1969	4,796	22,606	27,401	2,191	6,962	10,588	4,494	3,165
1970	4,197	23,837	28,034	2,295	7,074	10,885	4,520	3,260
1971	4,925	25,722	30,646	2,532	7,681	11,877	4,924	3,632
1972	6,240	27,846	34,086	2,786	8,612	13,058	5,568	4,062
1973	7,422	30,891	38,313	3,095	9,697	14,505	6,281	4,735
1974	8,303	36,435	44,739	3,638	11,385	16,570	7,603	5,543
1975	10,184	41,178	51,361	4,167	13,020	19,151	8,955	6,068
1976	11,058	46,070	57,128	4,625	14,448	21,057	10,183	6,815
1977	11,750	49,873	61,623	4,921	15,563	22,719	10,967	7,452
1978	13,480	55,299	68,778	5,615	17,196	25,186	12,355	8,426
1979	15,421	61,604	77,025	6,295	19,625	27,515	14,191	9,399
1980	15,698	68,328	84,026	6,628	20,895	29,666	16,027	10,810
1981	16,692	77,845	94,537	7,243	22,784	33,809	18,356	12,345

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les totaux ne sont pas toujours égaux à la somme des éléments.

[1] Les données de ventes au détail d'avant 1975 sont fondées sur un échantillonnage des détaillants établi à partir d'un point repère des données de recensement; certaines données repères des différentes années se chevauchent. A partir de 1975, et avec recul à 1971, les données de ventes au détail ont été obtenues d'un échantillonnage de détaillants provenant de renseignements non liés à un recensement et ces données ne se comparent pas aux données antérieures. Les données d'avant 1961 sont fondées sur la classification industrielle standard de 1948 et les données plus récentes sur la classification de 1960.

[2] Incluant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada, *Commerce de détail*, mens., nº de cat. 63-005.

Tableau de référence 19
Investissements privés et publics au Canada
1956 – 1981

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel			Construction	Machinerie et équipement	Total partiel		
	Secteur primaire et construction					Fabrication				
	(Millions de dollars)									
1956	534	772	1,306	475	1,781	488	906	1,394	578	1,972
1957	544	702	1,246	461	1,707	520	959	1,479	613	2,092
1958	378	619	997	468	1,465	398	697	1,095	572	1,667
1959	396	678	1,074	517	1,591	374	770	1,144	662	1,806
1960	451	683	1,134	522	1,656	335	843	1,178	671	1,849
1961	572	639	1,211	512	1,723	279	806	1,085	682	1,767
1962	568	738	1,306	536	1,842	353	916	1,269	750	2,019
1963	599	879	1,478	586	2,064	355	1,003	1,358	801	2,159
1964	702	1,051	1,753	660	2,413	443	1,388	1,831	896	2,727
1965	869	1,151	2,020	724	2,744	604	1,736	2,340	974	3,314
1966	1,066	1,348	2,414	796	3,210	788	2,126	2,914	1,096	4,010
1967	1,069	1,427	2,496	854	3,350	677	1,857	2,534	1,156	3,690
1968	1,086	1,341	2,427	914	3,341	657	1,542	2,199	1,232	3,431
1969	1,203	1,323	2,526	985	3,511	772	1,828	2,600	1,306	3,906
1970	1,284	1,268	2,552	1,112	3,664	997	2,226	3,223	1,417	4,640
1971	1,605	1,508	3,113	1,212	4,325	873	2,121	2,994	1,483	4,477
1972	1,528	1,785	3,313	1,304	4,617	829	2,119	2,948	1,657	4,605
1973	1,756	2,102	3,858	1,582	5,439	986	2,682	3,668	1,919	5,587
1974	2,184	2,529	4,713	1,899	6,612	1,425	3,525	4,950	2,310	7,260
1975	2,619	3,205	5,824	2,198	8,022	1,569	3,953	5,522	2,445	7,967
1976	3,094	4,168	7,262	2,540	9,802	1,440	4,026	5,465	2,891	8,357
1977	3,683	4,219	7,902	2,772	10,674	1,659	4,422	6,081	3,216	9,297
1978	4,058	4,440	8,498	2,972	11,469	1,544	4,635	6,178	3,596	9,774
1979	5,798	5,510	11,308	3,629	14,937	1,611	5,833	7,444	4,098	11,541
1980	7,934	6,135	14,070	3,901	17,971	2,053	7,453	9,505	4,572	14,077
1981	9,555	7,008	16,563	4,220	20,783	2,523	9,183	11,706	5,103	16,809
	Utilités publiques					Commerce, finance et services commerciaux				
	(Millions de dollars)									
1956	1,086	676	1,762	640	2,402	327	284	611	138	749
1957	1,475	833	2,308	677	2,985	383	307	690	146	836
1958	1,405	748	2,153	650	2,803	396	309	705	146	851
1959	1,118	724	1,842	703	2,545	462	371	833	168	1,001
1960	1,074	698	1,772	713	2,485	466	409	875	168	1,043
1961	1,088	610	1,698	723	2,421	451	396	847	162	1,009
1962	982	619	1,601	734	2,335	438	422	860	164	1,024
1963	1,111	660	1,771	774	2,545	468	450	918	183	1,101
1964	1,332	727	2,059	822	2,881	548	494	1,042	195	1,237
1965	1,443	980	2,423	867	3,290	705	564	1,269	220	1,489
1966	1,666	1,260	2,926	945	3,871	860	667	1,527	248	1,775
1967	1,748	1,397	3,145	1,019	4,164	764	770	1,534	272	1,806
1968	1,774	1,446	3,220	1,070	4,290	710	762	1,472	300	1,772
1969	1,719	1,586	3,305	1,113	4,418	704	952	1,656	299	1,955
1970	2,044	1,584	3,628	1,218	4,846	760	985	1,745	323	2,068
1971	2,228	1,760	3,988	1,318	5,306	901	1,014	1,915	324	2,239
1972	2,357	1,872	4,229	1,424	5,653	1,212	1,430	2,642	355	2,997
1973	2,673	2,484	5,157	1,617	6,774	1,685	1,759	3,445	420	3,864
1974	3,154	3,087	6,241	2,002	8,243	2,184	2,145	4,329	510	4,839
1975	4,403	3,630	8,033	2,229	10,262	2,768	2,448	5,216	591	5,807
1976	4,426	3,828	8,254	2,588	10,842	2,724	2,546	5,270	724	5,994
1977	5,073	4,115	9,188	2,948	12,136	2,605	2,730	5,335	775	6,110
1978	5,626	4,900	10,526	3,393	13,918	2,925	3,402	6,327	912	7,239
1979	6,184	5,576	11,760	3,830	15,590	3,932	4,516	8,449	1,099	9,548
1980	6,701	6,377	13,077	4,233	17,310	4,527	4,820	9,347	1,106	10,453
1981	8,482	7,440	15,923	4,624	20,547	5,257	5,488	10,745	1,186	11,931

Tableau de référence 19 (suite)
Investissements privés et publics au Canada
1956 – 1981

Année	Investissements					Investissements				
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total
	Institutions					Habitation[1]				
	(Millions de dollars)									
1956	359	43	402	52	454	1,547	—	1,547	355	1,902
1957	407	47	454	56	510	1,430	—	1,430	383	1,813
1958	457	57	514	57	571	1,782	—	1,782	407	2,189
1959	479	57	536	59	595	1,752	—	1,752	431	2,183
1960	500	73	573	71	644	1,456	—	1,456	457	1,913
1961	536	81	617	78	695	1,467	—	1,467	484	1,951
1962	729	105	834	76	910	1,587	—	1,587	513	2,100
1963	757	116	873	75	948	1,713	—	1,713	544	2,257
1964	648	123	771	79	850	2,028	—	2,028	577	2,605
1965	867	145	1,012	82	1,094	2,133	—	2,133	618	2,751
1966	1,020	184	1,204	93	1,297	2,181	—	2,181	661	2,842
1967	1,107	208	1,315	113	1,428	2,352	—	2,352	713	3,065
1968	1,197	225	1,422	118	1,540	2,806	—	2,806	780	3,586
1969	1,134	209	1,343	133	1,476	3,384	—	3,384	844	4,228
1970	1,095	216	1,311	134	1,445	3,138	—	3,138	871	4,009
1971	1,199	236	1,435	152	1,587	4,025	—	4,025	951	4,976
1972	993	225	1,218	168	1,386	4,820	—	4,820	1,051	5,871
1973	914	228	1,142	175	1,316	5,978	—	5,978	1,188	7,165
1974	1,064	275	1,338	199	1,537	7,010	—	7,010	1,451	8,461
1975	1,191	293	1,484	224	1,708	7,114	—	7,114	1,576	8,690
1976	1,168	317	1,485	256	1,741	10,853	—	10,853	1,817	12,669
1977	1,180	335	1,514	313	1,827	11,065	—	11,065	2,061	13,126
1978	1,181	362	1,542	344	1,886	11,450	—	11,450	2,329	13,780
1979	1,326	363	1,690	369	2,059	11,617	—	11,617	2,649	14,267
1980	1,572	392	1,965	407	2,371	10,950	—	10,950	2,826	13,776
1981	1,731	412	2,143	439	2,582	12,304	—	12,304	3,113	15,417

Année	Services gouvernementaux					Total				
	(Millions de dollars)									
1956	932	80	1,012	282	1,294	5,273	2,761	8,034	2,520	10,554
1957	1,025	85	1,110	288	1,398	5,784	2,933	8,717	2,624	11,341
1958	1,014	104	1,118	314	1,432	5,830	2,534	8,364	2,614	10,978
1959	1,128	108	1,236	341	1,577	5,709	2,708	8,417	2,881	11,298
1960	1,171	103	1,274	383	1,657	5,453	2,809	8,262	2,985	11,247
1961	1,125	122	1,247	380	1,627	5,518	2,654	8,172	3,021	11,193
1962	1,130	128	1,258	388	1,646	5,787	2,928	8,715	3,161	11,876
1963	1,154	128	1,282	393	1,675	6,157	3,236	9,393	3,356	12,749
1964	1,303	157	1,460	402	1,862	7,004	3,940	10,944	3,631	14,575
1965	1,494	174	1,668	442	2,110	8,115	4,750	12,865	3,927	16,792
1966	1,702	222	1,924	526	2,450	9,283	5,807	15,090	4,365	19,455
1967	1,731	215	1,946	573	2,519	9,448	5,874	15,322	4,700	20,022
1968	1,679	230	1,909	604	2,513	9,909	5,546	15,455	5,018	20,473
1969	1,908	205	2,113	583	2,696	10,824	6,103	16,927	5,263	22,190
1970	2,001	200	2,201	592	2,793	11,319	6,479	17,798	5,667	23,465
1971	2,443	271	2,714	620	3,334	13,274	6,910	20,184	6,060	26,244
1972	2,731	317	3,048	615	3,663	14,470	7,748	22,218	6,574	28,792
1973	2,962	410	3,372	708	4,080	16,953	9,666	26,618	7,608	34,226
1974	3,751	551	4,302	819	5,121	20,771	12,111	32,882	9,189	42,072
1975	4,392	633	5,025	892	5,917	24,055	14,162	38,216	10,155	48,371
1976	4,440	607	5,047	960	6,007	28,144	15,492	43,636	11,775	55,411
1977	4,865	648	5,513	1,085	6,598	30,130	16,467	46,598	13,170	59,767
1978	5,129	710	5,839	1,151	6,990	31,912	18,448	50,360	14,696	65,055
1979	5,377	710	6,087	1,300	7,387	35,847	22,508	58,354	16,974	75,328
1980	5,725	773	6,499	1,382	7,881	39,461	25,951	65,412	18,428	83,839
1981	6,273	867	7,140	1,502	8,642	46,126	30,397	76,523	20,187	96,710

Remarque: Chiffres réels pour 1979, chiffres réels provisoires pour 1980.

(1) Les dépenses totales en construction domiciliaire diffèrent des dépenses à ce poste présentées dans les tableaux de référence 3 à 6, les Comptes nationaux des revenus et des dépenses comprenant les coûts des ventes, particulièrement les commissions des agents immobiliers.

Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*, occasionnelle nº de cat. 61-504; et ann., nº de cat. 61-206.

Tableau de référence 20
Investissements privés et publics au Canada
1956 – 1981

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel			Construction	Machinerie et équipement	Total partiel		
	Secteur primaire et construction					Fabrication				
	(Répartition en pourcentage)									
1956	30.0	43.3	73.3	26.7	100.0	24.7	45.9	70.7	29.3	100.0
1957	31.9	41.1	73.0	27.0	100.0	24.9	45.8	70.7	29.3	100.0
1958	25.8	42.3	68.1	31.9	100.0	23.9	41.8	65.7	34.3	100.0
1959	24.9	42.6	67.5	32.5	100.0	20.7	42.6	63.3	36.7	100.0
1960	27.2	41.2	68.5	31.5	100.0	18.1	45.6	63.7	36.3	100.0
1961	33.2	37.1	70.3	29.7	100.0	15.8	45.6	61.4	38.6	100.0
1962	30.8	40.1	70.9	29.1	100.0	17.5	45.4	62.9	37.1	100.0
1963	29.0	42.6	71.6	28.4	100.0	16.4	46.5	62.9	37.1	100.0
1964	29.1	43.6	72.6	27.4	100.0	16.2	50.9	67.1	32.9	100.0
1965	31.7	41.9	73.6	26.4	100.0	18.2	52.4	70.6	29.4	100.0
1966	33.2	42.0	75.2	24.8	100.0	19.7	53.0	72.7	27.3	100.0
1967	31.9	42.6	74.5	25.5	100.0	18.3	50.3	68.7	31.3	100.0
1968	32.5	40.1	72.6	27.4	100.0	19.1	44.9	64.1	35.9	100.0
1969	34.3	37.7	71.9	28.1	100.0	19.8	46.8	66.6	33.4	100.0
1970	35.0	34.6	69.7	30.3	100.0	21.5	48.0	69.5	30.5	100.0
1971	37.1	34.9	72.0	28.0	100.0	19.5	47.4	66.9	33.1	100.0
1972	33.1	38.7	71.8	28.2	100.0	18.0	46.0	64.0	36.0	100.0
1973	32.3	38.6	70.9	29.1	100.0	17.6	48.0	65.7	34.3	100.0
1974	33.0	38.2	71.3	28.7	100.0	19.6	48.6	68.2	31.8	100.0
1975	32.7	40.0	72.6	27.4	100.0	19.7	49.6	69.3	30.7	100.0
1976	31.6	42.5	74.1	25.9	100.0	17.2	48.2	65.4	34.6	100.0
1977	34.5	39.5	74.0	26.0	100.0	17.8	47.6	65.4	34.6	100.0
1978	35.4	38.7	74.1	25.9	100.0	15.8	47.4	63.2	36.8	100.0
1979	38.8	36.9	75.7	24.3	100.0	14.0	50.5	64.5	35.5	100.0
1980	44.2	34.1	78.3	21.7	100.0	14.6	52.9	67.5	32.5	100.0
1981	46.0	33.7	79.7	20.3	100.0	15.0	54.6	69.6	30.4	100.0
	Utilités publiques					Commerce, finance et services commerciaux				
	(Répartition en pourcentage)									
1956	45.2	28.1	73.4	26.6	100.0	43.7	37.9	81.6	18.4	100.0
1957	49.4	27.9	77.3	22.7	100.0	45.8	36.7	82.5	17.5	100.0
1958	50.1	26.7	76.8	23.2	100.0	46.5	36.3	82.8	17.2	100.0
1959	43.9	28.4	72.4	27.6	100.0	46.2	37.1	83.2	16.8	100.0
1960	43.2	28.1	71.3	28.7	100.0	44.7	39.2	83.9	16.1	100.0
1961	44.9	25.2	70.1	29.9	100.0	44.7	39.2	83.9	16.1	100.0
1962	42.1	26.5	68.6	31.4	100.0	42.8	41.2	84.0	16.0	100.0
1963	43.7	25.9	69.6	30.4	100.0	42.5	40.9	83.4	16.6	100.0
1964	46.2	25.2	71.5	28.5	100.0	44.3	39.9	84.2	15.8	100.0
1965	43.9	29.8	73.6	26.4	100.0	47.3	37.9	85.2	14.8	100.0
1966	43.0	32.5	75.6	24.4	100.0	48.5	37.6	86.0	14.0	100.0
1967	42.0	33.5	75.5	24.5	100.0	42.3	42.6	84.9	15.1	100.0
1968	41.4	33.7	75.1	24.9	100.0	40.1	43.0	83.1	16.9	100.0
1969	38.9	35.9	74.8	25.2	100.0	36.0	48.7	84.7	15.3	100.0
1970	42.2	32.7	74.9	25.1	100.0	36.8	47.6	84.4	15.6	100.0
1971	42.0	33.2	75.2	24.8	100.0	40.2	45.3	85.5	14.5	100.0
1972	41.7	33.1	74.8	25.2	100.0	40.4	47.7	88.2	11.8	100.0
1973	39.5	36.7	76.1	23.9	100.0	43.6	45.5	89.1	10.9	100.0
1974	38.3	37.4	75.7	24.3	100.0	45.1	44.3	89.5	10.5	100.0
1975	42.9	35.4	78.3	21.7	100.0	47.7	42.2	89.8	10.2	100.0
1976	40.8	35.3	76.1	23.9	100.0	45.4	42.5	87.9	12.1	100.0
1977	41.8	33.9	75.7	24.3	100.0	42.6	44.7	87.3	12.7	100.0
1978	40.4	35.2	75.6	24.4	100.0	40.4	47.0	87.4	12.6	100.0
1979	39.7	35.8	75.4	24.6	100.0	41.2	47.3	88.5	11.5	100.0
1980	38.7	36.8	75.5	24.5	100.0	43.3	46.1	89.4	10.6	100.0
1981	41.3	36.2	77.5	22.5	100.0	44.1	46.0	90.1	9.9	100.0

Tableau de référence 20 (suite)
Investissements privés et public au Canada
1956 – 1981

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel			Construction	Machinerie et équipement	Total partiel		
	Institutions					Habitation[1]				
	(Répartition en pourcentage)									
1956	79.1	9.5	88.5	11.5	100.0	81.3	—	81.3	18.7	100.0
1957	79.8	9.2	89.0	11.0	100.0	78.9	—	78.9	21.1	100.0
1958	80.0	10.0	90.0	10.0	100.0	81.4	—	81.4	18.6	100.0
1959	80.5	9.6	90.1	9.9	100.0	80.3	—	80.3	19.7	100.0
1960	77.6	11.3	89.0	11.0	100.0	76.1	—	76.1	23.9	100.0
1961	77.1	11.7	88.8	11.2	100.0	75.2	—	75.2	24.8	100.0
1962	80.1	11.5	91.6	8.4	100.0	75.6	—	75.6	24.4	100.0
1963	79.9	12.2	92.1	7.9	100.0	75.9	—	75.9	24.1	100.0
1964	76.2	14.5	90.7	9.3	100.0	77.9	—	77.9	22.1	100.0
1965	79.3	13.3	92.5	7.5	100.0	77.5	—	77.5	22.5	100.0
1966	78.6	14.2	92.8	7.2	100.0	76.7	—	76.7	23.3	100.0
1967	77.5	14.6	92.1	7.9	100.0	76.7	—	76.7	23.3	100.0
1968	77.7	14.6	92.3	7.7	100.0	78.2	—	78.2	21.8	100.0
1969	76.8	14.2	91.0	9.0	100.0	80	—	80.0	20.0	100.0
1970	75.8	14.9	90.7	9.3	100.0	78.3	—	78.3	21.7	100.0
1971	75.6	14.9	90.4	9.6	100.0	80.9	—	80.9	19.1	100.0
1972	71.6	16.2	87.9	12.1	100.0	82.1	—	82.1	17.9	100.0
1973	69.4	17.3	86.7	13.3	100.0	83.4	—	83.4	16.6	100.0
1974	69.2	17.9	87.1	12.9	100.0	82.9	—	82.9	17.1	100.0
1975	69.7	17.2	86.9	13.1	100.0	81.9	—	81.9	18.1	100.0
1976	67.1	18.2	85.3	14.7	100.0	85.7	—	85.7	14.3	100.0
1977	64.6	18.3	82.9	17.1	100.0	84.3	—	84.3	15.7	100.0
1978	62.6	19.2	81.8	18.2	100.0	83.1	—	83.1	16.9	100.0
1979	64.5	17.6	82.1	17.9	100.0	81.4	—	81.4	18.6	100.0
1980	66.3	16.5	82.9	17.1	100.0	79.5	—	79.5	20.5	100.0
1981	67.1	16.0	83.0	17.0	100.0	79.8	—	79.8	20.2	100.0
	Services gouvernementaux					Total				
	(Répartition en pourcentage)									
1956	72.0	6.2	78.2	21.8	100.0	50.0	26.2	76.1	23.9	100.0
1957	73.3	6.1	79.4	20.6	100.0	51.0	25.9	76.9	23.1	100.0
1958	70.8	7.3	78.1	21.9	100.0	53.1	23.1	76.2	23.8	100.0
1959	71.5	6.8	78.4	21.6	100.0	50.5	24.0	74.5	25.5	100.0
1960	70.7	6.2	76.9	23.1	100.0	48.5	25.0	73.5	26.5	100.0
1961	69.1	7.5	76.6	23.4	100.0	49.3	23.7	73.0	27.0	100.0
1962	68.7	7.8	76.4	23.6	100.0	48.7	24.7	73.4	26.6	100.0
1963	68.9	7.6	76.5	23.5	100.0	48.3	25.4	73.7	26.3	100.0
1964	70.0	8.4	78.4	21.6	100.0	48.1	27.0	75.1	24.9	100.0
1965	70.8	8.2	79.1	20.9	100.0	48.3	28.3	76.6	23.4	100.0
1966	69.5	9.1	78.5	21.5	100.0	47.7	29.8	77.6	22.4	100.0
1967	68.7	8.5	77.3	22.7	100.0	47.2	29.3	76.5	23.5	100.0
1968	66.8	9.2	76.0	24.0	100.0	48.4	27.1	75.5	24.5	100.0
1969	70.8	7.6	78.4	21.6	100.0	48.8	27.5	76.3	23.7	100.0
1970	71.6	7.2	78.8	21.2	100.0	48.2	27.6	75.9	24.1	100.0
1971	73.3	8.1	81.4	18.6	100.0	50.6	26.3	76.9	23.1	100.0
1972	74.6	8.7	83.2	16.8	100.0	50.3	26.9	77.2	22.8	100.0
1973	72.6	10.0	82.6	17.4	100.0	49.5	28.2	77.8	22.2	100.0
1974	73.2	10.8	84.0	16.0	100.0	49.4	28.8	78.2	21.8	100.0
1975	74.2	10.7	84.9	15.1	100.0	49.7	29.3	79.0	21.0	100.0
1976	73.9	10.1	84.0	16.0	100.0	50.8	28.0	78.7	21.3	100.0
1977	73.7	9.8	83.6	16.4	100.0	50.4	27.6	78.0	22.0	100.0
1978	73.4	10.2	83.5	16.5	100.0	49.1	28.4	77.4	22.6	100.0
1979	72.8	9.6	82.4	17.6	100.0	47.6	29.9	77.5	22.5	100.0
1980	72.6	9.8	82.5	17.5	100.0	47.1	31.0	78.0	22.0	100.0
1981	72.6	10.0	82.6	17.4	100.0	47.7	31.4	79.1	20.9	100.0

Remarque: Chiffres réels pour 1980, chiffres réels provisoires pour 1981.

(1) Les dépenses totales en construction domiciliaire diffèrent des dépenses à ce poste présentées dans les tableaux de référence 3 à 6, les Comptes nationaux des revenus et des dépenses comprenant les coûts des ventes, particulièrement les commissions des agents immobiliers.

Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada.*

Tableau de référence 21
Investissements privés et publics, par région (immobilisations)
1956 – 1981

Année	Terre-Neuve	Ile-du-Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Région de l'Atlantique	Québec
D	836852	836856	836863	836870	836940	836877
			(Millions de dollars)			
1956	94	24	183	186	487	1,851
1957	100	22	188	159	469	2,029
1958	107	30	185	182	504	2,054
1959	115	37	226	203	581	2,094
1960	146	37	234	180	597	2,007
1961	184	38	224	171	617	2,008
1962	261	43	223	179	706	2,154
1963	236	43	234	189	702	2,301
1964	231	39	270	257	797	2,828
1965	228	57	318	334	937	3,206
1966	340	57	411	390	1,198	3,441
1967	360	46	463	378	1,246	3,203
1968	387	41	461	330	1,219	3,175
1969	395	44	552	392	1,383	3,376
1970	503	54	607	471	1,635	3,418
1971	678	73	628	497	1,876	4,150
1972	607	72	613	487	1,779	4,824
1973	634	124	825	636	2,219	5,826
1974	698	118	893	976	2,685	7,398
1975	714	118	922	1,159	2,913	9,170
1976	829	111	1,041	1,177	3,159	9,813
1977	712	130	1,040	1,155	3,038	10,702
1978	784	172	1,190	1,310	3,456	10,794
1979	1,035	201	1,323	1,652	4,211	11,854
1980	1,057	183	1,457	1,454	4,151	12,354
1981	1,313	193	1,996	1,589	5,092	13,879

	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Région des Prairies	Colombie-Britannique[1]
	836884	836891	836898	836905	836947	
			(Millions de dollars)			
1956	2,842	364	485	901	1,750	1,089
1957	3,266	371	455	834	1,660	1,293
1958	3,104	409	477	890	1,776	925
1959	2,900	484	467	947	1,898	944
1960	2,856	487	474	946	1,907	895
1961	2,794	417	454	981	1,852	901
1962	3,054	424	513	937	1,874	927
1963	3,282	491	603	995	2,089	1,019
1964	3,747	528	648	1,100	2,276	1,296
1965	4,379	537	773	1,320	2,630	1,713
1966	5,289	651	921	1,553	3,124	2,037
1967	5,416	714	959	1,667	3,340	2,139
1968	5,579	820	943	1,723	3,486	1,996
1969	6,307	901	755	1,914	3,570	2,291
1970	6,928	871	603	1,957	3,431	2,386
1971	7,460	812	664	2,139	3,615	3,063
1972	8,237	970	824	2,383	4,177	3,201
1973	9,714	1,143	979	2,931	5,053	3,804
1974	11,816	1,379	1,262	3,831	6,472	4,511
1975	12,920	1,521	1,780	5,007	8,308	4,905
1976	13,948	1,812	2,180	7,002	10,995	5,722
1977	14,732	1,897	2,269	7,826	11,992	6,133
1978	15,561	2,018	2,393	9,431	13,842	6,706
1979	17,093	2,041	3,104	11,920	17,064	8,131
1980	18,861	1,981	3,276	14,374	19,631	10,414
1981	21,579	2,109	4,180	17,541	23,829	12,144

Remarque: Chiffres réels pour 1980, chiffres réels provisoires pour 1981.
(1) Comprend les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada.*

Tableau de référence 22
Investissements privés, logement exclu, par région[1]
1961 – 1981

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique[2]
			(Millions de dollars)			
1961	4,841	337	1,223	1,591	1,158	531
1962	5,036	406	1,238	1,729	1,120	542
1963	5,524	394	1,319	1,838	1,375	598
1964	6,685	466	1,656	2,220	1,504	840
1965	8,052	521	1,909	2,692	1,780	1,148
1966	9,781	702	2,225	3,313	2,145	1,396
1967	9,709	742	1,970	3,257	2,303	1,436
1968	9,318	689	1,853	3,123	2,381	1,271
1969	10,087	841	1,846	3,619	2,323	1,458
1970	11,148	1,052	1,883	4,341	2,300	1,570
1971	12,010	1,185	2,141	4,377	2,282	2,024
1972	13,132	1,056	2,719	4,696	2,744	1,916
1973	16,127	1,262	3,421	5,622	3,466	2,356
1974	20,232	1,492	4,468	7,058	4,453	2,762
1975	24,594	1,597	5,880	8,363	5,775	2,978
1976	26,252	1,653	5,676	8,409	7,298	3,216
1977	28,505	1,681	6,320	8,989	7,905	3,610
1978	31,528	1,928	6,782	9,802	8,934	4,082
1979	38,960	2,538	7,797	11,412	11,770	5,444
1980	45,999	2,571	8,500	13,556	14,398	6,975
1981	54,936	3,198	9,729	15,870	17,921	8,218
			(Variation en pourcentage)			
1962	4.0	20.4	1.2	8.7	−3.3	2.1
1963	9.7	−2.7	6.5	6.3	22.8	10.2
1964	21.0	18.2	25.5	20.8	9.4	40.5
1965	20.4	11.8	15.3	21.2	18.3	36.7
1966	21.5	34.6	16.5	23.1	20.5	21.6
1967	−0.7	5.8	−11.5	−1.7	7.4	2.9
1968	−4.0	−7.2	−5.9	−4.1	3.4	−11.5
1969	8.3	22.1	−0.4	15.9	−2.4	14.7
1970	10.5	25.1	2.0	20.0	−1.0	7.7
1971	7.7	12.6	13.7	0.8	−0.8	28.9
1972	9.3	−10.9	27.0	7.3	20.2	−5.3
1973	22.8	19.5	25.8	19.7	26.3	22.9
1974	25.5	18.2	30.6	25.5	28.5	17.2
1975	21.6	7.1	31.6	18.5	29.7	7.8
1976	6.7	3.5	−3.5	0.5	26.4	8.0
1977	8.6	1.7	11.3	6.9	8.3	12.3
1978	10.6	14.7	7.3	9.0	13.0	13.1
1979	23.6	31.6	15.0	16.4	31.7	33.4
1980	18.1	1.3	9.0	18.8	22.3	28.1
1981	19.4	24.4	14.5	17.1	24.5	17.8

Remarque: Chiffres réels pour 1980, chiffres réels provisoires pour 1981.
[1] Ensemble des dépenses privées et publiques, moins le logement, les institutions et les ministères publics.
[2] Comprend les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada.*

Tableau de référence 23
Mises en chantier, achèvements et construction de logements
1947 – 1981

Année	Mises en chantier			Achèvements			Logements en construction[1]	
	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Total
	(Nombre d'unités)							
1947	n.d.	n.d.	74,300	44,600	27,600	72,200	n.d.	42,200
1948	57,671	32,523	90,194	48,006	28,091	76,097	39,217	56,456
1949	58,370	32,139	90,509	60,262	27,971	88,233	37,344	59,503
1950	68,599	23,932	92,531	62,847	26,168	89,015	41,510	60,538
1951	47,374	21,205	68,579	61,167	20,143	81,310	26,783	45,926
1952	63,443	19,803	83,246	54,346	18,741	73,087	36,998	55,689
1953	80,313	22,096	102,409	73,375	23,464	96,839	42,808	59,923
1954	89,755	23,772	113,527	80,593	21,372	101,965	51,302	68,641
1955	97,386	40,890	138,276	93,942	33,987	127,929	53,677	79,339
1956	87,309	40,002	127,311	95,152	40,548	135,700	44,386	68,579
1957	84,875	37,465	122,340	80,995	36,288	117,283	49,508	72,573
1958	121,695	42,937	164,632	107,839	38,847	146,686	63,080	88,162
1959	105,991	35,354	141,345	108,059	37,612	145,671	59,879	81,905
1960	76,687	32,171	108,858	90,513	33,244	123,757	44,975	65,773
1961	92,741	32,836	125,577	83,148	32,460	115,608	53,195	73,583
1962	104,279	25,816	130,095	100,447	26,235	126,682	60,541	76,153
1963	120,950	27,674	148,624	101,529	26,662	128,191	79,233	96,613
1964	136,206	29,452	165,658	123,902	27,061	150,963	89,950	107,718
1965	138,779	27,786	166,565	125,475	27,562	153,037	101,786	119,854
1966	108,434	26,040	134,474	135,134	27,058	162,192	71,722	88,621
1967	131,858	32,265	164,123	120,163	29,079	149,242	82,616	102,716
1968	162,267	34,611	196,878	136,337	34,656	170,993	106,834	126,638
1969	169,739	40,676	210,415	159,089	36,737	195,826	114,386	137,357
1970	150,999	39,529	190,528	138,576	37,251	175,827	123,901	148,185
1971	180,948	52,705	233,653	155,892	45,340	201,232	145,885	177,257
1972	206,954	42,960	249,914	192,984	39,243	232,227	163,318	188,630
1973	211,543	56,986	268,529	197,513	49,068	246,581	174,852	207,236
1974	169,437	52,686	222,123	202,989	54,254	257,243	138,360	168,406
1975	181,846	49,610	231,456	170,325	46,639	216,964	146,517	176,599
1976	209,762	63,441	273,203	180,765	55,484	236,249	168,282	204,286
1977	200,201	45,523	245,724	206,217	45,572	251,789	158,216	185,599
1978	178,678	48,989	227,667	198,777	47,756	246,533	135,239	164,702
1979	151,717	45,332	197,049	178,604	47,885	226,489	103,414	128,601
1980	125,013	33,588	158,601	140,996	35,172	176,168	84,195	105,780
1981	142,441	35,532	177,973	137,955	37,041	174,996	85,515	102,829

Remarque: Les données de 1962 à 1965 sont fondées sur les définitions des territoires de recensement de 1961, celles de 1966 à 1971 sur les définitions de 1966, celles de 1972 à 1976 sur les définitions de 1971. Les données postérieures sont fondées sur les définitions du recensement de 1976.

[1] A la fin de la période.

[2] Les données pour les années 1967 et après sont basées sur les centres de 10,000 âmes et plus.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada.*

Tableau de référence 24
Logements mis en chantier et achevés, par genre
1949 – 1981

Année	Mises en chantier					Logements achevés				
	Maisons simples	Duplex et jumelées	En rangée	Appartements	Total	Maisons simples	Duplex et jumelées	En rangée	Appartements	Total
	(Nombre d'unités)									
1949	71,425	7,536	0	11,548	90,509	68,966	7,309	485	11,473	88,233
1950	68,675	8,664	631	14,561	92,531	68,685	7,376	145	12,809	89,015
1951	53,002	5,658	54	9,865	68,579	60,366	7,568	585	12,791	81,310
1952	60,696	5,360	299	16,891	83,246	55,967	5,314	99	11,707	73,087
1953	70,782	7,202	553	23,872	102,409	68,916	7,714	372	19,837	96,839
1954	78,574	6,498	1,000	27,455	113,527	71,760	6,098	1,065	23,042	101,965
1955	99,003	10,606	1,909	26,758	138,276	90,553	8,278	1,547	27,551	127,929
1956	90,620	9,441	2,263	24,987	127,311	95,656	11,872	2,137	26,035	135,700
1957	82,955	9,272	2,214	27,899	122,340	81,096	8,464	2,350	25,373	117,283
1958	104,508	10,713	2,457	46,954	164,632	96,830	10,004	2,226	37,626	146,686
1959	92,178	10,468	1,908	36,791	141,345	95,455	10,923	2,308	36,985	145,671
1960	67,171	9,699	2,301	29,687	108,858	78,113	9,911	1,616	34,117	123,757
1961	76,430	11,650	1,864	35,633	125,577	76,171	10,593	2,019	26,825	115,608
1962	74,443	10,975	3,742	40,935	130,095	75,593	11,922	2,451	36,716	126,682
1963	77,158	7,891	3,895	59,680	148,624	71,585	7,150	3,487	45,969	128,191
1964	77,079	8,706	4,755	75,118	165,658	76,225	8,091	3,861	62,786	150,963
1965	75,441	7,924	5,306	77,894	166,565	75,104	8,730	4,097	65,106	153,037
1966	70,642	7,281	5,000	51,551	134,474	73,858	7,707	6,412	74,215	162,192
1967	72,534	9,939	7,392	74,258	164,123	73,631	9,089	5,431	61,091	149,242
1968	75,339	10,114	8,042	103,383	196,878	74,640	10,098	7,896	78,359	170,993
1969	78,404	10,373	10,721	110,917	210,415	78,584	10,483	7,827	98,932	195,826
1970	70,749	10,826	17,055	91,898	190,528	66,615	9,066	11,473	88,673	175,827
1971	98,056	13,751	15,659	106,187	233,653	82,978	12,518	16,795	88,941	201,232
1972	115,570	13,649	16,980	103,715	249,914	106,508	13,184	14,416	98,119	232,227
1973	131,552	13,235	17,291	106,451	268,529	122,696	13,479	14,832	95,574	246,581
1974	122,143	11,023	14,932	74,025	222,123	129,704	12,509	19,225	95,805	257,243
1975	123,929	15,403	21,763	70,361	231,456	113,409	12,303	16,095	75,157	216,964
1976	134,313	15,890	33,676	89,324	273,203	128,623	15,160	21,172	71,294	236,249
1977	108,403	18,373	26,621	92,327	245,724	117,792	17,281	31,561	85,155	251,789
1978	110,029	19,932	20,379	77,327	227,667	106,195	19,155	26,644	94,539	246,533
1979	109,117	16,296	13,249	58,387	197,049	112,105	18,071	18,860	77,453	226,489
1980	87,721	11,149	11,402	48,329	158,601	90,720	13,675	13,398	58,375	176,168
1981	89,071	11,768	15,525	61,609	177,973	98,412	12,831	13,252	50,501	174,996

Remarque: Voir *Remarque* du tableau 23.

Sources: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada; Logement au Canada.*

Tableau de référence 25
Expéditions, commandes et stocks du secteur de la fabrication
1961 – 1981

Année	Fabrication					Biens durables			Biens non durables		
	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Total des stocks	Rapport des stocks aux ventes[1]	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies
D	310000 310030	310060 310083	310106 310129	310152 310175		310022 310052	310082 310105	310128 310151	310021 310051	310081 310104	310127 310150
					(Millions de dollars)						
1961	1,953	1,968	1,960	4,529	2.32	769	726	1,526	1,184	1,193	434
1962	2,149	2,158	2,177	4,867	2.26	883	894	1,747	1,267	1,264	430
1963	2,335	2,344	2,199	5,085	2.18	988	995	1,784	1,347	1,350	415
1964	2,571	2,601	2,497	5,436	2.11	1,121	1,151	2,069	1,451	1,450	428
1965	2,824	2,867	2,950	5,952	2.11	1,281	1,318	2,491	1,543	1,549	459
1966	3,109	3,181	3,656	6,475	2.08	1,421	1,489	3,141	1,687	1,692	515
1967	3,246	3,241	4,025	7,408	2.28	1,478	1,475	3,513	1,768	1,766	512
1968	3,505	3,508	3,961	7,446	2.12	1,633	1,628	3,384	1,872	1,880	577
1969	3,828	3,885	4,345	8,064	2.11	1,811	1,865	3,705	2,018	2,020	640
1970	3,865	3,849	4,722	8,611	2.23	1,785	1,767	3,860	2,080	2,082	863
1971	4,189	4,215	4,834	8,643	2.08	1,977	1,997	3,954	2,213	2,218	880
1972	4,687	4,736	5,049	9,197	1.97	2,222	2,265	4,097	2,465	2,471	952
1973	5,563	5,793	6,707	10,420	1.88	2,638	2,848	5,567	2,925	2,945	1,140
1974	6,871	7,125	10,063	13,674	1.99	3,136	3,386	8,699	3,735	3,739	1,363
1975	7,372	7,297	10,818	16,350	2.22	3,346	3,284	9,594	4,025	4,013	1,224
1976	8,190	8,117	10,043	17,420	2.13	3,749	3,667	8,807	4,442	4,450	1,236
1977	9,083	9,212	10,741	18,943	2.09	4,169	4,284	9,381	4,914	4,927	1,360
1978	10,775	11,035	12,760	20,882	1.94	5,012	5,238	11,043	5,763	5,798	1,717
1979	12,706	12,964	16,400	24,750	1.95	5,867	6,106	14,306	6,839	6,858	2,094
1980	13,913	14,006	18,218	29,122	2.09	6,148	6,217	16,002	7,765	7,785	2,216
1981	15,684	15,681	19,237	33,263	2.12	6,805	6,809	16,874	8,879	8,872	2,363

[1] Rapport du total des stocks aux expéditions.

Source: Statistique Canada, *Stocks, expéditions et commandes des industries manufacturières*, mens. nº de cat. 31-001.

Tableau de référence 26
Produit intérieur brut en dollars constants (1971), par industrie
1971 – 1981

Année	Produit intérieur brut	Agriculture	Produit intérieur réel, agriculture exclue	Mines, carrières et puits de pétrole	Fabrication			Construction	Services d'énergie électrique, de gaz et d'eau	Transports, entreposage et communications	Commerce			Finance, assurances et immeuble	Services collectifs, commerciaux et personnels	Administration publique et défense	Industries commerciales	Industries commerciales, agriculture exclue	Industries productrices de biens	Industries de services	Industries non commerciales	Production industrielle
					Total	Biens non durables	Biens durables				Total	Gros	Détail									
	141940	141941	142098	141944	141955	142106	142105	142037	142049	142038	142052	142053	142055	142069	142076	142092	142102	142103	142100	142101	142104	142099
D																						
													(Millions de dollars)									
1971	83,260	2,697	80,565	3,146	19,041	9,396	9,645	5,846	2,194	10,086	9,806	4,103	5,703	9,589	16,081	6,152	68,006	65,310	33,740	49,520	15,255	24,381
1972	88,143	2,390	85,753	3,286	20,516	10,157	10,359	6,021	2,436	10 944	10,774	4,491	6,283	10,100	16,848	6,414	72,504	70,114	35,500	52,643	15,639	26,240
1973	95,028	2,612	92,416	3,706	22,674	10,881	11,793	6,202	2,640	11,867	11,751	4,927	6,824	10,929	17,606	6,750	76,889	76,277	38,745	56,283	16,140	29,021
1974	99,347	2,413	96,935	3,587	23,497	11,110	12,387	6,446	2,863	12,607	12,700	5,340	7,360	11,593	18,614	7,006	82,771	80,359	39,680	59,667	16,576	29,937
1975	100,283	2 776	97,507	3,175	22,123	10,487	11,636	6,780	2,863	12,757	12,993	5,366	7,627	12,071	19,481	7,346	83,107	80,331	38,498	61,785	17,175	28,161
1976	105,249	2,948	102,302	3,244	23,432	11,220	12,212	6,992	3,116	13,536	13,531	5,469	8,062	12,683	20,470	7,565	87,664	84,717	40,581	64,668	17,585	29,792
1977	108,341	3,070	105,271	3,337	23,902	11,367	12,514	6,856	3,311	14,284	13,710	5,546	8,163	13,445	21,096	7,736	90,443	87,373	41,380	66,961	17,896	30,550
1978	111,941	2,996	108,945	3,078	25,107	12,038	13,070	6,700	3,456	14,910	14,204	5,821	8,383	14,150	21,911	7,928	93,774	90,776	42,295	69,646	18,167	31,641
1979	116,021	2,700	113,321	3,370	26,287	12,756	13,530	6,802	3,648	15,928	14,680	6,093	8,586	14,761	22,638	7,893	97,801	95,101	43,770	72,251	18,221	33,304
1980	116,425	2,845	113,580	3,447	25,460	12,575	12,885	6,665	3,739	16,306	14,666	6,143	8,523	15,215	22,914	7,981	98,067	95,222	43,083	73,342	18,358	32,646
1981	119,401	3,091	116,310	3,250	25,934	12,744	13,190	7,095	3,860	16,826	14,768	6,121	8,667	15,648	23,743	8,120	100,700	97,610	44,138	75,283	18,701	33,045
													(Variation en pourcentage)									
1972	5.9	−11.3	6.4	4.4	7.7	8.1	7.4	3.0	11.1	8.5	9.9	9.5	10.2	5.3	4.8	4.2	6.6	7.4	5.2	6.3	2.5	7.6
1973	7.8	9.3	7.8	12.6	10.5	7.1	13.8	3.0	8.3	8.6	9.1	9.7	8.6	8.2	4.5	5.2	6.8	8.8	9.1	6.9	3.2	10.6
1974	4.5	−7.6	4.9	−3.2	3.6	2.1	5.0	3.9	8.1	6.1	8.1	8.4	7.8	6.1	5.7	3.8	4.9	5.4	2.4	6.0	2.7	3.2
1975	0.9	15.1	0.6	−11.5	−5.9	−5.6	−6.1	5.2	0.3	1.2	2.3	0.5	3.6	4.1	4.7	4.8	0.4	0.0	−3.0	3.5	3.6	−5.9
1976	5.0	6.2	4.9	2.2	5.9	7.0	5.0	3.1	6.8	6.1	4.1	1.9	5.7	5.1	5.1	3.0	5.5	5.5	5.4	4.7	2.4	5.6
1977	2.9	4.1	2.9	2.9	2.0	1.5	2.5	−1.9	6.3	5.5	1.3	1.4	1.2	6.0	3.1	2.3	3.2	3.1	2.0	3.5	1.8	2.5
1978	3.3	−2.4	3.5	−7.8	5.0	5.7	4.4	−2.3	4.4	4.4	3.6	4.9	2.7	5.2	3.9	2.5	3.7	3.9	2.2	4.0	1.5	3.6
1979	3.6	−9.9	4.0	9.5	4.7	6.0	3.5	1.5	5.5	6.8	3.3	4.7	2.4	4.3	3.3	−0.4	4.3	4.8	3.5	3.7	0.3	5.3
1980	0.3	5.4	0.2	2.3	−3.1	−1.4	−4.8	−2.0	2.5	2.4	−0.1	0.6	−0.7	3.1	1.2	1.1	0.3	0.1	−1.6	1.5	0.8	−2.0
1981	2.6	8.6	2.4	−5.7	1.9	1.3	2.4	6.5	3.2	3.2	0.8	−0.4	1.7	2.8	3.6	1.7	2.7	2.5	2.4	2.6	1.9	1.2

Remarque: Statistique Canada a remplacé les indices de produit intérieur réel (par industrie) par le produit intérieur brut aux prix constants de 1971. Etant donné l'inclusion de révisions statistiques et, dans certains cas, l'introduction de nouvelles méthodologies, les deux séries ne sont pas comparables pour la période chronologique. Les données ont été publiées à compter de 1971. Les variations en pourcentage sont calculées à partir de chiffres non arrondis.

Source: Statistique Canada, *Indices du produit intérieur réel par industrie*, mensuelle et annuelle, nº de cat. 61-213.

Tableau de référence 27
Principaux éléments du marché du travail[1]
1966 – 1981[2]

Année	Population de 15 ans et plus	Population active			Emploi			Chômage	Total immigration	Immigrants se destinant au marché du travail
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			
D	767284 —	767285 767606	767417 767681	767549 767748	767286 767608	767418 767683	767550 767750	767287 767609	55	66
					(Milliers de personnes)					
1966	13,083	7,493	5,147	2,346	7,242	4,975	2,267	251	195	99
1967	13,444	7,747	5,261	2,485	7,451	5,058	2,393	296	223	120
1968	13,805	7,951	5,354	2,597	7,593	5,110	2,483	358	184	95
1969	14,162	8,194	5,465	2,728	7,832	5,230	2,601	362	162	84
1970	14,528	8,395	5,571	2,824	7,919	5,260	2,660	476	148	78
1971	14,872	8,639	5,667	2,972	8,104	5,329	2,775	535	122	61
1972	15,186	8,897	5,797	3,100	8,345	5,460	2,885	553	122	59
1973	15,526	9,276	5,973	3,303	8,761	5,678	3,083	515	184	92
1974	15,924	9,639	6,163	3,477	9,125	5,870	3,255	514	218	106
1975	16,323	9,974	6,294	3,680	9,284	5,903	3,381	690	188	81
1976	16,706	10,206	6,369	3,837	9,479	5,965	3,515	727	149	61
1977	17,057	10,498	6,505	3,993	9,648	6,031	3,617	850	115	48
1978	17,382	10,882	6,650	4,232	9,972	6,148	3,824	911	86	35
1979	17,691	11,207	6,799	4,408	10,369	6,347	4,022	838	112	48
1980	18,005	11,522	6,909	4,613	10,655	6,430	4,225	867	143	63
1981	18,295	11,830	7,019	4,811	10,933	6,522	4,411	897	128	n.d.
					(Variation en pourcentage)				(Variation)	
1967	2.8	3.4	2.2	5.9	2.9	1.7	5.6	45	28	20
1968	2.7	2.6	1.8	4.5	1.9	1.0	3.8	62	−39	−24
1969	2.6	3.1	2.1	5.0	3.1	2.3	4.8	4	−22	−11
1970	2.6	2.5	1.9	3.5	1.1	0.6	2.3	114	−14	−7
1971	2.4	2.9	1.7	5.2	2.3	1.3	4.3	59	−26	−16
1972	2.1	3.0	2.3	4.3	3.0	2.5	4.0	18	0	−2
1973	2.2	4.3	3.0	6.5	5.0	4.0	6.9	−38	62	33
1974	2.6	3.9	3.2	5.2	4.2	3.4	5.6	−1	34	14
1975	2.5	3.5	2.1	5.9	1.7	0.6	3.9	175	−31	−25
1976	2.3	2.3	1.2	4.3	2.1	1.0	4.0	37	−38	−20
1977	2.1	2.9	2.1	4.1	1.8	1.1	2.9	124	−35	−14
1978	1.9	3.7	2.2	6.0	3.4	1.9	5.7	60	−29	−12
1979	1.8	3.0	2.2	4.2	4.0	3.2	5.2	−72	26	13
1980	1.8	2.8	1.6	4.7	2.8	1.3	5.0	28	31	15
1981	1.6	2.7	1.6	4.3	2.6	1.4	4.4	31	−15	n.d.

[1] De légères différences dans les totaux peuvent exister en raison de l'arrondissement des données.

[2] Les données de la nouvelle enquête sur la population active ont commencé à être cueillies en janvier 1975. En janvier 1976, la nouvelle enquête a remplacé l'ancienne. Les données révisées ont été estimées jusqu'en 1966. Les données antérieures à l'enquête sur la population active (1954-1975) sont disponibles dans l'édition de 1976 de cette *Revue*.

Sources: Statistique Canada. *La population active*, mens., nº de cat. 71-001; Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, ann., nº de cat. 71-201; ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Statistiques sur l'immigration, Bulletin trimestriel sur l'immigration.*

Tableau de référence 28
Taux de participation et de chômage selon le sexe et l'âge 1966 – 1981[1]

Année	Taux de participation						
	Hommes			Femmes			Total
	Total	15-24	25+	Total	15-24	25+	
	767420	767430	767389	767552	767562	767521	767288
D	767685	676697	767656	767752	767763	767730	767610
	(En pourcentage)						
1966	79.8	64.1	84.9	35.4	48.4	31.2	57.3
1967	79.3	64.1	84.5	36.5	49.1	32.3	57.6
1968	78.6	63.3	84.0	37.1	49.8	32.8	57.6
1969	78.3	62.7	83.8	38.0	50.2	33.8	57.9
1970	77.8	62.4	83.3	38.3	49.4	34.5	57.8
1971	77.3	62.7	82.7	39.4	50.8	35.4	58.1
1972	77.5	64.3	82.3	40.2	51.8	36.2	58.6
1973	78.2	66.7	82.3	41.9	54.2	37.6	59.7
1974	78.7	68.9	82.2	43.0	56.0	38.5	60.5
1975	78.4	68.8	81.9	44.3	56.8	40.0	61.1
1976	77.6	67.9	81.1	45.2	56.8	41.1	61.1
1977	77.6	68.8	80.9	46.0	57.5	42.1	61.5
1978	77.9	69.7	80.9	47.8	58.9	44.0	62.6
1979	78.3	71.4	80.9	48.9	61.0	44.8	63.3
1980	78.3	72.0	80.5	50.2	62.6	46.2	64.0
1981	78.3	72.5	80.3	51.6	63.2	47.9	64.7

	Taux de chômage						
	Hommes			Femmes			Total
	Total	15-24	25+	Total	15-24	25+	
	767421	767431	767390	767553	767563	767522	767289
	767686	767698	767657	767753	767764	767731	767611
	(En pourcentage)						
1966	3.3	6.3	2.6	3.4	4.8	2.7	3.4
1967	3.9	7.2	3.0	3.7	5.5	2.8	3.8
1968	4.3	8.7	3.5	4.4	6.5	3.7	4.4
1969	4.3	8.3	3.2	4.7	6.5	3.7	4.4
1970	5.6	11.2	4.1	5.8	8.5	4.4	5.7
1971	6.0	12.1	4.3	6.6	9.8	5.0	6.2
1972	5.8	11.9	4.1	7.0	9.5	5.7	6.2
1973	4.9	10.1	3.4	6.7	9.2	5.4	5.5
1974	4.8	9.7	3.3	6.4	8.9	5.1	5.3
1975	6.2	12.6	4.3	8.1	11.4	6.5	6.9
1976	6.4	13.3	4.2	8.4	12.0	6.6	7.1
1977	7.3	15.0	4.9	9.4	13.6	7.4	8.1
1978	7.6	15.2	5.2	9.6	13.9	7.7	8.4
1979	6.7	13.4	4.6	8.8	12.7	7.0	7.5
1980	6.9	13.8	4.8	8.4	12.6	6.5	7.5
1981	7.1	14.3	4.9	8.3	12.3	6.7	7.6

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 27.

Sources: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 29
Taux de participation, Canada et par région
1966 – 1981[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767860 767610		769841 769760	769904 769763		769922 769172
			(Population active en pourcentage de la population de 15 ans et plus)			
1966	57.3	50.4	56.0	59.8	58.3	56.7
1967	57.6	50.4	56.4	60.2	58.3	57.5
1968	57.6	50.0	55.6	60.3	59.5	57.6
1969	57.9	49.9	55.9	60.5	59.7	58.2
1970	57.8	49.3	55.4	60.5	60.0	58.7
1971	58.1	49.8	56.0	60.9	60.0	58.3
1972	58.6	50.5	55.9	61.7	60.8	58.8
1973	59.7	52.3	57.6	62.4	61.8	59.6
1974	60.5	53.4	58.0	63.4	62.6	60.3
1975	61.1	53.5	58.5	64.1	63.0	61.1
1976	61.1	53.4	58.3	63.9	63.8	61.3
1977	61.5	53.7	58.9	64.3	64.3	61.5
1978	62.6	54.9	59.7	65.5	65.3	62.6
1979	63.3	55.5	60.1	66.6	66.3	62.7
1980	64.0	56.2	61.0	66.8	67.1	63.7
1981	64.7	56.3	61.2	67.7	68.1	64.7

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 27.

Sources: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 30
Population active, Canada et par région
1966 – 1981[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767870 774020		769838 768475	769901 768645		769919 769230						
	(Milliers de personnes)						(Variation en pourcentage)					
1966	7,493	615	2,113	2,787	1,262	716	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	7,747	626	2,184	2,891	1,286	759	3.4	1.8	3.4	3.8	1.9	6.0
1968	7,951	635	2,205	2,980	1,342	789	2.6	1.5	0.9	3.1	4.3	4.0
1969	8,194	647	2,264	3,077	1,376	830	3.1	1.9	2.7	3.3	2.6	5.2
1970	8,395	652	2,288	3,177	1,407	871	2.5	0.7	1.1	3.2	2.2	5.0
1971	8,639	673	2,347	3,290	1,429	899	2.9	3.3	2.6	3.6	1.6	3.2
1972	8,897	696	2,383	3,410	1,471	938	3.0	3.4	1.5	3.6	2.9	4.3
1973	9,276	736	2,499	3,532	1,522	987	4.3	5.8	4.9	3.6	3.5	5.2
1974	9,639	767	2,570	3,686	1,576	1,040	3.9	4.1	2.8	4.4	3.6	5.4
1975	9,974	787	2,647	3,818	1,635	1,087	3.5	2.6	3.0	3.6	3.7	4.5
1976	10,206	805	2,689	3,885	1,712	1,116	2.3	2.3	1.6	1.7	4.7	2.6
1977	10,498	829	2,756	3,994	1,775	1,144	2.9	2.9	2.5	2.8	3.7	2.5
1978	10,882	864	2,827	4,147	1,852	1,192	3.7	4.2	2.6	3.8	4.3	4.2
1979	11,207	892	2,878	4,289	1,926	1,223	3.0	3.2	1.8	3.4	4.0	2.6
1980	11,522	919	2,959	4,366	2,000	1,278	2.8	3.1	2.8	1.8	3.8	4.5
1981	11,830	935	2,996	4,481	2,082	1,337	2.7	1.7	1.3	2.6	4.1	4.7

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 27.

Sources: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 31
Emploi, Canada et par région
1966 – 1981[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767888 774027		769839 768476	769902 768646		769920 769231						
	(Milliers de personnes)						(Variation en pourcentage)					
1966	7,242	583	2,027	2,714	1,233	684	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	7,451	593	2,085	2,799	1,254	720	2.9	1.5	2.8	3.1	1.7	5.3
1968	7,593	598	2,081	2,873	1,299	742	1.9	0.9	−0.2	2.6	3.5	3.1
1969	7,832	607	2,126	2,979	1,331	788	3.1	1.5	2.2	3.7	2.5	6.2
1970	7,919	612	2,128	3,037	1,337	805	1.1	0.8	0.1	2.0	0.4	2.1
1971	8,104	626	2,175	3,113	1,356	834	2.3	2.3	2.2	2.5	1.4	3.7
1972	8,344	642	2,205	3,239	1,394	865	3.0	2.5	1.4	4.1	2.8	3.7
1973	8,761	679	2,330	3,380	1,451	920	5.0	5.9	5.7	4.4	4.1	6.4
1974	9,125	702	2,401	3,523	1,523	976	4.2	3.3	3.0	4.2	5.0	6.0
1975	9,284	710	2,434	3,576	1,571	995	1.7	1.1	1.4	1.5	3.1	1.9
1976	9,479	718	2,456	3,645	1,641	1,020	2.1	1.1	0.9	1.9	4.5	2.5
1977	9,648	725	2,473	3,714	1,690	1,047	1.8	1.0	0.7	1.9	3.0	2.7
1978	9,972	756	2,520	3,847	1,756	1,093	3.4	4.3	1.9	3.6	3.9	4.4
1979	10,369	786	2,602	4,008	1,843	1,129	4.0	4.1	3.3	4.2	4.9	3.3
1980	10,655	817	2,667	4,066	1,914	1,191	2.8	3.8	2.5	1.4	3.9	5.5
1981	10,933	826	2,685	4,186	1,988	1,247	2.6	1.2	0.7	2.9	3.9	4.7

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 27.

Sources: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 32
Estimations du nombre d'employés par industrie
1961 – 1981

Année	Total non-agricole	Mines, carrières et puits de pétrole	Fabrication	Construction	Transports, entreposage et communications	Commerce	Finance, assurance et immeuble	Services collectifs commerciaux et personnels	Administration publique et défense
					(En milliers)				
1961	4,710	108	1,310	284	581	758	196	1,068	331
1962	4,914	109	1,371	301	584	791	207	1,129	341
1963	5,088	107	1,420	308	592	821	220	1,199	345
1964	5,331	108	1,486	329	609	854	231	1,280	352
1965	5,611	115	1,554	363	626	898	240	1,370	362
1966	5,904	117	1,637	387	644	944	248	1,467	375
1967	6,082	119	1,641	376	659	965	265	1,575	399
1968	6,212	121	1,638	372	646	1,002	282	1,668	408
1969	6,464	120	1,678	379	661	1,057	299	1,776	420
1970	6,566	129	1,648	366	667	1,081	305	1,850	449
1971	6,744	126	1,640	391	685	1,114	316	1,929	475
1972	7,009	123	1,680	404	699	1,186	343	2,009	501
1973	7,397	127	1,775	428	719	1,262	373	2,104	536
1974	7,769	132	1,838	446	764	1,347	405	2,205	558
1975	7,874	131	1,755	451	764	1,381	423	2,310	593
1976	8,006	136	1,773	455	779	1,401	434	2,358	606
1977	8,224	142	1,775	467	795	1,413	472	2,469	621
1978	8,391	140	1,803	436	803	1,467	488	2,545	633
1979	8,691	151	1,874	466	819	1,515	502	2,656	625
1980	8,877	170	1,851	456	843	1,555	517	2,766	636
1981	9,198	178	1,885	477	851	1,630	534	2,935	628
					(Variation en pourcentage)				
1962	4.3	1.3	4.6	6.1	0.5	4.4	5.7	5.7	3.0
1963	3.5	−2.0	3.6	2.3	1.4	3.8	6.0	6.1	1.0
1964	4.8	1.1	4.6	6.5	2.8	4.0	5.4	6.8	2.2
1965	5.3	6.3	4.6	10.4	2.8	5.2	3.8	7.0	2.6
1966	5.2	2.2	5.3	6.6	2.9	5.0	3.4	7.1	3.6
1967	3.0	1.4	0.2	−2.9	2.3	2.6	6.7	7.3	6.4
1968	2.1	1.5	−0.2	−1.0	−1.9	3.5	6.5	5.9	2.3
1969	4.0	−0.8	2.4	1.7	2.2	5.5	5.9	6.5	2.9
1970	1.6	7.4	−1.8	−3.3	1.0	2.2	2.1	4.1	7.0
1971	2.0	−1.6	−0.5	6.4	2.6	3.1	3.5	2.5	6.3
1972	3.9	−2.2	2.5	3.6	2.0	6.4	8.4	4.2	5.4
1973	5.5	3.0	5.6	6.0	2.9	6.5	8.9	4.7	7.0
1974	5.0	4.0	3.5	4.2	6.2	6.7	8.6	4.8	4.3
1975	1.3	−0.4	−4.5	1.1	0.0	2.5	4.4	4.8	6.1
1976	1.7	3.8	1.0	1.0	2.0	1.5	2.7	2.1	2.4
1977	2.7	3.8	0.1	2.4	2.0	0.9	8.7	4.7	2.4
1978	2.0	−1.4	1.6	−6.5	1.0	3.8	3.4	3.0	2.0
1979	3.6	8.0	3.9	6.8	2.1	3.3	2.9	4.4	−1.2
1980	2.1	12.8	−1.2	−2.1	2.8	2.6	2.9	4.1	1.7
1981	3.6	4.7	1.8	4.6	1.0	4.8	3.2	6.1	−1.1

Source: Statistique Canada, *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, mens., nº de cat. 72-008.

Tableau de référence 33
Chômage, Canada et par région
1966 – 1981[1]

Année	Nombre de chômeurs						Taux de chômage					
	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie Britannique
D	767891 767609		769840 768477	769903 767647		769921 769232	767863 767611		769842 768478	769905 768648		769923 769233
	(Milliers de personnes)						(En pourcentage)					
1966	251	33	86	72	30	33	3.4	5.4	4.1	2.6	2.4	4.6
1967	296	33	100	92	30	39	3.8	5.3	4.6	3.2	2.5	5.1
1968	358	38	124	107	43	47	4.5	6.0	5.6	3.6	3.2	5.9
1969	362	40	137	99	45	42	4.4	6.2	6.1	3.2	3.3	5.0
1970	476	40	160	139	70	67	5.7	6.2	7.0	4.4	4.9	7.7
1971	535	46	171	178	74	65	6.2	7.0	7.3	5.4	5.2	7.2
1972	553	54	178	171	78	73	6.2	7.7	7.5	5.0	5.3	7.8
1973	515	57	169	152	71	66	5.5	7.8	6.8	4.3	4.7	6.7
1974	514	65	169	164	53	64	5.3	8.4	6.6	4.4	3.4	6.2
1975	690	77	214	242	65	92	6.9	9.8	8.1	6.3	3.9	8.5
1976	727	88	233	240	71	96	7.1	10.9	8.7	6.2	4.1	8.6
1977	850	104	284	280	86	97	8.1	12.6	10.3	7.0	4.9	8.5
1978	911	108	307	300	96	98	8.4	12.5	10.9	7.2	5.2	8.3
1979	838	105	277	280	83	94	7.5	11.8	9.6	6.5	4.3	7.7
1980	867	103	292	300	86	87	7.5	11.2	9.9	6.9	4.3	6.8
1981	898	109	311	295	93	90	7.6	11.7	10.4	6.6	4.5	6.7

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 27.

Sources: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 34
Chômeurs selon la situation de famille, Canada
1961 – 1981[1]

Année	Total chômeurs	Membres d'une famille				Non membres d'une famille	Total chômeurs	Membres d'une famille				Non membres d'une famille
		Total	Chef de famille	Fils ou filles célibataires	Autres parents			Total	Chef de famille	Fils ou filles célibataires	Autres parents	
D	767287	773576	773577	773579	773580	773581						
	(Milliers de personnes, moyennes annuelles)						(Variation)					
	Ancienne enquête sur la population active											
1961	497	454	230	168	56	43						
1962	405	371	187	138	45	35	– 92	– 83	– 43	– 30	– 11	– 8
1963	390	357	174	132	51	34	– 15	– 14	– 13	– 6	6	– 1
1964	348	319	148	123	47	30	– 42	– 38	– 26	– 9	– 4	– 4
1965	298	273	127	105	41	25	– 50	– 46	– 21	– 18	– 6	– 5
1966[2]	251	252	113	101	37	23	n.a.	– 21	– 14	– 4	– 4	– 2
1967	296	294	134	114	46	27	45	42	21	13	9	4
1968	358	354	155	144	55	36	62	60	21	30	9	9
1969	362	359	146	150	63	32	4	5	– 9	6	8	– 4
1970	476	444	183	190	72	47	114	85	37	40	9	15
1971	535	516	212	213	91	56	59	72	29	23	19	9
1972	552	509	202	215	93	61	17	– 7	– 10	2	2	5
1973	515	453	169	190	95	67	– 37	– 56	– 33	– 25	3	6
1974	514	462	171	197	93	64	– 1	9	2	7	– 2	– 3
1975	690	624	241	252	131	87	176	162	70	55	38	23
	Nouvelle enquête sur la population active											
1975	690	609	194	221	194	80	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1976	727	640	190	240	210	87	37	31	– 4	19	16	7
1977	850	752	224	280	248	99	123	112	34	40	38	12
1978	911	800	247	289	264	110	61	48	23	9	16	11
1979	838	743	223	278	242	96	– 73	– 57	– 24	– 11	– 22	– 14
1980	867	764	237	287	239	103	29	21	14	9	– 3	7
1981	898	788	241	294	253	109	31	24	4	7	14	6

[1] Ces données ne sont pas rattachées aux données antérieures à 1975, alors que l'ancienne enquête sur la population active était en vigueur; en conséquence, les deux séries de données sont présentées.

[2] Seules les données sur le chômage de 1966 à 1975 sont telles que révisées par Statistique Canada; les autres chiffres pour cette période ne correspondent donc pas exactement au total.

Source: Statistique Canada, *La population active*.

Tableau de référence 35
Unités familiales comptant un chômeur ou plus, selon le nombre de personnes employées par unité au Canada 1961 – 1981[1]

Année	Unités comptant un chômeur ou plus	Unités sans personnes employées	Unités comptant une personne employée ou plus				Unités comptant un chômeur ou plus	Unités sans personnes employées	Unités comptant une personne employée ou plus			
			Total	1 personne employée	2 personnes employées[2]	3 personnes employées			Total	1 personne employée	2 personnes employées[2]	3 personnes employées ou plus
	(Milliers d'unités familiales, moyennes annuelles)						(Variation)					
	Ancienne enquête sur la population active											
1961	394	177	217	132	57	28						
1962	331	148	183	112	46	25	−63	−29	−34	−20	−11	−3
1963	315	138	179	108	46	26	−16	−10	−4	0	0	1
1964	284	115	170	99	48	23	−31	−23	−9	−9	2	−3
1965	245	96	149	87	40	22	−39	−19	−21	−12	−8	−1
1966	229	87	142	83	39	19	−16	−9	−7	−4	−1	−3
1967	248	100	168	100	44	24	19	13	26	17	5	5
1968	319	119	200	119	54	28	71	19	32	19	10	4
1969	320	113	207	122	54	31	1	−6	7	3	0	3
1970	396	141	256	157	69	30	76	28	49	35	15	−1
1971	461	165	295	181	77	39	65	24	39	24	8	9
1972	456	159	297	186	76	36	−5	−6	2	5	−1	−3
1973	408	128	281	172	70	39	−48	−31	−16	−14	−6	3
1974	412	135	276	170	70	36	4	7	−5	−2	0	−3
1975	547	185	362	228	92	43	135	50	86	58	22	7
	Nouvelle enquête sur la population active											
1975	553	153	399	260	139	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1976	576	153	423	273	150	n.d.	23	0	24	13	11	n.d.
1977	669	176	493	318	175	n.d.	93	23	70	45	25	n.d.
1978	711	187	523	340	183	n.d.	42	11	30	22	8	n.d.
1979	663	172	492	320	172	n.d.	−48	−15	−31	−20	−11	n.d.
1980	682	178	504	321	183	n.d.	19	6	12	1	11	n.d.
1981	703	179	524	337	187	n.d.	21	1	20	16	4	n.d.

[1] Voir renvoi 1 au tableau de référence 34.
[2] Pour la nouvelle enquête sur la population active, cette colonne vise «deux personnes employées ou plus».

Source: Statistique Canada, *La population active*.

Tableau de référence 36
Indice de l'offre d'emploi, Canada et régions (1969 = 100)
1962 – 1981

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	730179	730180	730181	730182	730183	730184
1962	62	87	90	44	54	41
1963	65	84	88	51	60	40
1964	78	97	102	65	73	54
1965	97	137	118	86	86	70
1966	107	143	127	96	102	75
1967	93	121	109	79	104	66
1968	81	107	85	77	84	70
1969	100	100	100	100	100	100
1970	82	78	86	83	79	75
1971	86	87	93	80	88	83
1972	115	104	114	117	121	113
1973	148	137	140	149	156	166
1974	199	236	203	170	230	221
1975	163	211	200	115	196	152
1976	157	136	195	106	212	148
1977	152	151	189	104	197	146
1978	165	139	206	113	227	146
1979	188	135	176	156	309	189
1980	203	145	181	158	345	249
1981	224	133	158	180	402	350
			(Variation en pourcentage)			
1963	4.8	–3.4	–2.2	15.9	11.1	–2.4
1964	20.0	15.5	15.9	27.5	21.7	35.0
1965	24.4	41.2	15.7	32.3	17.8	29.6
1966	10.3	4.4	7.6	11.6	18.6	7.1
1967	–13.1	–15.4	–14.2	–17.7	2.0	–12.0
1968	–12.9	–11.6	–22.0	–2.5	–19.2	6.1
1969	23.5	–6.5	17.6	29.9	19.0	42.9
1970	–18.0	–22.0	–14.0	–17.0	–21.0	–25.0
1971	4.9	11.5	8.1	–3.6	11.4	10.7
1972	33.7	19.5	22.6	46.3	37.5	36.1
1973	28.7	31.7	22.8	27.4	28.9	46.9
1974	34.5	72.3	45.0	14.1	47.4	33.1
1975	–18.1	–10.6	–1.5	–32.4	–14.8	–31.2
1976	–3.7	–35.5	–2.5	–7.8	8.2	–2.6
1977	–3.2	11.0	–3.1	–1.9	–7.1	–1.4
1978	8.6	–7.9	9.0	8.7	15.2	0.0
1979	13.9	–2.9	–14.6	38.1	36.1	29.5
1980	8.0	7.4	2.8	1.3	11.7	31.7
1981	10.3	–8.3	–12.7	13.9	16.5	40.6

Source: Statistique Canada, *Revue statistique du Canada*, mens., nº de cat. 11-003.

Tableau de référence 37
Productivité et coûts: Industries commerciales non agricoles (1971 = 100)
1961 – 1980

Année	Production	Personnes employées	Total heures-hommes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-homme	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	100211	240203	240263	240557	240323	240353	240587	240647
1961	56.5	75.1	79.7	43.1	75.2	70.9	57.3	76.2
1962	60.2	77.7	82.7	45.7	77.5	72.8	58.8	75.8
1963	63.4	79.9	84.6	48.4	79.4	74.9	60.6	76.4
1964	68.7	83.4	88.3	52.5	82.2	77.7	63.0	76.5
1965	74.1	88.1	92.9	58.4	84.1	79.8	66.3	78.8
1966	79.0	92.3	96.2	65.6	85.6	82.1	71.1	83.0
1967	82.2	93.9	97.4	71.7	87.5	84.4	76.3	87.2
1968	86.8	94.3	96.8	76.5	92.1	89.7	81.1	88.1
1969	92.3	97.7	99.4	85.0	94.4	92.9	86.9	92.1
1970	94.3	98.1	98.9	91.3	96.1	95.4	93.0	96.8
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.4	104.1	103.7	111.5	103.1	103.5	107.1	103.8
1973	116.8	110.6	109.5	129.6	106.2	106.7	117.8	111.0
1974	123.0	115.8	114.5	154.8	106.2	107.5	133.7	125.8
1975	123.0	117.0	114.6	178.4	105.1	107.3	152.5	145.1
1976	129.7	119.1	116.1	204.3	109.0	111.7	171.6	157.5
1977	133.8	122.1	117.5	223.5	109.6	113.9	183.1	167.1
1978	139.0	125.6	121.5	242.7	110.6	114.4	193.2	174.6
1979	145.6	131.2	126.2	272.9	111.0	115.4	208.0	187.4
1980	145.8	133.5	128.2	303.1	109.2	113.7	227.1	207.9
				(Variation en pourcentage)				
1962	6.5	3.5	3.8	6.0	3.1	2.7	2.6	−0.5
1963	5.3	2.8	2.3	6.1	2.5	2.9	3.1	0.8
1964	8.2	4.4	4.4	8.5	3.5	3.7	4.0	0.1
1965	8.0	5.6	5.2	11.2	2.3	2.7	5.2	3.0
1966	6.6	4.8	3.6	12.3	1.8	2.9	7.2	5.4
1967	4.1	1.7	1.2	9.1	2.2	2.8	7.3	4.9
1968	5.6	0.4	−0.6	6.8	5.3	6.3	6.3	1.1
1969	6.3	3.6	2.7	11.1	2.5	3.6	7.2	4.5
1970	2.2	0.4	−0.5	7.4	1.8	2.7	7.0	5.1
1971	6.0	1.9	1.1	9.5	4.1	4.8	7.5	3.3
1972	7.4	4.1	3.7	11.5	3.1	3.5	7.1	3.8
1973	8.8	5.7	5.6	16.2	3.0	3.1	10.0	6.9
1974	5.3	5.3	4.6	19.4	0.0	0.7	13.5	13.3
1975	0.0	1.0	0.2	15.2	−1.0	−0.2	14.0	15.3
1976	5.4	1.8	1.3	14.5	3.7	4.1	12.5	8.6
1977	3.2	2.5	1.2	9.4	0.6	2.0	6.7	6.1
1978	3.9	2.9	3.4	8.6	0.9	0.4	5.5	4.5
1979	4.7	4.5	3.8	12.4	−0.4	0.9	7.7	7.3
1980	0.1	1.8	1.6	11.1	−1.6	−1.5	9.2	1.0

Sources: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats*, annuelle, nº de cat. 14-201. Les données antérieures à 1971 pour la production sont fondées sur Statistique Canada, *Indice du produit intérieur réel par industrie*, annuelle, nº de cat. 61-005.

Tableau de référence 38
Productivité et coûts: Industries non agricoles productrices de biens (1971 = 100)
1961 – 1980

Année	Production	Personnes employées	Total heures-hommes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-homme	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	100208	240204	240264	240558	240324	240354	240588	240648
1961	55.6	82.7	84.7	44.7	67.2	65.6	54.0	80.4
1962	60.0	85.3	88.3	47.6	70.4	67.9	55.9	79.4
1963	63.3	87.2	90.1	50.3	72.6	70.3	57.7	79.5
1964	69.1	91.3	94.7	54.9	75.7	73.0	60.2	79.5
1965	75.2	96.3	100.0	61.5	78.1	75.2	63.9	81.7
1966	80.8	100.7	104.1	69.5	80.2	77.6	69.1	86.1
1967	83.2	100.3	102.7	74.6	83.0	81.0	74.4	89.7
1968	88.2	99.7	101.8	79.0	88.5	86.6	79.3	89.5
1969	93.7	101.4	102.6	86.6	92.4	91.3	85.4	92.4
1970	94.7	99.3	100.2	91.5	95.4	94.5	92.2	96.6
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	106.7	102.5	102.6	109.8	104.0	104.0	107.1	103.0
1973	116.4	108.0	107.9	129.2	107.8	107.9	119.6	110.9
1974	120.1	111.0	110.3	154.0	108.2	108.8	138.7	128.2
1975	115.1	109.2	107.5	174.2	105.4	107.0	159.5	151.4
1976	121.2	110.5	108.7	198.4	109.7	111.5	179.5	163.6
1977	123.4	110.0	107.6	216.5	112.2	114.7	196.8	175.4
1978	126.6	111.3	109.3	231.6	113.7	115.8	208.1	183.0
1979	132.3	116.3	113.8	259.0	113.7	116.2	222.6	195.7
1980	129.6	115.5	113.0	283.2	112.3	114.7	245.3	218.5
				(Variation en pourcentage)				
1962	7.9	3.1	4.3	6.5	4.8	3.3	3.5	– 1.2
1963	5.5	2.2	2.0	5.7	3.1	3.5	3.2	0.1
1964	9.2	4.7	5.1	9.1	4.3	3.8	4.3	0.0
1965	8.8	5.5	5.6	12.0	3.2	3.0	6.1	2.8
1966	7.4	4.6	4.1	13.0	2.7	3.2	8.1	5.4
1967	3.0	– 0.4	– 1.3	7.3	3.5	4.4	7.7	4.2
1968	6.0	– 0.6	– 0.9	5.9	6.6	6.9	6.6	– 0.2
1969	6.2	1.7	0.8	9.6	4.4	5.4	7.7	3.2
1970	1.1	– 2.1	– 2.3	5.7	3.2	3.5	8.0	4.5
1971	5.6	0.7	– 0.2	9.3	4.8	5.8	8.5	3.5
1972	6.7	2.5	2.6	9.8	4.0	4.0	7.1	3.0
1973	9.1	5.4	5.2	17.7	3.7	3.7	11.7	7.7
1974	3.2	2.8	2.2	19.2	0.4	0.8	16.0	15.6
1975	– 4.2	– 1.6	– 2.5	13.1	– 2.6	– 1.7	15.0	18.1
1976	5.3	1.2	1.1	13.9	4.1	4.2	12.5	8.1
1977	1.8	– 0.5	– 1.0	9.1	2.3	2.9	9.6	7.2
1978	2.6	1.2	1.6	7.0	1.3	1.0	5.7	4.3
1979	4.5	4.5	4.2	11.8	0.0	0.3	7.0	7.0
1980	– 2.0	– 0.8	– 0.7	9.3	– 1.2	– 1.3	10.2	11.6

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats*.

Tableau de référence 39
Productivité et coûts: Industries de services commerciaux (1971 = 100)
1961 – 1980

Année	Production	Personnes employées	Total heures-hommes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-homme	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D		240202	240262	240556	240322	240352	240586	240646
1961	57.5	69.2	75.7	41.5	83.1	76.0	59.9	72.2
1962	60.5	71.7	78.2	43.7	84.3	77.3	61.0	72.3
1963	63.5	74.2	80.3	46.6	85.6	79.1	62.8	73.4
1964	68.2	77.3	83.2	50.2	88.2	82.0	64.9	73.6
1965	73.1	81.8	87.3	55.4	89.4	83.7	67.8	75.8
1966	77.3	85.8	90.0	61.8	90.0	85.9	72.0	79.9
1967	81.4	89.0	93.2	68.7	91.4	87.3	77.2	84.4
1968	85.5	90.1	92.8	74.0	94.9	92.1	82.2	86.6
1969	91.0	94.9	96.8	83.4	95.9	94.0	87.8	91.6
1970	94.0	97.2	97.8	91.0	96.7	96.1	93.7	96.8
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	108.0	105.3	104.7	113.1	102.5	103.2	107.3	104.7
1973	117.1	111.6	110.8	130.0	105.0	105.7	116.5	111.0
1974	125.7	119.5	117.7	155.7	105.2	106.8	130.2	123.9
1975	130.1	123.1	120.3	182.5	105.7	108.2	148.3	140.3
1976	137.3	125.7	122.0	210.0	109.2	112.6	167.1	153.0
1977	143.1	131.5	125.4	230.4	108.7	114.1	175.1	161.1
1978	150.1	136.8	131.4	253.5	109.7	114.2	185.3	168.9
1979	157.5	142.8	136.1	286.5	110.3	115.8	200.6	181.9
1980	160.3	147.6	140.5	322.7	108.6	114.1	218.7	201.4
				(Variation en pourcentage)				
1962	5.2	3.6	3.3	5.3	1.4	1.7	1.8	0.1
1963	5.0	3.5	2.7	6.6	1.5	2.3	3.0	1.4
1964	7.4	4.2	3.6	7.7	3.0	3.7	3.3	0.4
1965	7.2	5.8	4.9	10.4	1.4	2.1	4.5	3.0
1966	5.7	4.9	3.1	11.6	0.7	2.6	6.2	5.4
1967	5.3	3.7	3.6	11.2	1.6	1.6	7.2	5.6
1968	5.0	1.2	−0.4	7.7	3.8	5.5	6.5	2.6
1969	6.4	5.3	4.3	12.7	1.1	2.1	6.8	5.8
1970	3.3	2.4	1.0	9.1	0.8	2.2	6.7	5.7
1971	6.4	2.9	2.2	9.9	3.4	4.1	6.7	3.3
1972	8.0	5.3	4.7	13.1	2.5	3.2	7.3	4.7
1973	8.4	6.0	5.8	14.9	2.4	2.4	8.6	6.0
1974	7.3	7.1	6.2	19.8	−0.2	1.0	11.8	11.6
1975	3.5	2.9	2.2	17.2	0.5	1.3	13.9	13.2
1976	5.5	2.1	1.4	15.1	3.3	4.1	12.7	9.1
1977	4.2	4.6	2.8	9.7	−0.5	1.3	4.8	5.3
1978	4.9	4.0	4.8	10.0	1.0	0.1	5.8	4.8
1979	4.9	4.4	3.6	13.0	0.5	1.4	8.3	7.7
1980	1.8	3.4	3.2	12.7	−1.5	−1.5	9.0	10.7

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats.*

Tableau de référence 40
Productivité et coûts: Industries manufacturières (1971 = 100)
1961 – 1980

Année	Production	Personnes employées	Total heures-hommes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-homme	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	142707	240186	240246	240546	240306	240336	240576	240636
1961	54.4	83.6	84.4	46.9	65.1	64.4	56.1	86.1
1962	59.4	85.8	87.6	50.1	69.2	67.8	58.3	84.3
1963	63.4	88.0	90.1	53.3	72.1	70.4	60.6	84.1
1964	69.5	92.0	94.6	58.1	75.6	73.5	63.2	83.6
1965	75.8	96.7	99.4	64.1	78.4	76.2	66.3	84.6
1966	81.5	101.3	103.4	71.9	80.5	78.9	71.0	88.2
1967	83.9	101.7	103.1	77.2	82.5	81.4	75.9	92.0
1968	89.1	101.0	102.5	82.4	88.3	86.9	81.6	92.4
1969	95.8	102.9	104.1	89.9	93.1	92 0	87.3	93.8
1970	94.5	100.6	101.2	94.0	94.0	93.4	93.5	99.5
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.7	103.1	103.2	110.6	104.5	104.4	107.2	102.6
1973	119.1	107.8	107.2	126.7	110.4	111.0	117.5	106.4
1974	123.4	110.0	108.7	148.7	112.2	113.5	135.2	120.5
1975	116.2	107.5	105.1	164.0	108.0	110.6	152.6	141.2
1976	123.1	108.0	105.6	188.4	114.0	116.5	174.5	153.1
1977	125.5	105.8	103.6	205.0	118.6	121.2	193.7	163.3
1978	131.9	109.2	107.1	226.2	120.8	123.1	207.2	171.5
1979	138.1	113.2	110.2	256.5	122.0	125.2	226.6	185.8
1980	133.7	111.9	108.9	279.2	119.5	122.8	249.6	208.8
				(Variation en pourcentage)				
1962	9.2	2.6	3.8	6.8	6.3	5.3	3.9	– 2.1
1963	6.7	2.6	2.9	6.4	4.2	3.8	3.9	– 0.2
1964	9.6	4.5	5.0	9.0	4.9	4.4	4.3	– 0.6
1965	9.1	5.1	5.1	10.3	3.7	3.7	4.9	1.2
1966	7.5	4.8	4.0	12.2	2.7	3.5	7.1	4.3
1967	2.9	0.4	– 0.3	7.4	2.5	3.2	6.9	4.3
1968	6.2	– 0.7	– 0.6	6.7	7.0	6.8	7.5	0.4
1969	7.5	1.9	1.6	9.1	5.4	5.9	7.0	1.5
1970	– 1.4	– 2.2	– 2.8	4.6	1.0	1.5	7.1	6.1
1971	5.8	– 0.6	– 1.2	6.4	6.4	7.1	6.9	0.5
1972	7.7	3.1	3.2	10.6	4.5	4.4	7.2	2.6
1973	10.6	4.6	3.9	14.6	5.6	6.3	9.6	3.7
1974	3.6	2.0	1.4	17.4	1.6	2.3	15.1	13.3
1975	– 5.8	– 2.3	– 3.3	10.3	– 3.7	– 2.6	12.9	17.2
1976	5.9	0.5	0.5	14.9	5.6	5.3	14.4	8.4
1977	1.9	– 2.0	– 1.9	8.8	4.0	4.0	11.0	6.7
1978	5.1	3.2	3.4	10.3	1.9	1.6	6.9	5.0
1979	4.7	3.7	3.0	13.4	1.0	1.7	9.4	8.3
1980	– 3.2	– 1.1	– 1.2	8.8	– 2.0	– 1.9	10.2	12.4

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats.*

Tableau de référence 41
Salaires et gages hebdomadaires moyens par secteur industriel
1961 – 1981

Année	Industries primaires[1]	Fabrication	Construction	Transports, communications et autres services publics	Commerce[2]	Finance, assurance, immobilier	Services	Ensemble d'industries
D		1442	1445	1446		1449	1450	1439
				(En dollars)				
1961	92.85	81.54	86.93	82.48	66.24	72.81	57.84	78.24
1962	95.82	83.99	89.36	86.44	68.09	75.34	59.27	80.54
1963	99.44	86.89	93.59	90.10	70.36	77.62	60.39	83.28
1964	103.47	90.41	98.48	93.68	72.82	81.85	62.38	86.50
1965	108.94	94.78	106.68	99.09	75.45	88.29	65.76	91.01
1966	116.89	100.13	119.56	103.65	78.87	93.00	70.18	96.30
1967	126.62	106.53	130.47	113.13	83.51	99.00	75.35	102.79
1968	136.58	114.40	137.25	122.66	89.58	106.17	79.35	109.92
1969	146.13	122.94	149.85	132.54	96.86	113.81	84.17	117.83
1970	159.98	132.84	166.40	142.26	103.81	120.52	90.64	126.78
1971	173.11	143.99	188.27	154.14	112.33	129.59	98.56	137.64
1972	187.16	156.10	209.93	168.03	122.44	140.79	107.32	149.22
1973	208.83	167.48	225.45	181.89	131.55	154.44	114.53	160.45
1974	235.49	185.62	250.30	204.39	145.36	172.25	126.11	178.08
1975	274.88	213.43	290.95	233.98	165.34	193.12	143.68	203.34
1976	311.77	241.19	331.02	262.02	183.67	213.71	160.49	228.03
1977	341.76	266.04	369.88	291.15	199.20	229.57	171.28	249.95
1978	367.41	285.68	389.64	313.28	211.21	248.43	180.00	265.37
1979	409.91	311.19	422.28	341.45	229.34	272.10	193.20	288.25
1980	457.13	342.19	461.51	381.17	250.83	304.37	211.17	317.38
1981	519.39	383.46	521.64	428.00	276.50	353.42	235.00	355.77
				(Variation en pourcentage)				
1962	3.2	3.0	2.8	4.8	2.8	3.5	2.5	2.9
1963	3.8	3.5	4.7	4.2	3.3	3.0	1.9	3.4
1964	4.1	4.0	5.2	4.0	3.5	5.5	3.3	3.9
1965	5.3	4.8	8.3	5.8	3.6	7.9	5.4	5.2
1966	7.3	5.6	12.1	4.6	4.5	5.3	6.7	5.8
1967	8.3	6.4	9.1	9.1	5.9	6.4	7.4	6.7
1968	7.9	7.4	5.2	8.4	7.3	7.2	5.3	6.9
1969	7.0	7.5	9.2	8.1	8.1	7.2	6.1	7.2
1970	9.5	8.1	11.0	7.3	7.2	5.9	7.7	7.6
1971	8.2	8.4	13.1	8.4	8.2	7.5	8.7	8.6
1972	8.1	8.4	11.5	9.0	9.0	8.6	8.9	8.4
1973	11.6	7.3	7.4	8.3	7.5	9.7	6.7	7.5
1974	12.8	10.8	11.0	12.4	10.5	11.5	10.1	11.0
1975	16.7	15.0	16.2	14.5	13.7	12.1	13.9	14.2
1976	13.4	13.0	13.8	12.0	11.1	10.7	11.7	12.1
1977	9.6	10.3	11.7	11.1	8.5	7.4	6.7	9.6
1978	7.5	7.4	5.3	7.6	6.0	8.2	5.1	6.2
1979	11.3	8.9	8.4	9.0	8.6	9.5	7.3	8.6
1980	11.8	10.0	9.3	11.6	9.4	11.9	9.3	10.1
1981	13.6	12.2	13.0	12.3	10.2	16.1	11.3	12.1

[1] Forêts et mines (y compris fraisage). Estimations du ministère des Finances.
[2] Estimations du ministère des Finances.

Tableau de référence 42
Variations annuelles des gages moyens prévus dans les principales conventions collectives (sans indemnité)[1]
(En pourcentage sur la durée des conventions)
1967 – 1981

Années	Industries primaires	Fabrication	Transports, communications	Commerce, finance, assurance, etc.	Non-commercial	Administration publique	Ensemble commercial	Ensemble non commercial	Ensemble industries
1967	8.1	7.7	7.4	9.1	9.2	12.0	7.7	11.0	8.3
1968	9.3	7.9	7.3	9.9	9.7	7.5	7.8	7.9	7.9
1969	8.9	8.4	7.5	9.6	6.9	7.5	8.2	7.2	7.7
1970	8.3	8.6	8.8	9.3	9.0	8.0	8.7	8.4	8.6
1971	9.4	7.8	7.4	11.3	8.5	7.4	7.9	7.8	7.8
1972	9.8	9.6	8.3	11.3	7.8	7.8	9.6	7.8	8.8
1973	13.3	11.5	11.8	12.1	10.0	9.8	11.9	9.9	10.9
1974	20.0	16.1	13.6	20.1	21.5	12.[illegible]	15.2	14.4	14.7
1975	24.5	16.4	17.6	18.3	21.6	18.5	17.6	19.9	19.2
1976	9.2	10.5	11.7	10.0	11.0	11.1	10.7	11.1	10.9
1977	6.7	7.8	7.9	8.4	6.9	8.6	7.9	7.9	7.9
1978	6.3	7.7	7.1	9.9	6.5	6.8	7.6	6.7	7.1
1979	8.5	9.9	8.9	10.2	8.1	8.4	9.4	8.2	8.7
1980	12.9	12.1	10.9	11.3	11.0	10.8	11.5	10.9	11.1
1981	15.3	12.7	14.1	14.0	13.7	12.7	13.9	13.2	13.4

[1] Conventions intéressant 500 employés ou plus (construction non comprise). Les hausses procentuelles visent les taux de rémunération de base, la classification salariale la plus basse employée à l'égard des travailleurs qualifiés de l'unité de négociation.
Source: Travail Canada, *Evolution salariale en fonction des principales conventions collectives*, annuelle et trimestrielle.

Tableau de référence 43
Indices implicites des prix de la dépense nationale brute[1] (1971 = 100)
1947 – 1981

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Termes d'échange	Dépense nationale brute
			Total	Secteur public	Entreprises	Logement				
D	40626	40631	40632	40633		40637	40640	40642		40625
1947	50.5	28.3	44.2	48.5	43.6	41.9	59.3	56.2	105.5	45.7
1948	57.3	32.3	50.1	54.4	49.0	49.1	63.6	62.8	101.3	51.3
1949	59.4	34.6	52.5	56.6	51.5	51.2	66.8	64.9	102.9	53.5
1950	61.2	35.9	54.8	58.9	53.8	53.8	69.8	69.4	100.7	54.8
1951	67.4	40.2	62.6	69.9	60.8	62.0	77.6	76.7	101.2	61.0
1952	69.0	42.0	64.6	71.5	63.0	63.1	76.7	71.3	107.4	63.7
1953	68.8	43.0	64.7	67.3	63.9	63.7	74.9	71.2	105.1	63.6
1954	69.5	44.7	64.5	67.4	63.8	63.1	74.3	71.4	104.0	64.6
1955	69.5	46.2	66.4	72.5	65.2	64.3	77.3	72.6	106.4	65.0
1956	70.6	49.4	69.9	80.3	68.8	65.3	79.4	75.0	105.8	67.4
1957	72.8	51.9	70.9	75.8	70.3	67.2	79.0	76.9	102.7	68.8
1958	74.7	53.5	70.4	71.9	71.0	67.0	78.7	78.0	100.8	69.8
1959	75.6	55.3	70.9	72.2	72.0	66.9	79.8	77.5	103.0	71.2
1960	76.3	57.3	71.9	72.8	72.7	68.2	80.3	78.2	102.8	72.1
1961	76.8	59.1	71.4	70.4	72.7	68.8	81.3	80.3	101.2	72.4
1962	77.8	60.6	72.4	71.4	74.1	68.6	84.5	84.0	100.6	73.4
1963	79.0	63.1	74.4	74.0	76.1	70.1	85.3	85.9	99.3	74.8
1964	80.0	65.2	77.0	76.3	78.8	73.0	87.1	86.6	100.5	76.6
1965	81.6	68.2	81.1	81.3	82.3	77.2	88.7	87.3	101.6	79.1
1966	84.3	72.8	85.3	85.9	85.9	82.2	91.1	89.2	102.2	82.6
1967	87.2	77.8	87.1	86.8	87.2	87.0	93.0	90.7	102.6	85.9
1968	90.8	82.2	87.7	87.0	87.8	87.9	94.3	93.0	101.4	88.7
1969	94.3	89.0	91.4	91.2	91.2	92.1	96.4	95.6	100.8	92.6
1970	97.7	94.2	95.3	95.3	95.6	94.1	99.7	98.2	101.6	96.9
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	104.0	107.2	105.0	105.2	104.0	107.1	103.9	103.1	100.8	105.0
1973	111.6	116.4	114.0	114.8	110.2	123.8	117.4	111.2	105.6	114.6
1974	124.2	135.1	133.4	138.0	126.7	147.9	152.2	134.3	113.3	132.1
1975	137.3	156.0	150.2	153.2	143.8	167.8	168.6	153.6	109.8	146.3
1976	147.4	176.7	163.9	163.7	154.7	187.7	173.9	155.4	111.9	160.2
1977	158.3	193.7	177.4	176.0	166.6	208.2	187.4	174.3	107.4	171.5
1978	170.0	209.5	191.8	188.9	180.2	227.9	203.6	197.9	103.0	182.4
1979	185.6	227.2	210.9	207.3	199.0	255.5	242.7	227.0	106.8	201.3
1980	205.2	254.4	229.7	225.6	218.6	281.0	281.3	262.4	107.1	222.7
1981	227.9	285.0	255.6	252.3	241.6	322.1	304.2	291.8	104.2	245.0

Tableau de référence 43 (suite)
Indices implicites des prix de la dépense nationale brute[1] (1971 = 100)
1947 – 1981

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Termes d'échange	Dépense nationale brute
			Total	Secteur public	Entreprises	Logement				
	(Variation en pourcentage)									
1947	9.1	7.7	10.5	9.7	9.9	12.8	−11.0	12.0	0.0	8.8
1948	13.5	14.1	13.3	12.3	12.4	17.1	7.2	11.8	−4.0	12.3
1949	3.6	7.1	4.8	3.9	5.1	4.3	5.0	3.3	1.6	4.3
1950	3.1	3.9	4.5	4.2	4.4	4.9	4.6	7.0	−2.2	2.3
1951	10.2	11.8	14.1	18.7	12.9	15.3	11.1	10.4	0.5	11.5
1952	2.3	4.5	3.2	2.2	3.7	1.9	−1.1	−7.0	6.2	4.3
1953	−0.2	2.5	0.2	−5.8	1.4	0.9	−2.4	−0.1	−2.1	−0.1
1954	0.9	4.0	−0.3	0.1	0.0	−0.8	−0.8	0.3	−1.1	1.6
1955	0.0	3.3	2.9	7.6	2.2	1.9	4.0	1.7	2.3	0.6
1956	1.6	7.0	5.3	10.8	5.5	1.6	2.7	3.3	−0.6	3.6
1957	3.1	5.1	1.4	−5.6	2.2	2.8	−0.5	2.5	−2.9	2.1
1958	2.6	3.0	−0.7	−5.1	0.9	−0.3	−0.4	1.4	−1.8	1.4
1959	1.1	3.4	0.8	0.3	1.5	−0.1	1.5	−0.6	2.1	2.1
1960	0.9	3.6	1.3	0.9	0.9	2.0	0.6	0.9	−0.2	1.2
1961	0.7	3.2	−0.6	−3.3	0.1	0.8	1.2	2.7	−1.5	0.5
1962	1.3	2.4	1.3	1.5	1.9	−0.3	3.9	4.6	−0.6	1.4
1963	1.5	4.1	2.8	3.6	2.7	2.3	0.9	2.3	−1.3	1.9
1964	1.3	3.5	3.5	3.1	3.5	4.1	2.1	0.8	1.2	2.5
1965	1.9	4.5	5.2	6.5	4.5	5.8	1.8	0.7	1.1	3.2
1966	3.3	6.7	5.2	5.7	4.3	6.5	2.7	2.2	0.5	4.4
1967	3.4	6.8	2.2	1.0	1.6	5.8	2.0	1.7	0.4	3.9
1968	4.2	5.7	0.7	0.2	0.7	1.0	1.4	2.6	−1.1	3.3
1969	3.9	8.3	4.2	4.9	3.8	4.8	2.2	2.8	−0.6	4.4
1970	3.6	5.8	4.2	4.5	4.8	2.2	3.5	2.7	0.8	4.7
1971	2.4	6.2	4.9	4.9	4.6	6.3	0.3	1.8	−1.5	3.2
1972	4.0	7.2	5.0	5.2	4.0	7.1	3.9	3.1	0.7	5.0
1973	7.3	8.6	8.6	9.1	5.9	15.6	13.0	7.9	4.8	9.2
1974	11.3	16.1	17.0	20.3	15.0	19.4	29.6	20.7	7.6	15.3
1975	10.6	15.4	12.5	11.0	13.5	13.5	10.8	14.4	−3.4	10.8
1976	7.4	13.3	9.1	6.9	7.6	11.9	3.1	1.2	2.0	9.5
1977	7.4	9.6	8.2	7.5	7.7	10.9	7.8	12.2	−4.0	7.1
1978	7.4	8.2	8.2	7.3	8.1	9.5	8.6	13.5	−4.1	6.4
1979	9.2	8.4	9.9	9.7	10.4	12.1	19.2	14.7	3.7	10.4
1980	10.5	12.0	9.0	8.8	9.8	10.0	15.9	15.7	0.3	10.6
1981	11.1	12.0	11.3	11.8	10.5	14.6	8.1	11.2	−2.8	10.0

[1] Ces indices sont pondérés sur une base courante. Ils reflètent non seulement les changements de prix, mais aussi les variations dans la structure des dépenses dans des principeux groupes. Les indices implicites des prix de la dépense nationale brute sont obtenus en divisant le montant de chaque catégorie en dollars courants par celui en dollars constants.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 44
Indices des prix à la consommation: classifications standard (1971 = 100)
1961 – 1981

Année	Indice général	Alimentation	Logement	Habillement	Transports	Soins personnels et de santé	Divertissement et lecture	Tabac et alcool
D	484000	484001	484126	484214	484319	484344	484372	484404
1961	74.9	76.1	73.1	77.7	77.0	70.2	73.7	77.8
1962	75.8	77.5	73.9	78.4	76.9	71.6	74.4	78.7
1963	77.2	80.0	74.8	80.4	76.9	73.4	75.4	78.9
1964	78.6	81.3	76.0	82.4	77.7	75.9	76.6	80.4
1965	80.5	83.4	77.3	83.8	80.7	79.4	77.9	81.7
1966	83.5	88.7	79.4	87.0	82.6	81.8	80.1	83.7
1967	86.5	89.9	82.9	91.3	86.1	86.0	84.2	85.8
1968	90.0	92.8	86.7	94.1	88.3	89.5	88.3	93.6
1969	94.1	96.7	91.2	96.7	92.4	93.8	93.6	97.2
1970	97.2	98.9	95.7	98.5	96.1	98.0	96.8	98.4
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	104.8	107.6	104.7	102.6	102.6	104.8	102.8	102.7
1973	112.8	123.3	111.4	107.7	105.3	109.8	107.1	106.0
1974	125.0	143.4	121.2	118.0	115.8	119.4	116.5	111.8
1975	138.5	161.9	133.2	125.1	129.4	133.0	128.5	125.3
1976	143.9	166.2	148.0	132.0	143.3	144.3	136.2	134.3
1977	160.8	180.1	161.9	141.0	153.3	155.0	142.7	143.8
1978	175.1	208.0	174.1	146.4	162.2	166.2	148.2	155.5
1979	191.2	235.3	186.2	159.9	176.0	181.2	158.4	166.7
1980	210.6	260.6	201.4	178.7	200.7	199.3	173.5	185.3
1981	236.9	290.4	226.4	191.4	237.6	221.0	191.0	209.2
				(Variation en pourcentage)				
1961	0.9	1.5	0.5	1.5	0.3	0.5	1.2	0.5
1962	1.2	1.9	1.1	0.8	−0.2	2.0	0.9	1.2
1963	1.8	3.2	1.2	2.6	0.0	2.5	1.3	0.3
1964	1.8	1.6	1.6	2.5	1.0	3.4	1.7	1.9
1965	2.4	2.6	1.7	1.7	3.9	4.6	1.7	1.6
1966	3.7	6.4	2.7	3.8	2.4	3.0	2.8	2.4
1967	3.6	1.4	4.4	4.9	4.2	5.1	5.1	2.5
1968	4.0	3.2	4.6	3.1	2.6	4.1	4.9	9.1
1969	4.6	4.2	5.2	2.8	4.6	4.8	6.0	3.8
1970	3.3	2.3	4.9	1.9	4.0	4.5	3.4	1.2
1971	2.9	1.0	4.5	1.5	4.1	2.0	3.3	1.6
1972	4.8	7.6	4.6	2.6	2.7	4.8	2.8	2.7
1973	7.6	14.6	6.5	5.0	2.6	4.8	4.2	3.1
1974	10.9	16.3	8.7	9.6	9.9	8.7	8.8	5.5
1975	10.8	12.9	10.0	6.0	11.8	11.4	10.3	12.1
1976	7.5	2.7	11.1	5.6	10.8	8.5	6.0	7.1
1977	8.0	8.3	9.4	6.8	7.0	7.4	4.7	7.1
1978	8.9	15.5	7.5	3.9	5.8	7.2	3.9	8.1
1979	9.1	13.2	7.0	9.2	9.7	9.1	6.9	7.2
1980	10.2	10.7	8.2	11.7	12.8	9.9	9.5	11.2
1981	12.5	11.4	12.4	7.1	18.4	10.9	10.1	12.9

Source: Statistique Canada, *Prix et indices des prix*, mens., nº de cat. 62-002.

Tableau de référence 45
Indices des prix à la consommation: classifications en biens et services
(1971 = 100)
1961 – 1981

Année	Indice général des prix à la consommation	Total alimentation exclue	Total des articles	Total des articles moins l'alimentation	Biens non durables	Biens non durables moins l'alimentation	Biens durables	Total des services[1]	Services moins le logement
D	484000	488806	488801	488814	488804	488815	488802	488805	488816
1961	74.9	74.6	79.9	82.7	77.3	79.4	94.0	66.6	66.5
1962	75.8	75.3	80.7	83.0	78.4	80.1	93.1[1]	67.8	67.7
1963	77.2	76.2	82.1	83.7	80.0	80.0	93.3	68.9	68.8
1964	78.6	77.6	83.1	84.5	81.2	81.1	92.4	70.9	70.9
1965	80.5	79.4	84.5	85.4	83.0	82.4	92.2	73.5	74.7
1966	83.5	81.7	87.8	87.3	87.0	84.5	92.2	76.1	77.6
1967	86.5	85.3	90.0	90.4	88.6	86.9	94.8	80.2	82.2
1968	90.0	89.0	93.4	93.7	92.4	91.5	96.3	84.4	85.8
1969	94.1	93.1	96.3	96.1	95.9	94.7	97.2	90.0	91.4
1970	97.2	96.7	98.2	97.9	98.1	97.0	98.4	95.3	96.0
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	104.8	103.7	104.6	102.3	105.8	102.9	101.2	105.2	104.7
1973	112.8	109.0	113.7	106.4	118.1	108.3	102.6	111.6	109.8
1974	125.0	118.6	128.1	116.7	135.3	120.4	110.4	120.5	119.4
1975	138.5	130.5	142.0	127.7	152.7	136.0	118.9	133.4	135.2
1976	148.9	142.8	149.0	136.1	160.0	147.6	125.3	149.6	153.1
1977	160.8	154.0	160.0	145.2	173.0	158.9	131.7	163.2	166.9
1978	175.1	163.9	176.2	153.8	194.4	170.5	139.4	174.3	178.0
1979	191.2	176.9	194.9	167.9	216.2	185.7	152.8	186.5	192.5
1980	210.6	194.6	217.2	187.5	242.6	210.4	169.4	201.8	211.0
1981	236.9	219.5	245.7	213.0	281.2	252.7	185.4	225.0	236.6
				(Variation en pourcentage)					
1962	1.2	1.0	0.9	0.3	1.5	0.8	−0.9	1.7	1.8
1963	1.8	1.2	1.7	0.8	2.0	−0.1	0.1	1.6	1.6
1964	1.8	1.8	1.2	1.0	1.5	1.4	−1.0	2.9	3.1
1965	2.4	2.3	1.7	1.1	2.2	1.6	−0.2	3.7	5.4
1966	3.7	2.9	3.9	2.2	4.8	2.5	3.0	3.5	3.9
1967	3.6	4.4	2.5	3.6	1.8	2.8	2.8	5.4	5.9
1968	4.0	4.3	3.8	3.7	4.3	5.3	1.6	5.2	4.5
1969	4.6	4.6	3.1	2.6	3.8	3.5	0.9	6.6	6.3
1970	3.3	3.9	2.0	1.9	2.3	2.4	1.2	5.9	5.1
1971	2.9	3.4	1.8	2.1	1.9	3.1	1.6	4.9	4.2
1972	4.8	3.7	4.5	2.3	5.9	2.9	1.2	5.1	4.7
1973	7.6	5.1	8.8	4.0	11.6	5.3	1.4	6.2	4.8
1974	10.9	8.8	12.6	9.7	14.5	11.2	7.6	8.0	8.8
1975	10.8	10.1	10.9	9.4	12.9	12.9	7.7	10.7	13.2
1976	7.5	9.4	4.9	6.6	4.8	8.6	5.4	12.2	13.2
1977	8.0	7.9	7.4	6.7	8.1	7.7	5.1	9.0	9.0
1978	8.9	6.4	10.2	6.0	12.4	7.2	5.8	6.8	6.7
1979	9.1	7.9	10.6	9.2	11.2	8.9	9.6	7.0	8.1
1980	10.2	10.0	11.5	11.6	12.2	13.3	10.9	8.2	9.6
1981	12.5	12.8	13.1	13.6	15.9	20.1	9.5	11.5	12.1

[1] Comprend les nouvelles maisons, les impôts fonciers et l'intérêt hypothécaire, mais non les articles utilisés pour réparer les logements.

Source: Statistique Canada, *Prix et indices des prix.*

Tableau de référence 46
Prix de l'énergie
1961 – 1981

Année	Prix à la consommation					Prix du pétrole brut		Electricité
	Essence	Gaz naturel	Electricité	Fuel-oil	Total énergie	Importé: Montréal	Tête de puits: Edmonton	(>5000 kwh)
	(Variation en pourcentage)					(Dollars par baril)		(Variation en pourcentage)
1961	0.5	0.2	0.4	−3.8	—	2.10	—	—
1962	−0.2	0.7	−1.0	−1.9	—	2.32	2.61	—
1963	−1.3	0.0	0.2	−3.9	—	2.51	2.65	—
1964	4.4	0.0	−0.4	−4.9	—	2.47	2.65	—
1965	1.4	0.2	−1.6	0.0	—	2.47	2.65	—
1966	4.4	−0.4	0.1	−0.2	—	2.39	2.65	—
1967	2.4	0.1	7.3	1.8	—	2.64	2.65	—
1968	3.6	1.6	5.0	4.2	—	2.99	2.65	—
1969	2.5	−0.2	2.4	2.3	—	2.61	2.65	—
1970	2.3	−1.2	8.6	2.1	—	2.43	2.66	—
1971	3.5	1.5	3.4	9.6	—	2.95	2.85	—
1972	0.8	0.6	2.7	6.1	2.8	2.86	2.86	1.0
1973	6.8	1.6	8.1	15.7	9.0	3.95	3.48	6.0
1974	16.6	10.1	3.8	29.3	15.2	11.29	5.83	11.3
1975	13.2	20.8	11.6	13.5	13.5	12.59	7.25	10.5
1976	12.4	29.0	16.0	16.1	15.4	12.88	8.53	16.7
1977	8.6	13.1	17.0	15.5	12.2	15.16	10.25	30.5
1978	5.6	18.8	8.1	14.0	9.3	16.28	12.25	10.7
1979	10.2	5.5	8,7	12.4	9.8	22.86	13.25	9.7
1980	19.0	11.8	9.3	20.2	16.0	36.96	15.58	13.6
1981	36.0	27.4	8.8	43.4	30.1	42.99	18.88	n.d.

Source: Prix à la consommation proviennent de Statistique Canada, *L'Indice des prix à la consommation*, nº de cat. 62-001. Les données de *Total énergie* ne sont pas publiées pour les périodes antérieures à 1972.

Tableau de référence 47
Autres indices des prix (1971 = 100)
1961 – 1981

Année	Prix mondiaux des marchandises[1]		Indice du prix de vente dans l'industrie			Matériaux de construction		Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Termes d'échange[2]
	Total	Alim.	Total	Alim.	Non alim.	Domiciliaires	Non domiciliaires			
D			500000	500001	634401	610002	476602	40641	40643	
					(1971 = 100)					
1961	79.0	65.1	82.4	78.2	83.7	69.3	74.6	85.1	84.0	101.4
1962	77.2	63.1	83.3	79.8	84.4	69.7	74.0	86.8	87.9	101.1
1963	87.6	77.8	84.4	82.6	85.0	72.1	75.9	89.2	90.0	99.1
1964	94.8	84.7	85.1	83.1	85.8	75.8	79.6	91.0	90.5	100.6
1965	95.7	83.7	86.2	83.9	87.0	80.2	83.2	92.1	90.2	102.2
1966	100.5	85.1	88.7	88.4	88.8	83.9	86.1	94.3	91.9	102.6
1967	95.1	84.7	90.4	89.1	90.9	86.8	87.9	95.1	92.7	102.6
1968	93.6	83.4	92.3	90.3	93.0	91.5	90.1	96.2	94.8	101.5
1969	101.7	89.8	95.8	94.9	96.1	96.4	94.1	97.7	97.0	100.8
1970	107.2	101.8	98.1	97.2	98.3	95.3	96.7	100.6	98.6	102.0
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.1
1972	129.4	134.8	104.4	108.6	103.4	109.8	104.9	103.3	102.3	101.0
1973	210.8	211.4	116.1	131.3	112.3	124.0	113.1	118.2	110.0	107.5
1974	259.1	283.2	138.1	155.0	133.8	135.2	137.3	157.2	135.5	116.0
1975	224.9	255.1	153.7	170.9	149.3	139.7	147.0	173.2	156.6	110.6
1976	263.3	296.3	161.5	173.7	158.3	153.6	156.6	176.6	157.9	111.8
1977	319.7	389.2	174.3	185.9	171.3	165.2	165.6	189.2	177.1	106.8
1978	336.1	405.0	190.4	205.6	186.4	184.1	179.4	205.8	200.8	102.5
1979	409.8	479.9	217.9	231.7	214.1	207.0	208.7	249.2	229.6	108.5
1980	482.7	592.2	247.2	256.6	244.3	215.2	230.2	290.6	267.5	108.6
1981	427.2	519.2	272.2	279.3	269.9	236.3	253.1	311.4	296.2	105.1
					(Variation en pourcentage)					
1961	– 2.8	– 2.3	0.3	2.2	—	– 0.7	– 0.9	0.7	3.0	– 2.3
1962	– 2.3	– 3.0	1.1	2.0	0.8	0.6	– 0.9	4.3	4.6	– 0.3
1963	13.4	23.3	1.4	3.5	0.7	3.4	2.7	0.5	2.4	– 1.9
1964	8.2	8.9	0.8	0.6	0.9	5.1	4.8	2.0	0.5	1.5
1965	1.0	– 1.2	1.3	1.0	1.4	5.8	4.5	1.3	– 0.3	1.6
1966	5.0	1.7	2.9	5.4	2.1	4.6	3.5	2.4	1.9	0.4
1967	– 5.4	– 0.5	2.0	0.8	2.4	3.5	2.1	0.8	0.9	0.0
1968	– 1.6	– 1.5	2.1	1.4	2.3	5.4	2.5	1.2	2.3	– 1.1
1969	8.6	7.7	3.8	5.1	3.3	5.4	4.5	1.5	2.2	– 0.7
1970	5.4	13.3	2.4	2.4	2.3	– 1.1	2.7	2.9	1.7	1.2
1971	– 6.7	– 1.8	1.9	2.9	1.7	4.9	3.4	– 0.6	1.4	– 1.9
1972	29.3	34.8	4.4	8.7	3.4	9.8	4.9	3.3	2.4	0.9
1973	63.0	56.8	11.2	20.9	8.5	12.9	7.8	14.3	7.5	6.4
1974	22.9	34.0	19.0	18.0	19.2	9.0	21.4	33.1	23.2	8.0
1975	– 13.2	– 9.9	11.3	10.2	11.6	3.4	7.1	10.2	15.6	– 4.7
1976	17.1	16.2	5.1	1.6	6.1	9.9	6.5	1.9	0.8	1.1
1977	21.4	31.3	7.9	7.0	8.2	7.5	5.7	7.1	12.2	– 4.5
1978	5.1	4.1	9.2	10.6	8.8	11.4	8.4	8.8	13.4	– 4.1
1979	21.9	18.5	14.5	12.7	14.9	12.5	16.3	21.1	14.3	5.9
1980	17.8	23.4	13.5	10.7	14.1	4.0	10.3	16.6	16.5	0.1
1981	– 11.5	– 12.3	10.1	8.9	10.5	9.8	10.0	7.1	10.7	– 3.2

(1) *The Economist.*
(2) L'indice du rapport des prix à l'exportation aux prix à l'importation.

Sources: Statistique Canada, *Prix et indices des prix; Le commerce des exportations canadiennes*, mens., nº de cat. 65-004; *Le commerce des importations canadiennes*, mens., nº de cat. 65-007; *Nombres-indices des prix des produits agricoles*, nº de cat. 62-529.

Tableau de référence 48
Comparaison internationale des dépenses totales de l'ensemble des gouvernements et des gouvernements nationaux en pourcentage des produits intérieur brut ou national brut 1973 – 1979

	Moyenne 1969-72	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Ensemble des gouvernements[1]								
Australie[2]	26.4	26.9	30.2	32.4	33.0	34.3	33.9	—
Autriche	38.4	38.8	40.2	43.2	44.6	44.8	—	—
Canada	36.4	36.5	37.9	41.3	40.2	41.3	41.9	40.3
Danemark	39.1	38.0	41.8	44.4	43.0	—	—	—
France	38.4	38.1	39.2	43.0	43.0	43.8	44.7	45.0
Allemagne	36.7	38.7	41.4	45.3	44.4	44.3	44.5	44.2
Italie	36.8	38.6	38.4	41.9	41.5	41.9	44.8	44.2
Japon	19.7	21.3	23.4	26.2	26.8	28.1	29.4	30.5
Pays-Bas	45.3	47.6	49.9	54.4	54.6	55.1	56.7	58.3
Norvège	42.0	44.5	44.5	46.5	48.5	50.1	52.3	51.4
Suède	44.3	45.2	48.3	49.2	51.8	57.7	59.6	61.4
Royaume-Uni	38.1	39.6	44.5	46.1	45.4	43.4	42.9	43.3
Etats-Unis[3]	32.4	31.9	33.5	35.9	35.0	34.1	33.3	33.0
Moyenne[4]	36.5	37.4	39.5	42.3	42.4	43.2	44.0	44.1
Gouvernements nationaux[5]								
Australie[2]	13.2	13.5	14.8	16.0	16.5	—	—	—
Autriche	16.9	15.1	15.7	17.1	17.9	18.0	—	—
Canada								
Moins RPC/RRQ	14.0	14.3	15.4	16.8	15.8	16.2	16.5	15.6
Plus RPC/RRQ	14.2	14.6	15.8	17.3	16.4	16.9	17.3	16.5
France	17.9	16.9	17.0	18.3	17.9	18.2	18.4	18.2
Allemagne	9.2	9.3	9.4	10.7	10.4	10.4	10.6	10.6
Italie[6]	15.9	15.9	15.7	17.2	17.2	18.2	20.1	20.0
Japon[6]	5.0	5.2	5.7	5.9	6.2	6.6	6.9	7.4
Pays-Bas	14.4	14.5	14.8	16.2	16.2	16.4	16.9	17.6
Norvège	29.1	31.0	31.2	32.5	34.0	32.5	34.0	33.7
Suède	18.4	19.6	20.4	20.7	22.0	24.3	25.6	26.8
Royaume-Uni	19.9	20.3	23.4	24.0	24.0	23.6	23.9	24.6
Etats-Unis[3]	18.0	17.0	17.9	19.6	19.1	18.8	18.2	18.2
Moyenne[7]	16.0	16.1	16.8	18.0	18.2	18.4	18.9	19.0

(1) Comprend tous les niveaux d'administration et la sécurité sociale, mais non les sociétés et institutions financières publiques.
(2) Prestations de sécurité sociale non comprises.
(3) En conformité aux conventions des comptes nationaux canadiens et pour faciliter les comparaisons Canada/Etat-Unis, les excédents courants des entreprises publiques et l'intérêt perçu par l'Etat ont été ajoutés aux dépenses de l'Etat. Dans les comptes nationaux américains, ces postes sont soustraits des subventions et des paiements d'intérêt.
(4) Les moyennes de 1977, 1978 et 1979 sont fondées sur l'hypothèse que les parts des dépenses du PIB 1976 au Danemark, les parts de 1977 en Autriche et celles de 1978 en Australie sont les mêmes les années suivantes.
(5) Net des transferts aux autres niveaux.
(6) Moyenne de 1970-72 plutôt que de 1969-72.
(7) Les moyennes de 1977, 1978 et 1979 sont fondées sur l'hypothèse que les parts de dépenses du PIB 1976 en Australie et du PIB 1978 en Autriche sont aussi les mêmes les années suivantes. Les moyennes de toute la période sont fondées sur des estimations canadiennes qui tiennent compte des RPC/RRQ.

Sources: OCDE, *Comptes nationaux des pays membres de l'OCED*, 1978 Vol. II; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, et pour les Etats-Unis, *Economic Report of the President* et le *Survey of Current Business*.

Tableau de référence 49
Total des recettes publiques selon les comptes nationaux
1947 – 1981

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Impôt sur le revenu des non-résidents	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Provisions pour consommation de capital	Total RPC et RRQ[1]	Total des recettes[2]
D	30516	30522	30525	30526	30530	30535	30548		
				(Millions de dollars)					
1947	927	702	35	1,855	35	261	146	—	3,961
1948	986	687	41	1,907	47	261	171	—	4,100
1949	956	723	47	1,955	57	242	187	—	4,167
1950	915	993	54	2,129	62	280	201	—	4,634
1951	1,279	1,431	56	2,677	77	285	248	—	6,053
1952	1,588	1,403	55	2,901	82	368	265	—	6,662
1953	1,748	1,244	54	3,107	84	378	280	—	6,895
1954	1,776	1,115	58	3,131	73	373	293	—	6,819
1955	1,855	1,310	67	3,407	79	420	320	—	7,458
1956	2,127	1,443	69	3,858	97	537	365	—	8,496
1957	2,350	1,378	83	4,095	106	490	385	—	8,887
1958	2,214	1,350	48	4,186	124	542	404	—	8,868
1959	2,444	1,615	74	4,651	224	604	434	—	10,046
1960	2,794	1,588	79	4,901	234	649	465	—	10,710
1961	2,944	1,649	116	5,159	256	710	531	—	11,365
1962	3,180	1,753	125	5,807	268	784	574	—	12,491
1963	3,387	1,891	127	6,115	274	885	629	—	13,308
1964	3,917	2,100	140	6,877	316	978	676	—	15,004
1965	4,431	2,197	167	7,741	377	1,080	768	—	16,761
1966	5,792	2,355	204	8,669	401	1,241	864	724	19,526
1967	7,009	2,396	218	9,489	447	1,495	922	904	21,976
1968	8,244	2,852	209	10,303	613	1,765	988	1,040	24,974
1969	10,055	3,221	234	11,423	838	2,257	1,113	1,190	29,141
1970	11,547	3,070	269	12,055	1,077	2,705	1,231	1,327	31,954
1971	13,042	3,346	278	13,048	1,107	3,180	1,334	1,478	35,335
1972	14,631	3,920	287	14,760	1,036	3,690	1,495	1,657	39,819
1973	17,041	5,080	322	16,686	1,072	4,386	1,710	1,875	46,297
1974	21,197	7,051	430	20,876	1,125	5,916	2,161	2,313	58,756
1975	24,070	7,486	465	21,442	1,139	7,112	2,525	2,780	64,239
1976	28,353	7,113	504	24,864	1,480	8,357	2,825	3,282	73,496
1977	31,538	7,256	534	27,227	1,671	9,927	3,157	3,666	81,310
1978	33,418	8,241	582	29,314	2,026	12,476	3,510	4,231	89,567
1979	36,883	10,027	754	32,537	2,203	14,407	3,984	4,867	100,795
1980	42,366	11,608	995	36,134	2,334	16,685	4,624	5,669	114,746
1981	51,326	12,037	1,110	46,084	2,555	18,712	5,400	6,499	137,224

[1] Les contributions des employeurs et employés, et le revenu de placement des Régimes de pensions du Canada (RPC) et de rentes du Québec (RRQ) sont inclus dans le total des impôts directs sur le revenu des particuliers et du revenu de placement, respectivement.
[2] Incluant RPC et RRQ, excluant les transferts entre gouvernements.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 50
Total des dépenses publiques selon les comptes nationaux
1947 – 1981

Année	Biens et services	Défense nationale[1]	Paiements de transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital[2]	Transferts aux non-résidents	Total RPC et RRQ[3]	Formation brute de capital	Total des dépenses[4]	Déficit (-) ou excédent
D	30560	31284	30565	30579	30572	30575	30578	—	30597	—	30609
					(Millions de dollars)						
1947	1,343	227	834	559	177	6	46	—	233	3,198	763
1948	1,454	236	857	558	75	10	32	—	392	3,378	722
1949	1,722	361	942	572	77	13	15	—	483	3,824	343
1950	1,928	493	1,023	544	64	10	14	—	497	4,080	554
1951	2,811	1,157	1,024	609	129	13	21	—	620	5,227	826
1952	3,620	1,800	1,343	651	102	14	28	—	847	6,605	57
1953	3,824	1,907	1,449	620	113	14	37	—	755	6,812	83
1954	3,825	1,727	1,626	650	89	13	23	—	865	7,091	−272
1955	4,036	1,760	1,719	664	86	8	36	—	949	7,498	−40
1956	4,426	1,802	1,746	718	127	27	42	—	1,138	8,224	272
1957	4,573	1,765	2,052	774	120	29	52	—	1,306	8,906	−19
1958	4,854	1,661	2,605	826	150	18	67	—	1,426	9,946	−1,078
1959	4,976	1,559	2,721	1,023	250	22	85	—	1,570	10,647	−601
1960	5,281	1,546	3,090	1,093	314	17	74	—	1,511	11,380	−670
1961	6,206	1,613	2,709	1,184	321	21	77	—	1,682	12,200	−835
1962	6,608	1,680	2,912	1,316	361	41	59	—	1,900	13,197	−706
1963	6,982	1,572	2,979	1,431	401	77	89	—	1,973	13,932	−624
1964	7,593	1,584	3,175	1,546	436	92	95	—	1,968	14,905	99
1965	8,358	1,559	3,423	1,675	457	92	119	—	2,430	16,554	207
1966	9,748	1,709	3,750	1,862	639	65	195	15	2,842	19,101	425
1967	11,153	1,805	4,667	2,081	637	91	217	17	2,982	21,828	148
1968	12,684	1,812	5,473	2,391	641	100	170	37	3,013	24,472	502
1969	14,241	1,799	6,161	2,767	701	110	185	77	3,061	27,226	1,915
1970	16,630	1,868	6,985	3,250	756	123	244	134	3,160	31,148	806
1971	18,368	1,926	8,255	3,622	772	225	249	200	3,714	35,205	130
1972	20,291	1,963	9,918	4,137	884	245	279	284	3,984	39,738	81
1973	23,037	2,174	11,198	4,788	1,088	326	318	406	4,290	45,045	1,252
1974	27,816	2,548	13,880	5,425	2,619	326	407	542	5,488	55,961	2,795
1975	33,380	2,780	17,080	6,538	3,858	486	592	777	6,354	68,288	−4,049
1976	38,325	3,220	19,483	8,101	3,344	564	542	1,099	6,359	76,718	−3,222
1977	43,374	3,693	22,220	9,268	3,320	662	638	1,428	6,833	86,315	−5,005
1978	47,676	4,080	25,058	11,406	3,460	710	1,013	1,782	7,198	96,521	−6,954
1979	51,979	4,245	26,337	13,575	4,612	759	767	2,174	7,457	105,486	−4,691
1980	57,913	4,936	30,308	15,719	6,943	945	817	2,667	8,084	120,729	−5,983
1981	66,192	5,743	34,090	20,510	7,843	1,018	873	3,286	8,931	139,457	−2,233

[1] Compris dans les biens et services.
[2] Depuis 1961, ce poste est considéré comme une dépense publique courante; antérieurement il était considéré comme un transfert de capital.
[3] Les biens et services des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec sont inclus dans le total des biens et services du gouvernement, tandis que les bénéfices font partie des transferts aux particuliers et aux non-résidents.
[4] Comprend les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec. Exclut les transferts intergouvernementaux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 51
Recettes du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux
1947 – 1981

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Impôt sur le revenu des non-résidents	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D	30517	30523	30525	30527	30531	30536	30549	
				(Millions de dollars)				
1947	825	631	35	1,136	4	102	43	2,776
1948	875	568	41	1,086	6	91	50	2,717
1949	841	593	47	1,048	7	109	54	2,699
1950	806	847	54	1,115	7	133	58	3,020
1951	1,158	1,242	56	1,494	6	143	66	4,165
1952	1,461	1,294	55	1,594	7	205	71	4,687
1953	1,613	1,168	54	1,697	2	200	75	4,809
1954	1,622	1,051	58	1,612	1	187	77	4,608
1955	1,647	1,248	67	1,743	1	220	82	5,008
1956	1,910	1,364	69	1,970	1	296	88	5,698
1957	2,105	1,170	83	1,989	2	230	93	5,672
1958	1,965	1,105	48	1,906	2	285	98	5,409
1959	2,183	1,340	74	2,120	2	316	104	6,139
1960	2,503	1,308	79	2,177	3	336	111	6,517
1961	2,629	1,345	116	2,188	2	382	117	6,779
1962	2,605	1,314	125	2,400	1	410	124	6,979
1963	2,730	1,412	127	2,449	2	471	132	7,323
1964	3,129	1,575	140	2,845	2	525	139	8,355
1965	3,332	1,652	167	3,245	3	545	151	9,095
1966	3,634	1,774	204	3,570	3	632	167	9,984
1967	4,305	1,758	218	3,705	3	738	179	10,906
1968	5,125	2,107	209	3,761	4	821	191	12,218
1969	6,503	2,402	234	4,028	2	1,108	213	14,490
1970	7,436	2,276	269	4,034	2	1,279	232	15,528
1971	8,299	2,477	278	4,480	4	1,458	245	17,241
1972	9,285	2,901	287	5,121	5	1,684	277	19,560
1973	10,861	3,644	322	5,837	6	1,827	312	22,809
1974	13,538	5,012	430	8,495	8	2,116	379	29,978
1975	15,231	5,372	465	7,882	8	2,304	441	31,703
1976	18,042	5,046	504	8,601	11	2,608	501	35,313
1977	18,042	5,157	534	9,085	13	3,124	554	36,509
1978	17,707	5,786	582	9,750	15	3,879	606	38,325
1979	20,257	6,887	754	10,661	17	4,199	686	43,461
1980	23,434	8,002	995	12,131	20	4,718	776	50,076
1981	29,065	8,624	1,110	18,838	23	5,401	923	63,984

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 52
Dépenses du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux
1947 – 1981

Année	Biens et services	Défense nationale[1]	Transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital[2]	Transferts aux non-résidents	Transferts aux autres niveaux de gouvernement	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(-) ou excédent
D	30561	31284	30566	30580	30573	30576	41974	459141	30598	—	30160
					(Millions de dollars)						
1947	651	227	611	453	171	1	46	192	– 36	2,089	687
1948	628	236	570	453	71	1	32	150	47	1,952	765
1949	757	361	583	461	73	1	15	187	138	2,215	484
1950	923	493	615	427	60	1	14	251	79	2,370	650
1951	1,634	1,157	580	486	124	0	21	259	90	3,194	971
1952	2,315	1,800	975	515	96	2	28	368	193	4,492	195
1953	2,462	1,907	1,043	471	106	1	37	412	126	4,658	151
1954	2,316	1,727	1,165	482	84	1	23	430	153	4,654	– 46
1955	2,364	1,760	1,229	487	75	3	36	450	162	4,806	202
1956	2,517	1,802	1,221	516	118	16	42	485	185	5,100	598
1957	2,513	1,765	1,460	531	108	20	52	521	217	5,422	250
1958	2,524	1,661	1,893	568	131	13	67	663	317	6,176	– 767
1959	2,387	1,559	1,782	733	229	19	85	880	363	6,478	– 339
1960	2,426	1,546	1,973	753	283	15	74	994	228	6,746	– 229
1961	2,584	1,613	2,005	786	285	18	77	1,128	306	7,189	– 410
1962	2,688	1,680	2,110	865	322	38	59	1,134	270	7,486	– 507
1963	2,617	1,572	2,134	935	355	74	89	1,169	236	7,609	– 286
1964	2,750	1,584	2,241	995	379	89	95	1,252	209	8,010	345
1965	2,829	1,559	2,311	1,052	372	86	119	1,431	351	8,551	544
1966	3,267	1,709	2,484	1,151	500	62	195	1,664	430	9,753	231
1967	3,562	1,805	2,918	1,245	519	73	217	1,992	464	10,990	– 84
1968	3,883	1,812	3,295	1,409	522	78	170	2,372	500	12,229	– 11
1969	4,242	1,799	3,598	1,589	555	88	185	2,726	486	13,469	1,021
1970	4,551	1,868	4,057	1,862	589	97	244	3,397	465	15,262	266
1971	4,958	1,926	4,684	1,974	513	171	249	4,323	514	17,386	– 145
1972	5,452	1,963	6,186	2,253	596	181	277	4,558	623	20,126	– 566
1973	6,087	2,174	7,008	2,518	738	227	315	4,807	722	22,422	387
1974	7,408	2,548	8,705	2,961	2,060	193	403	6,165	974	28,869	1,109
1975	8,329	2,780	10,620	3,705	3,183	288	588	7,670	1,125	35,508	– 3,805
1976	9,670	3,220	11,533	4,519	2,398	367	537	8,522	1,158	38,704	– 3,391
1977	11,143	3,693	13,089	5,101	2,222	497	630	9,967	1,163	43,812	– 7,303
1978	11,981	4,080	14,647	6,410	2,301	556	1,003	10,875	1,206	48,979	– 10,654
1979	12,750	4,245	14,657	8,080	3,220	546	756	11,754	911	52,674	– 9,213
1980	13,707	4,936	16,574	9,653	5,486	707	804	12,828	1,014	60,773	– 10,697
1981	16,300	5,743	18,843	13,350	6,273	761	857	14,060	1,044	71,488	– 7,504

[1] Compris dans les biens et services.
[2] Voir renvoi 2 au bas du tableau de référence 50.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 53
Dépense du gouvernement fédéral par enveloppe
Selon le système de gestion des dépenses

	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81
			(Millions de $)		
Energie	1,631	1,554	1,398	2,362	3,624
Développement économique	4,739	4,996	5,024	5,371	5,183
Affaires sociales	18,605	20,408	22,114	22,690	24,633
Justice et affaires légales	773	915	1,014	1,037	1,213
Transferts fiscaux	3,184	3,196	2,999	3,635	3,908
Affaires extérieures	1,123	1,257	1,353	1,404	1,421
Defense	3,382	3,785	4,108	4,389	5,058
Parlement	73	89	92	99	130
Générale du gouvernement	2,765	3,175	3,384	3,451	3,841
Total partiel	36,275	39,375	41,486	44,438	49,011
Dette publique	4,721	5,550	7,058	8,524	10,687
Total des débours	40,996	44,925	48,544	52,962	59,698

Note: Les données de chaque année sont conformes; Postes Canada est considéré comme ministère.
Source: Ministère des Finances.

Tableau de référence 54
Dette du gouvernement fédéral
Selon les comptes publics[1]

Année	Dette brute	Dette nette	Dette non échue	Frais de la dette publique	
				Bruts	Nets
			(Millions de dollars)		
1952	16,729	11,185	13,949	531	413
1957	17,586	11,009	13,573	534	327
1962	21,742	13,227	16,883	839	532
1963	23,100	13,962	17,950	918	606
1964	24,849	15,170	18,739	994	627
1965	25,943	15,530	18,934	1,051	629
1966	26,612	15,326	18,966	1,111	673
1967	28,132	15,535	19,681	1,191	671
1968	29,734	16,224	20,284	1,301	689
1969	32,020	16,715	21,725	1,480	785
1970	33,327	16,222	22,184	1,717	857
1971	36,781	16,594	24,886	1,920	920
1972[2]	40,209	18,811	27,259	2,137	1,004
1973	43,252	19,810	29,039	2,301	1,036
1974	45,677	21,194	29,[illegible]	2,566	1,077
1975	50,997	22,927	33,0[illegible]	3,239	1,408
1976	58,025	28,390	37,69[illegible]	3,972	1,875
1977	65,761	34,600	42,51[illegible]	4,721	2,309
1978	78,528	44,889	51,567	5,550	2,958
1979	95,702	57,115	66,591	7,058	3,902
1980	103,626	[illegible],595	72,121	8,524	5,180
1981	118,461	81,263	83,149	10,687	6,557
			(Pourcentage du PNB)[3]		
1952	77.3	51.7	64.5	2.5	1.9
1957	54.9	34.3	42.3	1.7	1.0
1962	54.8	33.4	42.6	2.1	1.3
1963	53.8	32.5	41.8	2.1	1.4
1964	54.0	33.0	40.8	2.2	1.4
1965	51.6	30.9	37.7	2.1	1.3
1966	48.1	27.7	34.3	2.0	1.2
1967	45.5	25.1	31.8	1.9	1.1
1968	44.8	24.4	30.5	2.0	1.0
1969	44.1	23.0	29.9	2.0	1.1
1970	41.8	20.3	27.8	2.2	1.1
1971	42.9	19.4	29.0	2.2	1.1
1972	42.6	19.9	28.9	2.3	1.1
1973	41.1	18.8	27.6	2.2	1.0
1974	37.0	17.2	23.6	2.1	0.9
1975	34.6	15.5	22.4	2.2	1.0
1976	35.1	17.2	22.8	2.4	1.1
1977	34.4	18.1	22.3	2.5	1.2
1978	37.6	21.5	24.7	2.7	1.4
1979	41.5	24.8	28.9	3.1	1.7
1980	39.6	26.2	27.5	3.3	2.0
1981	40.9	28.0	28.7	3.7	2.3

[1] Au 31 mars de chaque année.
[2] Les données des années antérieures à 1972 ne sont pas entièrement conformes à celles des années postérieures en raison des modifications récentes des méthodes comptables. Les données révisées ne sont disponibles qu'à partir de mars 1972.
[3] Données calculées à partir du PNB de l'année civile qui précède la fin de l'exercice financier.

Source: Comptes publics du Canada.

Tableau de référence 55
Soldes budgétaires réels et ajustés
Secteurs publics fédéral et consolidé
Selon les comptes nationaux des revenus et des dépenses
1954 – 1981

Année	Soldes réels (excédent ou déficit (–))		Soldes ajustés (Excédent ou déficit (–))		Soldes réels (excédent ou déficit (–))		Soldes ajustés (excédent ou déficit (–))	
	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements
	(Millions de dollars)				(Pourcentage du PNB)[1]			
1954	–46	–272	40	–176	–0.2	–1.1	0.2	–0.7
1955	202	–40	35	–224	0.7	–0.1	0.1	–0.8
1956	598	272	101	–275	1.9	0.9	0.3	–0.9
1957	250	–19	54	–250	0.8	–0.1	0.2	–0.8
1958	–767	–1,078	–543	–843	–2.2	–3.1	–1.6	–2.4
1959	–339	–601	–114	–349	–0.9	–1.6	–0.3	–0.9
1960	–229	–670	217	–167	–0.6	–1.8	0.6	–0.4
1961	–410	–835	240	–85	–1.0	–2.1	0.6	–0.2
1962	–507	–706	–162	–281	–1.2	–1.6	–0.4	–0.6
1963	–286	–624	–27	–297	–0.6	–1.4	–0.1	–0.6
1964	345	99	347	106	0.7	0.2	0.7	0.2
1965	544	207	367	–9	1.0	0.4	0.7	–0.0
1966	231	425	–219	–152	0.4	0.7	–0.4	–0.3
1967	–84	148	–257	–55	–0.1	0.2	–0.4	–0.1
1968	–11	502	–158	312	–0.0	0.7	–0.2	0.4
1969	1,021	1,915	741	1,554	1.3	2.4	0.9	2.0
1970	266	806	541	1,199	0.3	0.9	0.6	1.4
Moyenne 1961 à 1970	111	194	105	229	0.1	0.0	0.2	0.2
1971	–145	130	3	322	–0.2	0.1	0.0	0.3
1972	–566	81	–655	–78	–0.5	0.1	–0.6	–0.1
1973	387	1,252	–598	–82	0.3	1.0	–0.5	–0.1
1974	1,109	2,795	–3	1,320	0.8	1.9	0.0	0.9
1975	–3,805	–4,049	–3,213	–3,263	–2.3	–2.5	–1.9	–2.0
1976	–3,391	–3,222	–3,334	–3,235	–1.8	–1.7	–1.8	–1.7
1977	–7,303	–5,005	–6,084	–3,455	–3.5	–2.4	–2.9	–1.6
1978	–10,654	–6,954	–9,060	–4,955	–4.6	–3.0	–3.9	–2.1
1979	–9,213	–4,691	–7,942	–2,887	–3.5	–1.8	–3.0	–1.1
1980	–10,697	–5,983	–7,101	–575	–3.7	–2.1	–2.3	–0.2
Moyenne 1971 à 1981	–4,707	–2,534	–3,743	–1,157	–1.9	–1.0	–1.6	–0.6
1981	–7,504	–2,233	–3,191	4,162	–2.3	–0.7	–0.9	1.2

[1] Les soldes réels sont calculés en pourcentage du PNB réel, tandis que les soldes ajustés sont calculés en pourcentage du PNB ajusté.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses;* ministère des Finances.

Tableau de référence 56
Recettes des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux
1947 – 1981

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Transferts des autres gouvernements	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D	40060 40298	40067 40305	40072 40310	40076 40314	40081 40319		40101 40339	
				(Millions de dollars)				
1947	97	71	359	28	101	199	44	899
1948	105	119	418	37	111	159	53	1,002
1949	109	130	462	46	79	197	59	1,082
1950	102	146	515	51	89	261	62	1,226
1951	121	189	575	60	117	270	80	1,412
1952	127	109	607	61	140	378	81	1,503
1953	135	76	652	64	154	424	83	1,588
1954	154	64	690	56	165	443	88	1,660
1955	208	62	762	59	186	465	100	1,842
1956	217	79	864	72	221	494	125	2,072
1957	245	208	958	78	240	533	129	2,391
1958	249	245	1,016	94	234	657	132	2,627
1959	261	275	1,087	191	264	880	143	3,101
1960	291	280	1,131	197	287	979	154	3,319
1961	315	304	1,270	211	298	1,110	156	3,664
1962	575	439	1,572	217	341	1,105	172	4,421
1963	657	479	1,713	225	372	1,134	193	4,773
1964	788	525	2,006	261	398	1,217	211	5,406
1965	1,099	545	2,265	313	474	1,379	253	6,328
1966	1,444	581	2,622	331	516	1,593	288	7,375
1967	1,855	638	3,019	367	603	1,951	300	8,733
1968	2,194	745	3,447	541	720	2,320	319	10,286
1969	2,545	819	3,933	776	863	2,678	357	11,971
1970	3,057	794	4,263	1,007	1,032	3,347	395	13,895
1971	3,640	869	4,566	1,031	1,202	4,274	436	16,018
1972	4,156	1,019	5,261	956	1,380	4,449	481	17,702
1973	4,875	1,436	6,198	984	1,812	4,734	575	20,614
1974	6,051	2,039	7,236	1,038	2,897	6,054	778	26,093
1975	6,933	2,114	7,547	1,046	3,701	7,577	912	29,830
1976	8,106	2,067	9,077	1,348	4,375	8,369	1,001	34,343
1977	11,083	2,099	10,039	1,521	5,200	9,665	1,113	40,720
1978	12,985	2,455	10,536	1,858	6,700	10,574	1,248	46,356
1979	13,539	3,140	12,009	2,011	7,992	11,467	1,405	51,563
1980	15,391	3,606	13,109	2,129	9,369	12,592	1,656	57,852
1981	18,290	3,413	15,154	2,330	10,272	13,886	1,929	65,274

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 57
Dépenses des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux
1947 – 1981

Année	Biens et services	Paiements de transfert aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital	Transferts aux autres gouvernements	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(–) ou excédent
D	40114 40352	40119 40357	40133 40371	40126 40364	40129 40367		40158 40396		40170 40408
				(Millions de dollars)					
1947	268	204	68	6	5	101	152	804	95
1948	318	266	68	4	9	129	193	987	15
1949	387	336	72	4	12	157	172	1,140	–58
1950	391	384	75	4	9	171	196	1,230	–4
1951	470	416	78	5	13	197	229	1,408	4
1952	502	334	83	6	12	215	290	1,442	61
1953	498	368	88	7	13	242	265	1,481	107
1954	519	417	94	5	12	259	301	1,607	53
1955	578	449	93	11	5	327	351	1,814	28
1956	688	485	101	9	11	362	460	2,116	–44
1957	703	547	116	12	9	452	536	2,375	16
1958	816	658	115	19	5	545	519	2,677	–50
1959	907	874	121	21	3	622	566	3,114	–13
1960	986	1,044	143	31	2	714	612	3,532	–213
1961	1,040	625	160	36	3	1,535	546	3,945	–281
1962	1,063	718	184	39	3	1,845	625	4,477	–56
1963	1,209	759	212	46	3	1,984	659	4,872	–99
1964	1,322	849	238	57	3	2,242	776	5,487	–81
1965	1,507	1,024	271	85	6	2,560	875	6,328	0
1966	1,890	1,173	317	139	3	3,041	986	7,549	–174
1967	2,307	1,647	385	118	18	3,546	1,046	9,067	–334
1968	2,716	2,030	485	119	22	4,012	958	10,342	–56
1969	2,957	2,369	638	146	22	4,495	1,025	11,652	319
1970	4,109	2,611	759	167	26	5,406	1,046	14,124	–229
1971	4,708	3,139	920	259	54	5,999	1,409	16,488	–470
1972	5,297	3,238	1,127	288	64	6,823	1,556	18,393	–691
1973	6,112	3,574	1,404	350	99	7,540	1,637	20,716	–102
1974	7,539	4,464	1,545	559	133	9,132	2,069	25,441	652
1975	9,634	5,482	1,839	675	198	11,340	2,418	31,586	–1,756
1976	10,796	6,642	2,327	946	197	12,796	2,182	35,886	–1,543
1977	12,410	7,507	2,690	1,098	165	15,200	2,384	41,454	–734
1978	13,867	8,419	3,343	1,159	154	15,712	2,653	45,307	1,049
1979	15,162	9,251	3,712	1,392	213	18,121	2,940	50,791	772
1980	16,935	10,783	4,107	1,457	238	19,604	3,163	56,287	1,565
1981	18,763	11,669	4,987	1,570	257	21,749	3,586	62,581	2,693

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 58
Recettes des administrations locales selon les comptes nationaux
1947 – 1981

Année	Impôts directs	Impôts indirects	Revenu de placement	Transferts des particuliers	Transferts des autres gouvernements	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D		40073 40311	40082 40320	40077 40315		40102 40340	
			(Millions de dollars)				
1947	5	360	58	3	101	59	586
1948	6	403	59	4	129	68	669
1949	6	445	54	4	157	74	740
1950	7	499	58	4	172	81	821
1951	—	608	25	11	199	102	945
1952	—	700	23	14	218	113	1,068
1953	—	758	24	18	245	122	1,167
1954	—	829	21	16	261	128	1,255
1955	—	902	14	19	334	138	1,407
1956	—	1,024	20	24	371	152	1,591
1957	—	1,148	20	26	468	163	1,825
1958	—	1,264	23	28	568	174	2,057
1959	—	1,444	24	31	646	187	2,332
1960	—	1,593	26	34	746	200	2,599
1961	—	1,701	28	41	874	212	2,856
1962	—	1,835	31	47	1,107	229	3,249
1963	—	1,953	39	44	1,200	250	3,486
1964	—	2,026	52	50	1,342	268	3,738
1965	—	2,231	58	58	1,514	299	4,160
1966	—	2,477	79	64	1,868	336	4,824
1967	—	2,765	95	74	2,122	364	5,420
1968	—	3,095	105	65	2,354	393	6,012
1969	—	3,462	99	56	2,595	450	6,662
1970	—	3,758	116	64	3,192	500	7,630
1971	—	4,002	140	68	3,583	538	8,331
1972	—	4,378	153	71	4,069	612	9,283
1973	—	4,651	170	78	4,501	683	10,083
1974	—	5,145	187	75	5,308	840	11,555
1975	—	6,013	223	81	6,703	986	14,006
1976	—	7,186	271	99	7,367	1,118	16,041
1977	—	8,103	317	112	9,197	1,263	18,992
1978	—	9,028	354	126	9,407	1,407	20,322
1979	—	9,867	395	146	11,293	1,610	23,311
1980	—	10,894	425	151	11,733	1,868	25,071
1981	—	12,092	462	164	13,071	2,152	27,941

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 59
Dépenses des administrations locales selon les comptes nationaux
1947 – 1981

Année	Biens et services	Transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Transferts aux autres administrations	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(-) ou excédent
D	40115 40353	40120 40359	40134 40372		40159 40397		40171 40409
				(Millions de dollars)			
1947	424	19	38	7	117	605	– 19
1948	508	21	37	9	152	727	– 58
1949	578	23	39	10	173	823	– 83
1950	614	24	42	11	222	913	– 92
1951	707	28	45	13	301	1,094	– 149
1952	803	34	53	13	364	1,267	– 199
1953	864	38	61	15	364	1,342	– 175
1954	990	44	74	15	411	1,534	– 279
1955	1,094	41	84	22	436	1,677	– 270
1956	1,221	40	101	18	493	1,873	– 282
1957	1,357	45	127	28	553	2,110	– 285
1958	1,514	54	143	17	590	2,318	– 261
1959	1,682	65	169	24	641	2,581	– 249
1960	1,869	73	197	17	671	2,827	– 228
1961	1,968	79	223	34	680	2,984	– 128
1962	2,174	84	251	28	847	3,384	– 135
1963	2,373	86	266	33	926	3,684	– 198
1964	2,635	85	294	31	834	3,879	– 141
1965	3,015	88	333	37	1,054	4,527	– 367
1966	3,399	93	373	51	1,235	5,151	– 327
1967	3,881	102	430	70	1,274	5,757	– 337
1968	4,438	133	475	64	1,338	6,448	– 436
1969	5,142	143	516	66	1,337	7,204	– 542
1970	5,803	213	595	64	1,425	8,100	– 470
1971	6,277	260	695	64	1,550	8,846	– 515
1972	6,836	246	721	69	1,582	9,454	– 171
1973	7,757	250	825	60	1,676	10,568	– 485
1974	9,072	216	873	61	2,152	12,374	– 819
1975	10,801	257	943	70	2,503	14,574	– 568
1976	12,600	272	1,194	71	2,673	16,810	– 769
1977	14,144	268	1,411	70	2,940	18,833	159
1978	15,580	291	1,587	67	2,934	20,459	– 137
1979	17,182	340	1,714	68	3,218	22,522	789
1980	19,166	384	1,886	79	3,458	24,973	98
1981	21,701	428	2,094	141	3,829	28,193	– 252

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 60
Recettes et dépenses du secteur hospitalier selon les comptes nationaux 1961 – 1981

Année	Recettes					Dépenses				Déficit(-) ou excédent
	Revenu de placement	Transfert des autres gouvernements	Transferts des particuliers	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes	Biens et services	Intérêt sur la dette publique	Formation brute de capital	Total des dépenses	
D	40083 40321		40078 40316	40103 40341		40116 40354	40555 40558	40160 40398		40172 40410
					(Millions de dollars)					
1961	2	713	2	46	763	614	15	150	779	– 16
1962	2	795	3	49	849	683	16	158	857	– 8
1963	3	852	3	54	912	783	18	152	953	– 41
1964	3	966	3	58	1,030	886	19	149	1,054	– 24
1965	3	1,135	3	65	1,206	1,007	19	150	1,176	30
1966	4	1,295	3	73	1,375	1,177	21	191	1,389	– 14
1967	4	1,535	3	79	1,621	1,386	21	198	1,605	16
1968	4	1,774	3	85	1,866	1,625	22	217	1,864	2
1969	4	2,014	4	93	2,115	1,874	24	213	2,111	4
1970	5	2,328	4	104	2,441	2,137	34	224	2,395	46
1971	5	2,529	4	115	2,653	2,397	33	241	2,671	– 18
1972	6	2,932	4	125	3,067	2,672	36	223	2,931	136
1973	7	3,172	4	140	3,323	3,044	41	255	3,340	– 17
1974	11	3,996	4	164	4,175	3,754	46	293	4,093	82
1975	10	4,800	4	186	5,000	4,564	51	308	4,923	77
1976	26	5,653	22	205	5,906	5,201	61	346	5,608	298
1977	33	6,375	25	227	6,660	5,613	66	346	6,025	635
1978	38	6,673	27	249	6,987	6,177	66	405	6,648	339
1979	41	7,183	29	283	7,536	6,811	69	388	7,268	268
1980	45	8,186	34	324	8,589	8,018	73	449	8,540	49
1981	49	8,993	38	396	9,476	9,308	79	472	9,859	– 383

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 61
Gouvernement fédéral
Passif et actif
Selon les comptes des flux financiers
1965 – 1980

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
								(Millions de dollars)								
Passif																
Monnaie et dépôts	319	344	380	446	480	504	529	554	618	704	773	821	882	962	1,050	1,111
Effets à payer	30	41	32	34	50	62	65	57	50	81	92	68	119	173	167	175
Prêts	27	164	271	209	65	11	59	85	147	207	262	250	253	3,832	2,104	2,796
Pensions[1]	1,272	1,280	1,284	1,295	1,283	1,277	1,266	1,265	1,238	1,218	1,197	1,173	1,187	1,162	1,149	1,136
Créances sur des entreprises associées	33	96	73	100	118	132	147	167	184	243	313	331	353	440	477	658
Autre passif	796	865	1,006	1,281	1,173	1,581	1,856	2,558	2,703	3,442	3,860	3,965	3,567	4,342	4,892	6,411
Dette non échue	19,286	19,728	20,779	22,231	22,797	24,655	27,431	29,021	28,915	33,294	37,280	41,468	49,601	60,208	68,334	80,295
Total du passif	21,763	22,518	23,825	25,566	25,966	28,222	31,353	33,707	33,855	39,189	43,777	48,076	55,962	71,119	78,173	92,582
Actif financier																
Monnaie et dépôts	654	671	335	336	1,057	1,143	1,905	2,163	1,687	4,246	3,494	2,671	4,020	5,985	1,709	3,453
Comptes recevables	7	6	6	6	8	9	10	19	20	30	52	55	77	105	153	192
Prêts	1,658	1,880	2,053	2,270	2,445	2,648	3,085	3,412	4,076	4,565	5,083	5,493	6,095	6,570	7,243	7,701
Billets à court terme des sociétés de financement et autres	5	7	12	10	11	6	8	13	12	12	18	18	26	18	6	11
Hypothèques	293	343	404	457	525	548	556	553	552	569	554	519	479	427	377	337
Obligations et bons du Trésor																
Administration fédérale	198	482	419	544	559	511	33	39	20	20	20	31	25	19	162	85
Administrations provinciales	15	15	12	21	20	12	18	15	17	15	14	12	14	16	17	14
Obligations municipales	9	9	7	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	10	10	8	14	19	23	25	27	29	35	39	37	36	29	30	34
Créances sur des entreprises associées	9,731	10,111	11,500	12,625	13,459	15,688	17,744	18,900	19,189	21,113	22,280	23,974	24,893	26,821	27,863	30,169
Actions	7	10	15	19	26	53	76	100	127	154	187	64	58	58	54	55
Investissements étrangers	198	180	168	92	60	28	3	5	5	13	6	5	4	3	5	9
Autres actifs financiers	1,506	1,573	1,533	1,763	1,433	1,208	1,394	1,602	1,921	2,838	2,930	2,456	1,911	2,300	2,883	2,303
Total des actifs financiers	14,293	15,297	16,472	18,157	19,622	21,888	24,857	26,848	27,655	33,610	34,677	35,335	37,638	42,351	40,502	44,363
Excédent du passif sur l'actif	7,470	7,221	7,353	7,429	6,344	6,334	6,496	6,859	6,200	5,579	9,100	12,741	18,324	28,768	37,671	48,219

[1] Représente principalement le solde des annuités publiques.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers.*

Tableau de référence 62
Gouvernements provinciaux, municipaux et hôpitaux
Passif et actif
Selon les comptes des flux financiers
1965 – 1980

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
								(Millions de dollars)								
Passif																
Effets à payer	253	343	423	475	502	653	656	755	791	1,012	1,158	1,319	2,003	2,305	3,263	3,314
Prêts	980	1,383	1,592	1,761	1,987	2,198	2,158	2,520	3,245	4,139	4,626	4,730	4,923	5,503	5,825	6,595
Billets à court terme de sociétés de financement et autres	—	—	—	—	118	174	313	435	343	230	634	318	297	537	312	639
Hypothèques	86	99	121	190	143	159	157	177	158	168	187	136	128	109	86	71
Créances sur des entreprises associées	67	68	73	80	77	191	232	385	353	437	549	714	742	806	906	1,237
Autre passif	1,539	1,603	1,643	1,655	1,685	1,892	1,999	1,717	2,386	2,621	2,658	3,348	3,056	3,297	3,118	2,666
Dette non échue																
Administrations provinciales	6,038	6,885	8,098	9,431	10,757	12,208	13,774	15,860	17,443	19,729	23,451	27,219	31,738	36,496	40,246	45,466
Administrations municipales	5,867	6,615	7,527	8,147	8,674	9,221	10,025	10,679	11,372	12,278	13,878	15,219	17,243	18,428	19,354	20,634
Autres	281	311	342	351	391	388	400	408	412	448	474	509	536	586	645	433
Total du passif	15,111	17,307	19,819	22,090	24,334	27,084	29,714	32,936	36,503	41,062	47,615	53,512	60,666	68,067	73,755	81,055
Actif financier																
Monnaie et dépôts	677	690	647	791	1,256	1,529	1,422	2,123	2,361	2,597	1,953	2,797	3,945	5,895	8,535	8,690
Comptes recevables	82	121	145	160	188	224	240	295	301	358	525	659	618	604	590	576
Prêts	143	344	472	555	631	1,458	1,746	1,950	2,183	2,316	2,567	2,810	2,909	2,945	3,068	3,177
Billets à court terme des sociétés de financement et autres	13	16	14	17	21	34	45	66	79	83	85	163	185	190	187	184
Hypothèques	260	277	284	356	462	660	924	1,103	1,291	1,580	1,922	2,281	2,545	2,584	2,587	2,772
Obligations et bons du Trésor																
Administration fédérale	335	318	293	326	305	268	238	217	207	186	214	352	607	959	1,344	2,290
Administrations provinciales	1,406	1,555	1,647	1,712	1,919	1,889	1,892	1,994	2,136	2,452	3,248	3,921	4,989	6,084	6,492	8,694
Administrations municipales	1,102	1,397	1,758	2,138	2,472	2,870	3,237	3,547	3,774	4,328	4,847	5,422	5,974	6,609	6,649	7,631
Autres	308	434	525	692	948	238	314	303	260	286	476	744	1,057	1,210	1,289	1,388
Créances sur des entreprises associées	3,345	3,667	4,119	4,585	5,242	6,357	6,913	7,547	8,386	9,924	11,377	12,485	15,232	17,002	18,139	20,532
Actions	15	13	16	31	45	168	173	159	124	213	229	252	264	250	271	284
Autres actifs financiers	2,103	2,229	2,270	2,428	2,534	2,564	2,772	2,287	3,425	4,145	3,851	3,449	3,284	5,600	7,140	9,204
Total des actifs financiers	9,789	11,061	12,190	13,791	16,023	18,259	19,916	21,591	24,527	28,468	31,294	35,335	41,609	49,932	56,291	65,422
Excédent du passif sur l'actif	5,322	6,246	7,629	8,299	8,311	8,825	9,798	11,345	11,976	12,594	16,321	18,177	19,057	18,135	17,464	15,633

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers.*

Tableau de référence 63
Gouvernement du Canada
Etat sommaire des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
					(Millions de dollars)					
I Opérations budgétaires										
A Recettes	16,344	18,821	21,826	28,067	29,956	32,635	32,866	35,216	40,054	46,507
B Dépenses	– 17,046	– 19,820	– 23,210	– 29,800	– 35,419	– 38,845	– 43,155	– 47,442	– 51,534	– 59,175
Excédent ou déficit (–)	– 702	– 999	– 1,384	– 1,733	– 5,463	– 6,210	– 10,289	– 12,226	– 11,480	– 12,668
II Opérations non budgétaires										
A Prêts, apports en capital et avances	– 1,627	– 1,210	– 1,337	– 1,948	– 2,915	– 2,151	– 1,770	– 1,102	– 1,428	– 523
B Comptes de rentes, d'assurances et de pensions	455	542	697	1,316	1,919	2,014	2,771	2,780	2,047	2,781
C Autres opérations	536	359	507	226	1,685	799	839	– 565	416	293
Ressource ou besoin (–) net	– 636	– 309	– 133	– 406	689	662	1,840	1,113	1,035	2,551
Besoins financiers (compte non tenu des opérations de change)	– 1,338	– 1,308	– 1,517	– 2,139	– 4,774	– 5,548	– 8,449	– 11,113	– 10,445	– 10,117
III Opérations de change	– 700	– 75	131	593	– 5	1,281	1,186	4,262	– 128	1,157
Ensemble des besoins financiers[1]	– 2,038	– 1,383	– 1,386	– 1,546	– 4,779	– 4,267	– 7,263	– 6,851	– 10,573	– 8,960
IV Opérations de la dette[2]	2,360	1,782	197	3,940	4,627	4,812	8,172	8,778	7,878	11,153
Variation de la trésorerie[3]	322	399	– 1,189	2,394	– 152	545	909	1,927	– 2,695	2,193
V Trésorerie en fin de période	1,600	1,999	810	3,204	3,052	3,597	4,506	6,433	3,738	5,931
Solde des avoirs en dollars canadiens	1,582	1,984	801	3,186	3,037	3,580	4,487	6,374	3,661	5,826

(1) Besoins de trésorerie (–).
(2) Excluant les variations de la dette non échue payable en devises étrangères.
(3) Diminution de caisse.

Remarque: Les chiffres des années 1973 à 1981 reflètent les prêts radiés au cours des années où les fonds ont été déboursés plutôt qu'au cours des années où les prêts ont été radiés. En outre, la contribution de l'Etat au Compte de l'assurance-chômage est traitée, durant ces années, selon la méthode actuelle. Les soldes non déboursés des affectations aux comptes spéciaux sont liquidés et la portion non amortie des coûts d'émission des obligations ordinaires et des Obligations d'épargne du Canada est affectée aux dépenses budgétaires dans l'année d'engagement des coûts. Les chiffres de 1972 ne sont pas strictement conformes à ceux de la période 1973 à 1981. Les opérations au titre de la sécurité de la vieillesse sont affectées aux dépenses budgétaires dans tous les cas.

Tableau de référence 63 (suite)
Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
					(Millions de dollars)					
I Opérations budgétaires										
A Recettes										
Impôt sur le revenu des particuliers	7,227	8,378	9,226	11,710	12,709	14,634	13,988	14,656	16,808	19,837
Impôt sur le revenu des sociétés	2,396	2,920	3,710	4,836	5,748	5,363	5,280	5,654	6,951	8,108
Autres impôts directs	420	353	338	434	493	451	503	568	787	894
Taxe de vente	2,653	3,052	3,590	3,866	3,515	3,929	4,427	4,729	4,698	5,429
Autres impôts directs	1,984	2,220	2,765	4,640	4,628	4,778	4,762	5,045	5,864	6,384
Recettes non fiscales	1,664	1,898	2,197	2,581	2,863	3,480	3,906	4,564	5,146	5,857
Total des recettes	16,344	18,821	21,826	28,067	29,956	32,635	32,866	35,216	40,054	46,507
B Dépenses										
Santé et bien-être social	5,596	7,047	8,135	10,286	12,534	13,873	14,773	16,642	16,876	18,721
Expansion et soutien économique	2,167	2,451	2,903	4,290	5,474	5,120	5,624	5,174	6,462	8,118
Dette publique[1]	2,137	2,301	2,566	3,239	3,972	4,721	5,550	7,058	8,524	10,687
Défense	2,263	2,366	2,775	3,162	3,632	4,161	4,626	4,999	5,333	6,067
Paiements de transfert fiscal aux provinces	1,245	1,304	1,678	2,399	2,378	2,966	3,101	2,921	3,424	3,643
Transports et communications	1,023	1,217	1,691	2,213	2,357	2,658	2,910	3,130	3,214	3,633
Services généraux du gouvernement	694	813	985	1,237	1,509	1,688	1,969	2,143	2,289	2,452
Frais d'opération	698	797	728	889	989	1,104	1,308	1,452	1,332	1,419
Aide à l'éducation	561	588	617	641	701	872	1,402	1,666	1,798	1,884
Culture et récréation	348	435	559	638	681	712	883	1,053	1,018	1,163
Affaires étrangères	314	405	477	625	754	790	910	960	1,053	1,081
Total des dépenses affectées	17,046	19,724	23,094	29,619	34,981	38,665	43,056	47,198	51,323	58,868
Provision pour évaluation de l'actif et du passif	n.d.	96	116	181	438	180	99	244	211	307
Total des dépenses	17,046	19,820	23,210	29,800	35,419	38,845	43,155	47,442	51,534	59,175
Excédent ou déficit (-) budgétaire	– 702	– 999	– 1,384	– 1,733	– 5,463	– 6,210	– 10,289	– 12,226	– 11,480	– 12,668

Tableau de référence 63 (suite)
Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
					(Millions de dollars)					
II Opérations non budgétaires										
A Prêts apports en capital et avances										
Sociétés et organismes de la Couronne										
Institutions de prêts	(–794)	(–633)	(–676)	(–1,060)	(–1,898)	(–1,612)	(–1,134)	(–626)	(–951)	(–204)
Société canadienne d'hypothèques et de logement	–656	–475	–375	–735	–1,058	–837	–532	–52	–366	–66
Société pour l'expansion des exportations	–118	–124	–141	–93	–357	–202	–84	–51	–44	19
Société du crédit agricole	–30	–43	–170	–243	–297	–277	–297	–267	–307	–270
Banque fédérale de développement	—	—	—	—	–197	–307	–241	–267	–245	101
Office de développement municipal et de prêts municipaux	9	9	10	11	11	11	10	11	11	12
Société d'assurance-dépôts du Canada	1	—	—	—	—	—	10	—	—	—
Autres sociétés de la Couronne	(–431)	(–110)	(–339)	(–492)	(–925)	(–393)	(–323)	(–489)	(–373)	(537)
Air Canada	–27	14	—	–145	3	83	3	–341	16	13
Energie atomique du Canada	–112	–59	–44	–81	–202	–149	–201	–242	–216	697
Chemins de fer nationaux du Canada	–202	2	–205	–143	–213	–40	–99	385	–108	–8
Petro-Canada	—	—	—	—	–237	–257	–150	–280	–80	–440
Autres	–90	–67	–90	–123	–276	–30	124	–11	15	275
Autres prêts	(–402)	(–563)	(–438)	(–577)	(–530)	(–326)	(–412)	(–231)	(–315)	(–126)
Finances-prêts-emplois	–139	–135	–108	–67	–47	45	14	8	8	8
Expansion économique régionale	–32	–64	–61	–52	–29	–17	4	–2	8	7
Société de développement du Canada	–25	–162	–75	–50	—	–10	—	—	—	—
Prêts aux pays en voie de développement	–143	–117	–141	–179	–215	–162	–198	–239	–242	–254
Prêts aux organisations internationales	n.d.	–55	–55	–97	–181	–159	–179	–173	–134	–110
Autres	–63	–30	2	–132	–58	–23	–53	175	45	223
Total des prêts, apports en capital et avances (compte non tenu de provisions)	–1,627	–1,306	–1,453	–2,129	–3,353	–2,331	–1,869	–1,346	–1,639	207
Provision pour évaluation	n.d.	96	116	181	438	180	99	244	211	–730
Total des prêts, apports en capital et avances	–1,627	–1,210	–1,337	–1,948	–2,915	–2,151	–1,770	–1,102	–1,428	–523
B Comptes d'objets spécifiques										
Régime de pensions du Canada	32	43	41	53	76	98	93	124	113	173
Compte d'assurance-chômage	–459	–370	–282	136	234	276	261	271	–150	–682
Comptes de retraite	728	859	1,001	1,261	1,502	1,656	1,888	1,956	1,966	2,307
Comptes de rente sur l'Etat	–10	–13	–19	–21	–10	–1	–9	–10	–14	–15
Autres	12	4	8	12	20	24	34	36	28	29
Total des comptes de rentes, d'assurances et de pensions	303	523	749	1,441	1,822	2,053	2,267	2,377	1,943	1,812
Compte de perception fiscale pour les provinces	130	8	–44	–196	67	–121	330	366	118	728
Autres dépôts et fiducies	22	11	–8	71	30	82	174	37	–14	241
Total des comptes de dépôts et de fiducies	152	19	–52	–125	97	–39	504	403	104	969
Total des comptes d'objets spécifiques	455	542	697	1,316	1,919	2,014	2,771	2,780	2,047	2,781

Tableau de référence 63 (fin)
Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
					(Millions de dollars)					
C Autres opérations										
Intérêt et dette échue	320	349	294	455	667	696	904	–509	–38	186
Comptes à payer et traitements courus	81	105	444	–109	–33	623	–521	214	91	772
Espèces en transit	71	–104	–854	–72	665	–169	–188	3	–130	–693
Chèques et mandats en circulation	131	16	539	5	366	–361	632	–243	506	9
Autres	–67	–7	84	–53	20	10	12	–30	–13	19
Total des autres opérations	536	359	507	226	1,685	799	839	–565	416	293
Besoins financiers non budgétaires	–636	–309	–133	–406	689	662	1,840	1,113	1,035	2,551
III Opérations de change (ressource ou besoin (–)										
Compte du fonds de change	–938	–125	175	673	39	1,537	248	–2,375	2,143	1,263
Fonds monétaire international										
Souscriptions	7	–51	–105	44	–89	110	–310	–482	–7	–930
Effets à payer	115	103	137	–74	73	–364	260	690	39	715
Autres organisations internationales										
Souscriptions, avances et prêts	–51									
Effets à payer	26									
Dette non échue payable en devises étrangères	–2	–2	–76	–50	–28	–2	855	6,186	–2,516	–66
Droits de tirage spéciaux	117	—	—	—	—	—	133	243	213	175
Traité du fleuve Columbia	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble des opérations de change	–700	–75	131	593	–5	1,281	1,186	4,262	–128	1,157
IV Dette non échue (augmentation ou diminution (–))										
Obligations négociables	363	36	93	672	1,137	2,265	3,439	8,146	6,417	7,834
Bons du Trésor	95	460	615	725	865	1,760	3,040	2,240	2,790	5,445
Obligations d'épargne du Canada	1,907	1,277	–583	2,509	2,602	787	1,707	1,236	–1,166	–2,269
Valeurs acquises par le RPC	7	7	8	9	10	10	12	12	17	23
Dette non échue payable en devises étrangères	—	—	—	—	—	—	850	3,390	–2,528	–5
Moins:										
Dette non échue payable en devises étrangères	2	2	76	50	28	2	–855	–6,186	2,516	66
OEC détenues pour les employés	1	–8	–4	–13	–1	–5	–7	–15	–6	–1
Valeurs acquises par le RPC	–7	–7	–8	–9	–10	–10	–12	–12	–17	–23
Compte de portefeuille[1]	–8	15	—	–3	–4	3	–2	–33	–145	83
Ensemble des opérations de la dette non échue	2,360	1,782	197	3,940	4,627	4,812	8,172	8,778	7,878	11,153
V Trésorerie en fin de période										
En devises canadiennes	1,582	1,984	801	3,186	3,037	3,580	4,487	6,374	3,661	5,826
En devises étrangères	18	15	9	18	15	17	19	59	77	105

[1] Inclut les placements détenus contre l'endettement non échu.

Remarque: Pour les années 1973 à 1981, les souscriptions aux organisations internationales (nettes des effets à payer) sont portées au compte des prêts; apports en capital et avances, plutôt qu'au compte des opérations de change.

Sources: Comptes publics du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 64
Gouvernement du Canada, actif et passif
Présentation des comptes publics
(Année financière close le 31 mars)
1927 – 1981

	1927	1937	1947	1952	1957	1962	1967	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
								(Millions de dollars)									
Passif																	
Comptes d'objets spécifiques	109	243	1,060	2,081	3,240	3,929	6,953	9,939	10,851	11,829	13,014	14,690	16,432	19,237	22,017	24,064	26,845
Passif à l'étranger	538	859	160	397	351	130	366	335	334	258	208	166	164	1,019	7,205	4,690	4,624
Autre passif[2]	181	24	804	758	1,156	1,025	1,700	3,106	3,457	4,783	5,025	5,787	6,971	7,906	7,336	7,851	8,818
Dette non échue (excluant les avoirs propres)																	
Obligations négociables	2,436	3,125	13,601	11,431	9,144	10,861	11,188	13,665	13,716	13,809	14,480	15,609	17,877	21,314	29,427	35,699	43,616
Obligations d'épargne du Canada	—	—	483	1,059	2,421	4,042	5,981	9,669	10,938	10,351	12,848	15,444	16,226	17,926	19,147	17,975	15,705
Bons du Trésor	—	150	1,280	1,400	1,625	1,885	2,310	3,830	4,290	4,905	5,630	6,495	8,255	11,295	13,535	16,325	21,770
Billets payables aux banques canadiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	850	4,240	1,712	1,707
Total de la dette non échue détenue par des tiers	2,436	3,275	15,364	13,890	13,190	16,788	19,479	27,164	28,944	29,065	32,958	37,548	42,358	51,385	66,349	71,711	82,798
Moins: dette non échue payable en devises étrangères	538	859	160	397	351	130	366	335	334	258	208	166	164	1,019	7,205	4,690	4,624
Total de la dette non échue payable en dollars canadiens	1,898	2,416	15,204	13,493	12,839	16,658	19,113	26,829	28,610	28,807	32,750	37,382	42,194	50,366	59,144	67,021	78,174
Total du passif[1]	2,726	3,542	17,228	16,729	17,586	21,742	28,132	40,209	43,252	45,677	50,997	58,025	65,761	78,528	95,702	103,626	118,461
Actif																	
Prêts, apports en capital et avances[2]	243	429	2,805	3,890	4,281	5,994	8,903	13,957	15,425	17,008	18,772	21,177	23,272	24,984	26,083	27,480	27,984
Actifs étrangers	—	—	1,025	1,950	2,183	2,095	3,148	5,537	5,610	5,403	4,760	4,737	3,454	3,123	5,048	2,660	1,437
Autres actifs	135	29	350	−296	113	426	546	1,904	2,407	2,072	4,538	3,721	4,435	5,532	7,456	4,891	7,777
Total des actifs	378	458	4,180	5,544	6,577	8,515	12,597	21,398	23,442	24,483	28,070	29,635	31,161	33,639	38,587	35,031	37,198
Excédent du passif sur l'actif[1]	2,348	3,084	13,048	11,185	11,009	13,227	15,535	18,811	19,810	21,194	22,927	28,390	34,600	44,889	57,115	68,595	81,263

[1] Le total du passif signifie généralement la *dette brute du Canada*, alors que l'excédent du passif comptabilisé sur l'actif comptabilisé représente la *dette nette du Canada*.
[2] Comprend les comptes internes.

Remarque: Les passifs et actifs des années 1972 à 1981 sont rajustés pour affecter les prêts radiés et les provisions au cours des années où les fonds ont été déboursés plutôt qu'au cours des années où les prêts et provisions ont été radiés. En outre, les contributions de l'Etat au Compte de l'assurance-chômage ont été traitées, pour ces années, selon la méthode actuelle. Les soldes non déboursés des affectations aux comptes spéciaux sont éliminés et la portion non amortie des coûts d'émission d'obligations ordinaires et d'Obligations d'épargne du Canada est affectée aux dépenses budgétaires dans l'année d'engagement des coûts. En outre, les souscriptions et effets à payer aux organisations internationales autres que le FMI sont affectés aux prêts, apports en capital et avances plutôt qu'aux opérations de change. Les chiffres des années antérieures à 1972 ne sont donc pas strictement conformes à ceux des années 1972 à 1981. Les opérations au titre de la sécurité de la vieillesse sont affectées aux dépenses budgétaires dans tous les cas.

Sources: Comptes publics du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 65
Répartition des recettes autonomes, par administration
1945 – 1981

Année	Recettes autonomes[1]				Répartition en pourcentage		
	(a) Fédérales	(b) Provinciales	(c) Municipales	(d) Totales (a) + (b) + (c)	(e) Fédérale (a) ÷ (d)	(f) Provinciale (b) ÷ (d)	(g) Municipale (c) ÷ (d)
	(Millions de dollars)				(En pourcentage)		
1945	2,385	538	415	3,338	71.4	16.1	12.4
1946	2,555	619	440	3,614	70.7	17.1	12.2
1947	2,696	780	485	3,961	68.1	19.7	12.2
1948	2,681	879	540	4,100	65.4	21.4	13.2
1949	2,659	925	583	4,167	63.8	22.2	14.0
1950	2,972	1,013	649	4,634	64.1	21.9	14.0
1951	4,113	1,194	746	6,053	67.9	19.7	12.3
1952	4,492	1,320	850	6,662	67.4	19.8	12.8
1953	4,563	1,410	922	6,895	66.2	20.4	13.4
1954	4,344	1,481	994	6,819	63.7	21.7	14.6
1955	4,745	1,640	1,073	7,458	63.6	22.0	14.4
1956	5,411	1,865	1,220	8,496	63.7	22.0	14.4
1957	5,455	2,075	1,357	8,887	61.4	23.3	15.3
1958	5,163	2,216	1,489	8,868	58.2	25.0	16.8
1959	5,871	2,489	1,686	10,046	58.4	24.8	16.8
1960	6,228	2,629	1,853	10,710	58.2	24.5	17.3
1961	6,473	2,860	1,982	11,315	57.2	25.3	17.5
1962	6,899	3,396	2,142	12,437	55.5	27.3	17.2
1963	7,323	3,639	2,286	13,248	55.3	27.5	17.3
1964	8,355	4,189	2,396	14,940	55.9	28.0	16.0
1965	9,095	4,949[2]	2,646	16,690	54.5	29.7	15.9
1966	9,984	5,782	2,956	18,722	53.3	30.9	15.8
1967	10,906	6,782	3,298	20,986	52.0	32.3	15.7
1968	12,218	7,966	3,658	23,842	51.2	33.4	15.3
1969	14,490	9,293	4,067	27,850	52.0	33.4	14.6
1970	15,528	10,548	4,438	30,514	50.9	34.6	14.5
1971	17,241	11,744	4,748	33,733	51.1	34.8	14.1
1972	19,560	13,253	5,214	38,027	51.4	34.9	13.7
1973	22,809	15,880	5,582	44,271	51.5	35.9	12.6
1974	29,978	20,039	6,247	56,264	53.3	35.6	11.1
1975	31,703	22,253	7,303	61,259	51.8	36.3	11.9
1976	35,313	25,974	8,674	69,961	50.5	37.1	12.4
1977	36,509	31,055	9,795	77,359	47.2	40.1	12.7
1978	38,325	35,782	10,915	85,022	45.1	42.1	12.8
1979	43,461	40,096	12,018	95,575	45.5	42.0	12.6
1980	50,076	45,260	13,338	108,674	46.1	41.6	12.3
1981	63,984	51,388	14,870	130,242	49.1	39.5	11.4
1973[3]	22,726	15,880	5,582	44,188	51.4	35.9	12.6
1974[3]	28,360	20,039	6,247	54,646	51.9	36.7	11.4
1975[3]	30,582	22,253	7,303	60,138	50.9	37.0	12.1
1976[3]	34,613	25,974	8,674	69,261	50.0	37.5	12.5
1977[3]	36,033	31,055	9,795	76,883	46.9	40.4	12.7
1978[3]	38,031	35,782	10,915	84,728	44.9	42.2	12.9
1979[3]	42,743	40,096	12,018	94,857	45.1	42.3	12.7
1980[3]	49,226	45,260	13,338	107,824	45.7	42.0	12.4
1981[3]	63,009	51,388	14,870	129,267	48.7	39.8	11.5

[1] Les paiements de location de domaines fiscaux étant réputés être des recettes provinciales autonomes, ils ont été déduits des recettes fédérales autonomes.

[2] La valeur des abattements fiscaux du gouvernement fédéral au Québec, instaurés en 1965 en vertu de la *Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires)*, (accords de non participation) figure dans les recettes provinciales autonomes.

[3] Revenus excluant la taxe fédérale à l'exportation du pétrole.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses* Vol. 1, *Estimations annuelles, 1926-1974*, nº de cat. 13-531, et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, nº de cat. 13-001.

Tableau de référence 66
Transferts intergouvernementaux
1945 – 1981

Année	Transferts (a) Du gouv. fédéral aux provinces[1]	(b) Du gouv. fédéral aux municipalités	(c) Des provinces aux municipalités	(d) Des municipalités aux provinces	Recettes autonomes[1] (e) Gouv. fédéral	(f) Provinces	(g) Municipalités	Transferts fédéraux (h) En % des recettes fédérales ((a) + (b)) ÷ (e)	(i) Aux provinces en % des recettes provinciales (a) ÷ (f)	(j) Aux municipalités en % des recettes municipales (b) ÷ (g)	Total des transferts (k) Reçus par les municipalités en % des recettes municipales ((b) + (c)) ÷ (g)
D	40374	40375	40376	40378							
	(Millions de dollars)							(En pourcentage)			
1945	76	—	63	7	2,385	538	415	3.2	14.1	—	15.2
1946	97	—	79	7	2,555	619	440	3.8	15.7	—	18.0
1947	112	—	101	7	2,696	780	485	4.2	14.4	—	20.8
1948	114	—	129	9	2,681	879	540	4.3	13.0	—	23.9
1949	147	—	157	10	2,659	925	583	5.5	15.9	—	26.9
1950	202	1	171	11	2,972	1,013	649	6.8	19.9	0.2	26.5
1951	205	2	197	13	4,113	1,194	746	5.0	17.2	0.3	26.7
1952	170	3	215	13	4,492	1,320	850	3.9	12.9	0.4	25.6
1953	163	3	242	15	4,563	1,410	922	3.6	11.6	0.3	26.6
1954	164	2	259	15	4,344	1,481	994	3.8	11.1	0.2	26.3
1955	180	7	327	22	4,745	1,640	1,073	3.9	11.0	0.7	31.1
1956	189	9	362	18	5,411	1,865	1,220	3.7	10.1	0.7	30.4
1957	288	16	452	28	5,455	2,075	1,357	5.6	13.9	1.2	34.5
1958	394	23	545	17	5,163	2,216	1,489	8.1	17.8	1.5	38.1
1959	588	24	622	24	5,871	2,489	1,686	10.4	23.6	1.4	38.3
1960	673	32	714	17	6,228	2,629	1,853	11.3	25.6	1.7	40.3
1961	789	33	841	15	6,473	2,860	1,982	12.7	27.6	1.7	44.1
1962	1,010	44	1,063	15	6,899	3,396	2,142	15.3	29.7	2.1	51.7
1963	1,117	52	1,148	17	7,323	3,639	2,286	16.0	30.7	2.3	52.5
1964	1,199	53	1,289	18	8,355	4,189	2,396	15.0	28.6	2.2	56.0
1965	1,357	74	1,440	22	9,095	4,949	2,646	15.7	27.4	2.8	57.2
1966	1,556	108	1,760	37	9,984	5,782	2,956	16.7	26.9	3.7	63.2
1967	1,895	97	2,025	56	10,906	6,782	3,298	18.3	27.9	2.9	64.3
1968	2,280	92	2,262	40	12,218	7,966	3,658	19.4	28.6	2.5	64.4
1969	2,632	94	2,501	46	14,490	9,293	4,067	18.8	28.3	2.3	63.8
1970	3,303	94	3,098	44	15,528	10,548	4,438	21.9	31.3	2.1	71.9
1971	4,230	93	3,490	44	17,241	11,744	4,748	25.1	36.0	2.0	75.5
1972	4,400	158	3,911	49	19,560	13,253	5,214	23.3	33.2	3.0	78.0
1973	4,694	113	4,388	40	22,809	15,880	5,582	21.1	29.6	2.0	80.6
1974	6,013	152	5,156	41	29,978	20,039	6,247	20.6	30.0	2.4	85.0
1975	7,527	143	6,560	50	31,703	22,253	7,303	24.2	33.8	2.0	91.8
1976	8,318	204	7,163	51	35,313	25,974	8,674	24.1	32.0	2.4	84.9
1977	9,615	352	8,845	50	36,509	31,055	9,795	27.3	31.0	3.6	93.9
1978	10,527	348	9,059	47	38,325	35,782	10,915	28.4	29.4	3.2	86.2
1979	11,419	335	10,958	48	43,461	40,096	12,018	27.0	28.5	2.8	94.0
1980	12,533	295	11,438	59	50,076	45,260	13,338	25.6	27.7	2.2	88.0
1981	13,765	295	12,776	121	63,984	51,388	14,870	22.0	26.8	2.0	87.9

[1] Les paiements de location de domaines fiscaux étant réputés être des recettes provinciales autonomes, ils ne sont pas compris dans les paiements de transfert du gouvernement fédéral aux provinces.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, Vol. 1, *Estimations annuelles de 1926-1974*, nº de cat. 13-531; et *Comptes nationaux, des revenus et des dépenses* nº de cat. 13-001.

Tableau de référence 67
Répartition des recettes après transferts, par administration
1945 – 1981[1]

Année	Recettes après transferts				Répartition en pourcentage		
	(a) Fédérales	(b) Provinciales	(c) Municipales	(d) Totales (a) + (b) + (c)	(e) Fédérale (a) ÷ (d)	(f) Provinciale (b) ÷ (d)	(g) Municipale (c) ÷ (d)
	(Millions de dollars)						
1945	2,309	558	471	3,338	69.2	16.7	14.1
1946	2,458	644	512	3,614	68.0	17.8	14.2
1947	2,584	798	579	3,961	65.2	20.1	14.6
1948	2,567	873	660	4,100	62.6	21.3	16.1
1949	2,512	925	730	4,167	60.3	22.2	17.5
1950	2,769	1,055	810	4,634	59.8	22.8	17.5
1951	3,906	1,215	932	6,053	64.5	20.1	15.4
1952	4,319	1,288	1,055	6,662	64.8	19.3	15.8
1953	4,397	1,346	1,152	6,895	63.8	19.5	16.7
1954	4,178	1,401	1,240	6,819	61.3	20.5	18.2
1955	4,558	1,515	1,385	7,458	61.1	20.3	18.6
1956	5,213	1,710	1,573	8,496	61.4	20.1	18.5
1957	5,151	1,939	1,797	8,887	58.0	21.8	20.2
1958	4,746	2,082	2,040	8,868	53.5	23.5	23.0
1959	5,259	2,479	2,308	10,046	52.3	24.7	23.0
1960	5,523	2,605	2,582	10,710	51.6	24.3	24.1
1961	5,651	2,823	2,841	11,315	49.9	24.9	25.1
1962	5,845	3,358	3,234	12,437	47.0	27.0	26.0
1963	6,154	3,625	3,469	13,248	46.5	27.4	26.2
1964	7,103	4,117	3,720	14,940	47.5	27.6	24.9
1965	7,664	4,888	4,138	16,690	45.9	29.3	24.8
1966	8,320	5,615	4,787	18,722	44.4	30.0	25.6
1967	8,914	6,708	5,364	20,986	42.5	32.0	25.6
1968	9,846	8,024	5,972	23,842	41.3	33.7	25.0
1969	11,764	9,470	6,616	27,850	42.2	34.0	23.8
1970	12,131	10,797	7,586	30,514	39.8	35.4	24.9
1971	12,918	12,528	8,287	33,733	38.3	37.1	24.6
1972	15,002	13,791	9,234	38,027	39.5	36.3	24.3
1973	18,002	16,226	10,043	44,271	40.7	36.7	22.7
1974	23,813	20,937	11,514	56,264	42.3	37.2	20.5
1975	24,033	23,270	13,956	61,259	39.2	38.0	22.8
1976	26,791	27,180	15,990	69,961	38.3	38.9	22.9
1977	26,542	31,875	18,942	77,359	34.3	41.2	24.5
1978	27,450	37,297	20,275	85,022	32.3	43.9	23.8
1979	31,707	40,605	23,263	95,575	33.2	42.5	24.3
1980	37,248	46,414	25,012	108,674	34.3	42.7	23.0
1981	49,924	52,498	27,820	130,242	38.3	40.3	21.4
1973[2]	17,919	16,226	10,043	44,188	40.6	36.7	22.7
1974[2]	22,195	20,937	11,514	54,646	40.6	38.3	21.1
1975[2]	22,912	23,270	13,956	60,138	38.1	38.7	23.2
1976[2]	26,091	27,180	15,990	69,261	37.7	39.2	23.1
1977[2]	26,066	31,875	18,942	76,883	33.9	41.5	24.6
1978[2]	27,156	37,297	20,275	84,728	32.1	44.0	23.9
1979[2]	30,989	40,605	23,263	94,857	32.7	42.8	24.5
1980[2]	36,398	46,414	25,012	107,824	33.8	43.0	23.2
1981[2]	48,949	52,498	27,820	129,267	37.9	40.6	21.5

[1] Les transferts entre administrations sont soustraits des recettes de celles qui les effectuent et additionnés aux recettes de celles qui les reçoivent.
[2] Revenus excluant la taxe fédérale à l'exportation du pétrole.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, Vol. 1, *Estimations annuelles de 1926-1974*, et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 68
Répartition des dépenses par administration avant et après transferts 1926 – 1981[1]

Année	Avant paiements de transfert[2]			Après paiements de transfert[3]				Avant paiements de transfert			Après paiements de transfert		
	(a) Total des dépenses fédérales	(b) Total des dépenses provinciales	(c) Total des dépenses municipales	(d) Total des dépenses fédérales	(e) Total des dépenses provinciales	(f) Total des dépenses municipales	(g) Total des dépenses publiques (d) + (e) + (f)	Part fédérale (a)÷(g)	Part provinciale (b)÷(g)	Part municipale (c)÷(g)	Part fédérale (d)÷(g)	Part provinciale (e)÷(g)	Part municipale (f)÷(g)
	(Millions de dollars)							(Pour cent)					
Avant la location de domaines fiscaux:													
1926	321	166	323	306	164	340	810	39.6	20.5	39.9	37.8	20.2	42.0
1927	336	181	342	320	177	362	859	39.1	21.1	39.8	37.3	20.6	42.1
1928	344	207	347	327	202	369	898	38.3	23.1	38.6	36.4	22.5	41.1
1929	362	240	389	345	234	412	991	36.5	24.2	39.3	34.8	23.6	41.6
1930	389	276	434	364	275	460	1099	35.4	25.1	39.5	33.1	25.0	41.9
1931	409	286	421	353	298	465	1116	36.6	25.6	37.7	31.6	26.7	41.7
1932	387	261	399	325	295	427	1047	37.0	24.9	38.1	31.0	28.2	40.8
1933	380	240	336	324	286	346	956	39.7	25.1	35.1	33.9	29.9	36.2
1934	409	300	332	338	355	348	1041	39.3	28.8	31.9	32.5	34.1	33.4
1935	453	307	333	379	369	345	1093	41.4	28.1	30.5	34.7	33.8	31.6
1936	459	297	331	368	371	348	1087	42.2	27.3	30.5	33.9	34.1	32.0
1937	476	364	333	371	448	354	1173	40.6	31.0	28.4	31.6	38.2	30.2
1938	524	394	336	438	457	359	1254	41.8	31.4	26.8	34.9	36.4	28.6
1939	483	382	340	404	436	365	1205	40.1	31.7	28.2	33.5	36.2	30.3
1940	1024	330	335	954	378	357	1689	60.6	19.5	19.8	56.5	22.4	21.1
1941	1550	354	333	1496	384	357	2237	69.3	15.8	14.9	66.9	17.2	16.0
Epoque de location de domaines fiscaux:													
1942	3680	334	332	3615	369	362	4346	84.7	7.7	7.6	83.2	8.5	8.3
1943	4323	359	340	4264	385	373	5022	86.1	7.1	6.8	84.9	7.7	7.4
1944	5233	397	350	5165	414	401	5980	87.5	6.6	5.9	86.4	6.9	6.7
1945	4217	446	366	4141	466	422	5029	83.9	8.9	7.3	82.3	9.3	8.4
1946	2800	526	425	2703	551	497	3751	74.6	14.0	11.3	72.1	14.7	13.2
1947	2009	685	504	1897	703	598	3198	62.8	21.4	15.8	59.3	22.0	18.7
1948	1916	864	598	1802	858	718	3378	56.7	25.6	17.7	53.3	25.4	21.3
1949	2175	983	666	2028	983	813	3824	56.9	25.7	17.4	53.0	25.7	21.3
1950	2322	1017	741	2119	1059	902	4080	56.9	24.9	18.2	51.9	26.0	22.1
1951	3142	1190	895	2935	1211	1081	5227	60.1	22.8	17.1	56.2	23.2	20.7
1952	4297	1259	1049	4124	1227	1254	6605	65.1	19.1	15.9	62.4	18.6	19.0
1953	4412	1303	1097	4246	1239	1327	6812	64.8	19.1	16.1	62.3	18.2	19.5
1954	4390	1428	1273	4224	1348	1519	7091	61.9	20.1	18.0	59.6	19.0	21.4
1955	4543	1612	1343	4356	1487	1655	7498	60.6	21.5	17.9	58.1	19.8	22.1
1956	4813	1909	1502	4615	1754	1855	8224	58.5	23.2	18.3	56.1	21.3	22.6
1957	5205	2059	1642	4901	1923	2082	8906	58.4	23.1	18.4	55.0	21.6	23.4
1958	5930	2266	1750	5513	2132	2301	9946	59.6	22.8	17.6	55.4	21.4	23.1
1959	6210	2502	1935	5598	2492	2557	10647	58.3	23.5	18.2	52.6	23.4	24.0
1960	6457	2842	2081	5752	2818	2810	11380	56.7	25.0	18.3	50.5	24.8	24.7
1961	6883	3141	2110	6061	3104	2969	12134	56.7	25.9	17.4	50.0	25.6	24.5

Tableau de référence 68 (suite)
Répartition des dépenses par administration avant et après transferts
1926 – 1981[1]

Année	Avant paiements de transfert[2]			Après paiements de transfert[3]				Avant paiements de transfert			Après paiements de transfert		
	(a) Total des dépenses fédérales	(b) Total des dépenses provinciales	(c) Total des dépenses municipales	(d) Total des dépenses fédérales	(e) Total des dépenses provinciales	(f) Total des dépenses municipales	(g) Total des dépenses publiques (d) + (e) + (f)	Part fédérale (a)÷(g)	Part provinciale (b)÷(g)	Part municipale (c)÷(g)	Part fédérale (d)÷(g)	Part provinciale (e)÷(g)	Part municipale (f)÷(g)
	(Millions de dollars)							(Pour cent)					
Après la location de domaines fiscaux:													
1962	7406	3452	2277	6352	3414	3369	13135	56.4	26.3	17.3	48.4	26.0	25.6
1963	7609	3738	2484	6440	3724	3667	13831	55.0	27.0	18.0	46.6	26.9	26.5
1964	8010	4270	2537	6758	4198	3861	14817	54.1	28.8	17.1	45.6	28.3	26.1
1965	8551	4949	3013	7120	4888	4505	16513	51.8	30.0	18.2	43.1	29.6	27.3
1966	9753	5956	3283	8089	5789	5114	18992	51.4	31.4	17.3	42.6	30.5	26.9
1967	10990	7116	3635	8998	7042	5701	21741	50.5	32.7	16.7	41.4	32.4	26.2
1968	12229	8022	4094	9857	8080	6408	24345	50.2	33.0	16.8	40.5	33.2	26.3
1969	13469	8974	4609	10743	9151	7158	27052	49.8	33.2	17.0	39.7	33.8	26.5
1970	15262	10777	4908	11865	11026	8056	30947	49.3	34.8	15.9	38.3	35.6	26.0
1971	17386	12214	5263	13063	12998	8802	34863	49.9	35.0	15.1	37.5	37.3	25.2
1972	20126	13944	5385	15568	14482	9405	39455	51.0	35.3	13.6	39.5	36.7	23.8
1973	22422	15982	6067	17615	16328	10528	44471	50.4	35.9	13.6	39.6	36.7	23.7
1974	28869	19387	7066	22704	20285	12333	55322	52.2	35.0	12.8	41.0	36.7	22.3
1975	35508	24009	7871	27838	25026	14524	67388	52.7	35.6	11.7	41.3	37.1	21.6
1976	38704	27517	9443	30182	28723	16759	75664	51.2	36.4	12.5	39.9	38.0	22.1
1977	43812	31789	9636	33845	32609	18783	85237	51.4	37.3	11.3	39.7	38.3	22.0
1978	48979	34733	11052	38104	36248	20412	94764	51.7	36.7	11.7	40.2	38.3	21.5
1979	52674	39324	11229	40920	39833	22474	103227	51.0	38.1	10.9	39.6	38.6	21.8
1980	60773	43695	13240	47945	44849	24914	117708	51.6	37.1	11.2	40.7	38.1	21.2
1981	71488	48695	15122	57428	49805	28072	135305	52.8	36.0	11.2	42.4	36.8	20.7
1974[4]	27983	19387	7066	21818	20285	12333	54436	51.4	35.6	13.0	40.1	37.3	22.7
1975[4]	33817	24009	7871	26147	25026	14524	65697	51.5	36.5	12.0	39.8	38.1	22.1
1976[4]	37650	27517	9443	29128	28723	16759	74610	50.5	36.9	12.7	39.0	38.5	22.5
1977[4]	42890	31789	9636	32923	32609	18783	84315	50.9	37.7	11.4	39.0	38.7	22.3
1978[4]	48276	34733	11052	37401	36248	20412	94061	51.3	36.9	11.7	39.8	38.5	21.7
1979[4]	51244	39324	11229	39490	39833	22474	101797	50.3	38.6	11.0	38.8	39.1	22.1
1980[4]	56848	43695	13240	44020	44849	24914	113783	50.0	38.4	11.6	38.7	39.4	21.9
1981[4]	67225	48695	15122	53165	49805	28072	131042	51.3	37.2	11.5	40.6	38.0	21.4

[1] Comprend les paiements de transfert conditionnels, inconditionnels et autres.
[2] Les transferts entre administration sont attribués à celle qui les effectue.
[3] Les transferts entre administration sont soustraits des dépenses de celle qui les effectue et ajoutés aux dépenses de celle qui les reçoit.
[4] Dépenses excluant la subvention fédérale du prix du pétrole et le Fonds renouvelable d'indemnisation pétrolière.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, Vol. 1, *Estimations annuelles de 1926-1974*, et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 69
Résumé de la balance des paiements du Canada
1947 – 1981

Année	Exportations de marchandises	Importations de marchandises	Solde du poste marchandises	Services (recettes)	Services (paiements)	Solde du poste biens et services	Transferts nets	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties (–)		Allocations de Droits de tirage spéciaux	Variations des réserves officielles de liquidités internationales[2]
									A long terme	A court terme[1]		
D	50501	50526	50502	50544	50557	50558	50687	50555	50710	50688	50710	50712
						(Millions de dollars)						
1947	2,723	2,535	188	939	1,057	70	–21	49	–721	4	—	–668
1948	3,030	2,598	432	1,015	1,022	425	26	451	43	–2	—	492
1949	2,989	2,696	293	1,015	1,157	151	26	177	–29	–20	—	128
1950	3,139	3,132	7	1,019	1,360	–334	15	–319	610	431	—	722
1951	3,950	4,101	–151	1,102	1,479	–528	16	–512	666	–98	—	56
1952	4,339	3,854	485	1,217	1,516	186	1	187	455	–605	—	37
1953	4,152	4,212	–60	1,216	1,594	–438	–10	–448	649	–239	—	–38
1954	3,934	3,916	18	1,191	1,627	–418	–6	–424	599	–51	—	124
1955	4,332	4,543	–211	1,405	1,847	–653	–34	–687	414	229	—	–44
1956	4,837	5,565	–728	1,500	2,099	–1,327	–45	–1,372	1,490	–70	—	48
1957	4,894	5,488	–594	1,472	2,278	–1,400	–51	–1,451	1,320	26	—	–105
1958	4,890	5,066	–176	1,420	2,256	–1,012	–125	–1,137	1,153	93	—	109
1959	5,151	5,572	–421	1,503	2,456	–1,374	–113	–1,487	1,179	297	—	–11
1960	5,392	5,540	–148	1,590	2,549	–1,107	–126	–1,233	929	265	—	–39
1961	5,889	5,716	173	1,735	2,764	–856	–72	–928	930	290	—	292
1962	6,387	6,203	184	1,847	2,842	–811	–19	–830	688	296	—	154
1963	7,082	6,579	503	1,986	2,982	–493	–28	–521	637	29	—	145
1964	8,238	7,537	701	2,265	3,376	–410	–14	–424	750	38	—	364
1965	8,745	8,627	118	2,437	3,714	–1,159	29	–1,130	833	455	—	158
1966	10,326	10,102	224	2,719	4,157	–1,214	52	–1,162	1,228	–425	—	–359
1967	11,338	10,772	566	3,325	4,462	–571	72	–499	1,415	–896	—	20
1968	13,720	12,249	1,471	3,070	4,822	–281	184	–97	1,669	–1,223	—	349
1969	15,035	14,071	964	3,695	5,719	–1,060	143	–917	2,337	–1,355	—	65
1970	16,921	13,869	3,052	4,246	6,345	953	153	1,106	1,007	–583	133	1,663
1971	17,877	15,314	2,563	4,304	6,702	165	266	431	664	–318	119	896
1972	20,129	18,272	1,857	4,451	6,978	–670	284	–386	1,588	–983	117	336
1973	25,461	22,726	2,735	5,257	8,228	–236	344	108	628	–1,203	—	–467
1974	32,591	30,902	1,689	6,401	10,107	–2,017	557	–1,460	1,041	443	—	24
1975	33,511	33,962	–451	6,941	11,627	–5,137	380	–4,757	3,935	417	—	–405
1976	37,995	36,607	1,388	7,606	13,366	–4,372	530	–3,842	8,007	–3,643	—	522
1977	44,253	41,523	2,730	8,295	15,739	–4,714	413	–4,301	4,217	–1,337	—	–1,421
1978	53,054	49,047	4,007	9,931	18,923	–4,985	50	–4,935	3,081	–1,445	—	–3,299
1979	65,275	61,125	4,150	11,812	21,546	–5,584	690	–4,894	2,099	4,484	219	1,908
1980	76,170	68,360	7,810	14,068	25,063	–3,185	1,281	–1,904	1,305	–898	217	–1,280
1981	84,140	77,504	6,636	14,859	29,673	–9,178	1,602	–6,576	1,340	6,452	210	1,426

(1) Comprend erreurs nettes et omissions.
(2) Les variations nettes des réserves officielles comprennent les opérations et le passif des réserves officielles.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

Tableau de référence 70
Balance des paiements bilatéraux avec les Etats-Unis
1947 – 1981

Année	Solde du poste marchandises	Solde du poste biens et services	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties (–)		Solde net
				A long terme	A court terme	
D	51551	51558	51555	51687	51688	51690
			(Millions de dollars)			
1947	–890	–1,115	–1,134	–158	–5	–1,297
1948	–289	–374	–393	126	–15	–282
1949	–378	–575	–601	116	–52	–537
1950	–50	–369	–385	625	220	460
1951	–520	–922	–945	560	–66	–451
1952	–473	–791	–830	387	–104	–547
1953	–590	–869	–907	440	–75	–542
1954	–440	–762	–800	395	54	–351
1955	–685	–981	–1,029	209	127	–693
1956	–1,167	–1,583	–1,650	1,034	–167	–783
1957	–947	–1,497	–1,579	963	–263	–879
1958	–532	–1,109	–1,167	950	–16	–233
1959	–536	–1,149	–1,221	927	68	–226
1960	–673	–1,266	–1,359	746	127	–486
1961	–615	–1,257	–1,341	953	205	–183
1962	–438	–1,019	–1,092	680	536	124
1963	–488	–1,070	–1,148	843	–49	–354
1964	–808	–1,565	–1,635	943	580	–112
1965	–1,041	–1,883	–1,937	1,074	–398	–1,261
1966	–993	–2,001	–2,030	1,393	–291	–928
1967	–569	–1,301	–1,342	1,317	–265	–290
1968	389	–744	–747	1,151	–639	–235
1969	472	–877	–845	1,669	–239	585
1970	1,121	–227	–165	989	47	871
1971	1,445	–215	–86	877	1,867	2,658
1972	1,513	–272	–137	1,059	–201	721
1973	1,242	–930	–834	1,134	–605	–305
1974	1,001	–1,639	–1,530	1,653	1,628	1,751
1975	–1,125	–4,903	–4,810	3,292	2,104	586
1976	519	–4,165	–4,090	4,636	–15	531
1977	1,496	–4,161	–4,115	2,227	453	–1,435
1978	2,580	–4,549	–4,474	2,685	2,171	382
1979	327	–7,879	–7,777	715	2,962	–4,100
1980	727	–9,014	–8,875	947	–2,361	–10,289
1981	2,782	–8,833	–8,698	–1,214	11,799	1,887

Remarque: Les erreurs et omissions étant exclues, la répartition régionale de la balance canadienne des paiements ne sera pas égale à la somme des opérations avec tous les pays.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 71
Balance des paiements bilatéraux avec les autres pays
1947 – 1981

Année	Solde du poste marchandises	Solde du poste biens et services	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties (–)		Allocations de Droits de tirage spéciaux	Solde net
				A long terme	A court terme		
			(Millions de dollars)				
1947	1,078	1,147	1,183	–563	9	—	629
1948	721	773	844	–83	13	—	774
1949	671	702	778	–145	32	—	665
1950	57	5	66	–15	110	—	161
1951	369	356	433	106	–94	—	445
1952	958	977	1,017	68	–112	—	973
1953	530	431	459	209	2	—	670
1954	458	344	376	204	–35	—	545
1955	474	328	342	205	72	—	619
1956	439	256	278	456	73	—	708
1957	353	97	128	357	47	—	532
1958	356	97	30	203	–2	—	231
1959	115	–225	–266	252	–88	—	–102
1960	525	159	126	183	37	—	346
1961	788	401	413	–23	–72	—	318
1962	622	208	262	8	–95	—	175
1963	991	577	627	–206	46	—	467
1964	1,509	1,155	1,211	–193	–655	—	363
1965	1,159	724	807	–241	1,092	—	1,658
1966	1,217	787	868	–165	48	—	751
1967	1,135	730	843	98	–130	—	811
1968	1,082	463	650	518	200	—	1,368
1969	492	–183	–72	668	–897	—	–301
1970	1,931	1,180	1,271	18	–243	133	1,046
1971	1,118	380	517	–213	–837	119	–533
1972	344	–398	–249	529	673	117	953
1973	1,493	694	942	–506	52	—	488
1974	688	–378	70	–612	–318	—	–860
1975	674	–234	53	643	–484	—	212
1976	869	–207	248	3,371	84	—	3,703
1977	1,234	–553	–186	1,990	215	—	2,019
1978	1,427	–436	–461	396	–934	—	–999
1979	3,823	2,295	2,883	1,384	3,790	219	8,057
1980	7,083	5,829	6,971	358	3,474	217	10,803
1981	3,854	655	2,122	2,554	3,091	210	7,767

Remarque: Les erreurs et omissions étant exclues, la répartition régionale de la balance des paiements ne sera pas égale à la somme des opérations avec tous les pays.

Tableau de référence 72
Paiements internationaux: balance courante
1947 – 1981

Année	Recettes courantes							
	Exportations de marchandise (après correction)	Production d'or disponible pour l'exportation	Dépenses de voyage	Intérêt et dividendes	Transports et fret	Autres services (recettes)	Transferts (recettes)	Total des recettes courantes
D	50501	50505	50506	50508	50512	50516		50525
				(Millions de dollars)				
1947	2,723	99	251	64	322	203	121	3,783
1948	3,030	119	279	70	336	211	143	4,188
1949	2,989	139	285	83	303	205	132	4,136
1950	3,139	163	275	94	284	203	126	4,284
1951	3,950	150	274	115	351	212	151	5,203
1952	4,339	150	275	152	383	269	160	5,728
1953	4,152	144	302	164	318	300	167	5,547
1954	3,934	155	305	147	313	283	169	5,306
1955	4,332	155	328	161	398	375	177	5,926
1956	4,837	147	337	142	457	430	194	6,544
1957	4,894	144	363	153	445	380	233	6,612
1958	4,890	157	349	167	401	365	171	6,500
1959	5,151	148	391	180	420	384	213	6,887
1960	5,392	162	420	171	442	393	235	7,215
1961	5,889	162	482	213	486	390	282	7,904
1962	6,387	155	562	202	509	419	314	8,548
1963	7,082	154	609	230	563	430	348	9,416
1964	8,238	145	662	332	644	482	384	10,887
1965	8,745	138	747	322	668	562	466	11,648
1966	10,326	127	840	318	758	676	555	13,600
1967	11,338	112	1,318	295	830	770	640	15,303
1968	13,720	33	953	353	891	840	674	17,464
1969	15,035	—	1,047	451	935	1,262	695	19,425
1970	16,921	—	1,206	528	1,126	1,386	765	21,932
1971	17,877	—	1,246	558	1,184	1,316	870	23,051
1972	20,129	—	1,230	665	1,241	1,315	903	25,483
1973	25,461	—	1,446	790	1,494	1,527	1,058	31,776
1974	32,591	—	1,694	882	1,812	2,013	1,360	40,352
1975	33,511	—	1,815	926	1,714	2,486	1,388	41,840
1976	37,995	—	1,930	825	2,082	2,769	1,509	47,110
1977	44,253	—	2,025	874	2,371	3,025	1,555	54,103
1978	53,054	—	2,378	1,208	2,714	3,631	1,592	64,577
1979	65,275	—	2,887	1,271	3,469	4,185	2,001	79,088
1980	76,170	—	3,349	1,660	3,894	5,185	2,663	92,921
1981	84,140	—	3,731	1,607	4,193	5,328	3,058	102,057

Tableau de référence 72 (suite)
Paiements internationaux: balance courante
1947 – 1981

Année	Paiements courants							
	Importations de marchandises (après correction)	Dépenses de voyage	Intérêt et dividendes	Transports et fret	Autres services (paiements)	Contributions officielles	Autres transferts (paiements)	Total des paiements courants
D	50526	50531	50533	50537		50542		50550
	(Millions de dollars)							
1947	2,535	167	337	278	275	38	104	3,734
1948	2,598	134	325	279	284	23	94	3,737
1949	2,696	193	390	253	321	6	100	3,959
1950	3,132	226	475	301	358	5	106	4,603
1951	4,101	280	452	354	405	9	114	5,715
1952	3,854	341	413	375	398	16	144	5,541
1953	4,212	365	406	374	461	25	152	5,995
1954	3,916	389	424	356	470	11	164	5,730
1955	4,543	449	473	415	510	24	199	6,613
1956	5,565	498	524	502	575	30	222	7,916
1957	5,488	525	594	515	645	40	256	8,063
1958	5,066	542	614	460	639	53	263	7,637
1959	5,572	598	671	525	662	72	274	8,374
1960	5,540	627	656	533	733	61	298	8,448
1961	5,716	642	764	568	790	56	296	8,832
1962	6,203	605	783	595	859	36	297	9,378
1963	6,579	585	860	648	889	65	311	9,937
1964	7,537	712	1,010	679	975	69	329	11,311
1965	8,627	796	1,086	761	1,071	93	344	12,778
1966	10,102	900	1,140	823	1,294	166	337	14,726
1967	10,772	895	1,211	861	1,495	182	386	15,802
1968	12,249	982	1,259	931	1,650	133	357	17,561
1969	14,071	1,261	1,366	996	2,096	144	408	20,342
1970	13,869	1,422	1,550	1,106	2,267	201	411	20,826
1971	15,314	1,448	1,699	1,196	2,359	201	403	22,620
1972	18,272	1,464	1,713	1,315	2,486	227	392	25,869
1973	22,726	1,742	2,050	1,560	2,876	253	461	31,668
1974	30,902	1,978	2,435	2,036	3,658	332	471	41,812
1975	33,962	2,542	2,879	2,147	4,059	513	495	46,597
1976	36,607	3,121	3,323	2,232	4,690	455	524	50,952
1977	41,523	3,666	4,532	2,397	5,144	543	599	58,404
1978	49,047	4,084	5,904	2,583	6,352	910	632	69,512
1979	61,125	3,955	8,512	3,160	7,919	645	666	83,982
1980	68,360	4,577	7,204	3,526	9,776	680	702	94,825
1981	77,504	4,888	8,589	3,950	12,245	718	738	108,633

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 73
Exportations de marchandises: répartition par catégorie de produits
1963 – 1981

Année	Blé	Animaux et autres produits comestibles	Minerai et concentrés	Pétrole brut et gaz naturel	Autres produits bruts	Bois d'œuvre	Pâte de bois	Papier journal
D	3609					3629	3631	3632
				(Millions de dollars)				
1963	787	675	703	310	414	452	405	760
1964	1,024	817	803	360	453	477	461	835
1965	840	869	863	384	517	490	493	870
1966	1,061	906	934	430	583	474	520	968
1967	742	902	1,016	522	571	505	543	955
1968	684	929	1,262	600	605	656	628	990
1969	473	992	1,138	702	623	697	754	1,126
1970	687	1,181	1,522	855	707	664	785	1,111
1971	833	1,279	1,415	1,038	811	830	798	1,085
1972	927	1,428	1,397	1,315	848	1,174	830	1,158
1973	1,221	1,937	2,000	1,833	1,192	1,599	1,082	1,288
1974	2,065	1,806	2,376	3,914	1,504	1,290	1,889	1,726
1975	2,023	2,124	2,241	4,144	1,581	973	1,635	1,746
1976	1,732	2,563	2,512	3,903	1,872	1,649	2,186	2,003
1977	1,881	2,727	2,730	3,779	2,341	2,387	2,158	2,382
1978	1,913	3,389	2,404	3,763	2,664	3,229	2,181	2,886
1979	2,180	4,134	3,895	5,294	3,350	3,901	3,083	3,222
1980	3,796	4,419	4,209	6,883	3,664	3,352	3,871	3,682
1981	3,723	5,712	4,082	6,875	4,251	2,990	3,820	4,326

	Métaux travaillés	Autres matières travaillées	Véhicules automobiles et pièces détachées	Autres machines et équipement	Biens de consommation et produits divers	Réexportations	Total
			3653				3471
				(Millions de dollars)			
1963	918	572	88	589	127	182	6,980
1964	1,049	680	177	811	147	209	8,303
1965	1,138	738	356	811	157	242	8,767
1966	1,227	823	1,012	956	195	255	10,043
1967	1,368	858	1,739	1,167	234	298	11,420
1968	1,605	975	2,672	1,340	303	373	13,624
1969	1,499	1,087	3,514	1,595	244	428	14,871
1970	1,996	1,311	3,499	1,666	418	419	16,820
1971	1,678	1,406	4,171	1,660	393	422	17,818
1972	1,716	1,700	4,718	2,014	446	479	20,150
1973	2,084	2,171	5,415	2,455	562	583	25,421
1974	2,760	3,030	5,717	2,868	732	767	32,442
1975	2,475	2,855	6,432	3,399	720	780	33,328
1976	3,015	3,375	8,225	3,670	946	825	38,475
1977	3,543	4,458	10,424	3,975	901	870	44,554
1978	4,684	6,175	12,540	5,230	1,231	924	53,183
1979	5,251	8,919	11,900	7,295	1,695	1,324	65,641
1980	8,109	10,321	10,818	8,488	2,648	1,705	75,964
1981	7,734	11,696	13,072	9,962	2,985	2,470	83,698

Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, nº de cat. 65-001.

Tableau de référence 74
Importations de marchandises: répartition par catégorie de produits
1963 – 1981

Année	Animaux et produits comestibles	Pétrole brut	Autres matières brutes	Matières travaillées	Véhicules automobiles et pièces détachées	Autres machines et équipement	Autres produits finis et divers	Total
D		3745		3746	3774			3535
				(Millions de dollars)				
1963	780	335	563	1,571	669	1,882	759	6,558
1964	795	321	640	1,813	818	2,190	911	7,488
1965	770	312	694	2,114	1,125	2,573	1,045	8,633
1966	805	299	724	2,233	1,581	3,048	1,382	10,072
1967	884	356	707	2,310	2,168	3,341	1,106	10,873
1968	918	373	754	2,435	3,001	3,477	1,401	12,358
1969	1,063	393	692	2,905	3,546	4,031	1,500	14,130
1970	1,116	415	757	2,886	3,252	3,991	1,536	13,952
1971	1,157	541	781	3,140	4,110	4,328	1,650	15,617
1972	1,401	681	859	3,579	4,934	5,184	2,032	18,669
1973	1,981	943	1,075	4,282	6,081	6,477	2,487	23,325
1974	2,516	2,646	1,426	6,482	7,124	8,414	3,113	31,722
1975	2,682	3,302	1,784	5,944	8,236	9,296	3,472	34,716
1976	2,871	3,280	1,811	6,211	9,440	9,641	4,240	37,494
1977	3,307	3,215	2,105	6,993	11,576	10,606	4,561	42,363
1978	3,782	3,457	2,425	8,748	13,386	13,115	5,195	50,108
1979	4,236	4,497	3,473	12,024	15,161	17,156	6,324	62,871
1980	4,803	6,919	4,416	12,701	13,479	19,725	7,085	69,128
1981	5,184	7,840	4,305	14,554	15,961	22,810	8,223	78,876

Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur.*

Tableau de référence 75
Paiements internationaux: mouvements de capitaux
1950 – 1981

Année	Investissements directs au Canada	Investissements directs à l'étranger	Titres canadiens				Valeurs étrangères (nettes)	Prêts et souscriptions du gouvernement canadien		Crédits à l'exportation au risque du gouv.	Autres transactions en capital à long terme
			Nouvelles émissions	Retraits	Transactions sur les obligations et débentures en circulation	Transactions sur les actions ordinaires et privilégiées en circulation		Avances	Remboursements		
D	50560	50564			65000	50576			50629	50632	50650
					(Millions de dollars)						
1950	225	35	210	−284	—	329	76	−50	74	—	−5
1951	320	−30	411	−184	—	38	15	—	68	—	28
1952	360	−85	323	−89	−168	73	−11	—	56	—	−4
1953	450	−70	335	−146	−52	21	−1	—	87	—	11
1954	425	−90	333	−205	−66	129	−24	—	72	—	25
1955	445	−85	166	−185	−165	137	−5	—	69	—	37
1956	650	−105	667	−141	11	187	−3	−4	69	—	159
1957	545	−80	800	−134	−45	142	1	−1	50	—	42
1958	430	−40	688	−158	—	88	1	−34	64	—	114
1959	570	−85	709	−258	92	110	−34	−1	34	—	38
1960	670	−50	448	−266	3	51	−19	−11	32	—	60
1961	560	−80	548	−301	61	39	−35	−8	38	—	103
1962	505	−105	729	−319	64	−115	−65	−22	129	−63	−64
1963	280	−135	984	−404	39	−170	22	−18	25	−72	75
1964	270	−95	1,100	−382	77	−98	−52	−10	10	−164	46
1965	535	−125	1,240	−390	55	−274	−85	−14	10	−187	54
1966	790	−5	1,465	−499	−104	−136	−401	−35	24	−41	144
1967	691	−125	1,307	−357	−57	12	−432	−38	34	107	229
1968	590	−225	1,917	−431	−70	114	−467	−78	5	29	197
1969	720	−370	2,089	−440	2	53	102	−89	22	−12	228
1970	905	−315	1,230	−552	−40	−145	70	−145	36	−129	61
1971	925	−230	1,191	−845	−96	−142	196	−190	36	−230	25
1972	620	−400	1,722	−603	292	−59	244	−249	37	−246	230
1973	830	−770	1,323	−738	29	−24	69	−269	43	−189	323
1974	845	−810	2,423	−626	41	−112	46	−350	39	−573	118
1975	725	−915	5,038	−851	302	5	−17	−377	38	−355	342
1976	−300	−590	9,027	−936	559	−79	79	−436	18	−210	875
1977	475	−740	5,889	−930	243	−91	221	−539	36	−523	176
1978	85	−2,150	6,529	−1,314	35	−396	25	−509	262	−881	1,395
1979	675	−2,350	5,245	−2,175	476	360	−582	−552	33	−877	1,846
1980	585	−2,780	5,443	−2,080	1,071	987	−114	−517	36	−1,186	−140
1981	−5,300	−4,900	13,559	−2,782	1,267	−1,161	−95	−628	41	−895	2,234

Tableau de référence 75 (suite)
Paiements internationaux: mouvements de capitaux
1950 – 1981

Année	Variations de certains avoirs canadiens des non-résidents				Autres engagements des sociétés de financement	Avoirs en devises étrangères des résidents	Autres transactions indiquées	Erreurs et omissions nettes	Mouvements nets de capitaux sauf ceux indiqués ci-après[2]	Allocations de Droits de tirage spéciaux	Mouvements monétaires nets	
	Dépôts en dollars canadiens	Créances à vue sur le gouvernement canadien	Bons du Trésor	Billets à court terme[1]							Réserves officielles	Passif officiel
D	50652	56654	50656		50676		50686	50693		50710	50713	50714
						(Millions de dollars)						
1950	235	–4	–3	—	—	11	91	101	1,041	—	722	—
1951	–190	–8	2	—	—	–14	50	62	568	—	56	—
1952	–66	–5	1	—	35	–165	–16	–389	–150	—	37	—
1953	–22	–11	–2	—	–2	–80	44	–166	410	—	–38	—
1954	27	–15	8	—	10	–75	14	–70	548	—	124	—
1955	60	–9	29	—	23	91	5	30	643	—	–44	—
1956	–30	—	3	—	64	–216	85	24	1,420	—	48	—
1957	–15	—	–18	—	4	–274	87	242	1,346	—	–105	—
1958	39	45	21	—	24	–58	–89	111	1,246	—	109	—
1959	10	–8	14	—	68	–119	15	317	1,476	—	–11	—
1960	79	–12	56	—	59	–60	42	101	1,194	—	–39	—
1961	33	–2	–58	—	95	142	–77	157	1,220	—	296	–4
1962	–10	–4	4	—	119	92	240	–145	984	—	307	–153
1963	43	1	–27	70	35	–259	134	32	666	—	56	89
1964	28	—	–16	185	52	–329	5	113	788	—	297	67
1965	31	2	12	–152	209	415	177	–239	1,289	—	158	—
1966	11	5	–15	3	154	–520	119	–182	803	—	–360	1
1967	24	–4	4	–51	35	–362	–41	–501	519	—	17	3
1968	72	21	48	–132	24	–449	–23	–784	446	—	350	–1
1969	52	–34	20	218	116	–1,434	–74	–219	982	—	65	—
1970	26	–7	–79	310	–109	–154	–183	–387	424	133	1,662	1
1971	95	50	–3	77	–25	854	–18	–1,348	346	119	896	—
1972	139	27	22	–181	–30	448	47	–1,455	605	117	336	—
1973	143	77	–24	140	12	–519	–382	–650	–575	—	–467	—
1974	597	45	77	80	158	236	117	–867	1,484	—	24	—
1975	561	–4	37	350	–89	272	493	–1,203	4,352	—	–405	—
1976	156	7	440	533	47	–1,289	175	–3,712	4,364	—	522	—
1977	230	172	242	220	–55	729	–870	–2,005	2,880	—	–1,421	—
1978	37	55	–53	86	–40	2,104	–952	–2,682	1,636	—	–185	–3,114
1979	524	217	–178	675	0	4,114	1,400	–2,268	6,583	219	–858	–2,766
1980	–56	171	542	523	70	889	–1,026	–2,011	407	217	–542	–738
1981	1,401	164	–61	1,217	471	11,757	–59	–8,438	7,792	210	382	1,044

[1] Compris dans la catégorie «autres transactions» pour la période 1950 et 1951. Compris dans la catégorie «autres engagements des sociétés de financement» pour la période 1952 à 1962.
[2] Comprend les erreurs et omissions nettes.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 76
Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents
1947 – 1981

Année	Obligations du gouvernement du Canada (y compris les obligations garanties)			Obligations des provinces (y compris les obligations garanties)			Obligations des municipalités			Ensemble des obligations du secteur public		
	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net
D	65006	65011		65007	65012		65008	65013				
	(Millions de dollars)											
1947	n.d.	39	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	39	n.d.
1948	150	36	144	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	150	36	114
1949	99	96	3	n.d.	n.d.	n.d.	6	n.d.	n.d.	105	96	9
1950	62	159	–97	96	n.d.	n.d.	20	n.d.	n.d.	178	159	19
1951	7	94	–87	262	43	219	72	12	60	341	149	192
1952	1	18	–17	107	38	69	55	17	38	163	73	90
1953	6	84	–78	143	28	115	76	15	61	225	127	98
1954	8	69	–61	126	63	63	46	28	18	180	160	20
1955	5	100	–95	3	19	–16	44	18	26	52	137	–85
1956	9	83	–74	224	15	209	112	18	94	345	116	229
1957	16	29	–13	136	25	111	123	24	99	275	78	197
1958	76	25	51	168	45	123	148	30	118	392	100	292
1959	56	101	–45	334	41	293	157	33	124	547	175	372
1960	30	58	–28	103	57	46	135	38	97	268	153	115
1961	37	48	–11	66	24	42	47	38	9	150	110	40
1962	156	86	70	148	22	126	74	41	33	378	149	229
1963	173	76	97	343	70	273	62	77	–15	578	223	355
1964	43	88	–45	439	66	373	182	58	129	664	207	457
1965	28	85	–57	297	31	266	84	53	31	409	169	240
1966	32	203	–171	448	64	384	177	96	81	657	364	293
1967	20	95	–75	762	61	701	173	52	121	955	208	747
1968	288	57	231	852	76	776	124	60	64	1,264	193	1,071
1969	40	83	–43	1,063	91	972	177	88	89	1,280	262	1,018
1970	26	157	–131	528	112	416	65	92	–27	619	361	258
1971	28	31	–3	725	317	408	26	99	–73	779	447	332
1972	30	44	–14	1,140	220	920	169	98	71	1,339	362	977
1973	18	110	–92	857	234	623	109	117	–8	989	461	523
1974	14	55	–41	1,713	211	1,502	234	96	138	1,961	362	1,599
1975	46	92	–46	3,334	342	2,992	541	82	459	3,921	516	3,405
1976	368	147	221	4,939	308	4,631	779	121	658	6,086	576	5,510
1977	719	146	573	3,083	312	2,771	368	99	269	4,170	557	3,613
1978	2,897	210	2,687	2,160	586	1,574	120	193	–73	5,177	989	4,188
1979	1,737	204	1,533	2,023	942	1,081	177	439	–262	3,937	1,585	2,352
1980	1,232	271	961	1,443	822	621	252	352	–100	2,927	1,445	1,482
1981	1,842	448	1,394	6,318	992	5,326	423	186	237	8,583	1,626	6,957

Tableau de référence 76 (suite)
Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents
1947 – 1981

Année	Obligations des sociétés			Obligations totales			Actions ordinaires et privilégiées			Total		
	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net
D	65009	65014	65005	65010	50586	50587						
						(Millions de dollars)						
1947	n.d.	n.d.	n.d.	95	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	95	364	–269
1948	n.d.	n.d.	n.d.	150	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	150	114	36
1949	n.d.	n.d.	n.d.	105	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	205	147	58
1950	28	n.d.	n.d.	206	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	206	284	–78
1951	28	n.d.	n.d.	369	n.d.	n.d.	42	7	35	411	184	227
1952	136	15	121	299	88	211	24	1	23	323	89	234
1953	64	13	51	289	140	149	46	6	40	335	146	189
1954	133	35	98	313	195	118	20	10	10	333	205	128
1955	51	41	10	103	178	–75	63	7	56	166	185	–19
1956	252	20	232	597	136	461	70	5	65	667	141	526
1957	464	31	433	739	109	630	61	25	36	800	134	666
1958	253	42	211	645	142	503	43	16	27	688	158	530
1959	114	66	48	661	241	420	48	17	31	709	258	451
1960	154	104	50	422	257	165	26	9	17	448	266	182
1961	354	136	218	504	246	258	44	55	–11	548	301	247
1962	331	140	191	709	289	420	20	30	–10	729	319	420
1963	392	101	291	970	324	646	14	80	–66	984	404	580
1964	414	117	297	1,078	324	754	22	58	–36	1,100	382	718
1965	807	214	593	1,216	383	833	24	7	17	1,240	390	850
1966	751	131	620	1,408	495	913	57	4	53	1,465	499	966
1967	315	148	167	1,270	356	914	37	1	36	1,307	357	950
1968	586	233	353	1,850	426	1,424	67	5	62	1,917	431	1,486
1969	597	176	421	1,877	438	1,439	212	2	210	2,089	440	1,649
1970	541	187	354	1,160	548	612	70	4	66	1,230	552	678
1971	391	393	–2	1,170	840	330	21	5	16	1,191	845	346
1972	345	239	106	1,684	601	1,083	38	2	36	1,722	603	1,119
1973	300	275	25	1,284	736	548	39	2	37	1,323	738	585
1974	448	223	225	2,409	585	1,824	14	41	–27	2,423	626	1,797
1975	1,031	331	700	4,952	847	4,105	86	4	82	5,038	851	4,187
1976	2,860	303	2,557	8,946	879	8,067	81	57	24	9,027	936	8,091
1977	1,706	346	1,360	5,876	903	4,973	13	27	–14	5,889	930	4,959
1978	1,227	325	902	6,404	1,314	5,090	125	0	125	6,529	1,314	5,215
1979	1,143	590	553	5,080	2,175	2,905	165	0	165	5,245	2,175	3,070
1980	2,045	627	1,418	4,972	2,072	2,900	471	8	463	5,443	2,080	3,363
1981	4,647	1,147	3,500	13,230	2,773	10,457	329	9	320	13,559	2,782	10,777

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 77
Changement net dans les avoirs en devises étrangères des banques à charte canadiennes au Canada, sièges sociaux et succursales[1]
1964 – 1981

Année	Vis-à-vis des résidants des E.-U.			Autres non résidents			Tous les non résidents			Vis-à-vis des résidants canadiens			Changements dans la position nette des banques
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	
	(Millions de dollars)												
1964	40	327	−287	691	101	590	731	428	303	197	532	−335	−32
1965	−208	−727	519	−440	505	−945	−648	−222	−426	276	−107	383	−43
1966	208	−309	517	−2	48	−50	206	−261	467	84	401	−317	150
1967	273	76	197	375	188	187	648	264	384	−103	363	−466	−82
1968	168	−296	464	725	701	24	893	405	488	−49	189	−238	250
1969	815	338	477	1,395	1,366	29	2,210	1,704	506	215	1,237	−1,022	−516
1970[2]	−33	22	−55	1,389	1,212	177	1,356	1,234	122	216	101	115	237
1971	−933	592	−1,525	318	197	121	−615	789	−1,404	−43	−1,470	1,427	23
1972	−87	175	−262	1,288	1,663	−375	1,201	1,838	−637	−100	−89	−11	−648
1973	528	265	263	3,211	3,131	80	3,739	3,396	343	175	1,406	−1,231	−888
1974	−47	1,026	−1,073	1,492	−935	2,427	1,445	91	1,354	1,116	1,997	−881	473
1975	−652	833	−1,485	558	−438	996	−94	395	−489	569	−513	1,082	593
1976	884	275	609	2,407	2,075	332	3,291	2,350	941	498	1,789	−1,291	−350
1977	−31	851	−882	838	1,340	−502	807	2,191	−1,384	2,217	843	1,374	−10
1978	2,238	4,324	−2,086	1,881	2,566	−685	4,119	6,890	−2,771	5,442	3,425	2,017	−754
1979	672	2,526	−1,854	3,739	5,992	−2,253	4,411	8,518	−4,107	1,178	−572	1,750	−2,357
1980	5,689	4,134	1,555	6,251	9,212	−2,961	11,940	13,346	−1,406	2,741	1,079	1,662	256
1981	−475	8,634	−9,109	2,983	11,772	−8,789	2,508	20,406	−17,898	11,312	−4,291	15,603	−2,295

[1] Corrigées des variations du taux de change.

[2] Depuis le 30 septembre 1970, les variations dans l'actif et le passif vis-à-vis des résidants de Porto Rico et des îles Vierges (Etats-Unis) sont comprises avec celles vis-à-vis des résidants des Etats-Unis, au lieu d'être comprises dans les autres non-résidents.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 78
Position du Canada au Fonds monétaire international[1]
1946 – 1981

Année	Transactions du FMI avec le Canada				Prêts canadiens au FMI	Transactions du FMI en dollars canadiens avec d'autres pays	Position active en fin de période
	Augmentation de la souscription[2]	Tirages(-) et remboursements	Ventes d'or et de DTS	Autres			
	(Millions de DTS[3])						
1946-1960	137.5	—	—	—	—	14.9	152.5
1961	—	—	-25.0	—	—	84.6	212.1
1962	—	-300.0	—	—	—	-50.3	-138.2
1963	—	79.7	—	—	—	—	-58.5
1964	—	166.0	-9.0	—	—	99.0	197.5
1965	—	—	-27.5	—	—	183.4	353.4
1966	47.5	—	—	—	—	47.6	448.5
1967	—	—	—	—	—	-15.1	433.4
1968	—	-361.2	—	2.8	—	131.2	206.2
1969	—	—	-8.6	0.2	—	280.3	478.1
1970	90.0	—	-45.2	1.0	—	145.7	669.6
1971	—	—	-66.3	—	—	-270.7	332.6
1972	—	—	—	—	—	-16.6	315.9
1973	—	—	—	—	—	-35.5	280.4
1974	—	—	—	—	140.7	11.5	432.6
1975	—	—	—	—	106.2	14.7	553.5
1976	—	—	—	—	—	259.4	812.9
1977	—	—	-16.4	-22.1	-41.5	-31.5	701.4
1978	—	—	-8.2	14.8	-76.5	-204.1	427.4
1979	—	—	-8.2	18.5	-103.2	-38.0	296.5
1980	169.6	—	—	0.8	-13.0	—	454.0
1981	—	—	—	—	—	-108.4	345.6

[1] La position active comprend la quote-part, plus les prêts au FMI moins les avoirs du FMI en dollars canadiens; en d'autres termes, c'est le montant que le Canada est autorisé à tirer sur le Fonds en monnaies étrangères pour les besoins de sa balance des paiements.

[2] Fraction payée en devises autres que canadiennes.

[3] Avant le 8 mai 1972, un DTS valait un dollar américain. Du 8 mai 1972 au 18 octobre 1973, un DTS valait E.-U. $1.08571; du 18 octobre 1973 au 1er juillet 1974, un DTS valait E.-U. $1.20635; depuis cette date, la valeur du DTS par rapport au dollar américain est établie quotidiennement d'après la moyenne pondérée des cours des principales monnaies. Jusqu'en décembre 1980, la moyenne était établie sur 16 monnaies; le 1er janvier 1981, cette moyenne s'établissait à partir de cinq monnaies seulement.

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 79
Réserves internationales officielles du Canada
1961 – 1981

Fin de période	Monnaies étrangères[1]		Or	Droits de tirage spéciaux	Position active au FMI	Total	Total
	Dollars E.-U.	Autres					
B	3801	3802	3803	3804	3805	3800	
			(Millions de dollars E.-U.)				(Millions de DTS)
1961	1,123.0	10.7	946.2	—	212.1	2,292.0	2,292.0
1962	1,842.8	9.2	708.5	—	—	2,560.5	2,560.5
1963	1,786.6	9.5	817.2	—	—	2,613.3	2,613.3
1964	1,654.5	11.8	1,025.7	—	197.5	2,889.5	2,889.5
1965	1,519.9	12.8	1,150.8	—	353.4	3,036.9	3,036.9
1966	1,195.4	12.4	1,045.6	—	448.5	2,701.9	2,701.9
1967	1,255.2	13.4	1,014.9	—	433.4	2,716.9	2,716.9
1968	1,964.9	11.6	863.1	—	206.2	3,045.8	3,045.8
1969	1,743.6	12.3	872.3	—	478.1	3,106.3	3,106.3
1970	3,022.1	14.5	790.7	182.1	669.6	4,679.0	4,679.0
1971	4,060.0	13.6	791.8	371.9	332.6	5,570.4	5,570.4
1972	4,355.0	12.6	834.1	505.2	342.9	6,049.9	5,572.3
1973	3,927.2	12.2	926.9	563.7	338.2	5,768.2	4,781.5
1974	3,767.7	12.9	940.7	574.3	529.7	5,825.3	4,757.9
1975	3,207.1	15.7	899.4	555.4	648.0	5,325.6	4,549.3
1976	3,446.3	15.8	879.0	557.8	944.5	5,843.4	5,029.3
1977	2,298.7	15.8	935.6	505.3	852.1	4,607.5	3,793.1
1978	2,459.5	18.4	1,009.1	522.4	556.8	4,566.2	3,504.9
1979	1,863.9	23.9	1,022.6	585.9	390.6	3,886.9	2,950.6
1980	2,037.6	23.1	936.6	453.2	579.0	4,029.6	3,159.5
1981	2,865.3	95.8	833.7	174.0	402.4	4,371.1	3,755.4

[1] Monnaies étrangères convertibles, détenues par le Fonds des changes, le Receveur général du Canada et la Banque du Canada.

Sources: Ministère des Finances et Banque du Canada.

Tableau de référence 80
Valeur des devises étrangères au Canada
1954 – 1981

Année	Belgique (franc)	France (franc)	Allemagne (mark)	Italie (lire)	Japon (yen)	Pays-Bas (florin)	Suède (couronne)	Suisse (franc)	Livre (sterling)	E.-U. (dollar)
B	3402	3404	3405	3406	3407	3408	3410	3411	3412	3400
					(Moyenne des cours quotidiens)					
1954	0.0195	0.278	0.232	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.227	2.734	0.973
1955	0.0196	0.282	0.234	0.00158	0.00274	0.259	0.190	0.230	2.754	0.986
1956	0.0197	0.281	0.234	0.00158	0.00273	0.257	0.190	0.230	2.752	0.984
1957	0.0191	0.256	0.228	0.00154	0.00266	0.251	0.185	0.224	2.679	0.959
1958	0.0195	0.231	0.232	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.226	2.728	0.971
1959	0.0192	0.196	0.230	0.00155	0.00267	0.254	0.185	0.222	2.694	0.959
1960	0.0195	0.198	0.233	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.225	2.723	0.970
1961	0.0203	0.207	0.252	0.00163	0.00281	0.279	0.196	0.235	2.839	1.013
1962	0.0215	0.218	0.267	0.00172	0.00297	0.297	0.207	0.247	3.001	1.069
1963	0.0216	0.220	0.271	0.00174	0.00300	0.300	0.208	0.250	3.020	1.079
1964	0.0217	0.220	0.271	0.00173	0.00300	0.299	0.209	0.250	3.012	1.079
1965	0.0217	0.220	0.270	0.00173	0.00300	0.299	0.209	0.249	3.014	1.078
1966	0.0216	0.219	0.269	0.00173	0.00298	0.298	0.209	0.249	3.009	1.077
1967	0.0217	0.219	0.271	0.00173	0.00298	0.299	0.209	0.249	2.962	1.079
1968	0.0216	0.218	0.270	0.00173	0.00299	0.298	0.209	0.250	2.579	1.077
1969	0.0215	0.208	0.275	0.00172	0.00301	0.297	0.208	0.250	2.574	1.077
1970	0.0210	0.189	0.286	0.00167	0.00292	0.289	0.201	0.242	2.502	1.044
1971	0.0208	0.183	0.291	0.00163	0.00291	0.289	0.198	0.246	2.469	1.010
1972	0.0225	0.196	0.311	0.00170	0.00327	0.309	0.208	0.259	2.479	0.991
1973	0.0258	0.226	0.378	0.00172	0.00370	0.360	0.230	0.317	2.452	1.000
1974	0.0252	0.204	0.379	0.00150	0.00336	0.365	0.221	0.330	2.288	0.978
1975	0.0277	0.238	0.414	0.00156	0.00343	0.403	0.246	0.393	2.258	1.017
1976	0.0256	0.207	0.393	0.00119	0.00333	0.373	0.227	0.395	1.781	0.986
1977	0.0297	0.217	0.459	0.00121	0.00398	0.434	0.238	0.445	1.857	1.063
1978	0.0363	0.254	0.569	0.00135	0.00548	0.529	0.253	0.644	2.191	1.141
1979	0.0399	0.276	0.639	0.00141	0.00537	0.590	0.274	0.705	2.486	1.171
1980	0.0401	0.277	0.644	0.00137	0.00519	0.589	0.277	0.698	2.721	1.169
1981	0.0324	0.222	0.532	0.00106	0.00545	0.482	0.238	0.613	2.430	1.199

Source: Banque du Canada.

Tableau de référence 81
Indices des cours de change[1] (1971 = 100)
1970 – 1981

Année et mois	Prix du dollar canadien			Prix du dollar américain		
	Etats-Unis	Autres pays du Gr. des Dix	Ens. des pays du Gr. des Dix	Canada	Autres pays du Gr. des Dix	Ens. des pays du Gr. des Dix
	(Moyenne des cours quotidiens)					
1970	96.8	99.3	97.3	103.4	103.0	103.1
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	101.9	94.6	100.4	98.1	91.3	94.0
1973	101.0	87.4	97.9	99.0	82.4	88.7
1974	103.3	93.1	101.0	96.9	85.3	89.8
1975	99.3	89.8	97.2	100.7	83.9	90.3
1976	102.4	102.6	102.5	97.6	89.5	92.7
1977	95.0	92.8	94.5	105.3	85.4	92.9
1978	88.6	75.2	85.6	113.0	73.0	87.0
1979	86.2	69.5	82.4	116.0	70.3	86.0
1980	86.4	67.9	82.1	115.8	70.1	85.9
1981	84.2	75.7	82.3	118.7	80.1	93.9
1980 J	86.8	68.5	82.6	115.3	69.7	85.4
F	87.4	69.5	83.3	114.5	70.7	85.9
M	86.1	71.2	82.7	116.2	73.7	88.6
A	85.2	70.8	81.9	117.4	74.2	89.3
M	86.1	67.7	81.8	116.2	69.9	85.9
J	87.7	67.5	83.0	114.0	68.3	84.0
J	87.7	67.1	82.9	114.1	68.0	83.8
A	87.1	67.5	82.6	114.8	69.2	84.9
S	86.7	66.1	81.9	115.3	68.1	84.2
O	86.4	65.9	81.6	115.8	68.3	84.5
N	85.1	66.5	80.8	117.5	70.3	86.5
D	84.4	66.7	80.3	118.5	71.1	87.4
1981 J	84.8	66.3	80.5	117.9	70.7	86.9
F	84.2	69.0	80.8	118.7	74.1	89.7
M	84.8	70.3	81.5	11[illegible].0	74.6	89.8
A	84.8	72.3	82.0	117.9	76.7	91.3
M	84.1	74.9	82.1	118.9	80.2	94.1
J	83.9	77.5	82.5	119.2	82.8	95.9
J	83.4	80.0	82.6	120.0	85.5	98.1
A	82.6	81.0	82.2	121.1	87.2	99.6
S	84.1	80.5	83.3	118.9	84.2	96.8
O	84.0	79.4	83.0	119.1	83.1	96.1
N	85.0	78.4	83.6	117.6	81.2	94.3
D	85.2	78.5	83.8	117.4	81.3	94.3

[1] Pondération géométrique d'après les parts du commerce bilatéral en 1971. Le Groupe des Dix se compose de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, de la France, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et des Etats-Unis, plus la Suisse.

Tableau de référence 82
Taux du marché monétaire et de l'euro-dollar
1977 – 1981

Mois	Canada	E.-U.	Japon	France	Allemagne	R.-U.	Pays-Bas	Belgique	Euro-Dollar: Londres
				(En pourcentage)					
1977 J	8.04	4.60	7.00	9.94	4.57	12.73	6.23	6.14	5.15
F	7.65	4.66	7.00	9.83	4.36	11.02	6.09	6.69	5.08
M	7.54	4.61	6.69	9.73	4.53	9.84	6.18	5.46	5.11
A	7.58	4.54	5.87	9.22	4.52	8.31	4.01	6.18	5.13
M	7.05	4.94	5.18	9.07	4.10	7.40	1.23	5.93	5.77
J	7.07	5.00	5.48	8.92	4.13	7.45	0.75	5.87	5.78
J	7.14	5.15	5.66	8.67	4.26	7.43	0.88	4.49	5.77
A	7.14	5.50	5.75	8.52	4.03	6.54	2.69	4.91	6.30
S	7.10	5.77	4.98	8.30	4.01	5.69	3.02	4.88	6.56
O	7.24	6.19	4.92	8.36	3.98	4.52	4.29	4.75	7.13
N	7.26	6.16	4.62	8.97	3.94	4.89	4.82	3.42	7.08
D	7.17	6.06	5.01	9.30	3.24	6.37	5.34	7.16	7.12
1978 J	7.13	6.45	4.79	8.88	3.37	5.81	5.11	7.56	7.31
F	7.30	6.46	4.80	10.18	3.34	5.96	5.45	4.12	7.27
M	7.73	6.32	4.62	9.96	3.55	5.94	5.33	4.64	7.26
A	8.19	6.31	4.14	8.48	3.53	6.77	4.56	4.04	7.38
M	8.13	6.43	4.06	8.08	3.54	8.40	4.65	3.63	7.83
J	8.26	6.71	4.11	7.76	3.55	9.15	3.99	4.06	8.31
J	8.71	7.07	4.44	7.43	3.40	9.22	4.10	3.85	8.52
A	8.80	7.04	4.39	7.25	3.23	8.90	3.47	5.06	8.50
S	9.17	7.84	4.25	7.20	3.51	9.00	5.59	4.93	9.11
O	9.85	8.13	4.18	6.99	3.07	9.92	13.56	7.41	10.15
N	10.36	8.79	3.93	6.89	2.67	11.51	8.76	6.96	11.52
D	10.46	9.12	4.57	6.67	3.56	11.57	10.29	6.45	11.58
1979 J	10.78	9.35	4.29	6.64	2.99	11.86	8.64	6.33	11.18
F	10.82	9.27	4.35	6.68	3.81	12.62	7.73	6.40	10.79
M	10.92	9.46	4.64	6.77	4.32	11.35	7.14	5.37	10.64
A	10.80	9.49	4.89	6.82	5.24	11.32	7.09	5.25	10.60
M	10.84	9.59	5.12	7.20	5.16	11.35	7.10	4.81	10.72
J	10.78	9.05	5.34	8.01	5.60	12.57	7.57	7.64	10.53
J	11.25	9.26	5.80	9.34	5.73	13.32	8.63	9.59	10.87
A	11.45	9.45	6.69	10.44	6.36	13.31	8.73	9.34	11.50
S	11.64	10.18	6.81	10.99	6.50	13.38	9.39	8.91	12.61
O	13.61	11.47	6.74	11.47	7.87	13.38	9.28	11.32	14.59
N	13.62	11.87	7.58	11.95	7.86	15.33	11.18	10.06	15.00
D	13.66	12.07	8.05	12.17	9.02	15.90	15.90	10.58	14.55
1980 J	13.50	12.04	8.06	11.99	8.25	15.79	11.18	11.74	14.41
F	13.55	12.81	8.74	12.17	8.06	16.14	10.99	9.66	16.97
M	15.24	15.53	10.73	12.96	8.61	16.18	9.50	12.59	19.94
A	15.15	14.00	12.21	12.40	9.05	16.17	10.47	14.83	13.94
M	11.58	9.15	12.56	12.61	9.80	16.09	11.14	13.47	9.75
J	10.38	7.00	12.64	12.43	10.04	15.80	10.97	11.96	9.75
J	10.06	8.13	12.70	12.04	9.80	14.55	10.31	11.84	9.81
A	10.49	9.26	12.09	11.32	8.92	14.86	10.09	9.80	12.50
S	10.95	10.32	11.40	11.37	9.27	14.40	9.86	9.51	13.94
O	11.91	11.58	11.04	11.22	9.01	14.29	9.34	9.50	15.25
N	13.70	13.89	9.50	10.74	8.76	13.95	9.05	10.04	18.31
D	17.01	15.66	9.49	10.88	9.16	13.07	8.60	9.73	17.75
1981 J	16.86	14.72	8.91	10.74	9.09	12.85	8.97	10.20	17.44
F	16.83	14.91	8.60	10.91	10.38	12.09	9.08	8.93	16.69
M	16.44	13.48	8.04	11.72	11.97	11.53	9.90	10.25	14.87
A	17.35	13.64	7.19	12.23	11.31	11.33	9.61	16.44	16.97
M	18.43	16.30	7.06	16.03	11.83	11.35	10.68	12.51	17.75
J	18.83	14.56	7.12	19.93	11.93	12.09	11.57	9.40	17.69
J	20.29	14.70	7.26	18.49	11.98	13.28	12.33	10.56	18.75
A	20.82	15.61	7.24	17.50	11.97	13.42	12.67	11.93	18.69
S	19.35	14.95	7.26	17.78	12.00	13.96	11.91	11.26	17.87
O	17.96	13.87	7.05	17.09	11.30	15.55	12.76	12.72	15.66
N	15.07	11.27	6.80	15.72	10.81	14.41	11.89	10.94	12.00
D	14.41	10.93	6.70	15.46	10.38	14.51	10.77	12.45	13.75

Source: Fonds monétaire international, *Statistiques financières internationales.*

Tableau de référence 83
Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada, entre le 1er janvier 1981 et le 31 décembre 1981

Date	Obligations échues	Montant	Total partiel	Devises de paiement	Nouvelles obligations	Montant émis	Total partiel	Devises de paiement	Rendement à l'échéance (%)	Variation nette de l'encours
					(Millions de dollars, valeur nominale)					
1er fév.	4% 1er fév. 1981	300		C	12¾% 15 déc. 1983	275		C	12.95	
	8½% 1er fév. 1981	475	775	C	12½% 1er fév. 1986[1]	725		C	12.64	
					13% 1er mai 2001	500	1,500	C	13.24	8,724
1er mars					13¾% 1er août 1984[2]	450		C	13.75	
					13¾% 15 mars 2000	250	700	C	13.86	8,974
31 mars					13¼% 1er fév. 1985[3]	600		C	13.32	
					13¾% 15 mars 2000	250	850	C	13.82	9,824
1er avril	8¼% 1er avril 1981	100		C						
	Diverses[4]	81	81	C						9,643
9 avril	Diverses[4]	41	41	C						9,602
15 avril	Diverses[5]	2		E.-U.						9,600
	Diverses[4]	15	15	C						9,585
1er mai					14½% 1er mai 1986[6]	500	500	C	14.79	10,085
1er juin	8¾% 1er juin 1981	1,000	1,000	C	16¼% 1er avril 1984	400		C	16.49	
					15¼% 1er juin 1986[7]	550		C	15.77	
					15¾% 1er fév. 2001	250		C	16.08	10,285
					16% 15 oct. 1983	75		C	15.85	
					14¾% 1er juillet 1986[8]	450		C	14.75	
					15% 1er juillet 2000	175	700	C	15.08	10,985
					16¼% 1er avril 1984	175		C	16.50	
					15¼% 1er juin 1986[9]	350		C	15.76	
					15¾% 1er fév. 2001	175	700	C	16.04	11,685
1er août	7¼% 1er août 1981	1	1	C						11,684
15 oct.					18¾% 15 oct. 1983	100		C	19.00	
					18% 1er 1986[10]	400	500	C	18.23	12,184
	5% 15 oct. 1987[5]	1	1	E.-U.						
3 nov.					16¼% 3 nov. 1986	359	359	C	16.295	12,543
15 déc.	8½% 15 déc. 1981	300	300	C						12,243

(1) Prolongeable au 1er février 1991 au gré du détenteur.
(2) Prolongeable au 1er août 1989 au gré du détenteur.
(3) Prolongeable au 1er février 1990 au gré du détenteur.
(4) Rachat partiel pour les fonds d'achat.
(5) Rachat partiel pour les fonds d'amortissement.
(6) Prolongeable au 1er mai 1991 au gré du détenteur.
(7) Prolongeable au 1er juin 1993 au gré du détenteur.
(8) Prolongeable au 1er juillet 1993 au gré du détenteur.
(9) Prolongeable au 1er juin 1993 au gré du détenteur.
(10) Prolongeable au 1er octobre 1991 au gré du détenteur.
Source: Banque du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 84
Variations de l'encours des obligations négociables et des Obligations d'épargne du Canada 1974 – 1981

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
				(Millions de dollars)				
Nouvelles émissions nettes:								
En dollars canadiens:								
Gouvernement du Canada — titres émis ou garantis[1]	1,813	1,340	3,481	6,352	8,728	9,592	9,452	4,173
Obligations d'épargne du Canada	2,444	2,664	754	1,660	1,942	– 1,329	– 1,331	8,102
Total — gouvernement du Canada	4,257	4,004	4,235	8,021	10,670	8,263	8,121	12,275
Provinces et municipalités[2]	1,499	3,172	3,696	3,985	4,486	3,234	5,776	2,859
Sociétés	1,706	2,399	1,268	3,126	3,127	1,373	1,869	1,628
Total (dollars canadiens)	7,462	9,575	9,199	15,132	18,283	12,870	15,766	16,762
En devises étrangères:								
Gouvernement du Canada	– 45	– 37	– 2	– 2	2,315	726	– 2	357
Provinces et municipalités	1,647	3,372	5,073	2,843	1,594	1,391	– 306	5,539
Sociétés	242	606	2,894	2,082	1,469	1,582	2,284	4,382
Total (devises étrangères)	1,816	3,941	7,977	4,925	5,378	3,699	2,588	10,278
Total — nouvelles émissions nettes	9,306	13,516	16,880	20,057	23,661	16,569	18,354	27,040
Répartition du total:								
Banque du Canada	1,002	841	572	1,853	1,741	1,708	2,339	1,343
Banques à charte	1,472	– 18	867	894	284	247	– 116	201
Détenteurs autres que les banques:								
Obligations négociables	1,345	6,088	6,710	10,725	14,296	11,743	14,874	7,116
Obligations d'épargne du Canada	3,651	2,664	754	1,660	1,942	– 1,329	– 1,331	8,102
Détenteurs de soldes canadiennes à l'étranger en devises étrangères	1,836	3,943	7,977	4,925	5,398	4,200	2,588	10,278
Total	9,306	13,516	16,880	20,057	23,661	16,569	18,354	27,040

[1] Comprend les bons du Trésor.
[2] Ne comprend pas les titres achetés par le Régime de pensions du Canada.
Sources: Banque du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 85
Prêts hypothécaires approuvés
1976 – 1981

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
			(Millions de dollars)			
Prêts pour la construction résidentielle:						
Institutions prêteuses privées:						
Prêts LNH:	4,444	6,207	4,446	4,147	3,410	2,889
nouveaux	3,225	3,936	2,093	1,586	1,330	1,551
existants	1,219	2,271	2,353	2,561	2,080	1,338
Prêts conventionnels:	5,741	8,396	9,441	9,902	8,578	6,034
nouveaux	2,515	2,685	3,324	3,983	3,173	2,656
existants	3,226	5,711	6,117	5,919	5,405	3,378
Total des prêts consentis par les institutions privées:	10,185	14,603	13,887	14,049	11,988	8,923
nouveaux	5,740	6,621	5,417	5,569	4,503	4,207
existants	4,445	7,982	8,470	8,480	7,485	4,716
SCHL:	662	363	289	21	22	25
nouveaux	616	326	254	15	16	16
existants	46	37	35	7	6	9
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle:	10,847	14,966	14,176	14,071	12,010	8,948
nouveaux	6,356	6,947	5,671	5,584	4,519	4,223
existants	4,491	8,019	8,505	8,487	7,491	4,725
Total des prêts consentis pour la construction	12,284	17,146	16,655	17,213	14,367	10,541
résidentielle	10,847	14,966	14,176	14,071	12,010	8,948
autres	1,437	2,180	2,479	3,142	2,357	1,593

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques de logement au Canada.*

Tableau de référence 86
Prêts hypothécaires approuvés par les institutions prêteuses privées[1]
1976 – 1981

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
			(Millions de dollars)			
Banques à charte	2,844	4,690	5,182	5,513	4,792	3,375
Prêts pour la construction résidentielle:	2,810	4,605	4,977	5,209	4,464	3,117
nouveaux	1,633	1,762	1,751	1,938	1,660	1,499
existants.....	1,177	2,843	3,226	3,271	2,804	1,618
Prêts pour la construction non résidentielle.....	35	85	204	305	328	258
Compagnies d'assurance-vie.....	2,168	3,014	2,504	2,865	2,498	1,873
Prêts pour la construction résidentielle	1,183	1,610	1,200	1,239	1,278	1,012
nouveaux	981	1,208	853	823	719	609
existants.....	202	402	347	416	559	403
Prêts pour la construction non résidentielle.....	985	1,404	1,304	1,626	1,220	861
Sociétés de prêts de fiducie, etc.[2]	6,623	9,083	8,689	8,816	7,056	5,268
Prêts pour la construction résidentielle	6,210	8,394	7,719	7,605	6,246	4,794
nouveaux	3,144	3,657	2,822	2,813	2,124	2,099
existants.....	3,066	4,737	4,897	4,792	4,122	2,695
Prêts pour la construction non résidentielle.....	413	689	970	1,211	810	474
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle	10,203	14,609	13,896	14,053	11,988	8,923
Total des prêts consentis pour la construction non résidentielle	1,433	2,178	2,478	3,142	2,358	1,593
Total des prêts consentis par les institutions prêteuses privées	11,636	16,787	16,374	17,195	14,346	10,516

[1] Comprend les prêts LNH et conventionnels.
[2] Comprend les sociétés de prêts hypothécaires, les sociétés de fiducie, les sociétés fraternelles et mutuelles et les banques d'épargne du Québec.
Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques du logement au Canada*, supplément mensuel.

Tableau de référence 87
Agrégats monétaires et quelques statistiques du système bancaire
1970 – 1981

Année	Monnaie et dépôts à vue (M1)	Monnaie et ensemble des dépôts transférables par chèque (M1B)	Monnaie et ensemble des dépôts transférables par chèque plus dépôts à terme des particuliers et dépôts à préavis (M2)	Monnaie plus ensemble des dépôts bancaires du public (M3)	Monnaie et dépôts détenus par le public en dollars	Prêts généraux	Principaux avoirs en dollars canadiens	Prêts personnels ordinaires	Prêts aux entreprises
	(Moyenne de mercredi)							(En fin de période)	
	(Millions de dollars)								
1970	9,023	14,715	25,580	32,175	29,022	16,377	28,296	4,935	11,442
1971	10,170	16,069	28,755	35,495	33,215	18,054	32,690	5,861	12,193
1972	11,622	18,099	31,785	40,462	39,087	22,319	39,012	7,202	15,115
1973	13,312	20,253	36,291	46,510	44,335	27,438	45,684	9,064	18,374
1974	14,549	21,405	43,554	58,014	53,137	33,618	54,751	10,774	22,846
1975	16,554	23,465	50,118	66,610	62,460	39,118	63,444	12,838	26,279
1976	17,874	24,914	56,414	78,861	73,095	46,614	74,019	15,518	31,095
1977	19,374	26,700	64,341	91,346	84,265	54,209	85,678	18,362	35,846
1978	21,317	29,040	71,200	103,839	94,292	60,582	98,309	21,170	39,410
1979	22,791	30,448	82,360	123,857	112,192	72,514	117,036	24,539	47,979
1980	24,226	31,784	97,280	141,623	130,342	87,052	133,563	27,713	59,339
1981	24,952	32,462	111,147	158,640	150,417	109,225	159,086	31,727	77,525
	(Variation en pourcentage)								
1970	2.4	−4.1	6.8	—	5.5	3.9	5.2	5.1	3.4
1971	12.7	9.2	12.4	10.3	14.4	10.2	15.5	13.3	6.6
1972	14.3	12.6	10.5	14.0	17.7	23.6	19.3	22.9	24.0
1973	14.5	11.9	14.2	14.9	13.4	22.9	17.1	25.9	21.6
1974	9.3	5.7	20.0	24.7	19.9	22.5	19.8	18.8	24.3
1975	13.8	9.6	15.1	14.8	17.5	16.4	15.9	19.2	15.0
1976	8.0	6.2	12.6	18.4	17.0	19.2	16.7	20.9	18.3
1977	8.4	7.2	14.1	15.8	15.3	16.3	15.8	18.3	15.3
1978	10.0	8.8	10.7	13.7	11.9	11.7	14.7	15.3	9.9
1979	6.9	4.8	15.7	19.3	19.0	19.7	19.1	15.9	21.7
1980	6.3	4.4	18.1	14.3	16.2	20.1	14.1	12.9	23.7
1981	3.0	2.1	14.3	12.0	15.4	25.1	19.0	14.5	30.6

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 88
Titres canadiens négociables
Offre de titres et répartition des portefeuilles (Flux)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1980[1]	1981[1]
						(Millions de dollars)					
Offre de titres											
A court terme											
Bons du Trésor canadien	331	556	938	561	1,602	2,350	2,673	2,282	5,451	4,505	2,135
Bons du Trésor et billets des gouvernements prov. et locaux	36	– 72	– 55	294	– 86	– 317	259	– 67	293	341	535
Autre papiers à court terme	272	872	2,744	304	1,149	790	2,368	3,867	5,555	6,363	3,320
A long terme											
Obligations du gouv. canadien	30	– 225	801	716	1,768	3,785	5,764	7,616	7,202	5,301	4,089
Obligations des autres paliers de gouvernement	2,245	1,797	3,093	5,544	7,485	6,026	4,789	4,421	3,496	2,634	4,180
Obligations de sociétés non financières	863	750	1,457	2,112	2,132	2,028	1,563	474	2,141	1,474	3,013
Obligations de sociétés financières	638	822	584	686	1,546	1,027	1,046	991	351	262	779
Obligations d'entreprises publ.	15	34	– 1	1	521	560	470	825	1,070	1,049	1,074
Actions	659	1,288	1,266	1,687	1,171	3,011	7,923	6,203	7,100	4,606	5,831
Placements étrangers	– 244	– 69	– 46	17	– 79	– 221	– 25	582	114	– 122	69
Total	4,845	5,753	10,781	11,922	17,209	19,039	26,830	27,194	32,773	26,413	25,025
Répartition des portefeuilles											
Résidents	3,652	5,047	8,898	7,041	7,665	13,466	21,943	22,791	26,287	20,755	17,688
Banque du Canada	590	608	1,103	734	637	1,749	1,706	1,606	2,242	1,397	– 72
Banques à charte	148	– 82	1,545	– 123	1,504	3,581	7,183	48	– 910	– 474	2,477
Quasi-banques	187	65	– 52	595	523	1,340	1,155	1,281	3,234	2,754	1,897
Organismes de prévoyance	2,146	2,287	2,318	3,633	4,023	4,420	5,959	8,351	9,595	6,185	7,579
Autres organismes financiers privés	269	– 247	712	730	1,311	772	1,315	699	1,159	1,719	1,000
Autres résidants	311	2,416	3,272	1,472	– 333	1,604	4,625	10,806	10,966	9,174	4,807
Non-résidents	1,193	706	1,883	4,881	9,544	5,573	4,887	4,403	6,486	5,658	7,337

[1] De janvier à septembre.
Sources: Ministère des Finances et Banque du Canada.

Tableau de référence 89
Expansion du crédit par secteur (Flux)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1980[2]	1981[2]
						(Millions de dollars)					
Fonds obtenus dans les marchés de crédit											
Par le secteur privé intérieur	11,028	17,062	21,553	19,327	23,956	27,207	34,319	43,345	43,543	30,765	44,514
(en pourcentage du PNB)	10.5	13.8	14.6	11.7	12.5	13.0	14.9	16.5	15.0	14.4	18.3
Prêts aux particuliers	2,338	2,709	3,058	3,099	4,175	3,311	4,813	4,936	4,972	2,640	3,699
Hypothèques	4,203	6,866	7,504	7,818	10,329	13,168	16,226	13,905	10,516	7,352	6,606
Commercial non financier à court terme	2,073	3,901	7,277	2,666	4,896	3,694	3,980	14,718	15,053	11,819	21,790
Commercial non financier à long terme[1]	2,193	2,991	3,297	5,197	3,638	6,455	8,190	7,824	11,572	8,101	11,708
A court terme d'autres du secteur privé intérieur	221	595	417	547	918	579	1,110	1,962	1,430	854	711
Par le secteur public	4,354	2,773	7,831	11,456	13,603	14,673	23,156	12,532	19,259	12,317	11,186
Administration fédérale	1,556	– 54	4,185	3,940	4,124	7,795	13,691	6,682	12,044	6,887	2,848
Entreprises fédérales	113	262	– 69	647	710	510	2,534	763	1,772	1,752	3,574
Administrations provinciales	2,227	1,882	2,732	5,362	7,514	5,760	6,460	4,327	5,121	3,746	5,051
Administration municipales	458	683	983	1,507	1,255	608	471	760	322	– 68	– 287
Par des non-résidents	875	1,953	1,621	2,674	4,049	2,569	6,196	4,160	4,567	4,706	13,172
Total des fonds	16,257	21,788	31,005	33,457	41,608	44,449	63,671	60,037	67,369	47,788	68,872
(En pourcentage du PNB)	15.4	17.6	21.0	20.2	21.8	21.3	27.6	22.9	23.2	22.3	28.3
Fonds obtenus à l'étranger	2,816	2,091	3,646	6,905	10,329	7,955	10,673	10,289	8,881	5,453	22,008
Fonds obtenus au Canada	13,441	19,697	27,359	26,552	31,279	36,494	52,998	49,748	58,488	42,335	46,864
(En pourcentage du PNB)	12.8	15.9	18.5	16.1	16.4	17.5	23.0	19.0	20.2	19.8	19.2
Fonds obtenus par des canadiens	12,566	17,744	25,738	23,878	27,230	33,925	46,802	45,588	53,921	37,629	33,692
(En pourcentage du PNB)	11.9	14.4	17.4	14.4	14.3	16.2	20.3	17.4	18.6	17.6	13.8

[1] Obligations plus actions plus placements directs de l'étranger plus prêts bancaires.
[2] De janvier à septembre.

Sources: Ministère des Finances et Banque du Canada.

Tableau de référence 90
Expansion du crédit par instrument (Flux)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1980[1]	1981[1]
						(Millions de dollars)					
Total des fonds obtenus dans les marchés de crédit	16,257	21,788	31,004	33,458	41,609	44,449	63,670	60,037	67,369	47,787	68,872
Instruments à court terme	6,934	9,217	14,741	12,421	16,732	12,987	22,889	21,155	28,692	20,759	36,822
Instruments du marché monétaire	147	329	2,321	1,078	1,855	1,945	3,359	3,977	8,584	8,968	5,532
Prêts bancaires	4,813	7,178	7,864	5,989	9,687	6,161	11,208	15,759	16,924	9,249	24,090
Autres prêts	468	1,309	2,217	1,379	1,396	2,269	3,366	3,062	3,883	2,360	2,103
Obligations d'épargne	1,245	−437	2,367	2,927	884	1,588	2,013	−1,475	−705	−1,928	−3,386
Prêts aux non-résidents	261	838	−27	1,048	2,910	1,024	2,943	−168	6	2,111	8,483
Instruments à long terme	9,323	12,571	16,262	21,037	24,877	31,462	40,781	38,882	38,677	27,028	32,050
Hypothèques consenties par prêteurs privés	4,203	6,866	7,504	7,818	10,329	13,168	16,226	13,905	10,516	7,352	6,606
Obligations négociables	3,146	2,349	5,143	8,354	11,897	12,323	12,580	13,329	13,904	10,454	12,059
Actions	484	1,118	955	1,315	933	2,671	6,877	5,230	5,828	3,905	4,866
Prêts bancaires	256	293	167	1,199	879	1,280	1,760	1,415	3,283	1,917	7,485
Placements directs de l'étranger	620	830	845	725	−300	475	85	675	585	805	−3,655
Prêts aux non-résidents	614	1,115	1,648	1,626	1,139	1,545	3,253	4,328	4,561	2,595	4,689

[1] De janvier à septembre.

Sources: Ministère des Finances et Banque du Canada.

Tableau de référence 91
Banques à charte (Flux)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1980[1]	1981[1]
						(Millions de dollars)					
Total des avoirs des Canadiens	6,410	9,398	11,398	8,892	11,695	15,318	22,008	22,060	17,134	8,848	34,052
Total des avoirs en dollars canadiens	6,511	9,221	10,267	8,330	11,190	13,084	16,786	20,917	14,519	8,184	24,872
Avoirs canadiens liquides	337	571	1,646	185	1,509	1,821	984	1,480	−536	−477	1,409
Bons du Trésor	264	469	270	−269	707	717	537	1,087	793	966	2,107
Autres	73	102	1,376	454	802	1,104	447	393	−1,329	−1,443	−698
Avoirs de seconde liquidité	6,174	8,650	8,621	8,145	9,681	11,263	15,802	19,438	15,055	8,661	23,463
Prêts personnels ordinaires	1,367	1,734	1,939	2,332	2,965	2,520	2,941	3,506	3,667	2,473	2,917
Prêts hypothécaires	1,086	1,170	1,459	1,677	1,383	2,663	3,416	2,896	441	362	−1,891
Prêts aux entreprises	2,393	3,674	3,433	2,660	4,990	3,105	3,118	10,425	10,519	6,547	16,828
Autres prêts bancaires	563	1,131	766	990	661	276	1,457	2,416	1,195	−80	1,978
Titres de sociétés	308	−117	564	131	722	1,303	3,683	−286	−633	−359	962
Autres avoirs	457	1,058	460	355	−1,040	1,396	1,187	481	−134	−282	2,669
Prêts en devises étrangères aux résidants	−101	191	1,093	557	507	1,010	2,334	1,071	2,936	981	9,195
Gouvernement du Canada	0	0	0	0	0	0	1,632	−1,276	362	−356	261
Autres	−101	191	1,093	557	507	1,010	702	2,347	2,574	1,337	8,934
Titres de résidants en devises étrangères	0	−14	38	5	−1	1,224	2,888	72	−320	−316	−15
Passif des Canadiens	5,673	9,793	12,808	8,333	12,579	13,642	19,356	18,765	15,844	10,227	18,523
Passif autre que dépôts	641	553	531	781	855	874	1,586	1,761	1,462	509	2,773
Passif de dépôts	5,032	9,240	12,277	7,552	11,724	12,768	17,770	17,004	14,382	9,718	15,750
En devises étrangères	−85	1,403	2,044	−523	1,823	871	3,297	−559	1,031	888	−4,573
En dollars canadiens	5,117	7,837	10,233	8,075	9,901	11,897	14,473	17,563	13,351	8,830	20,323
En épargne personnelle	2,166	4,655	5,185	3,448	7,241	4,470	6,580	12,688	10,729	9,338	12,976
Gouvernement du Canada	168	−46	2,321	−1,019	−560	1,630	1,733	−4,048	1,675	−471	−288
Dépôts à vue	1,286	1,378	470	2,684	−880	2,240	1,226	453	1,220	1,062	−1,540
Autres dépôts	1,497	1,850	2,257	2,962	4,100	3,557	4,934	8,470	−273	−1,099	9,175
Situation nette vis-à-vis non-résidents comptabilisée au Canada	637	−343	−1,354	489	−941	1,384	2,771	4,105	1,406	−864	16,119
Ecart statistique vis-à-vis non-résidents	100	−52	−55	71	57	292	−118	−810	−116	−516	−590

[1] De janvier à septembre.

Sources: Ministère des Finances et Banque du Canada.

Tableau de référence 92
Autres institutions de dépôt (Flux)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1980[1]	1981[1]
						(Millions de dollars)					
Prêts ou emprunts nets	38	16	– 10	60	39	60	52	– 41	– 91	– 84	3
Placements financiers nets	38	16	– 11	62	41	61	52	– 41	– 91	– 84	3
Augmentation nette des avoirs financiers	3,283	4,842	4,381	5,878	7,637	9,303	10,024	11,063	13,225	9,203	11,613
Monnaie et dépôts											
Monnaie et dépôts bancaires	286	304	348	– 18	367	534	291	148	265	– 86	1,529
Dépôts hors-banques	82	– 46	27	331	37	77	– 25	32	160	149	279
Monnaie et dépôts étrangers	– 98	146	– 12	209	149	– 90	97	– 178	– 41	139	– 237
Crédit de consommation	313	467	422	545	776	701	1,165	1,100	760	591	583
Autres prêts	166	74	165	196	460	35	189	585	581	501	587
Gouvernement du Canada											
Bons du Trésor	– 1	1	2	17	7	92	57	– 131	556	304	– 135
Papier de sociétés de financement et autres à court terme	– 81	– 51	43	61	192	501	– 316	155	1,068	967	1,160
Prêts hypothécaires	2,284	3,680	3,284	3,779	4,978	6,451	6,606	8,017	7,143	4,831	5,979
Obligations											
Gouvernement du Canada	55	– 127	– 48	13	40	222	440	270	543	505	115
Gouvernements provinciaux	69	11	– 51	175	142	92	128	35	399	398	32
Gouvernements municipaux	41	128	– 14	115	8	37	65	– 80	– 93	– 38	– 119
Autres obligations canadiennes	84	66	– 43	146	65	140	184	627	661	464	777
Créances sur des entreprises associées	6	24	89	163	213	105	187	– 4	569	138	185
Actions	18	38	71	83	93	375	607	352	147	192	175
Placements étrangers	1	– 3	4	11	0	4	19	3	50	33	– 34
Autres avoirs financiers	146	130	94	52	110	27	330	132	457	115	737
Augmentation nette du passif	3,245	4,826	4,392	5,816	7,596	9,242	9,972	11,104	13,316	9,287	11,610
Monnaie et dépôts	3,080	4,257	4,012	5,367	6,574	8,261	8,907	9,247	10,916	7,224	8,996
Prêts											
Prêts bancaires	– 2	70	– 80	3	– 18	61	69	185	– 151	– 194	691
Autres prêts	48	32	2	11	131	249	221	737	763	448	514
Papier de sociétés de financement et autres à court terme	0	65	82	– 85	91	52	79	74	46	234	197
Prêts hypothécaires	0	0	0	0	0	21	– 32	8	20	3	– 51
Autres obligations canadiennes	0	185	139	134	301	155	86	172	116	147	123
Créances sur des entreprises associées	10	42	4	46	139	36	24	23	160	152	– 1
Actions	35	36	75	128	152	182	231	196	409	324	198
Autre passif	74	139	158	212	226	225	387	462	1,037	949	943
Ecart	0	0	1	– 2	– 2	– 1	0	0	0	0	0

[1] De janvier à septembre.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, nº de cat. 13-002.

Tableau de référence 93
Compagnies d'assurance et fonds de pensions (Flux)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1980[1]	1981[1]
						(Millions de dollars)					
Prêts ou emprunts nets	−67	−91	−100	−108	−144	−144	−102	−350	−461	−339	−398
Placements financiers nets	−67	−91	−100	−108	−144	−144	−102	−350	−461	−339	−398
Augmentation nette des avoirs financiers	2,836	3,608	4,072	5,021	6,502	7,510	8,896	11,257	13,149	8,860	10,255
Monnaie et dépôts											
Monnaie et dépôts bancaires	136	104	286	84	86	187	160	473	745	653	208
Dépôts hors-banques	14	70	−12	−77	−2	141	17	17	1	15	76
Monnaie et dépôts étrangers	0	23	−13	−11	2	4	76	−13	2	25	28
Crédit de consommation	19	73	178	95	85	65	86	196	300	247	512
Comptes commerciaux à recevoir	33	−17	−3	−9	140	52	193	46	87	59	53
Autres prêts	−6	12	25	−16	43	−25	−18	81	161	−3	5
Gouvernement du Canada											
Bons du Trésor	1	0	3	15	17	86	164	−20	218	221	59
Papier de sociétés de financement et autres à court terme	110	58	299	157	12	663	553	1,410	−176	152	1,028
Prêts hypothécaires	437	943	1,193	1,300	1,962	2,451	2,153	2,275	2,045	1,499	1,732
Obligations											
Gouvernement du Canada	59	−99	9	42	439	643	1,286	2,932	2,370	1,526	1,290
Gouvernements provinciaux	466	851	557	1,163	1,273	1,558	1,994	1,586	2,284	1,470	1,572
Gouvernements municipaux	−34	26	35	82	100	243	143	264	227	201	221
Autres obligations canadiennes	529	671	923	1,356	1,034	922	1,093	654	1,501	1,192	1,184
Créances sur des entreprises associées	0	0	0	0	0	0	48	31	74	46	1
Actions	988	752	503	653	968	305	433	772	2,418	1,268	1,745
Placements étrangers	9	23	−8	150	180	0	143	610	622	379	313
Autres avoirs financiers	75	118	97	37	163	215	372	−57	270	214	228
Augmentation nette du passif	2,903	3,699	4,172	5,129	6,646	7,654	8,998	11,607	13,610	9,199	10,653
Comptes commerciaux à recevoir	0	0	0	0	0	0	17	−2	1	7	11
Prêts bancaires	0	0	0	0	0	0	12	−28	48	123	375
Autres prêts	0	0	0	0	0	0	0	2	0	10	7
Prêts hypothécaires	0	0	0	0	0	0	−23	34	30	12	−2
Assurance-vie et pensions	2,898	3,691	4,153	5,111	6,631	7,637	8,858	11,454	13,457	9,031	10,274
Créances sur des entreprises associées	0	0	0	0	0	0	−7	−3	−42	−35	9
Actions	5	8	19	18	15	17	8	2	1	1	51
Autre passif	0	0	0	0	0	0	133	148	115	50	−72

[1] De janvier à septembre.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*.

Tableau de référence 94
Autres institutions financières privées (Flux)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1980[1]	1981[1]
						(Millions de dollars)					
Prêts ou emprunts nets	267	203	204	459	629	452	411	499	320	320	105
Placements financiers nets	267	203	204	459	629	452	411	499	320	320	105
Augmentation nette des avoirs financiers	1,500	2,098	3,820	2,733	4,499	4,388	5,961	6,820	6,855	6,136	8,212
Monnaie et dépôts											
Monnaie et dépôts bancaires	87	−32	−58	213	327	120	353	1,030	−147	−384	−346
Dépôts hors-banques	33	27	−40	69	−33	−18	92	−100	9	9	−108
Monnaie et dépôts étrangers	18	71	−121	75	135	64	−21	343	26	101	551
Crédit de consommation	286	368	159	70	62	−12	282	117	55	−246	278
Comptes commerciaux à recevoir	2	10	70	121	59	71	27	128	146	160	257
Autres prêts	374	753	1,715	698	644	1,449	1,470	2,384	3,455	2,332	1,960
Gouvernement du Canada											
Bonds du Trésor	13	−62	68	163	68	234	125	−99	680	789	116
Papier de sociétés de financement et autres à court terme	391	−325	583	278	319	−200	797	207	−364	256	−300
Prêts hypothécaires	153	545	514	411	569	845	835	382	315	291	−153
Obligations											
Gouvernement du Canada	3	−11	−23	−47	373	337	363	508	500	487	174
Gouvernements provinciaux	71	66	96	179	151	131	134	94	35	21	55
Gouvernements municipaux	−8	49	41	47	28	97	23	10	25	6	−10
Autres obligations canadiennes	137	197	100	204	260	202	68	−62	−93	−45	93
Créances sur des entreprises associées	189	337	672	675	1,116	939	899	1,820	996	857	5,138
Actions	−314	16	−163	−86	−6	11	−160	−131	35	−26	373
Investissements étrangers	−215	−178	−50	−12	−64	−87	−1	154	169	100	104
Autres avoirs financiers	280	267	257	−325	491	203	675	35	1,013	1,428	30
Augmentation nette du passif	1,233	1,895	3,616	2,274	3,870	3,934	5,550	6,321	6,535	5,816	8,107
	0	0	0	0	27	37	29	11	14	8	24
Comptes commerciaux à payer	23	29	33	22	48	52	58	71	−2	−1	41
Prêts											
Prêts bancaires	177	262	556	161	−212	312	120	1,238	10	−2	1,249
Autres prêts	207	−414	222	255	311	−223	544	−173	272	878	715
Papier de sociétés de financement et autres à court terme	342	859	1,255	202	612	916	1,687	1,757	2,697	1,716	2,406
Prêts hypothécaires	13	−48	21	6	2	1	7	9	−6	−4	35
Autres obligations canadiennes	304	485	381	660	1,198	795	571	422	259	438	109
Assurance-vie et pensions	0	0	0	0	0	0	237	267	206	157	239
Créances sur des entreprises associées	−34	234	550	220	262	354	−174	1,158	872	574	−218
Actions	−226	24	15	291	396	509	1,276	1,145	1,092	590	2,563
Autre passif	427	464	583	457	1,226	1,181	1,195	416	1,121	1,462	944
Ecart	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

[1] De janvier à septembre.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*..

Tableau de référence 95
Sociétés privées non financières (Flux)
1972 – 1981

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1980[1]	1981[1]
						(Millions de dollars)					
Prêts ou emprunts nets	−3,431	−4,139	−7,464	−3,218	−3,711	−4,455	−6,047	−7,303	−8,282	−5,830	−14,766
Placements financiers nets	−2,232	−2,711	−7,139	−4,263	−5,209	−3,712	−5,529	−8,860	−10,247	−7,122	−15,936
Augmentation nette des avoirs financiers	3,390	6,384	8,994	6,559	5,610	8,192	17,849	19,208	19,937	11,916	21,423
Monnaie et dépôts											
Monnaie et dépôts bancaires	58	272	477	656	859	929	1,387	−443	1,356	−309	−1,054
Dépôts hors-banques	104	−109	−33	−72	66	1	296	257	−177	−103	−381
Monnaie et dépôts étrangers	54	371	−2	−207	578	−96	832	288	79	−50	−970
Crédit de consommation	17	109	133	96	−38	17	30	−60	−92	−9	318
Comptes commerciaux à recevoir	1,396	3,101	5,042	3,759	2,276	3,877	8,162	7,117	6,592	4,760	8,183
Autres prêts	8	79	97	204	−130	518	545	433	249	161	791
Gouvernement du Canada											
Bons du Trésor	−23	73	−79	16	37	−8	0	39	59	35	117
Papier de sociétés de financement et autres à court terme	165	488	−84	353	−239	245	238	1,152	1,115	572	−871
Prêts hypothécaires	102	19	44	7	79	17	655	−70	63	−22	746
Obligations											
Gouvernement du Canada	37	−28	−4	−6	−30	14	36	−1	−8	−11	−10
Gouvernements provinciaux	−40	4	−49	104	−4	12	−25	−3	11	30	−32
Gouvernements municipaux	−11	10	1	13	−2	−11	−3	21	−68	−65	12
Autres obligations canadiennes	18	−29	−73	15	−19	−33	51	46	−122	−51	−255
Créances sur des entreprises associées	973	1,177	1,967	1,194	1,452	2,595	3,768	6,935	7,041	4,591	11,605
Actions	312	78	214	−29	23	−28	445	782	710	444	528
Investissements étrangers	−127	28	40	−69	1	73	160	−81	291	277	118
Autres avoirs financiers	347	741	1,303	525	701	70	1,272	2,796	2,838	1,666	2,578
Augmentation nette du passif	5,622	9,095	16,133	10,822	10,819	11,904	23,378	28,068	30,184	19,038	37,357
Comptes commerciaux à payer	1,660	2,315	4,857	2,523	1,177	2,087	5,701	6,420	6,561	2,424	3,227
Prêts											
Prêts bancaires	1,697	2,624	3,144	2,440	2,970	1,203	3,902	5,304	6,474	5,165	13,962
Autres prêts	278	711	569	905	720	805	924	2,041	1,616	999	2,780
Papier de sociétés de financement et autres à court terme	−238	−177	1,463	212	353	−408	477	994	11	384	1,145
Prêts hypothécaires	336	320	500	332	757	410	1,257	870	1,788	1,220	2,104
Autres obligations canadiennes	863	750	1,457	2,112	2,132	2,028	1,563	474	2,141	1,474	3,013
Créances sur des entreprises associées	302	173	871	661	1,103	1,410	1,466	2,026	2,836	2,241	3,686
Actions	454	1,118	828	1,161	927	2,672	4,782	5,260	5,563	3,905	4,865
Autre passif	270	1,261	2,444	476	680	1,697	3,306	4,679	3,194	1,246	2,577
Ecart	−1,199	−1,428	−325	1,045	1,498	−743	−518	1,557	1,965	1,292	1,170

[1] De janvier à septembre.

Source: Statistique Canada, *Comptes de flux financiers.*

Tableau de référence 96
Taux d'intérêt choisis: Canada et Etats-Unis
1968-1981

Année	Canada						Etats-Unis			
	Taux d'escompte	Bons du Trésor (3 mois)	Gouv. du Canada, obligations (plus de 10 ans)	Billets de sociétés (90 jours)	Taux des banques	Hypothèques conventionnelles (5 ans)	Taux d'escompte	Fonds fédéraux	Billets de sociétés commerciales (90 jours)	Taux privilégié des banques
	(Moyenne annuelle en pourcentage)									
1968	6.79	6.27	6.75	6.82	6.92	9.06	5.23	5.67	5.88	6.33
1969	7.46	7.19	7.58	7.85	7.96	9.84	5.88	8.06	8.33	8.00
1970	7.13	5.99	7.91	7.34	8.17	10.45	5.94	6.98	8.11	7.81
1971	5.19	3.56	6.95	4.51	6.48	9.43	4.83	4.66	5.17	5.69
1972	4.75	3.56	7.23	5.10	6.00	9.21	4.50	4.48	4.83	5.29
1973	6.13	5.47	7.56	7.45	7.65	9.59	6.54	8.80	8.55	8.17
1974	8.50	7.82	8.90	10.51	10.75	11.24	7.85	10.42	10.33	10.75
1975	8.50	7.39	9.03	7.94	9.42	11.43	6.21	5.84	6.26	7.73
1976	9.29	8.87	9.18	9.17	10.04	11.78	5.46	5.07	5.31	6.81
1977	7.71	7.33	8.70	7.47	8.50	10.36	5.52	5.62	5.75	6.88
1978	8.96	8.68	9.27	8.83	9.69	10.59	7.54	8.05	8.32	9.17
1979	12.10	11.69	10.21	12.07	12.90	11.98	10.38	11.32	11.44	12.79
1980	12.89	12.79	12.48	13.15	14.25	14.32	11.75	13.21	13.03	15.44
1981	17.93	17.72	15.22	18.33	19.29	18.15	13.42	15.96	15.89	18.75
	(Dernier mercredi en pourcentage)									
1981 J	17.00	16.86	12.96	17.25	18.25	15.17	13.00	18.12	17.20	19.50
F	17.14	16.83	13.38	17.15	18.25	15.27	13.00	14.96	15.49	18.50
M	16.59	16.44	13.48	17.00	17.75	15.75	13.00	13.48	13.99	17.00
A	17.40	17.35	15.07	17.50	18.25	16.45	14.00	16.28	16.15	17.50
M	19.06	18.43	14.96	19.00	19.50	17.82	14.00	18.71	17.86	20.50
J	19.07	18.83	15.03	19.20	20.00	18.55	14.00	19.20	16.88	20.00
J	19.89	20.29	17.07	21.25	21.00	18.90	14.00	18.54	18.21	20.50
A	21.03	20.82	16.77	22.20	22.75	21.30	14.00	17.41	18.16	20.50
S	19.63	19.35	17.66	19.60	21.25	21.46	14.00	15.00	16.58	19.00
O	18.30	17.96	16.66	18.80	20.00	20.54	14.00	14.87	15.42	18.00
N	15.40	15.07	14.32	15.40	17.25	18.80	13.00	12.42	11.56	15.75
D	14.66	14.41	15.27	15.65	17.25	17.79	12.00	12.54	13.20	15.75

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.